

## **CONSEIL**

**Cent quinzième session**

## **RAPPORT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**



## TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION .....	2
OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES.....	3
DONNÉES FINANCIÈRES.....	7
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE .....	15
ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE.....	16
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	17
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	18
ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS (PROGRAMMES D'OPÉRATIONS).....	19
ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE (PROGRAMME ADMINISTRATIF).....	20
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS .....	21
APPENDICES	
Appendice 1 Contributions assignées (programme administratif) .....	68
Appendice 2 Contributions assignées restant dues (programme administratif) .....	72
Appendice 3 État de la performance financière par service .....	75
Appendice 4 Sources et application des revenus de soutien opérationnel .....	76
I. Revenus de soutien opérationnel.....	76
II. Réserve de revenus de soutien opérationnel .....	77
III. Prélèvement sur la réserve de revenus de soutien opérationnel.....	77
IV. Fonds de l'OIM pour le développement .....	78
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu.....	79
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés .....	84
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur (programmes d'opérations).....	86
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet (programmes d'opérations).....	88
Appendice 9 Liste des services en nature reçus.....	137

## RAPPORT DE LA DIRECTION



Le 23 mai 2024

### RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM présente les informations financières de l'Organisation de manière transparente et accessible. Il est un élément important du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers et les informations connexes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), au Règlement financier de l'OIM et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. En raison des limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

À notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2023. Durant le processus de vérification externe des comptes, l'OIM a communiqué au Service de vérification des comptes du Ghana toutes les informations pertinentes et l'accès convenus dans la mission de vérification des comptes. L'opinion du Vérificateur externe des comptes, le Vérificateur général des comptes du Ghana, est reproduite à la page suivante.

Amy Pope  
Directrice générale

Joseph Samuel Appiah  
Contrôleur financier/Directeur  
du Département de la gestion  
financière et administrative

Leonel Guzman  
Directeur  
de la Division des finances  
et de la comptabilité

**OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES**

RÉPUBLIQUE DU GHANA

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DES COMPTES**

Notre n° de réf. : AG/01/24/13

Votre n° de réf. :

**Le 6 mai 2024**

**Madame la Directrice générale,**

**Rapport du Vérificateur externe des comptes sur les états financiers de  
l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé  
le 31 décembre 2023**

J'ai l'honneur de vous communiquer les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023, que j'ai vérifiés et sur lesquels j'ai exprimé une opinion.

Veillez agréer les assurances de ma très haute considération.

**Johnson Akuamoah-Asiedu**  
**Vérificateur général des comptes**

**OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)**

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT**

**Au  
Président du Conseil  
de l'Organisation internationale pour les migrations  
réuni pour sa cent quinzième session**

**Rapport sur les états financiers**

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), constitués de l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et de l'état de la performance financière, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et de l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice ayant pris fin à cette date, ainsi que des notes aux états financiers, y compris une synthèse des aspects principaux de la politique comptable.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'OIM au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice ayant pris fin à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées à la section « Responsabilités du vérificateur des comptes concernant la vérification des états financiers » ci-dessous. Nous sommes indépendants de l'OIM, conformément aux règles déontologiques qui s'appliquent à la vérification des états financiers, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect de ces règles. Nous estimons que les éléments que nous avons réunis à l'occasion de notre vérification sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion.

**Responsabilités de la direction et des organes de gouvernance en matière d'états financiers**

Il incombe au Directeur général d'établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, qui présentent une image fidèle de la situation de l'OIM, et d'exercer le contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre d'établir des états exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

## OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)

Lors de l'établissement des états financiers, le Directeur général est tenu d'évaluer la capacité de l'OIM de poursuivre ses activités, de rendre compte, le cas échéant, des éléments touchant la continuité d'activité et de considérer qu'elle poursuivra ses activités, à moins qu'il n'ait l'intention de procéder à la liquidation de l'OIM ou de mettre fin à ses activités, ou qu'il n'ait pas d'autre solution à sa portée.

Les organes de gouvernance sont tenus de superviser la procédure d'information financière de l'OIM.

### **Responsabilités du vérificateur des comptes concernant la vérification des états financiers**

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, et de publier un rapport dans lequel nous faisons part de notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé; elle ne garantit cependant pas qu'une vérification menée conformément aux Normes internationales d'audit permette de déceler systématiquement les anomalies significatives. Les anomalies peuvent tenir à la fraude ou à l'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prendront sur la base des états financiers.

Dans le respect des Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et un esprit critique tout au long de la vérification. Nous menons également les activités suivantes :

- a) Nous décelons et évaluons les risques que pourrait poser la présence d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur, nous concevons et appliquons des procédures de vérification adaptées à ces risques et nous réunissons à l'occasion de notre vérification des éléments qui sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion. Le risque de ne pas déceler une inexactitude significative découlant d'une fraude est plus élevé que celui lié à une inexactitude résultant d'une erreur, car la fraude peut recouvrir des actes de collusion ou de falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le non-respect des procédures de contrôle interne ;
- b) Nous évaluons les contrôles internes exercés par l'OIM afin de concevoir des procédures de vérification appropriées, mais notre intention n'est pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles ;
- c) Nous évaluons les méthodes comptables suivies et les estimations faites par le Directeur général, de même que l'information dont il fait état ;

## OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)

- d) Nous tirons des conclusions concernant l'utilisation par le Directeur général du principe de la continuité d'activité et, nous fondant sur les éléments que nous avons réunis dans le cadre de la vérification, nous estimons s'il existe une incertitude significative quant à des événements ou des circonstances qui pourraient compromettre la capacité de l'OIM de poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'appeler l'attention sur les informations pertinentes figurant dans les états financiers et d'émettre une opinion modifiée si elles ne sont pas satisfaisantes. Nos conclusions sont fondées sur les éléments réunis à la date d'établissement de notre rapport, mais nous ne pouvons pas nous engager pour l'avenir puisque l'on ne peut pas exclure que des circonstances ou des événements futurs empêchent l'OIM de poursuivre ses activités ;
- e) Nous évaluons la présentation générale, la structure et la teneur des états financiers et des informations qui les accompagnent ; nous évaluons également si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents avec fidélité.

Nous communiquons avec les organes de gouvernance concernant, entre autres points, l'étendue et le calendrier de la vérification et les principales constatations, notamment les insuffisances significatives concernant les contrôles internes que nous pourrions déceler dans le cadre de nos activités.

### **Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires**

Par ailleurs, à notre avis, les opérations effectuées par l'OIM qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux autres dispositions réglementaires de l'OIM.

Conformément à l'article 12 du Règlement financier et aux autres dispositions réglementaires, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes de l'OIM.

**Johnson Asiedu Akuamoah**  
**Vérificateur général des comptes du Ghana**  
**(Vérificateur externe des comptes)**  
**Accra (Ghana)**

**Le 6 mai 2024**



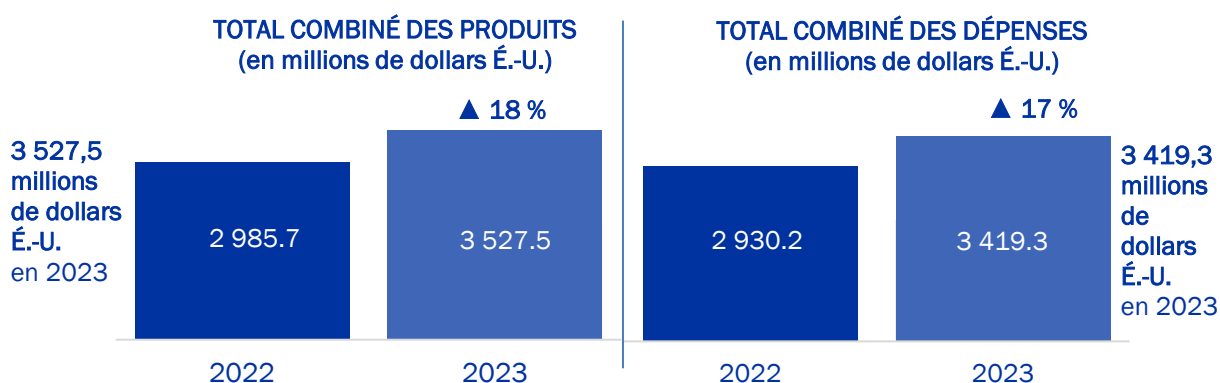
## DONNÉES FINANCIÈRES

### APERÇU GÉNÉRAL

#### Introduction

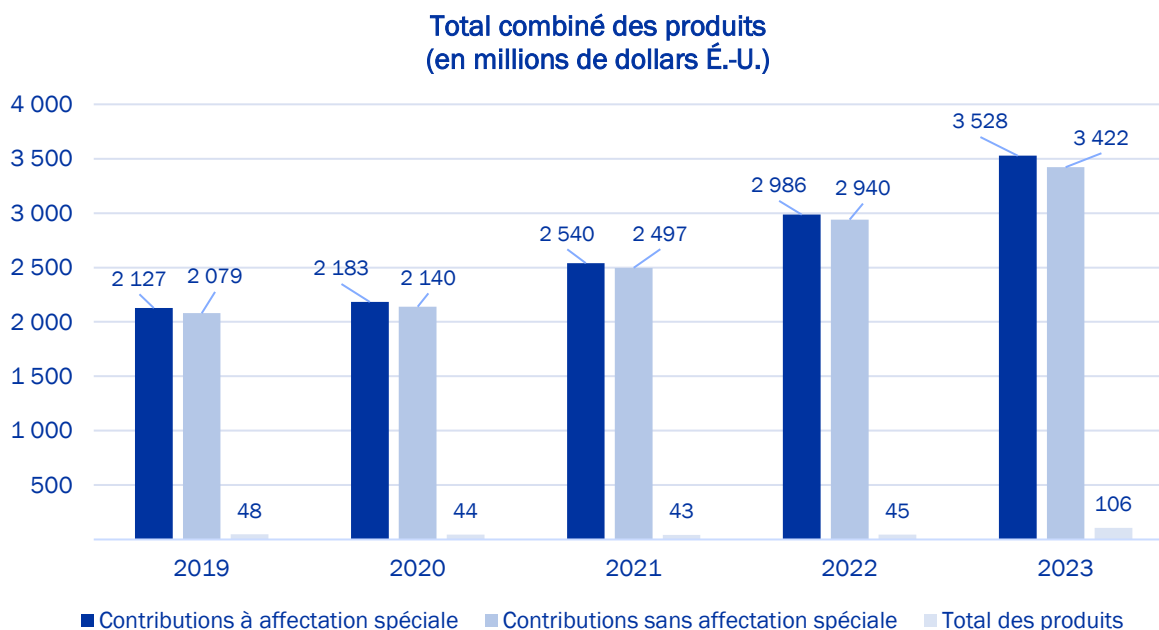
1. En 2023, l'OIM a continué de se consolider en tant qu'organisation intergouvernementale chef de file œuvrant pour la promotion de migrations sûres et ordonnées dans l'intérêt de tous, et elle s'est efforcée de s'acquitter de sa mission de façon effective et plus efficace encore, dans un monde confronté à une conjonction de crises et à de profondes transformations d'envergure mondiale.

2. En 2023, le total combiné des produits est passé à 3 527,5 millions de dollars É.-U. (contre 2 985,7 millions de dollars É.-U. en 2022) et le total des dépenses, à 3 419,3 millions de dollars É.-U. (contre 2 930,2 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité)), débouchant sur un excédent de 108,2 millions de dollars É.-U. avant pertes et gains de change (en hausse significative par rapport à celui de 2022 qui se situait à 55,6 millions de dollars É.-U. (montant retraité)). Cet excédent est dû essentiellement à l'augmentation des revenus de soutien opérationnel découlant de la croissance opérationnelle et de la hausse des taux d'intérêt en 2023.



#### Produits

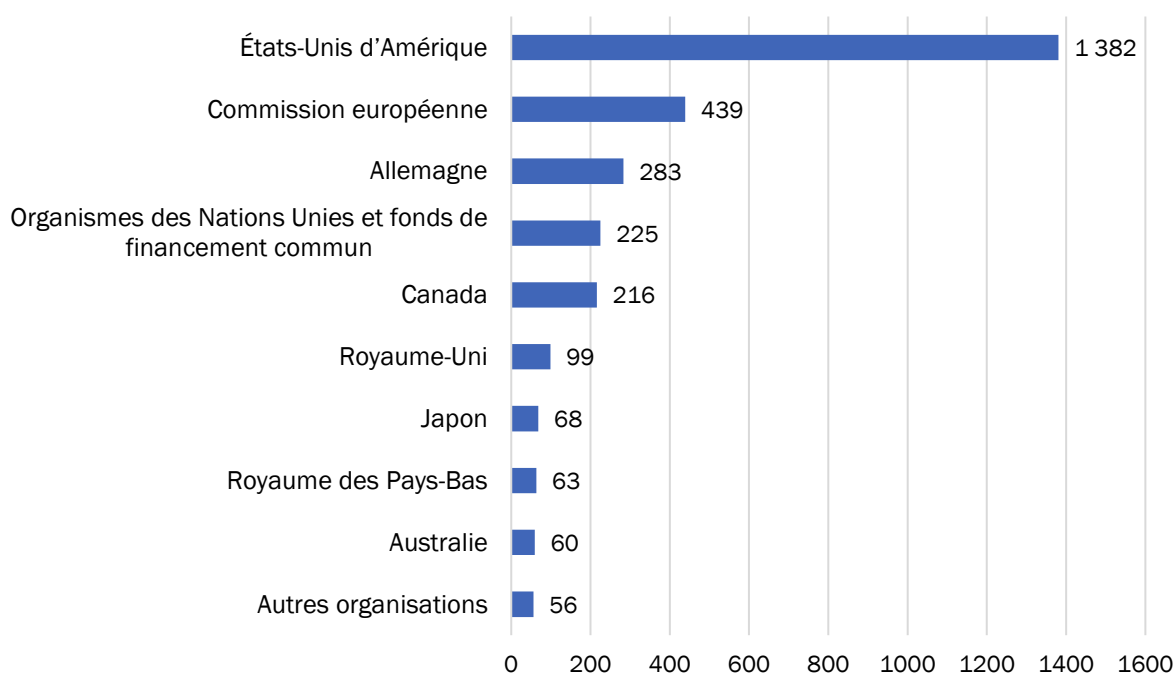
3. En 2023, le total combiné des produits de l'OIM – qui englobe les contributions assignées au titre du programme administratif et les contributions volontaires au titre des programmes d'opérations, y compris les produits d'intérêts et autres produits – a augmenté de 18 %, pour atteindre 3 527,5 millions de dollars É.-U., contre 2 985,7 millions de dollars É.-U. en 2022.



4. En outre, l'OIM a constaté une hausse de 13 % des produits différés au titre des programmes d'opérations. Les produits différés correspondent aux contributions reçues des donateurs avant exécution pour des activités devant être achevées après 2023, et se sont élevés à 1 751,2 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2023, contre 1 545,8 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2022.

5. Le graphique ci-dessous indique les dix plus grands donateurs de l'Organisation en 2023, dont le total combiné des contributions assignées et des contributions volontaires s'est élevé à 2 891 millions de dollars É.-U., soit 82 % du total combiné des produits de l'Organisation.

**Dix plus grands donateurs de l'OIM en 2023**  
(en millions de dollars É.-U.)



6. Les contributions volontaires à affectation spéciale pour des programmes d'opérations se sont élevées à 3 138,7 millions de dollars É.-U. (contre 2 719,3 millions de dollars É.-U. en 2022), comprenant 176,2 millions de dollars É.-U. de contributions à affectation relativement non contraignante destinées à des opérations de pays et à des appels humanitaires de l'OIM (contre 161,7 millions de dollars É.-U. en 2022).

7. Des contributions sans affectation spéciale (aux ressources de base) d'un montant total de 45,6 millions de dollars É.-U. (contre 33,2 millions de dollars É.-U. en 2022) ont été reçues des Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, de Chypre, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas (Royaume des), des Philippines, du Portugal, du Qatar, de la République de Corée, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse et d'autres organisations.

8. Les financements souples versés à l'OIM (contributions sans affectation spéciale ou à affectation relativement non contraignante), et plus particulièrement les contributions sans affectation spéciale (aux ressources de base) revêtent une importance vitale pour l'OIM et lui permettent d'investir dans des initiatives institutionnelles visant à renforcer ses fonctions de base à l'appui de la mise en œuvre de son mandat et à fournir une assistance dont ses bénéficiaires et les populations démunies ont cruellement besoin. Ces financements sont d'autant plus déterminants que l'OIM enregistre une croissance soutenue et constante de ses activités depuis 10 ans. Les financements souples reçus en 2023 représentent 6 % du financement total de l'Organisation.

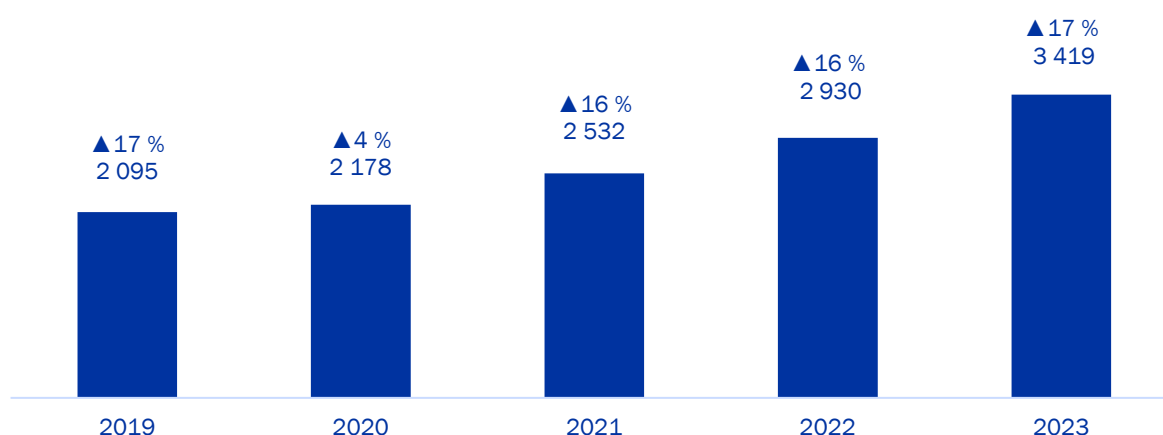
## Dépenses

9. Le total combiné des dépenses de l'OIM s'est élevé à 3 419,3 millions de dollars É.-U. en 2023, ce qui représente une augmentation de 489,1 millions de dollars É.-U. (17 %) par rapport au total des dépenses de 2022, qui s'était élevé à 2 930,2 millions de dollars É.-U. (montant retraité).

Dépenses	Millions de dollars É.-U.		Différence	
	2023	2022	Pourcentage (%) des dépenses totales	Millions de dollars É.-U.
Programme administratif	75,3	54,0	2	21,3
Programmes d'opérations	3 344,0	2 876,2	98	467,8
<b>Total des dépenses pour l'exercice (compte non tenu des variations de change)</b>	<b>3 419,3</b>	<b>2 930,2</b>	<b>100</b>	<b>489,1</b>

10. Le graphique ci-dessous indique le total combiné des dépenses enregistré pour la période 2019-2023, ainsi que l'augmentation annuelle (en %).

**Total combiné des dépenses : 2019-2023**  
(en millions de dollars É.-U.)



11. En 2023, l'OIM a continué d'apporter une aide à des personnes et gouvernements touchés par des situations de crise complexes, découlant de conflits armés et aggravées par des chocs environnementaux, des catastrophes ou les effets du changement climatique, dans le centre du Sahel (touchant le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo), ainsi que dans les pays suivants : Arménie, Bangladesh, Haïti, Liban, Mozambique, Myanmar, Nigéria, République démocratique du Congo, Soudan (touchant également les pays voisins, dont l'Égypte, l'Éthiopie, la Libye, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Tchad), Ukraine (touchant également les pays voisins, dont le Bélarus, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie, la Slovaquie et la Tchéquie), Yémen et Territoire palestinien occupé.

12. L'OIM a aussi répondu aux besoins liés à d'importants mouvements de population dans toute l'Amérique latine, imputables au premier chef à l'instabilité et aux crises économiques en Amérique centrale et en Amérique du Sud (touchant principalement la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et Panama), ainsi qu'aux flux continus de réfugiés et de migrants qui découlent de la situation en République bolivarienne du Venezuela (touchant l'Argentine, Aruba, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Curaçao, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, le Guyana, le Mexique, Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, Trinité-et-Tobago et l'Uruguay). L'appui fourni par l'OIM a aussi permis de venir en aide à des régions et pays touchés par les catastrophes, dont la Corne de l'Afrique (tout particulièrement Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, touchés par la sécheresse et les inondations), l'Afghanistan, la Libye, le Mozambique, le Pérou, la République arabe syrienne, le Tchad, la Türkiye et Vanuatu.

13. En ce qui concerne la résolution 72/279 de l'Assemblée générale des Nations Unies datée du 31 mai 2018 et les directives ultérieures relatives à la mise en œuvre de la redevance de 1 % au titre de la coordination, l'OIM a recueilli 3,0 millions de dollars É.-U. en 2023 (contre 2,2 millions de dollars É.-U. en 2022). Elle a transféré ce montant au fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées au nom des donateurs de contributions.

14. Le nombre de projets financièrement actifs s'est établi à 3 617 au cours de l'année (contre 3 511 en 2022). Au 31 décembre 2023, on dénombrait 2 615 projets financièrement actifs (contre 2 764 en 2022). En 2023, l'OIM a employé 20 972 personnes (non compris les consultants) déployées

dans 575 représentations sur le terrain réparties dans le monde entier (contre 18 935 membres du personnel affectés dans 565 représentations sur le terrain en 2022).

15. L'OIM a reçu du Service de vérification des comptes du Ghana une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et les autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière de l'exercice clôturé le 31 décembre 2023.

## PROGRAMME ADMINISTRATIF

16. Le programme administratif continue de représenter une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, s'élevant à 2 % des dépenses combinées en 2023.

17. Au 31 décembre 2023, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 10,9 millions de francs suisses, soit une diminution de 5,0 millions de francs suisses par rapport à l'année précédente (15,9 millions de francs suisses en 2022). Sur cette somme, 0,2 million de francs suisses concernent cinq États Membres ayant conclu un échéancier de paiement, qui sont à jour dans les paiements et dont le droit de vote a été rétabli (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2023 à l'appendice 2).

18. Conformément à la baisse des contributions assignées restant dues, la part du solde en souffrance correspondant au montant des sommes dues de longue date (contributions pour 2022 et les années antérieures) a diminué par rapport à l'année précédente, à hauteur de 5,0 millions de francs suisses (contre une hausse de 1,8 million de francs suisses en 2022). La correction de valeur pour pertes de crédit attendues, calculée par suite de l'entrée en vigueur de la norme IPSAS 41 – Instruments financiers en 2023, s'élevait à 4,3 millions de francs suisses, soit 2,4 millions de francs suisses de moins par rapport à 2022.

19. Les contributions assignées au programme administratif pour 2023 se sont élevées à 65,4 millions de francs suisses (contre 53,6 millions de francs suisses en 2022). Les dépenses engagées au titre du programme durant l'exercice, d'un montant de 65,4 millions de francs suisses (contre 53,6 millions de francs suisses en 2022) ont débouché, comme en 2022, sur une situation d'équilibre avant calcul des pertes de crédit attendues. Après intégration de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, de 2,4 millions de francs suisses, et de l'excédent de charges reporté en début d'exercice de 5,9 millions de francs suisses, le programme administratif a affiché un déficit de 3,5 millions de francs suisses (contre 5,9 millions de francs suisses en 2022 (montant retraité), selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire).

20. La partie administrative du budget bénéficie d'une couverture naturelle, car la plupart des dépenses sont effectuées dans la même monnaie que les produits, à savoir le franc suisse.

21. Le nombre total d'États Membres de l'OIM s'élève à 175 (comme en 2022).

## PROGRAMMES D'OPÉRATIONS

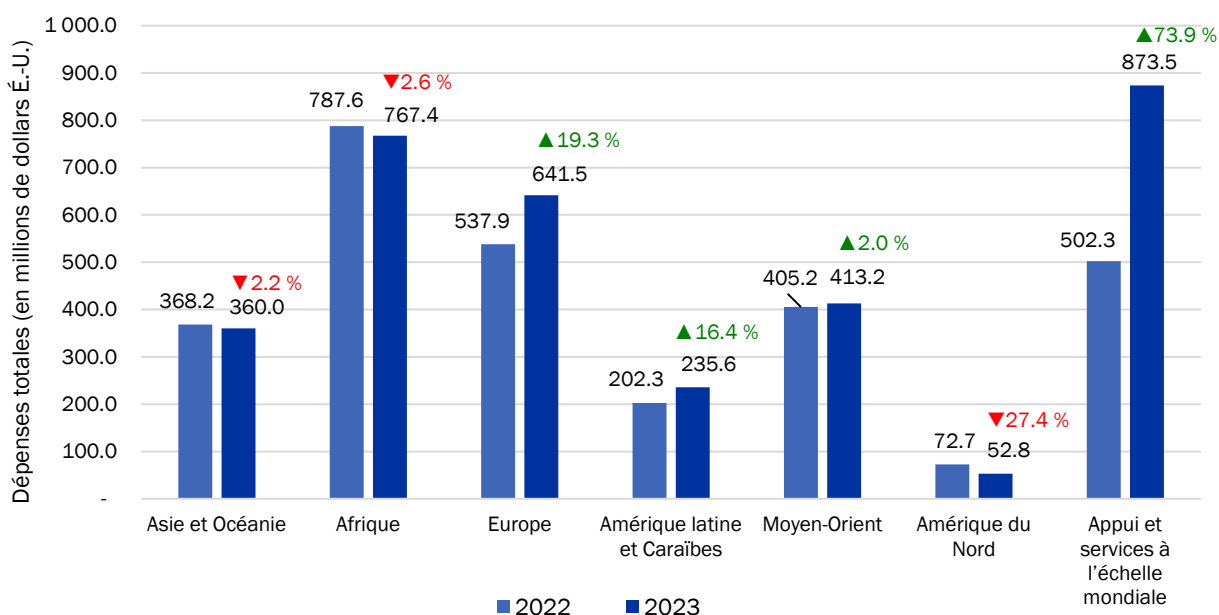
22. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2023 (document C/114/7) prévoyait, sur la base des informations disponibles à l'époque, des dépenses pour les programmes d'opérations de l'OIM estimées à environ 3 343,6 millions de dollars É.-U..

23. Le total des dépenses engagées au titre des programmes d'opérations a augmenté de 467,8 millions de dollars É.-U., passant de 2 876,2 millions de dollars É.-U. (montant retraité) en 2022 à 3 344,0 millions de dollars É.-U. en 2023, soit une hausse globale de 16 %.

24. Les représentations sur le terrain ayant enregistré les niveaux de dépenses les plus élevés ont été, par ordre décroissant, l'Ukraine, la Türkiye, le Soudan du Sud, l'Iraq, l'Afghanistan, la Somalie, l'Éthiopie, le Bangladesh, le Yémen et le Pakistan, soit 38 % du montant total des dépenses d'opérations. Les dépenses totales par représentation sur le terrain sont indiquées à l'appendice 5.

25. Les dépenses totales, par secteur géographique, sont résumées dans le graphique et dans le tableau ci-dessous :

### Dépenses totales, par secteur géographique – programmes d’opérations (en millions de dollars É.-U.)

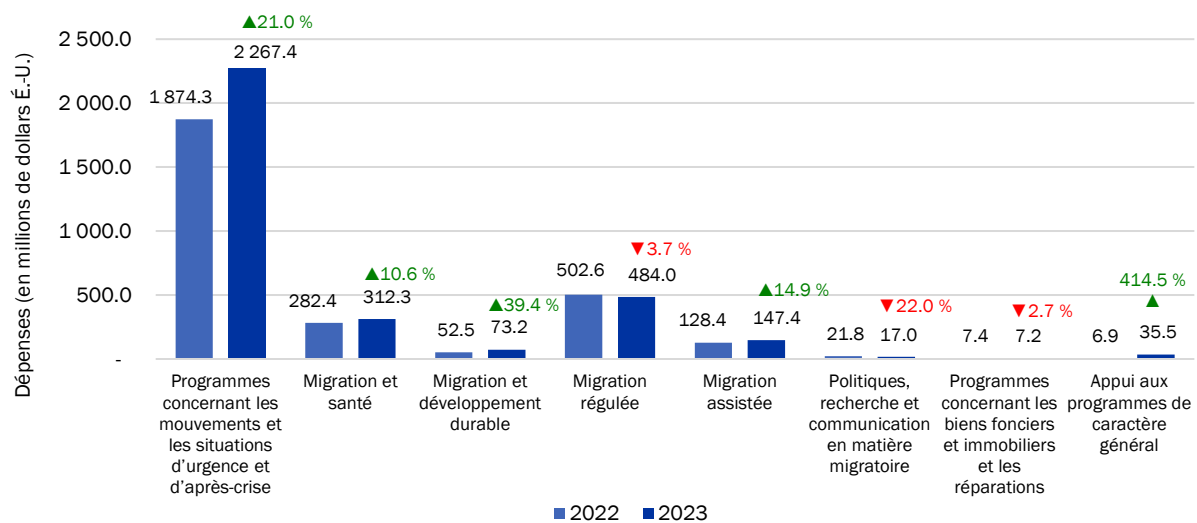


Programmes d'opérations Dépenses par secteur géographique	Millions de dollars É.-U.		
	2023	2022 (montants retraités)	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	360,0	368,2	(8,2)
Afrique	767,4	787,6	(20,2)
Europe	641,5	537,9	103,6
Amérique latine et Caraïbes	235,6	202,3	33,3
Moyen-Orient	413,2	405,2	8,0
Amérique du Nord	52,8	72,7	(19,9)
Appui et services à l'échelle mondiale	873,5	502,3	371,2
<b>Total</b>	<b>3 344,0</b>	<b>2 876,2</b>	<b>467,8</b>

26. L'augmentation de 467,8 millions de dollars É.-U. des dépenses engagées au titre des programmes d'opérations est principalement due à l'importante augmentation, de 371,2 millions de dollars É.-U., enregistrée dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale. Sur ce montant, environ 381 millions de dollars É.-U. ont été affectés à certaines interventions d'urgence liées à la réinstallation de migrants au Canada, aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni ou visant à répondre à la crise en Ukraine, des projets connexes étant gérés de façon centralisée et mis en œuvre dans les pays cibles en collaboration avec les bureaux extérieurs de l'OIM.

27. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau et le graphique ci-après.

### Dépenses totales par secteur de services – programmes d'opérations (en millions de dollars É.-U.)



Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	Millions de dollars É.-U.		
	2023	2022	Augmentation/ (diminution)
Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise	2 267,4	1 874,3	393,1
Migration et santé*	312,3	282,3	30,0
Migration et développement durable	73,2	52,5	20,7
Migration régulée	484,0	502,6	(18,6)
Migration assistée	147,4	128,4	19,0
Politiques, recherche et communication en matière migratoire	17,0	21,8	(4,8)
Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	7,2	7,4	(0,2)
Appui aux programmes de caractère général	35,5	6,9	28,6
<b>Total</b>	<b>3 344</b>	<b>2 876,2</b>	<b>467,8</b>

\* Les questions de santé sont communes à tous les domaines d'action de l'OIM. Ces chiffres ne reflètent que les activités axées sur la santé des migrants et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

28. Les principales fluctuations par secteur de services, telles qu'elles apparaissent dans le tableau ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- Les dépenses au titre des programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise ont augmenté de 393,1 millions de dollars É.-U., essentiellement en raison de l'augmentation des activités d'aide à la réinstallation menées avant tout dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale, ainsi que de l'augmentation des interventions d'urgence et de l'assistance fournie aux personnes déplacées, notamment au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique occidentale, en Europe et en Amérique latine ;
- Dans le secteur migration et santé, les dépenses ont augmenté de 30 millions de dollars É.-U., principalement en raison d'une hausse, dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale, des activités d'évaluation sanitaire dans le contexte migratoire et d'assistance sanitaire durant le voyage, ainsi que d'une augmentation des activités de fourniture de services de santé aux populations touchées par une crise en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe ;
- Les dépenses concernant le couple migration et développement durable ont augmenté de 20,7 millions de dollars É.-U. dans l'ensemble des régions, essentiellement en raison des activités de développement communautaire ;

- Les dépenses au titre de la migration régulée ont diminué de 18,6 millions de dollars É.-U. en raison du recul des activités d'aide au retour et à la réintégration à l'intention des migrants et des gouvernements principalement en Afrique, et dans une moindre mesure en Amérique latine, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient ;
- Les dépenses au titre de la migration assistée ont augmenté de 19 millions de dollars É.-U., essentiellement en raison d'une hausse des activités en matière de migration de main-d'œuvre et d'intégration et cohésion sociale, principalement dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale. Cette augmentation est légèrement compensée par le recul d'activités analogues en Afrique ;
- Les dépenses au titre des politiques, de la recherche et de la communication en matière migratoire ont enregistré une baisse de 4,8 millions de dollars É.-U. par rapport à 2022, essentiellement en raison d'une baisse des activités de politique migratoire et des activités de recherche et de publication en matière migratoire dans tous les secteurs géographiques, malgré une légère augmentation en Afrique ;
- Les dépenses au titre des programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations sont restées stables dans tous les secteurs, malgré une légère baisse de 0,2 million de dollars É.-U. ;
- Les dépenses au titre de l'appui aux programmes de caractère général ont augmenté de 28,6 millions de dollars É.-U., essentiellement dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale, ainsi qu'en Afrique, en raison d'une hausse des rentrées provenant de la commission pour frais généraux liés aux projets et d'une augmentation des contributions en nature.

### Revenus de soutien opérationnel

29. Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), les programmes d'opérations affichaient à la fin de 2023 une hausse de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 29,7 millions de dollars É.-U. nette du prélèvement de 15 millions de dollars É.-U. effectué conformément aux dispositions de la résolution du Conseil n° 1401 du 29 novembre 2022 (contre une hausse de 12,5 millions de dollars É.-U. nette du prélèvement de 13 millions de dollars É.-U. en 2022), ce qui porte le solde total de la réserve à 108 millions de dollars É.-U. (contre 78,3 millions de dollars É.-U. en 2022). Voir aussi l'appendice 4.II – Réserve de revenus de soutien opérationnel.

30. Les revenus de soutien opérationnel se composent de la commission pour frais généraux liés aux projets et des revenus divers. Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base, de l'allocation annuelle au Fonds de l'OIM pour le développement et d'autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

31. Le budget des revenus de soutien opérationnel a été fixé pour l'exercice à 174,9 millions de dollars É.-U. (voir l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel). Le montant de ces revenus varie d'une année à l'autre, les sources de revenus fluctuant selon le volume des activités déployées, le montant des contributions sans affectation spéciale reçues et les taux d'intérêt. C'est pourquoi des fonds peuvent devoir être retirés de la réserve de revenus de soutien opérationnel si le montant des revenus de soutien opérationnel disponible à la fin de l'exercice financier est inférieur au montant budgétisé.

32. Le montant effectif des revenus de soutien opérationnel s'est élevé à 252,3 millions de dollars É.-U. (contre 173,3 millions de dollars É.-U. en 2022), dépassant de 77,4 millions de dollars É.-U. le montant total inscrit au budget (174,9 millions de dollars É.-U.). Cet excédent est essentiellement imputable à une augmentation des intérêts créditeurs découlant d'un rendement supérieur des investissements, en lien avec les taux d'intérêt, ainsi qu'à des revenus provenant de la commission pour frais généraux liés aux projets plus importants que ceux inscrits au budget du fait d'une hausse des financements affectés à l'Organisation pour lui permettre de s'acquitter de sa mission. À l'appendice 4.I, les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'application des revenus de soutien opérationnel en 2023.

33. Conformément à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020, 15 millions de dollars É.-U. ont été alloués au soutien apporté aux États Membres en développement et à ceux dont l'économie est en transition au titre du Fonds de l'OIM pour le développement. Sur ce montant, 13,6 millions de dollars É.-U. ont été alloués à la deuxième ligne de crédit et 1,4 million de dollars É.-U. à la première. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel, et l'appendice 4.IV – Fonds de l'OIM pour le développement.

### Réserve de revenus de soutien opérationnel

34. L'excédent de revenus de soutien opérationnel est versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel après comblement de tout déficit non budgétisé et imprévu au cours de l'exercice. Compte tenu de ce critère, l'excédent de revenus de soutien opérationnel se situait à 77,4 millions de dollars É.-U. (montant effectif diminué du montant inscrit au budget), non compris le prélèvement de 15 millions de dollars É.-U.. L'excédent de revenus de soutien opérationnel a été alloué comme suit :

- 1,4 million de dollars É.-U. – Cette somme représente le solde net des activités inscrites au budget lorsque les lignes budgétaires approuvées des revenus de soutien opérationnel ont été dépassées en raison de dépenses additionnelles. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel.
- 31,3 millions de dollars É.-U. ont été alloués à des activités et structures non budgétisées, essentiellement des activités liées au stock central visant à répondre à des situations d'urgence et des besoins pressants et des améliorations de l'infrastructure informatique, ainsi que pour combler des déficits de projet imprévus dus principalement à des dépassements budgétaires et à des dépenses irrécouvrables concernant des projets achevés. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel et la note 23 relative aux annulations.
- Le montant restant de 44,7 millions de dollars É.-U. a été versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel, en application des dispositions de la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel.



## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2023

État I (en dollars É.-U.)

	Notes	Dollars É.-U.	
		2023	2022 (montants retraités)
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif à court terme</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,24	725 742 296	597 727 851
Placements à court terme	5,24	1 319 426 969	1 159 653 772
Créances – Contributions volontaires	6	314 770 821	250 105 412
– Contributions assignées	6,24	5 469 955	8 223 301
– Autres	6,24	69 025 112	44 738 644
Stocks	7	17 926 301	2 147 814
Autre actif	8	268 021 125	196 455 707
<b>Total de l'actif à court terme</b>		<b>2 720 382 579</b>	<b>2 259 052 501</b>
<b>Actif à long terme</b>			
Placements à long terme	5,24	143 090 408	167 757 491
Créances – Contributions assignées	6,24	201 029	21 796
– Autres	6,24	5 445 558	7 099 839
Immobilisations corporelles	9	81 248 808	75 655 032
Actifs incorporels	10	19 899 662	8 126 629
Autre actif	8	2 111 136	1 830 002
<b>Total de l'actif à long terme</b>		<b>251 996 601</b>	<b>260 490 789</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>2 972 379 180</b>	<b>2 519 543 290</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Passif à court terme</b>			
Fonds reçus d'avance – Contributions volontaires	11	1 751 228 189	1 545 799 135
– Contributions assignées	11, append. 1	4 378 041	1 444 843
– Relations de représentation	11	149 745 453	139 360 470
– Autres	11	21 483 536	23 906 000
Passif au titre des avantages du personnel	12	49 272 560	44 432 353
Sommes dues aux fournisseurs	13,24	320 748 782	286 973 118
Emprunts – Prêt immobilier	14,24	441 437	399 350
Autre passif	15	32 630 457	32 193 880
<b>Total du passif à court terme</b>		<b>2 329 928 455</b>	<b>2 074 509 149</b>
<b>Passif à long terme</b>			
Passif au titre des avantages du personnel	12	200 243 167	173 027 104
Emprunts – Prêt immobilier	14,24	10 799 315	10 169 044
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des États-Unis	append. 6	44 820 334	38 058 562
Autre passif	15	6 288 103	6 029 122
<b>Total du passif à long terme</b>		<b>262 150 919</b>	<b>227 283 832</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>2 592 079 374</b>	<b>2 301 792 981</b>
<b>ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>			
Solde cumulatif	16, 17	290 527 603	124 221 795
Réserves	18	64 792 249	71 451 526
Réserve de réévaluation de l'actif	9	28 482 684	28 482 684
Réserve pour gains/(pertes) actuariels	12	(3 502 730)	(6 405 696)
<b>TOTAL DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>		<b>380 299 806</b>	<b>217 750 309</b>
<b>TOTAL DU PASSIF et de l'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>		<b>2 972 379 180</b>	<b>2 519 543 290</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

## ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

État II (en dollars É.-U.)

	Notes	Appendices	2023		2022 (montants retraités)			
			TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMME D'OPÉRATIONS	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMME D'OPÉRATIONS
<b>PRODUITS</b>								
<b>Contributions à affectation spéciale</b>								
Contributions volontaires à affectation spéciale	23	7, 8	3 138 742 254	70 804 161	3 138 742 254	2 719 282 671	2 719 282 671	
Contributions assignées	23	1	70 804 161	70 804 161		58 564 826	58 564 826	
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	23	7, 8	193 126 838		193 126 838	146 443 950	146 443 950	
Contributions en nature	23	7, 8	19 243 917		19 243 917	16 173 731	16 173 731	
<b>Total partiel : Contributions à affectation spéciale</b>			<b>3 421 917 770</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 351 113 009</b>	<b>2 940 465 178</b>	<b>2 881 900 352</b>	
<b>Contributions sans affectation spéciale</b>								
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale	23	7, 8	60 019 672		60 019 672	12 010 575	12 010 575	
Contributions volontaires sans affectation spéciale		7, 8	45 583 890		45 583 890	33 248 178	33 248 178	
<b>Total partiel : Contributions sans affectation spéciale</b>			<b>105 603 562</b>		<b>105 603 562</b>	<b>45 258 753</b>	<b>45 258 753</b>	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	23	7, 8	<b>3 527 520 732</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 456 716 571</b>	<b>2 985 723 931</b>	<b>2 927 159 105</b>	
<b>CHARGES</b>								
Aide au transport	23		446 701 931		446 701 931	318 922 522	318 922 522	
Assistance médicale	23		70 922 040		70 922 040	77 759 754	77 759 754	
Autre aide directe aux bénéficiaires	23		692 048 912		692 048 912	554 703 601	554 703 601	
Transferts aux partenaires d'exécution	23		224 809 345		224 809 345	238 268 549	238 268 549	
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	23		646 955 769	9 310 793	637 644 976	573 203 594	8 165 672	
Traitements et avantages du personnel	23		1 012 117 310	62 597 464	949 519 846	884 385 824	41 720 848	
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	23		97 402 894	1 816 819	95 586 075	85 484 993	1 204 029	
Fournitures et produits de consommation	23		204 888 002	4 237 088	200 650 914	164 959 413	3 571 350	
Amortissement et dépréciation	9, 10, 23		20 648 333	25 789	20 622 544	19 224 799	60 789	
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues et provisions	4, 5, 23	2	(1 996 598)	(2 690 429)	693 831	9 249 831	(785 208)	
Autres charges	23		4 847 538	291	4 847 247	4 000 028	924	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	23	5	<b>3 419 345 476</b>	<b>75 297 815</b>	<b>3 344 047 661</b>	<b>2 930 162 908</b>	<b>53 938 403</b>	
<b>EXCÉDENT/(DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>			108 175 256	(4 493 654)	112 668 910	55 561 023	4 626 423	
<b>avant les variations de change</b>			2 340 887	2 340 887		(2 142 674)	(2 142 674)	
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif	17		57 597 826		57 597 826	(43 338 113)	(43 338 113)	
Gains/(pertes) de change			<b>168 113 969</b>	<b>(2 152 767)</b>	<b>170 266 736</b>	<b>10 080 236</b>	<b>2 483 749</b>	
<b>EXCÉDENT/(DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>			<b>168 113 969</b>	<b>(2 152 767)</b>	<b>170 266 736</b>	<b>10 080 236</b>	<b>2 483 749</b>	

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

## ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

État III (en dollars É.-U.)

	Notes	Dollars É.-U.				TOTAL
		Solde cumulatif (notes 16 et 17)	Réserves (note 18)	Réserve pour excédent de réévaluation (note 9)	Réserve pour gains/(pertes) actuariels (note 12)	
<b>Actif net/capitaux propres au 31 décembre 2022</b>		<b>131 559 810</b>	<b>71 451 526</b>	<b>28 482 684</b>	<b>(6 405 696)</b>	<b>225 088 324</b>
<b>Ajustements au solde d'ouverture</b>						
Ajustements sur exercices antérieurs	3	(7 338 015)				(7 338 015)
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>		<b>124 221 795</b>	<b>71 451 526</b>	<b>28 482 684</b>	<b>(6 405 696)</b>	<b>217 750 309</b>
<b>Résultat net pour l'exercice en cours (État II)</b>		<b>168 113 969</b>				<b>168 113 969</b>
Application de l'excédent administratif		(107 563)				(107 563)
Écarts actuariels comptabilisés dans l'actif net	12				2 902 966	2 902 966
Baisse de la réserve pour cessation de service	18		(8 359 875)			(8 359 875)
Réserve pour cessation de service	18	1 602 238	(1 602 238)			
Fonds de réponse rapide pour les transports	18	(32 052)	32 052			
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	18	(3 270 784)	3 270 784			
<b>Total partiel :</b>		<b>166 305 808</b>	<b>(6 659 277)</b>		<b>2 902 966</b>	<b>162 549 497</b>
<b>Mouvements en 2023</b>						
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2023</b>		<b>290 527 603</b>	<b>64 792 249</b>	<b>28 482 684</b>	<b>(3 502 730)</b>	<b>380 299 806</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

État IV (en dollars É.-U.)

	Notes	Dollars É.-U.	
		2023	2022 (montants retraités)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Excédent/(déficit) pour l'exercice	État II	168 113 969	10 080 236
<b>Mouvements sans effet de trésorerie</b>			
Instruments financiers – Produits dérivés	8, 15		(3 291)
Amortissement	9, 10	20 648 333	19 149 095
Dépréciation	10		75 704
Produits d'obligations au coût amorti	5	566 226	1 032 262
(Gains)/pertes à la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	9, 10	(218 093)	196 470
(Gains)/pertes à la vente/échéance des placements	5	182 748	221 511
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues et provisions	état II	(1 996 598)	9 249 831
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions volontaires	6	(64 665 409)	(104 147 023)
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions assignées	6, append. 2	5 264 543	(2 243 790)
(Augmentation)/diminution des créances – Autres	6	(22 632 187)	(15 521 455)
(Augmentation)/diminution des stocks	7	(15 778 487)	(848 341)
(Augmentation)/diminution de l'autre actif	8	(71 846 552)	(17 452 462)
Augmentation/(diminution) des sommes dues au titre des avantages du personnel	12	32 056 270	(5 837 175)
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Contributions volontaires	11	205 429 054	153 217 643
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Contributions assignées	11	2 933 198	108 373
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Relations de représentation	11	10 384 983	5 965 087
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Autres	11	(2 422 464)	(751 149)
Augmentation/(diminution) des sommes dues aux fournisseurs	13	33 775 664	31 437 731
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à court terme	15	268 957	9 196 150
Augmentation/(diminution) des gains (pertes) actuariels comptabilisés dans l'actif net	état III	2 902 966	21 069 546
Application de l'excédent administratif	état III	(107 563)	(394 693)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		<b>302 859 558</b>	<b>113 800 260</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>			
Vente/échéance (achat) de placements	5	(135 793 783)	(176 234 774)
Achat d'immobilisations corporelles	9	(25 921 070)	(24 457 292)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	9, 10	912 622	435 810
Transfert d'immobilisations corporelles	9		36 741
Achat et production d'actifs incorporels	10	(12 788 601)	(6 108 748)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>		<b>(173 590 832)</b>	<b>(206 328 263)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation/(diminution) des emprunts	14	672 358	5 734 265
Contributions provenant du/(remboursements au) Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des États-Unis	append. 6	6 761 772	18 026 173
Augmentation/(diminution) de la réserve pour cessation de service	état III	(8 359 875)	12 230 934
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		<b>(925 745)</b>	<b>35 991 372</b>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		<b>128 342 981</b>	<b>(56 536 631)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>		<b>597 727 851</b>	<b>663 568 045</b>
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues – trésorerie et équivalents de trésorerie	4	(328 536)	(9 303 563)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>4</b>	<b>725 742 296</b>	<b>597 727 851</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

## ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023 (PROGRAMMES D'OPÉRATIONS)

État V.a (en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.				
	Programme et Budget 2023*			2023 Montants réels présentés sur une base comparable	Charges (supérieures)/ inférieures aux montants budgétés
	Original (C/113/7)	Révision (S/32/6)	Réactualisation (C/114/7)		
Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise	720 513 000	1 420 056 600	2 218 622 900	2 246 459 394	(27 836 494)
Migration et santé	225 058 300	319 835 200	320 078 800	311 806 512	8 272 288
Migration et développement durable	38 953 500	61 286 500	76 158 400	66 641 331	9 517 069
Migration régulée	194 446 400	382 055 600	484 581 000	478 208 147	6 372 853
Migration assistée	57 334 900	128 617 100	130 220 400	144 161 747	(13 941 347)
Politiques, recherche et communication en matière migratoire	4 962 600	12 384 800	16 021 100	10 707 217	5 313 883
Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	206 500	1 226 900	9 460 200	7 216 352	2 243 848
Appui aux programmes de caractère général	23 491 800	42 403 300	88 403 200	92 251 438	(3 848 238)
<b>Total</b>	<b>1 264 967 000</b>	<b>2 367 866 000</b>	<b>3 343 546 000</b>	<b>3 357 452 138</b>	<b>(13 906 138)</b>
Ajustements comptables nets				(13 404 477)	
<b>Total selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS)</b>				<b>3 344 047 661</b>	

\* Les montants indiqués dans l'état de la performance financière sont classés selon leur nature, alors que les documents budgétaires sont présentés par catégorie de services.

*Doit être lu conjointement avec la note 22 aux états financiers  
(comparaison des montants budgétés et des montants réels).*

## ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)

### État V.b (en francs suisses)

	Francs suisses		
	Budget 2023 (S/32/6)	2023	2022
<b>PRODUITS</b>			
Contributions assignées des États Membres		65 346 816	53 586 816
Contributions assignées des nouveaux États Membres		5 424	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>65 352 240</b>	<b>53 586 816</b>
<b>CHARGES</b>			
Traitements et avantages du personnel	50 336 100	50 343 966	39 943 278
Indemnités de cessation de service	700 000	699 386	1 065 051
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 169 000	1 217 298	1 182 354
<b>Total des traitements et avantages du personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation</b>	<b>52 205 100</b>	<b>52 260 650</b>	<b>42 190 683</b>
Location et entretien des bâtiments	1 353 760	1 319 281	1 540 810
Équipement informatique et maintenance	2 351 340	2 377 499	2 133 739
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipement et véhicules	735 000	703 174	476 250
<b>Total des frais généraux de bureaux</b>	<b>4 440 100</b>	<b>4 399 954</b>	<b>4 150 799</b>
Formation	1 576 400	1 576 401	1 592 629
Services contractuels	806 978	835 533	792 635
<b>Total des services contractuels</b>	<b>2 383 378</b>	<b>2 411 934</b>	<b>2 385 264</b>
Communications	471 000	421 483	483 461
Secrétariat des réunions	435 000	498 367	412 224
Frais de participation aux coûts afférents à l'ONU	4 476 862	4 821 527	3 964 385
Réforme du système des Nations Unies sur le terrain	940 800	538 325	
<b>Total des autres dépenses</b>	<b>6 323 662</b>	<b>6 279 702</b>	<b>4 860 070</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (avant provision pour créances douteuses)</b>	<b>65 352 240</b>	<b>65 352 240</b>	<b>53 586 816</b>
<b>EXCÉDENT POUR L'EXERCICE en francs suisses (avant provision pour créances douteuses)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues (append. 2)		2 359 505	725 533
<b>EXCÉDENT POUR L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>		<b>2 359 505</b>	<b>725 533</b>
Excédent de charges reporté au début de l'exercice		(5 855 462)	(6 580 995)
<b>DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>		<b>(3 495 957)</b>	<b>(5 855 462)</b>
<b>Dollars É.-U.</b>			
<b>DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE en dollars É.-U. (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>		<b>(3 518 191)</b>	<b>(6 406 285)</b>
Ajustement pour excédent de charges reporté en début d'exercice, appliqué selon la comptabilité budgétaire en dollars É.-U.		6 343 946	7 192 344
Ajustements comptables nets		(4 978 522)	1 697 690
<b>DÉFICIT POUR L'EXERCICE en dollars É.-U. (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))</b>		<b>(2 152 767)</b>	<b>(2 483 749)</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

### NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS

#### Gouvernance, buts et fonctions

35. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 sous le nom de Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Des amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989, et le nom de l'organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. À la première session extraordinaire du Conseil tenue en juin 2016, les États Membres de l'OIM ont approuvé la décision de l'Organisation d'intégrer le système des Nations Unies. L'accord entre l'OIM et l'Organisation des Nations Unies a été signé en septembre 2016. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle comptait 175 États Membres au 31 décembre 2023 (comme en 2022).

36. Les organes de l'Organisation sont le Conseil et son sous-comité, le Comité permanent des programmes et des finances, ainsi que l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque État Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif a été aboli après l'entrée en vigueur, le 21 novembre 2013 (voir la résolution du Conseil n° 1262), des amendements à la Constitution adoptés le 24 novembre 1998 à la soixante-seizième session du Conseil (résolution n° 997). Le Comité permanent des programmes et des finances, en sa qualité de sous-comité du Conseil, est ouvert à l'ensemble des Membres. Depuis l'adoption de la résolution du Conseil n° 1263 du 26 novembre 2013, il assume les fonctions exercées précédemment par le Comité exécutif.

37. L'Administration, qui comprend un directeur général, des directeurs généraux adjoints et un personnel dont l'effectif a été déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux orientations et décisions du Conseil et du Comité permanent des programmes et des finances. Le Directeur général est la plus haute autorité de l'Administration.

38. Les buts et les fonctions de l'OIM sont conformes à sa Constitution. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect effectif des droits humains et au bien-être des migrants.

#### Structure

39. À la fin de 2023, l'Administration a engagé un réexamen de la structure organisationnelle, dont les résultats seront mis en œuvre à l'échelle de l'Organisation en 2024. La structure exposée ci-dessous est celle qui était en vigueur en 2023.

#### Siège

40. Le Siège est chargé de formuler la politique institutionnelle, des directives et une stratégie, d'établir des normes et des procédures de contrôle de la qualité et de superviser. À la période considérée, il était composé des structures ci-après, placées sous la responsabilité du Directeur général et des Directeurs généraux adjoints :

- Bureau exécutif ;
- Département des relations extérieures ;
- Département de la planification stratégique et des résultats institutionnels ;
- Département des opérations et des situations d'urgence ;
- Département de la coordination de la paix et du développement ;
- Département de l'appui aux programmes et de la gestion des migrations ;
- Département des politiques et de la recherche ;
- Département de la gestion financière et administrative ;
- Département de la gestion des ressources humaines ;
- Département des technologies de l'information et de la communication ;
- Département des affaires juridiques.

**NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)**

41. **Le Directeur général** est élu par le Conseil pour un mandat de cinq ans et ne peut être réélu que pour un seul mandat additionnel. Il dispose de l'autorité constitutionnelle pour gérer l'Organisation et mener des activités relevant de son mandat, en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde avec les priorités stratégiques. Il nomme deux directeurs généraux adjoints pour la durée de son mandat : le Directeur général adjoint chargé des opérations et le Directeur général adjoint chargé de la gestion et des réformes.

42. **Le Bureau exécutif** gère l'Organisation et est globalement responsable de la formulation des politiques et de la supervision des activités, de façon à garantir leur conformité avec les priorités stratégiques. Il comprend les unités et les fonctions directement rattachées au Directeur général, qui fournissent des services consultatifs et/ou apportent un appui direct à l'ensemble de l'Organisation. Sous la direction du Chef de Cabinet, le Bureau exécutif aide le Directeur général et les Directeurs généraux adjoints à exécuter le mandat de l'Organisation et assure la planification stratégique et la coordination des objectifs d'organisation et de gestion fixés par le Directeur général ; il facilite le développement et le renforcement de la capacité de gestion et veille à ce que le Siège et les structures hors Siège prennent des mesures appropriées face aux difficultés organisationnelles ; il coordonne les activités complexes de l'Organisation, veille à l'obligation redditionnelle, au suivi et à la mise en œuvre des politiques et procédures organisationnelles, et facilite la coordination entre le Siège et le terrain. Il est également le point focal pour toutes les questions nécessitant une intervention directe, telles que les questions relatives à la dotation en effectifs, les questions financières et celles relatives à la présentation de rapports, et comprend les Conseillers régionaux principaux.

43. **Le Département des relations extérieures** appuie et coordonne les relations de l'Organisation avec ses États Membres, les organisations intergouvernementales et la société civile. Il dirige et coordonne les relations extérieures de l'OIM, y compris son soutien aux processus consultatifs mondiaux et régionaux. Il coordonne en outre la participation de l'Organisation aux mécanismes, conférences et processus multilatéraux, ainsi que le suivi donné à des initiatives internationales de premier plan, y compris le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Par ailleurs, le Département donne des orientations et apporte un appui en ce qui concerne la coopération institutionnelle avec les donateurs gouvernementaux, multilatéraux et du secteur privé, et est chargé d'élaborer les politiques, stratégies et outils de collecte de fonds.

44. **Le Département de la planification stratégique et des résultats institutionnels** consolide les efforts déployés par l'OIM pour renforcer la planification et l'établissement de rapports, et aide le Directeur général adjoint chargé de la gestion et des réformes à mener à bien les réformes au titre du Cadre de gouvernance interne, telles que l'initiative de réorganisation du mode de fonctionnement. Il réunit les unités de l'Organisation chargées de la mise en œuvre de la gestion des risques, du suivi et de l'évaluation, de la gestion axée sur les résultats et de la conformité opérationnelle.

45. **Le Directeur général adjoint chargé des opérations** supervise directement l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, l'Unité des initiatives en espèces et les structures organisationnelles suivantes : le Département des opérations et des situations d'urgence ; le Département de la coordination de la paix et du développement ; le Département de l'appui aux programmes et de la gestion des migrations ; l'Institut mondial des données ; et le Département des politiques et de la recherche.

46. **Le Département des opérations et des situations d'urgence** dirige, supervise et coordonne les activités de réinstallation et les programmes de transport de l'OIM et supervise les activités de préparation et de réponse de l'Organisation concernant les crises et les situations d'urgence humanitaires. Il coordonne la participation de l'OIM aux réponses humanitaires et fournit des services de migration dans les situations d'urgence en vue de répondre aux besoins des personnes et des communautés déracinées, contribuant ainsi à leur protection. Le Département fournit un soutien technique aux efforts déployés sur le terrain, notamment en réponse aux migrations forcées et aux mouvements de population massifs, y compris les situations prolongées de déplacements internes et transfrontaliers ou mettant en jeu des réfugiés. Il formule des recommandations stratégiques axées sur les politiques et les opérations, ainsi que des orientations concernant l'élaboration et la mise en œuvre de projets et la coordination interorganisations. Ces activités contribuent à l'amélioration des conditions des populations touchées par une crise et débouchent sur des interventions qui permettent de sauver des vies. Le Département représente l'Organisation au sein du Comité permanent interorganisations (IASC) jusqu'au niveau des directeurs.



**NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)**

47. **Le Département de la coordination de la paix et du développement** supervise et coordonne les activités politiques, programmatiques et opérationnelles de l'OIM destinées à autonomiser les migrants, les personnes déplacées et les communautés ainsi qu'à faciliter les progrès conduisant à l'édification de sociétés pacifiques, inclusives et résilientes et à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue directement à la mise en œuvre du pilier « résilience » de la Vision stratégique de l'OIM pour la période 2019-2023, et à l'attachement de l'Organisation au système des Nations Unies pour le développement et à ses efforts de réforme du dispositif de paix et de sécurité. S'appuyant sur des approches intégrées et complémentaires, le Département veille à ce que les mesures mises en œuvre à l'appui des processus politiques, de la gouvernance et des opérations se renforcent mutuellement et qu'elles soient cohérentes, globales et adaptées aux risques et aux possibilités associés aux différents contextes de migration et de déplacement.

48. **Le Département de l'appui aux programmes et de la gestion des migrations** contribue à la bonne gouvernance des migrations et de la mobilité humaine en éclairant la formulation et la mise en œuvre de politiques cohérentes, en promouvant la gestion des migrations et en renforçant les capacités institutionnelles, ainsi qu'en veillant à la protection, à l'autonomisation, à l'inclusion et à la santé des migrants grâce à l'équité et à la cohésion sociale. Il s'efforce de renforcer les complémentarités entre les grands domaines d'activité et appuie la mise en œuvre du Pacte mondial, du Programme 2030 et des autres approches et cadres internationaux pertinents, tels que le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Outre son expertise interne, le Département met à profit les connaissances tirées des partenariats stratégiques et des initiatives multipartites relevant de ses divers domaines thématiques, qui associent un large éventail de parties prenantes telles que les autres organismes des Nations Unies et des institutions internationales, le secteur privé, les milieux universitaires, les associations de migrants et de la diaspora et la société civile. Il fournit une expertise thématique et un appui aux bureaux de pays aux fins de production de nouvelles connaissances thématiques sur la base des expériences et des données factuelles au niveau du terrain, et met à profit l'expertise thématique tirée de différents domaines pour identifier des solutions de manière intégrée. L'approche dominante suivie pour tous les domaines thématiques consiste à apporter aux gouvernements et aux partenaires un appui au développement des capacités.

49. **Le Département des politiques et de la recherche** appuie l'action menée par l'OIM dans le domaine des politiques migratoires, de la recherche sur la migration et du droit international de la migration, et facilite l'apprentissage et l'innovation. À cet effet, il favorise et renforce les corrélations entre, et promeut des approches systémiques de, la coordination et l'élaboration des politiques institutionnelles, la recherche sur la migration, la création et la gestion des connaissances, ainsi que l'innovation et l'apprentissage dans toute l'Organisation, et donne des avis aux parties prenantes internes et externes sur les politiques migratoires, la recherche sur la migration et le droit international de la migration. Le Département travaille en étroite collaboration avec toutes les unités pertinentes de l'Organisation.

50. **Le Directeur général adjoint chargé de la gestion et des réformes** supervise directement l'Unité Genre et diversité ; l'Unité Prévention et réponse à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et au harcèlement sexuel ; le Bureau de la sécurité du personnel ; l'Unité de la déontologie ; l'Unité de la durabilité environnementale ; l'Unité du bâtiment du Siège ; et l'Unité de médecine du travail. Il supervise en outre les structures organisationnelles suivantes : le Département de la gestion financière et administrative ; le Département de la gestion des ressources humaines ; le Département des technologies de l'information et de la communication ; le Département des affaires juridiques ; et les centres administratifs de Manille et de Panama.

51. **Le Département de la gestion financière et administrative** est chargé de formuler et d'appliquer les politiques financières et administratives dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il conçoit et met en œuvre des politiques propres à garantir une gestion saine des ressources financières et administratives ; formule des propositions financières et budgétaires en vue de leur diffusion auprès de parties prenantes internes et externes ; et aide le Directeur général à prendre des décisions concernant la gestion générale.

## NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

52. **Le Département de la gestion des ressources humaines** formule et met en œuvre les politiques de gestion des ressources humaines à l'appui de l'orientation stratégique de l'OIM, de sa structure organisationnelle et de ses activités opérationnelles, en sélectionnant et en recrutant un personnel compétent et motivé, en prenant des dispositions pour le garder au service de l'OIM, en l'évaluant et en assurant son perfectionnement professionnel, et en veillant à sa mobilité ; définit et applique les conditions d'emploi, les avantages et les prestations, le classement des postes et la sécurité sociale conformément au régime commun des Nations Unies ; veille au respect du Statut et Règlement unifié en place ainsi que des instructions et lignes directrices y afférentes ; rassemble, analyse et rend compte des données relatives au personnel ; donne des conseils sur la typologie et la nomenclature optimales de l'Organisation et sur les meilleurs processus de gestion du changement ; et élabore et met en œuvre des stratégies visant à améliorer le bien-être du personnel et les conditions de travail dans toute l'Organisation. Il supervise les unités des ressources humaines délocalisées dans les centres administratifs de Manille et de Panama.

53. **Le Département des technologies de l'information et de la communication** s'efforce de doter l'Organisation de technologies numériques innovantes et nouvelles, tout en s'acquittant de ses responsabilités informatiques traditionnelles à l'appui de l'infrastructure et des opérations mondiales de l'Organisation. En outre, il contribue à la mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Organisation, aux efforts de réorganisation du mode de fonctionnement et aux prises de décisions fondées sur des données ; facilite des pratiques de travail simplifiées ; et renforce les capacités générales de réponse.

54. **Le Département des affaires juridiques** veille à ce que les activités de l'Organisation soient conformes aux dispositions constitutionnelles et autres dispositions pertinentes adoptées par ses organes directeurs, et à ce que ses relations avec les gouvernements, les organisations, les institutions privées et les particuliers reposent sur une base juridique saine. Il donne un avis, entre autres, sur les questions constitutionnelles, sur les privilèges et immunités de l'Organisation et de son personnel, et sur les questions relatives aux contrats et au personnel. Il est également le point focal pour les questions de protection des données, et fournit des conseils aux bureaux extérieurs et au Siège afin que les données à caractère personnel des bénéficiaires de l'OIM soient recueillies, utilisées, transférées et stockées en accord avec les principes de protection des données de l'OIM.

### *Centres administratifs*

55. L'OIM a deux centres administratifs, situés aux Philippines et à Panama, qui exercent des fonctions à forte intensité de main-d'œuvre à l'appui du réseau mondial de bureaux extérieurs de l'OIM. Ces centres sont considérés comme des annexes du Siège, en application de l'engagement pris par l'Administration de gérer la croissance de l'Organisation sans avoir à trop recourir à de nouvelles ressources.

56. **Le Centre administratif de Manille** est le pôle administratif mondial de l'OIM basé aux Philippines. Il offre une gamme de services administratifs, principalement dans les domaines suivants : ressources humaines, finances, affaires juridiques, achats et approvisionnement, sûreté et sécurité du personnel, audit, publications et recherche, santé dans le contexte migratoire, suivi des projets, soutien aux systèmes dédiés aux mouvements, communications en ligne et technologies de l'information.

57. **Le Centre administratif de Panama** fournit divers services administratifs similaires aux bureaux de l'hémisphère occidental ainsi que certains services d'appui à l'échelle mondiale.

### *Hors Siège*

58. Les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissent en trois grandes catégories :

- Les bureaux régionaux ;
- Les bureaux spéciaux de liaison ;
- Les bureaux de pays.

59. Neuf bureaux régionaux supervisent, planifient, coordonnent et appuient les activités déployées par l'OIM dans leur région. Ils sont chargés d'examiner et d'approuver les projets, et d'apporter un soutien technique aux bureaux de pays, notamment en matière d'élaboration des projets.

## NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

60. L'OIM compte deux bureaux spéciaux de liaison, chargés des relations avec des organismes multilatéraux. Le Bureau spécial de liaison d'Addis-Abeba (Éthiopie) entretient et renforce les relations de l'Organisation avec l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, les missions diplomatiques et d'autres entités concernées. Le Bureau de l'OIM auprès des Nations Unies à New York (États-Unis d'Amérique) représente l'OIM au sein du système des Nations Unies et assure la liaison stratégique avec les missions diplomatiques, les partenaires extérieurs aux Nations Unies et les ONG à New York.

61. L'OIM dispose d'un réseau mondial de bureaux de pays et de bureaux auxiliaires qui mettent en œuvre un large éventail de projets visant à répondre à des besoins migratoires spécifiques. Ces bureaux sont financés essentiellement par le budget des projets mis en œuvre sur place.

62. Pour garantir l'efficacité des appels de fonds et des relations avec les donateurs, certains bureaux de pays qui coordonnent une part importante du financement des activités de l'OIM déployées à l'échelle mondiale (Berlin (Allemagne); Londres (Royaume-Uni); Tokyo (Japon); Séoul (République de Corée); et Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)) sont chargés de responsabilités additionnelles aux fins de mobilisation des ressources.

63. Il existe, à l'intérieur des grandes régions géographiques couvertes par chaque bureau régional, des réalités migratoires sous-régionales. Pour s'occuper de ces dynamiques migratoires particulières, certains bureaux ont le statut de bureau de pays à fonctions de coordination. En 2023, ceux-ci étaient au nombre de six, et leur couverture géographique était la suivante : pour Nour-Soultan (Kazakhstan), l'Asie centrale ; pour Canberra (Australie), le Pacifique ; pour Bridgetown (Barbade), les Caraïbes ; pour Rome (Italie), la Méditerranée ; pour Copenhague (Danemark), les pays nordiques ; et Beijing (Chine). Le Bureau régional de Bangkok (Thaïlande) héberge une septième fonction de coordination couvrant l'Asie du Sud.

### Description et récapitulation des activités

64. En 2023, les activités de l'Organisation se répartissaient en sept secteurs de services : Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement durable ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques, recherche et communication en matière migratoire ; et Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations, auxquels s'ajoute le secteur Appui aux programmes de caractère général. Tous les projets de l'OIM entrent dans l'un de ces domaines d'activité.

65. **Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise :** Les projets relevant de ce secteur de services consistent à organiser les mouvements sûrs, ordonnés et financièrement avantageux des réfugiés, migrants, migrants de retour et autres personnes retenant l'attention de l'Organisation, et à veiller à ce que l'aide apportée aux migrants forcés et aux communautés d'accueil en matière de préparation aux situations d'urgence et de réponse aux catastrophes naturelles, de gestion et d'atténuation des conflits, de gestion des connaissances, de coordination au sein des groupes sectoriels et de gestion de la logistique suive une approche intégrée. L'un des plus grands programmes dans le domaine des mouvements, mis en œuvre par l'OIM pour le compte du Gouvernement des États-Unis depuis le début des années 1950, est le Programme de réinstallation de réfugiés. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : aide à la réinstallation ; aide au rapatriement ; préparation aux situations d'urgence et aide d'urgence ; aide à la transition et à la stabilisation ; et soutien en matière électorale.

66. **Migration et santé :** Ces projets visent à répondre aux besoins des États Membres en matière de gestion des aspects sanitaires de la migration, et à promouvoir des politiques fondées sur des éléments factuels et des programmes intégrés de santé préventifs et curatifs qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants en situation de vulnérabilité et aux populations mobiles. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : évaluation sanitaire dans le contexte migratoire et assistance sanitaire durant le voyage ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise ; et services de santé à l'intention du personnel des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires et diplomatiques.

## NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

67. **Migration et développement durable** : L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. À une époque de mobilité humaine sans précédent, le besoin de faire mieux comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration peut offrir dans une optique de développement, et de mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : cohérence des politiques et développement des communautés ; migration, environnement, changement climatique et réduction des risques ; et contribution des migrants au développement.

68. **Migration régulée** : Des approches complètes, transparentes et cohérentes de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peuvent contribuer à remédier aux migrations irrégulières, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite d'êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à élaborer et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes administratifs en matière migratoire qui renforcent la gestion des migrations, tout en apportant aux migrants une assistance propre à répondre à leurs besoins de protection compte tenu du genre et de l'âge, et à contribuer à leur autonomisation. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; protection et aide offertes aux migrants en situation de vulnérabilité et lutte contre la traite ; gestion de l'immigration et des frontières/solutions dans le domaine des frontières et de l'identité ; et appui à la gestion des migrations.

69. **Migration assistée** : L'OIM fournit des orientations et des conseils techniques aux gouvernements sur la régulation de la migration de main-d'œuvre et d'autres mouvements migratoires ; elle met également en œuvre des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien préconsulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et programmes relevant de cette catégorie de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; intégration et cohésion sociale ; et immigration et visas.

70. **Politiques, recherche et communication en matière migratoire** : Les recherches effectuées par l'OIM sur les questions migratoires visent à améliorer la fourniture de programmes aux États Membres et à faire connaître et comprendre les questions relatives à la migration internationale. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : activités en matière de politiques migratoires ; recherche et publications sur la migration ; médias et communication ; et activités liées au Secrétariat du Réseau des Nations Unies sur les migrations.

71. **Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations** : Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une indemnité est versée aux demandeurs remplissant les conditions requises. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement des capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux engagés dans la consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit et dans le relèvement au lendemain de catastrophes nationales.

## NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

### Entité présentant les états financiers

72. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans les états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs.

### Base utilisée pour l'établissement des états financiers

73. Les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**

74. Pour établir des états financiers conformément aux normes IPSAS, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations postérieures à l'emploi ; les risques financiers liés aux montants à recevoir ; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations.

75. Sauf indication contraire, les états financiers, les notes y afférentes, ainsi que les appendices consolident le programme administratif et les programmes d'opérations.

76. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière et de rapprochement budgétaire concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit (État V.b).

**Mise en œuvre de nouvelles normes IPSAS**

77. Les États financiers ont été établis conformément aux prescriptions énoncées dans les normes IPSAS, y compris la norme IPSAS 41 – Instruments financiers, les modifications apportées à la norme IPSAS 36 – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, concernant les intérêts à long terme, les modifications apportées à la norme IPSAS 19 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, concernant les services collectifs et particuliers, et la norme IPSAS 42 – Prestations sociales, qui sont toutes entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Parmi ces normes nouvellement adoptées ou modifiées, seule la norme IPSAS 41 a eu une incidence sur les états financiers de l'OIM. Les modifications apportées et le retraitement qui en découle sont définis dans la note 3.

78. Les normes ci-après, publiées par le Conseil des normes IPSAS, seront adoptées à la date de leur entrée en vigueur, qui est indiquée dans le tableau ci-dessous. Leur effet potentiel sur les états financiers de l'OIM sera évalué préalablement à leur mise en œuvre.

Norme	Date d'entrée en vigueur
IPSAS 43 – Contrats de location	1 <sup>er</sup> janvier 2025
IPSAS 44 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	1 <sup>er</sup> janvier 2025
IPSAS 45 – Immobilisations corporelles	1 <sup>er</sup> janvier 2025
IPSAS 46 – Évaluation	1 <sup>er</sup> janvier 2025
IPSAS 47 – Revenus	1 <sup>er</sup> janvier 2026
IPSAS 48 – Charges de transfert	1 <sup>er</sup> janvier 2026
IPSAS 49 – Régimes de retraite	1 <sup>er</sup> janvier 2026

**Base d'évaluation**

79. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.

80. Les aspects principaux de la politique comptable appliquée, qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières, sont présentés ci-après.

**Opérations en monnaies étrangères**

81. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars É.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar É.-U. sont enregistrés, dans un premier temps, dans l'état de la situation financière, puis inclus dans la réserve de conversion monétaire.

## NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

82. Les contributions assignées réglées par les États Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

83. La trésorerie et les équivalents de trésorerie englobent les fonds en caisse et les dépôts bancaires à vue conservés pendant une période de moins de 90 jours. D'une manière générale, les disponibilités qui ne sont pas nécessaires pour des opérations immédiates sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'États Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets.

### Placements à court terme

84. Les actifs financiers entrant dans le champ d'application de la norme IPSAS 41 – Instruments financiers, à savoir les placements à court terme sous la forme de dépôts et obligations à court terme, y compris les fonds de trésorerie et les fonds communs de placement à faible volatilité, sont classés et évalués au coût amorti. Les fonds communs de placement à valeur variable sont classés à leur juste valeur par excédent ou déficit. Les gains ou pertes réalisés et non réalisés résultant de la variation de la valeur de marché des placements ainsi que des produits d'intérêts et de dividendes sont comptabilisés dans l'état consolidé de la performance financière pendant la période au cours de laquelle ils se produisent. Les intérêts acquis sont portés au crédit des programmes appropriés. Les actifs financiers dont l'échéance est supérieure à douze mois ou dont on ne s'attend pas à ce qu'ils soient réalisés dans un délai de douze mois à la date de clôture sont considérés comme un actif à long terme.

### Créances

85. Les créances sont indiquées à leur valeur estimée de réalisation après comptabilisation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, conformément à la norme IPSAS 41 – Instruments financiers. La correction de valeur pour les pertes de crédit attendues liées aux contributions assignées est calculée sur la base du montant des contributions assignées restant dues, exprimé en pourcentage des montants restant dus depuis plus de trois ans. Le pourcentage est actualisé à chaque clôture d'exercice, compte tenu des facteurs politiques et macroéconomiques susceptibles d'influer sur les versements. Les créances à recouvrer auprès des États Membres qui ont négocié un échéancier de paiement à long terme sont calculées initialement à leur juste valeur puis, ultérieurement, évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les sommes dues depuis plus de douze mois à compter de la date de clôture conformément à l'échéancier de paiement sont considérées comme des créances à long terme. Les contributions volontaires à recevoir sont considérées comme des créances « à court terme » si l'accord conclu avec le donateur dispose que le paiement doit être reçu dans les douze mois suivant la date de clôture, ou comme des créances « à long terme » si la contribution, en tout ou partie, n'est due que douze mois après la date de clôture. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture. Toutes les créances liées à des contributions volontaires à affectation spéciale restant dues sont intégralement compensées par comptabilisation d'un élément de passif (produits différés), si bien qu'aucune perte de crédit attendue n'est comptabilisée.

86. Toutes avances et tous acomptes versés par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurance, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme d'autres actifs ou des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)****Stocks**

87. Le coût des stocks, tels que les stocks mondiaux d'articles non alimentaires détenus dans des entrepôts de prépositionnement en vue de leur transfert futur aux projets et, par la suite, de leur distribution aux bénéficiaires, est évalué au coût le plus bas ou au coût de remplacement actuel. Il est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et englobe les dépenses engagées pour acquérir les stocks et celles afférentes à l'acheminement des stocks jusqu'à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent (par exemple, coût d'achat, transport depuis le fournisseur jusqu'à l'entrepôt, coûts des surestaries, taxes non remboursées et droits de douane). Dans le cas des stocks acquis au titre d'une opération sans contrepartie directe (par exemple, des contributions en nature), la valeur juste à la date d'acquisition est réputée en être le coût.

88. L'OIM vérifie régulièrement ses stocks mondiaux d'articles prépositionnés pour déterminer les quantités disponibles, leur valeur, et les quantités utilisées. Si la vérification fait apparaître des pertes estimatives ou réelles découlant de stocks excédentaires ou obsolètes ou d'une baisse de la valeur des stocks mondiaux d'articles prépositionnés, la valeur est réduite en comptabilisant dans l'état de la performance financière une imputation pour dépréciation.

89. L'OIM achète aussi des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds de donateurs affectés à des projets particuliers. Ces articles sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM.

**Immobilisations corporelles**

90. Les terrains et les bâtiments ont été comptabilisés à leur juste valeur (c'est-à-dire le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale), déterminée par des experts indépendants conformément aux règles d'évaluation internationales.

91. Les améliorations locatives sont comptabilisées à leur coût d'origine et présentées à leur valeur résiduelle. Elles sont capitalisées et comptabilisées à l'actif si leur coût est supérieur ou égal à un seuil fixé à 100 000 dollars É.-U.. Les améliorations locatives sont présentées séparément sous la rubrique « travaux en cours » jusqu'à ce que l'actif puisse être exploité de la manière prévue par la direction.

92. Les autres actifs présentant pour l'Organisation un avantage économique ou un potentiel de service futur sont capitalisés si le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars É.-U..

93. Les dons en nature importants sont comptabilisés à leur juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est égale ou supérieure à 5 000 dollars É.-U.), dès lors que ces actifs auraient été sinon achetés par l'OIM. Un montant équivalent à la juste valeur de tels actifs est simultanément comptabilisé en produit pendant la période considérée au cours de laquelle l'OIM reçoit les biens. La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité des actifs.

94. L'amortissement des actifs (autres que les terrains) est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

<b>Classe d'actifs</b>	<b>Durée d'utilité estimative</b>
Terrains	Aucun amortissement
Bâtiments	30-50 ans
Bâtiments – structures mobiles	3-5 ans
Véhicules	3-10 ans
Communications et TI	3-7 ans
Mobilier et agencements	3-12 ans
Améliorations locatives	10 ans ou durée du bail (la période la plus courte étant retenue)

95. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition jusqu'à la sortie de l'actif. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**

96. Chaque bureau effectue des tests de dépréciation pour tous ses actifs lors de l'inventaire annuel des immobilisations incorporelles.

97. Aux fins de présentation des rapports financiers aux donateurs, l'OIM continuera d'appliquer la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée et passera intégralement les immobilisations corporelles en charges au moment de leur acquisition afin d'éviter tout déficit, étant donné le mode de financement de l'Organisation consistant à imputer les dépenses au budget des projets.

**Actifs incorporels**

98. Les actifs incorporels s'entendent principalement des logiciels acquis, capitalisés lorsque le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars É.-U., ainsi que des logiciels conçus en interne, capitalisés si le coût total de développement est égal ou supérieur à 100 000 dollars É.-U.. Les actifs incorporels ont été comptabilisés prospectivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, en conformité avec les dispositions transitoires d'IPSAS. Les dépenses engagées avant cette date avaient été passées en charges précédemment.

99. Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé et la dépréciation. Les actifs incorporels qui ont été donnés sont, le cas échéant, comptabilisés au coût compte tenu de leur juste valeur à la date d'acquisition.

100. L'amortissement des actifs incorporels est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau suivant.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Logiciels acquis	3 ans
Logiciels conçus en interne	6-10 ans

101. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition en ce qui concerne les logiciels acquis, et à compter de la date de déploiement en ce qui concerne les logiciels conçus en interne. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

**Produits différés (versements effectués avant fourniture/exécution)**

102. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

103. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme des produits différés.

104. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

**Avantages du personnel**

105. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 du 2 décembre 2005 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et d'autres prestations connexes.

106. La CCPPNU est un régime de prévoyance multiemployeurs à prestations définies. Comme indiqué à l'article 3 b) des Statuts de la Caisse, les institutions spécialisées et toutes autres organisations intergouvernementales internationales qui appliquent le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées peuvent s'affilier à la Caisse.



## NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

107. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés aux membres du personnel actifs et à la retraite d'autres organisations affiliées, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM et la CCPNU, de même que les autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la part qui revient à l'OIM des obligations, actifs de régime et coûts liés au régime avec une fiabilité suffisante à des fins comptables. C'est pourquoi l'OIM a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies, conformément aux prescriptions de la norme IPSAS 39 – Avantages du personnel. Les cotisations de l'OIM à la Caisse durant l'exercice financier sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

108. Selon les droits des divers membres du personnel, les autres obligations au titre des avantages du personnel sont les suivantes :

- Les indemnités dues à la cessation de service :
  - Congés annuels non utilisés, voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels. Ces éléments sont calculés sur la base des droits réels à l'aide des barèmes des traitements et des estimations de coûts ;
  - Allocations de rapatriement et prestations dues à la cessation de service (par exemple, indemnités de départ). Ces éléments sont calculés, comme d'autres prestations à long terme, sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle.
- Les régimes à prestations définies après la cessation de service comprennent la contribution de l'OIM aux primes d'assurance maladie après la cessation de service versées au personnel à la retraite de la catégorie des administrateurs et aux membres du personnel participants de la catégorie des services généraux. Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle. Le passif au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est une obligation au titre des prestations définies qui est déterminée conformément à la méthode des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels, tant financiers que démographiques, sont comptabilisés dans un élément distinct de l'actif net.
- Autres sommes à payer au personnel : traitements et indemnités non versés, remboursements dus, etc., à la date de clôture.

109. Les indemnités dues à la cessation de service et celles versées après la cessation de service sont collectivement appelées indemnités de cessation de service. Les avantages du personnel dus dans les 12 mois suivant la date de clôture sont considérés comme un passif à court terme, et ceux devant être payés plus de 12 mois après la date de clôture, comme un passif à long terme.

### Sommes dues aux fournisseurs

110. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées, constituées pour d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

### Coûts d'emprunt

111. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

### Provisions

112. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable.

## NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

### Produits

- **Produits sans contrepartie directe**

113. Les contributions assignées à la partie administrative du budget sont comptabilisées au début de l'exercice auquel se rapporte la quote-part. Le montant des produits est déterminé sur la base du budget approuvé et du barème des traitements approuvé par le Conseil.

114. Les contributions volontaires sont comptabilisées dès la signature d'un accord contraignant avec le donateur. Les produits sont comptabilisés immédiatement lorsqu'il n'est posé aucune condition exigeant que les fonds soient utilisés comme indiqué dans un accord ou rendus à l'entité contributrice. Si des conditions sont posées, les produits sont comptabilisés uniquement après qu'il a été satisfait aux conditions stipulées sur la base du montant des dépenses engagées au titre de la contribution conformément aux dispositions de l'accord. Jusqu'au moment où il est satisfait à ces conditions, un passif (produits différés) est comptabilisé. Les contributions volontaires qui ne font pas l'objet d'un accord contraignant sont comptabilisées en produits à leur réception.

115. Les biens en nature sont comptabilisés à leur juste valeur, calculée à la date à laquelle les actifs donnés sont acquis.

116. Les services en nature d'un montant inférieur à 50 000 dollars É.-U. sont comptabilisés à leur juste valeur, calculée à la date à laquelle ils sont fournis.

- **Produits avec contrepartie directe**

117. Les produits découlant des commissions demandées aux migrants et aux réfugiés qui financent eux-mêmes leur voyage ou à leurs répondants, ou prélevées au titre d'arrangements contractuels de facturation, sont comptabilisés après exécution du service pour lequel la commission est demandée. Un passif est constitué, correspondant au montant estimatif des commissions remboursables aux demandeurs. Des intérêts créditeurs sont comptabilisés au prorata du temps écoulé au cours duquel ils s'accumulent, compte tenu du rendement effectif.

### Dépenses

118. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

119. Avec les fonds provenant des donateurs, l'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires généralement en vue de les distribuer lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre (non compris les articles de stocks mondiaux détenus dans des entrepôts de prépositionnement) de n'importe quelle année sont normalement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (par exemple, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

120. Le matériel acheté pour les bénéficiaires dans le cadre, entre autres, de projets de développement communautaire et économique ou de gestion intégrée des frontières est intégralement passé en charges au moment de l'acquisition. Un suivi est effectué via PRISM aux fins de contrôle interne depuis l'acquisition jusqu'à la cession officielle (par acte de donation signé).

### Contrats de location

121. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

## NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

### Imposition

122. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

### Instruments financiers

123. Un instrument financier s'entend de tout contrat qui donne lieu à la fois à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Un instrument financier est décomptabilisé lorsque le droit de recevoir d'une autre entité des flux de trésorerie liés à un actif financier, ou l'obligation de remettre à une autre entité des flux de trésorerie liés à un passif financier sont éteints.

124. À l'OIM, les actifs financiers s'entendent :

- a) De la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus pendant moins de 90 jours. Ils sont évalués au coût amorti ;
- b) Des placements sous forme de dépôts à terme, qui sont des actifs financiers détenus pendant 90 jours ou plus ou assortis d'options de vente qui permettent à l'Organisation de racheter les placements à intervalles de 90 jours à leur valeur nominale intégrale. Ils sont classés comme des actifs à court terme si les dates d'échéance se situent dans les 12 mois suivant la date de clôture, et comme des actifs à long terme si leur échéance est supérieure à 12 mois. Les dépôts à terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture ;
- c) Des placements en obligations, dont l'Organisation fait l'acquisition dans l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- d) Des créances inconditionnelles, comprenant les contributions assignées et les autres sommes à recevoir en espèces. Les créances à court terme sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances à long terme concernant les arriérés de paiement des États Membres sont évaluées au coût amorti, net de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les créances assujetties à des conditions sont intégralement compensées par un élément de passif (produits différés) et ne sont pas considérées comme des instruments financiers puisqu'elles sont comptabilisées tout à la fois comme un actif financier et comme un passif financier correspondant pour l'Organisation ;
- e) Des produits dérivés, qui permettent de gérer les flux de trésorerie à court terme en monnaie étrangère provenant des contributions volontaires de donateurs versées dans des monnaies autres que le dollar É.-U.. Tous les produits dérivés sont comptabilisés en « juste valeur par excédent ou déficit » compte tenu des gains ou pertes réalisés durant l'exercice, enregistrés dans l'état de la performance financière. Conformément à la norme IPSAS 41 – Instruments financiers, les gains ou pertes non réalisés à la date de clôture sont enregistrés dans l'état de la performance financière, et en tant qu'actifs (s'il s'agit de gains) ou passifs (s'il s'agit de pertes) dans l'état de la situation financière.

125. À l'OIM, le passif financier comprend :

- a) Les sommes à payer – évaluées au coût amorti en raison de leur caractère à court terme ;
- b) Les emprunts (prêts) – évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Passif éventuel

126. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes aux états financiers. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou

## NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

- b) Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
- i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
  - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

### Relations de représentation

127. Lorsque l'Organisation conclut un accord avec un gouvernement ou une entité gouvernementale aux fins de la fourniture de services d'appui administratif liés à la création ou à l'acquisition d'un actif qui demeurera la propriété du gouvernement ou de l'entité gouvernementale, elle est censée agir en qualité d'agent du gouvernement ou de l'entité gouvernementale. Dans ces cas, elle n'est pas exposée aux risques ni ne bénéficie des avantages attachés à la fourniture de ces services, et l'entrée de trésorerie ne se traduit pas par une augmentation nette de l'actif net de l'Organisation. L'entrée de trésorerie au titre de tels accords n'est donc pas comptabilisée en produit, et la sortie de trésorerie correspondante n'est pas comptabilisée en charge. L'entrée de trésorerie est comptabilisée en avances dont le montant est réduit à mesure que des paiements sont effectués à partir des avances de trésorerie une fois autorisés par le gouvernement ou l'entité gouvernementale. Cependant, la commission de service facturée par l'Organisation pour les services d'appui administratif fournis au titre de l'accord est comptabilisée en produit pendant l'exercice financier au cours duquel elle est perçue.

## NOTE 3 : RETRAITEMENT ET MODIFICATIONS APPORTÉES À LA PRÉSENTATION

### Retraitement

128. Le tableau ci-dessous résume les ajustements apportés à l'état de la situation financière (État I), à l'état de la performance financière (État II), à l'état des variations des capitaux propres (État III), et au tableau des flux de trésorerie (État IV) du Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2023.

129. L'OIM a appliqué la norme IPSAS 41 – Instruments financiers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, dans le respect de la date d'entrée en vigueur modifiée publiée par le Conseil des normes IPSAS. Conformément aux prescriptions de cette norme, la provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées, qui correspondait à la valeur totale de l'ensemble des contributions restant dues depuis plus de deux ans, a été remplacée par une correction de valeur pour pertes de crédit attendues, calculée sur la base du montant des contributions assignées restant dues, exprimé en pourcentage des montants restant dus depuis plus de trois ans. Le pourcentage est actualisé à chaque clôture d'exercice, compte tenu des facteurs politiques et macroéconomiques susceptibles d'influer sur les versements. Le remplacement de la provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées par une correction de valeur pour pertes de crédit attendues calculée conformément à la norme IPSAS 41 a entraîné une augmentation nette de 2,7 millions de dollars É.-U. des montants à recevoir des États Membres.

130. L'OIM a aussi comptabilisé une correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements en se fondant sur les calculs sur la probabilité de défaut de paiement à l'échelle mondiale publiés par Credit Benchmark, une agence qui établit des notations financières selon un modèle de consensus. Une provision de 10 millions de dollars É.-U. a été constituée en conséquence ; elle est prise en compte en tant qu'ajustement dans la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements.

**NOTE 3 : RETRAITEMENT ET MODIFICATIONS APPORTÉES À LA PRÉSENTATION (suite)**

131. Le résultat net de l'ensemble des ajustements est une diminution de l'actif net/capitaux propres cumulés à hauteur de 7,3 millions de dollars É.-U..

	État I		État II	État III	État IV			Trésorerie et équivalents de trésorerie	
	Notes	Actifs	Actif net/capitaux propres	Résultat net	Solde cumulatif	Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles			
						Excédent/(déficit) de l'exercice	Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif		Correction de valeur pour pertes de crédit attendues
<b>Solde selon les états financiers de 2022</b>		<b>2 526 881 305</b>	<b>225 088 324</b>	<b>17 418 251</b>	<b>131 559 810</b>	<b>17 418 251</b>	<b>2 145 593</b>	<b>1 908 897</b>	<b>607 031 414</b>
<b>Ajustements concernant 2022</b>									
Équivalents de trésorerie	4	(9 303 563)	(9 303 563)	(9 303 563)	(9 303 563)	(9 303 563)		9 303 563	(9 303 563)
Placements à court terme	5	(618 164)	(618 164)	(618 164)	(618 164)	(618 164)		618 164	
Placements à long terme	5	(113 313)	(113 313)	(113 313)	(113 313)	(113 313)		113 313	
Créances – Contributions assignées	6	2 694 106	2 694 106	2 694 106	2 694 106	2 694 106		(2 694 106)	
Créances – Contributions assignées (réévaluation)		2 919	2 919	2 919	2 919	2 919	(2 919)		
<b>Total partiel</b>		<b>(7 338 015)</b>	<b>(7 338 015)</b>	<b>(7 338 015)</b>	<b>(7 338 015)</b>	<b>(7 338 015)</b>	<b>(2 919)</b>	<b>7 340 934</b>	<b>(9 303 563)</b>
<b>Solde retraité des états financiers pour 2022</b>		<b>2 519 543 290</b>	<b>217 750 309</b>	<b>10 080 236</b>	<b>124 221 795</b>	<b>10 080 236</b>	<b>2 142 674</b>	<b>9 249 831</b>	<b>597 727 851</b>

132. Le tableau ci-après présente les classes d'évaluation initiales au titre de la norme IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, telles qu'appliquées aux états financiers de 2022, ainsi que les nouvelles classes d'évaluation au titre de la norme IPSAS 41, appliquées aux fins du retraitement des actifs financiers de l'Organisation au 31 décembre 2022. Il n'y a pas eu de modification en ce qui concerne les classes d'évaluation applicables au passif financier de l'Organisation.

	Classe d'évaluation avant l'adoption de la norme IPSAS 41	Valeur comptable nette au 31/12/2022	Classe d'évaluation au titre de la norme IPSAS 41	Valeur comptable nette retraitée au 31/12/2022
<b>Actifs financiers</b>		<b>dollars É.-U.</b>		<b>dollars É.-U.</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie (y compris les dépôts à terme et les fonds communs de placement arrivant à échéance à moins de 90 jours)	Actifs financiers à leur juste valeur par excédent ou déficit	607 031 414	Coût amorti	597 727 851
Placements (dépôts à terme arrivant à échéance à plus de 90 jours)	Actifs financiers à leur juste valeur par excédent ou déficit	1 137 611 108	Coût amorti	1 137 008 240
Créances – contributions assignées	Emprunts et créances au coût amorti	5 548 073	Coût amorti	8 245 098

## NOTE 4 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

133. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes de dépôt à terme portant intérêt, dans des fonds communs de placement et dans des dépôts en double devise (à moins de 90 jours). Le total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est ajusté compte tenu de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues calculée conformément à la norme IPSAS 41.

	dollars É.-U.	
	2023	2022 (montants retraités)
Encaisse	585 199	839 760
Comptes courants	271 665 825	343 482 801
Dépôts à terme à moins de 90 jours (en équivalent dollars É.-U.)		
CAD		3 687 316
EUR	17 273 305	11 558 487
NOK	3 952 569	
USD	41 684 964	20 383 723
Dépôts sur compte courant		
USD	3 684	3 609
Fonds communs de placement arrivant à échéance à moins de 90 jours (en équivalent dollars É.-U.)		
EUR	132 022 037	50 656 575
USD	266 186 812	174 419 143
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(9 632 099)	(9 303 563)
<b>Total de l'encaisse non soumise à restrictions</b>	<b>723 742 296</b>	<b>595 727 851</b>
Fonds de dotation Sasakawa (note 15)	2 000 000	2 000 000
<b>Total de l'encaisse soumise à restrictions – Fonds d'affectation spéciale</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>725 742 296</b>	<b>597 727 851</b>

134. Environ 75 % de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus à la date de clôture sont dans des comptes contrôlés par le Siège. Globalement, 52 % environ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient libellés dans des monnaies autres que le dollar É.-U..

135. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découvert informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment.

## NOTE 5 : PLACEMENTS

136. Les placements de l'OIM ont principalement pour objectif de préserver la sécurité du principal des disponibilités de l'Organisation et de disposer d'une trésorerie suffisante tout en obtenant un rendement concurrentiel. Les placements sont effectués auprès d'intermédiaires ou de fonds dont les cotes de crédit et les normes de durabilité et de responsabilité sont conformes à la politique de trésorerie approuvée par le Comité du risque de trésorerie. L'OIM n'a constaté aucune dépréciation sur ses placements au 31 décembre 2023. Les risques de crédit, de marché et de change auxquels elle est exposée, ainsi que les activités de gestion des risques se rapportant aux placements sont présentés dans la note 23. Les placements sont contrôlés par le Siège.

## NOTE 5 : PLACEMENTS (suite)

137. Les placements à court terme sont des instruments détenus pendant une période de 90 jours ou plus, qui sont classés en tant qu'actifs à court terme car ils arrivent à échéance dans les 12 mois suivant la date de clôture. Les placements à long terme sont des instruments (obligations) détenus pendant plus de 12 mois, qui sont classés en tant qu'actifs à court terme si leur date d'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de clôture. Au 31 décembre 2023, l'Organisation détenait des dépôts à court terme et des obligations arrivant à échéance dans un délai de 12 mois pour un montant équivalent à 1 319,4 millions de dollars É.-U. (contre 1 159,7 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité), ainsi que des placements à long terme arrivant à échéance dans plus de 12 mois pour un montant équivalent à 143,1 millions de dollars É.-U. (contre 167,8 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité), ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les placements détenus dans des devises autres que le dollar des États-Unis sont réévalués au taux de change par rapport au dollar à la date de clôture, comme indiqué ci-après.

(en équivalent dollars É.-U.)								
	1 <sup>er</sup> janvier 2023 (montant retraité)	Achats	Échéances	Amortissement	Réévaluation des placements réalisés dans d'autres devises	Mouvement de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Reclassement de court terme à long terme	31 décembre 2023
<b>Placements à court terme</b>								
<b>Dépôts à terme</b>								
AUD	10 150 554	26 000 043	(23 683 867)		546 969			13 013 699
CAD	3 687 316	48 410 566	(18 618 897)		920 117			34 399 102
DKK		50 857 865	(36 145 468)		184 072			14 896 469
EUR	377 713 458	417 010 850	(518 381 284)		14 512 166			290 855 190
GBP	22 916 796	43 153 044	(35 515 326)		1 373 966			31 928 480
NOK	11 718 447	54 313 114	(49 878 048)		(450 951)			15 702 562
SEK		31 125 703	(21 628 835)		760 278			10 257 146
USD	711 424 537	1 260 388 672	(1 116 419 729)					855 393 480
<b>Obligations</b>								
EUR	10 177 456				807 725		17 426 474	28 411 655
USD	12 483 372						12 659 334	25 142 706
<b>Total des placements à court terme</b>	<b>1 160 271 936</b>	<b>1 931 259 857</b>	<b>(1 820 271 454)</b>		<b>18 654 342</b>		<b>30 085 808</b>	<b>1 320 000 489</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit attendues</b>	<b>(618 164)</b>					<b>44 644</b>		<b>(573 520)</b>
<b>Montant net des placements à court terme</b>	<b>1 159 653 772</b>	<b>1 931 259 857</b>	<b>(1 820 271 454)</b>		<b>18 654 342</b>	<b>44 644</b>	<b>30 085 808</b>	<b>1 319 426 969</b>
<b>Placements à long terme</b>								
<b>Obligations</b>								
EUR	73 708 376	12 937 761	(12 520 092)	14 964	2 759 219		(17 426 474)	59 473 754
USD	94 162 427	16 554 142	(14 460 824)	116 894			(12 659 334)	83 713 305
<b>Total des placements à long terme</b>	<b>167 870 803</b>	<b>29 491 903</b>	<b>(26 980 916)</b>	<b>131 858</b>	<b>2 759 219</b>		<b>(30 085 808)</b>	<b>143 187 059</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit attendues</b>	<b>(113 312)</b>					<b>16 661</b>		<b>(96 651)</b>
<b>Montant net des placements à long terme</b>	<b>167 757 491</b>	<b>29 491 903</b>	<b>(26 980 916)</b>	<b>131 858</b>	<b>2 759 219</b>	<b>16 661</b>	<b>(30 085 808)</b>	<b>143 090 408</b>
<b>Total des placements</b>	<b>1 327 411 263</b>	<b>1 960 751 760</b>	<b>(1 847 252 370)</b>	<b>131 858</b>	<b>21 413 561</b>	<b>61 305</b>		<b>1 462 517 377</b>

**NOTE 5 : PLACEMENTS (suite)**

138. Le total des placements a connu une hausse de 10,2 % (soit 135,1 millions de dollars É.-U.), atteignant 1 462,5 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2023 (contre 1 327,4 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité)), essentiellement en raison de l'augmentation des produits de l'OIM et de la trésorerie sous gestion. Cette somme se décompose comme suit : 1 319,4 millions de dollars É.-U. de placements à court terme (contre 1 159,7 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité)), soit une hausse de 13,8 % (159,7 millions de dollars É.-U.), et 143,1 millions de dollars É.-U. de placements à long terme (contre 167,8 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité)), soit une baisse de 14,7 % (24,7 millions de dollars É.-U.), principalement due à une réorganisation des placements destinée à ménager un équilibre entre les échéances des différents placements de l'Organisation.

**NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CRÉANCES**

139. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque État Membre chaque année. Les créances sont réputées être à court terme (ce sont les contributions censées être reçues au cours de l'exercice suivant), sauf si un échéancier de paiement à long terme a été négocié avec un État Membre pour lui permettre de s'acquitter de ses arriérés. Les montants dus au titre d'un tel échéancier de paiement à long terme au cours d'exercices financiers ultérieurs à l'exercice suivant sont considérés comme des créances à long terme. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 – Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 11 : Fonds reçus d'avance.

140. Les sommes à recevoir au titre de contributions volontaires ont augmenté pour passer à 314,8 millions de dollars É.-U. (contre 250,1 millions de dollars É.-U. en 2022), dont 164,5 millions de dollars É.-U. (compte tenu des réévaluations) de créances facturées (contre 124,3 millions de dollars É.-U. en 2022) et 150,3 millions de dollars É.-U. de créances non facturées (contre 125,8 millions de dollars É.-U. en 2022). Sur les créances facturées au 31 décembre 2023, 109,5 millions de dollars É.-U. avaient été reçus au 31 mars 2024.

141. Les créances facturées (y compris leur réévaluation) au 31 décembre 2023 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Créance sur	Dollars É.-U.	
	Créances facturées en 2023	Entrées de trésorerie ultérieures jusqu'au 31 mars 2024
Canada	10 989 162	(7 330 807)
Colombie	2 502 925	(2 502 925)
Grèce	26 318 384	(2 769 351)
Italie	3 016 213	
Soudan du Sud	5 000 000	
États-Unis d'Amérique	62 590 543	(62 590 543)
Commission européenne	17 592 306	(14 758 961)
Organismes des Nations Unies et fonds de financement commun	8 321 449	(5 773 629)
Secteur privé	5 175 918	(107 918)
Autres	23 002 983	(13 691 842)
<b>Total</b>	<b>164 509 883</b>	<b>(109 525 976)</b>

142. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.



**NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CRÉANCES (suite)**

143. Au 31 décembre 2023, les créances facturées à recevoir par l'Organisation depuis plus d'un an s'élevaient à 10,7 millions de dollars É.-U. (contre 4,1 millions de dollars É.-U. en 2022). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont la majorité (93 %) sont à moins d'un an.

**Ventilation des créances facturées, y compris les réévaluations et non compris les remboursements/annulations de factures (en millions de dollars É.-U.)**

< 30 jours	31 à 120 jours	121 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
100,4	20,0	33,4	10,7	164,5
61 %	12 %	20 %	7 %	100 %

144. Le tableau ci-dessous récapitule les contributions volontaires et assignées dues et la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022 (montants retraités)
<b>Créances à court terme</b>		
Créances – Contributions volontaires – Donateurs	314 770 821	250 105 412
<b>Contributions volontaires nettes dues</b>	<b>314 770 821</b>	<b>250 105 412</b>
Créances – Contributions assignées	12 855 274	17 203 702
À déduire : correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(7 385 319)	(8 980 401)
<b>Contributions assignées nettes dues</b>	<b>5 469 955</b>	<b>8 223 301</b>
<b>Total partiel : Contributions dues à court terme</b>	<b>320 240 776</b>	<b>258 328 713</b>
<b>Créances à long terme</b>		
Créances – Contributions assignées	201 029	21 796
<b>Total partiel : Contributions dues à long terme</b>	<b>201 029</b>	<b>21 796</b>
<b>Total des contributions dues</b>	<b>320 441 805</b>	<b>258 350 509</b>

145. Le tableau ci-dessous récapitule les autres créances.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022 (montants retraités)
<b>Créances à court terme</b>		
Vendeurs et fournisseurs de services	22 567 485	16 491 901
Autres impôts remboursables par les gouvernements hôtes	14 019 900	12 485 382
Intérêts courus	21 378 111	7 662 495
Autres créances	11 059 616	8 098 866
<b>Total partiel : Créances à court terme</b>	<b>69 025 112</b>	<b>44 738 644</b>
<b>Créances à long terme</b>		
Vendeurs et fournisseurs de services	52 880	1 777 990
Autres impôts remboursables par les gouvernements hôtes	4 602 259	3 230 495
Autres créances	790 419	2 091 354
<b>Total partiel : Créances à long terme</b>	<b>5 445 558</b>	<b>7 099 839</b>
<b>Total des autres créances</b>	<b>74 470 670</b>	<b>51 838 483</b>

**NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CRÉANCES (suite)**

146. Les autres créances englobent la somme de 2,6 millions de francs suisses (soit 3,1 millions de dollars É.-U.) correspondant au solde du prêt d'étude (voir la note 14 : Emprunts) contracté auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour un montant total de 5,7 millions de francs suisses, à recevoir entre le 5 mars 2022 et le 31 décembre 2025. L'Organisation a reçu un versement de 2,1 millions de francs suisses durant l'exercice (contre 1,0 million de francs suisses en 2022).

**NOTE 7 : STOCKS**

147. Les mouvements des stocks mondiaux d'articles prépositionnés en 2023 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 147 814</b>	<b>1 299 473</b>
Ajouts	17 110 530	3 792 849
Stocks en transit	3 262 483	
Transfert aux projets aux fins de distribution aux bénéficiaires	(4 592 758)	(2 944 076)
Moins-value	(1 768)	(432)
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>17 926 301</b>	<b>2 147 814</b>

148. L'augmentation des stocks est due au déploiement de nouveaux stocks mondiaux d'articles prépositionnés, destiné à renforcer encore la capacité de l'Organisation à répondre rapidement aux situations d'urgence ; à cet égard, 12,6 millions de dollars É.-U. ont servi à payer des services de gestion des stocks par des fournisseurs (contre 0,8 million de dollars É.-U. en 2022).

**NOTE 8 : AUTRES ACTIFS**

149. Le tableau ci-après récapitule les autres actifs, qui consistent en acomptes fournisseurs et en dépôts de garantie :

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Placements à court terme</b>		
Acomptes fournisseurs	266 184 882	195 150 209
Dépôts de garantie	1 836 243	1 305 498
<b>Total partiel : Créances à court terme</b>	<b>268 021 125</b>	<b>196 455 707</b>
<b>Placements à long terme</b>		
Dépôts de garantie	2 111 136	1 830 002
<b>Total partiel : Créances à long terme</b>	<b>2 111 136</b>	<b>1 830 002</b>
<b>Total des autres actifs</b>	<b>270 132 261</b>	<b>198 285 709</b>

150. Les acomptes fournisseurs de 266,2 millions de dollars É.-U. (contre 195,2 millions de dollars É.-U. en 2022) sont des avances faites aux partenaires d'exécution, fournisseurs, consultants et fournisseurs de services.

## NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

151. L'Organisation est propriétaire de bâtiments à usage de bureaux dans six pays, à savoir l'Argentine, l'Australie, l'État plurinational de Bolivie, le Chili, le Pérou et la Suisse. Pour donner une idée exacte de la valeur des terrains et des bâtiments que possède l'OIM, ceux-ci ont été réévalués à leur juste valeur au 31 décembre 2021, déterminée sur la base d'évaluations indépendantes effectuées par des experts dans chacun des pays dans lesquels se trouvent ces biens. Ces évaluations, menées conformément aux règles d'évaluation internationales édictées par l'International Valuation Standards Council, comportaient des hypothèses quant aux conditions actuelles du marché. La différence nette entre le coût historique et le changement de la juste valeur ultérieure des bâtiments et des terrains, à hauteur de 28,5 millions de dollars É.-U., est comptabilisée dans la réserve de réévaluation d'actifs, qui forme un élément distinct de l'actif net/capitaux propres. Aucun changement substantiel n'a été constaté dans les conditions du marché respectives, en 2023, qui justifierait de nouvelles évaluations du marché pour cette classe d'actifs.

152. En 2023, des actifs ont été donnés à l'OIM, dont la valeur est estimée à 0,05 million de dollars É.-U. (contre 0,2 million de dollars É.-U. en 2022). Ce montant a été comptabilisé dans l'année en tant qu'acquisition sous « Immobilisations corporelles ». La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

## NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

153. Les immobilisations corporelles détenues en 2023 et en 2022 sont résumées dans les tableaux ci-dessous.

	Dollars É.-U.								
	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	218 481	38 142 546	26 159 170	85 977 557	15 897 706	40 765 353	11 548 151	453 324	219 162 288
Ajouts		224 977	411 777	12 955 993	2 026 876	5 970 647	1 150 727	3 180 073	25 921 070
Sorties			(594 160)	(4 432 550)	(1 253 770)	(2 530 712)	(237 457)		(9 048 649)
Transferts			15 600	111 669	14 403	215 668			357 340
<b>Coût au 31 décembre 2023</b>	<b>218 481</b>	<b>38 367 523</b>	<b>25 992 387</b>	<b>94 612 669</b>	<b>16 685 215</b>	<b>44 420 956</b>	<b>12 461 421</b>	<b>3 633 397</b>	<b>236 392 049</b>
Amortissement cumulé au 1 <sup>er</sup> janvier 2023		(1 043 485)	(21 885 684)	(71 540 367)	(13 175 102)	(28 953 483)	(6 909 135)		(143 507 256)
Amortissement		(1 046 460)	(2 050 382)	(8 596 187)	(1 414 152)	(5 618 241)	(933 940)		(19 659 362)
Sorties			471 425	4 160 971	1 205 226	2 305 638	237 457		8 380 717
Transferts			(15 600)	(107 591)	(18 481)	(215 668)			(357 340)
<b>Amortissement cumulé au 31 décembre 2023</b>		<b>(2 089 945)</b>	<b>(23 480 241)</b>	<b>(76 083 174)</b>	<b>(13 402 509)</b>	<b>(32 481 754)</b>	<b>(7 605 618)</b>		<b>(155 143 241)</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	218 481	37 099 061	4 273 486	14 437 190	2 722 604	11 811 870	4 639 016	453 324	75 655 032
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2023</b>	<b>218 481</b>	<b>36 277 578</b>	<b>2 512 146</b>	<b>18 529 495</b>	<b>3 282 706</b>	<b>11 939 202</b>	<b>4 855 803</b>	<b>3 633 397</b>	<b>81 248 808</b>

	Dollars É.-U.								
	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	218 481	38 142 546	25 281 620	75 229 578	15 492 123	34 311 468	10 103 581	338 935	199 118 332
Ajouts			1 111 951	12 586 043	1 464 732	7 458 086	1 722 091	114 389	24 457 292
Sorties			(226 228)	(1 901 848)	(1 059 149)	(1 108 066)	(277 521)		(4 572 812)
Transferts			(8 173)	63 784		103 865			159 476
<b>Coût au 31 décembre 2022</b>	<b>218 481</b>	<b>38 142 546</b>	<b>26 159 170</b>	<b>85 977 557</b>	<b>15 897 706</b>	<b>40 765 353</b>	<b>11 548 151</b>	<b>453 324</b>	<b>219 162 288</b>
Amortissement cumulé au 1 <sup>er</sup> janvier 2022			(19 622 709)	(65 720 000)	(12 987 111)	(24 948 294)	(5 793 109)		(129 071 223)
Amortissement		(1 043 485)	(2 409 023)	(7 523 461)	(1 226 463)	(4 689 271)	(1 288 645)		(18 180 348)
Sorties			139 664	1 766 878	1 038 472	822 899	172 619		3 940 532
Transferts			6 384	(63 784)		(138 817)			(196 217)
<b>Amortissement cumulé au 31 décembre 2022</b>		<b>(1 043 485)</b>	<b>(21 885 684)</b>	<b>(71 540 367)</b>	<b>(13 175 102)</b>	<b>(28 953 483)</b>	<b>(6 909 135)</b>		<b>(143 507 256)</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	218 481	38 142 546	5 658 911	9 509 578	2 505 012	9 363 174	4 310 472	338 935	70 047 109
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2022</b>	<b>218 481</b>	<b>37 099 061</b>	<b>4 273 486</b>	<b>14 437 190</b>	<b>2 722 604</b>	<b>11 811 870</b>	<b>4 639 016</b>	<b>453 324</b>	<b>75 655 032</b>

154. Le bâtiment du Siège à Genève (Suisse) est situé sur un terrain mis à disposition par le canton de Genève pendant 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. Bien que l'Organisation ait le droit de céder ce bien à une autre organisation internationale, le canton pourrait refuser de donner son approbation sous certaines conditions. Les droits fonciers reviendront au canton à la fin du bail. Étant donné les diverses conditions auxquelles sont assujettis les droits d'utilisation du terrain et sa cession, les droits fonciers ne sont pas évalués en tant qu'actifs dans l'état de la situation financière.

## NOTE 10 : ACTIFS INCORPORELS

155. Les actifs incorporels sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	Dollars É.-U.					
	2023			2022		
	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total
Coût au 1 <sup>er</sup> janvier	3 041 231	7 491 025	10 532 256	2 927 382	1 565 981	4 493 363
Ajouts	172 793		172 793	107 999	451 799	559 798
En cours de développement		12 615 808	12 615 808		5 548 949	5 548 949
Dépréciations					(75 704)	(75 704)
Sorties	(211 386)		(211 386)			
Transferts				5 850		5 850
<b>Coût au 31 décembre</b>	<b>3 002 638</b>	<b>20 106 833</b>	<b>23 109 471</b>	<b>3 041 231</b>	<b>7 491 025</b>	<b>10 532 256</b>
Amortissement cumulé au 1 <sup>er</sup> janvier	(1 807 233)	(598 394)	(2 405 627)	(987 851)	(443 179)	(1 431 030)
Amortissement	(790 589)	(198 382)	(988 971)	(813 532)	(155 215)	(968 747)
Sorties	184 789		184 789			
Transferts				(5 850)		(5 850)
<b>Amortissement cumulé au 31 décembre</b>	<b>(2 413 033)</b>	<b>(796 776)</b>	<b>(3 209 809)</b>	<b>(1 807 233)</b>	<b>(598 394)</b>	<b>(2 405 627)</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier	1 233 998	6 892 631	8 126 629	1 939 531	1 122 802	3 062 333
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>589 605</b>	<b>19 310 057</b>	<b>19 899 662</b>	<b>1 233 998</b>	<b>6 892 631</b>	<b>8 126 629</b>

156. L'augmentation relative aux logiciels conçus en interne concerne principalement le développement du système de planification des ressources d'entreprise (Oracle) et du système de gestion des bénéficiaires (MiMOSA).

## NOTE 11 : FONDS REÇUS D'AVANCE

157. Les contributions volontaires des donateurs reçues avant exécution au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 1 751,2 millions de dollars É.-U. (contre 1 545,8 millions de dollars É.-U. en 2022).

158. Les contributions assignées d'États Membres reçues avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées au total à 4,4 millions de dollars É.-U. (contre 1,4 million de dollars É.-U. en 2022) (voir l'appendice 1).

159. L'OIM a également reçu des fonds d'avance au titre des relations de représentation, qui concernent des accords conclus avec des gouvernements ou des entités gouvernementales aux fins de la fourniture d'un appui administratif – en vertu desquels l'OIM agit en qualité de mandataire au nom de ces entités. Le montant des fonds reçus à ce titre par l'OIM mais qui n'ont pas encore été décaissés pour le compte de ces entités s'est élevé à 149,7 millions de dollars É.-U. (contre 139,4 millions de dollars É.-U. en 2022).

160. Les autres contributions différées, reçues des migrants, des personnes couvrant leurs propres dépenses et des répondants, et les acomptes des clients se sont élevés à 21,5 millions de dollars É.-U. (contre 23,9 millions de dollars É.-U. en 2022).

## NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

161. Les indemnités de cessation de service sont la somme des indemnités dues par l'Organisation aux membres du personnel à la cessation de service en application du contrat d'emploi ou du Statut et Règlement unifié du personnel. Ces indemnités englobent : la compensation des jours de congé non pris, les frais de rapatriement et de voyage pour le personnel international, les prestations pour cessation de service et les primes d'assurance maladie du personnel à la retraite. En ce qui concerne les obligations en matière d'indemnités de cessation de service qui se rapportent aux indemnités de départ, etc., voir la note 18 : Réserves.

162. À sa soixante-douzième session, en novembre 1996, le Conseil a adopté une méthode budgétaire de financement des indemnités de cessation de service dues au personnel.

163. Au titre de la partie administrative du budget, les indemnités de cessation de service sont financées moyennant une allocation annuelle calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2023 le budget alloué au titre des indemnités de cessation de service s'est élevé à 0,7 million de francs suisses (comme en 2022), alors que les sommes effectivement versées selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) se sont élevées à 0,7 million de francs suisses (contre 1,1 million de francs suisses en 2022). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les prestations à leur verser. Selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), le passif non provisionné concernant les avantages du personnel relevant de la partie administrative du budget s'élève à 22,7 millions de dollars É.-U. (contre 18,1 millions de dollars É.-U. en 2022).

164. Au titre de la partie opérationnelle du budget, les indemnités de cessation de service versées au personnel sont financées moyennant un pourcentage fixe appliqué aux coûts salariaux. En 2020, une évaluation indépendante a été réalisée par un cabinet d'actuaire, et le pourcentage a été réduit, passant de 6 % (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017) à 4 % à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021. Il est revu à intervalles réguliers pour vérifier qu'il reste adéquat.

165. Les membres du personnel (et les personnes à leur charge) affiliés au plan d'assurance maladie ou au plan médical peuvent bénéficier d'une assurance maladie après la cessation de service en vue de laquelle l'OIM contribue aux primes d'assurance.

166. La valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies pour l'assurance médicale après la cessation de service et celle des autres prestations à long terme ont été déterminées à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste notamment à actualiser les sorties futures de fonds estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé sur des obligations de sociétés de premier rang.

167. Les provisions et les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Sommes dues à court terme</b>		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	17 565 944	18 352 957
CCPPNU	13 128 738	474 292
Autres sommes à payer au personnel	18 577 878	25 605 104
<b>Total partiel : Sommes dues à court terme</b>	<b>49 272 560</b>	<b>44 432 353</b>
<b>Sommes dues à long terme</b>		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	200 243 167	173 027 104
<b>Total partiel : Sommes dues à long terme</b>	<b>200 243 167</b>	<b>173 027 104</b>
<b>Total des sommes dues au titre des avantages du personnel</b>	<b>249 515 727</b>	<b>217 459 457</b>

**NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)**

168. Les sommes dues au titre des avantages du personnel sont ventilées dans le tableau ci-dessous :

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>PASSIF À COURT TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :</b>		
Compensation des congés annuels non pris	6 527 952	6 192 939
Prime de rapatriement	2 791 999	2 456 297
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	3 301 823	3 263 817
Indemnités dues à la cessation de service	866 431	980 504
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	2 587 898	3 636 367
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	1 489 841	1 823 033
<b>Total partiel : Passif à court terme au titre des avantages du personnel</b>	<b>17 565 944</b>	<b>18 352 957</b>
<b>PASSIF À LONG TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :</b>		
Compensation des congés annuels non pris	86 728 502	71 218 795
Prime de rapatriement	25 160 944	20 414 618
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	43 867 077	37 533 902
Indemnités dues à la cessation de service	4 399 361	4 757 628
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	32 209 066	30 779 267
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	7 878 217	8 322 894
<b>Total partiel : Passif à long terme au titre des avantages du personnel</b>	<b>200 243 167</b>	<b>173 027 104</b>
<b>Total du passif au titre des avantages du personnel</b>	<b>217 809 111</b>	<b>191 380 061</b>

**Hypothèses et méthodes actuarielles**

169. Chaque année, l'OIM examine et choisit les hypothèses et méthodes qu'utilisera l'actuaire pour déterminer les besoins en matière de charges et de contributions au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des primes de rapatriement et des prestations dues à la cessation de service. Les hypothèses à la date de clôture servent à déterminer la valeur des obligations au titre des prestations définies à cette date ainsi que les charges pour pensions au cours de l'exercice suivant.

170. Le tableau ci-après présente les principales hypothèses financières utilisées au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022.

	2023	2022
<b>Taux d'actualisation</b>		
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en francs suisses)	1,30 %	2,00 %
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en dollars É.-U.)	5,20 %	5,30 %
Prime de rapatriement	4,90 %	5,10 %
Indemnité de départ	5,00 %	5,20 %
<b>Augmentations des salaires</b>		
Personnel de la catégorie des administrateurs	3,98 %	3,62 %
Personnel de la catégorie des services généraux	3,07 %	7,15 %
<b>Taux d'évolution des coûts médicaux</b>	<b>2,35 %</b>	<b>3,00 %</b>

**NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)**

171. Choix du taux d'actualisation : La méthode suivie pour fixer le taux d'actualisation, et notamment le taux utilisé pour actualiser les obligations en matière de prestations dues à la cessation de service (provisionnées et non provisionnées), rend compte de la valeur temps de l'argent. La monnaie et l'échéance de l'instrument financier choisi pour rendre compte de la valeur temps de l'argent sont conformes à la monnaie et à la durée estimative des obligations en matière de prestations dues à la cessation de service. Le taux d'actualisation correspond au calendrier estimatif du paiement des prestations. L'OIM a estimé que le marché des obligations d'entités de première qualité constituait la meilleure référence. Elle a pris en considération les conditions prévalant sur le marché des obligations au 31 décembre 2023 en Suisse, dans la zone euro et aux États-Unis. Le taux d'actualisation est le taux équivalent unique estimé de sorte que la valeur actuelle des flux de trésorerie du plan calculée à l'aide de ce taux soit égale à la valeur actuelle de ces mêmes flux de trésorerie obtenue en utilisant le cours au comptant des obligations des sociétés notées AAA et AA, pour les différentes échéances concernées, ainsi que les courbes de rendement harmonisées proposées à l'intention des entités des Nations Unies, compte tenu de la longévité du passif de l'OIM.

172. Choix du taux de la cotisation maladie : La méthode suivie pour fixer le taux de la cotisation maladie est fondée sur des hypothèses relatives aux coûts médicaux qui tiennent compte de l'évolution future estimative du coût des services médicaux sous l'effet tout à la fois de l'inflation et des changements particuliers survenus dans les coûts médicaux. Depuis la fin de l'exercice clos au 31 décembre 2023, l'OIM fonde ses estimations principalement sur le taux d'augmentation attendue de la cotisation maladie des Nations Unies pour la Suisse, tout en tenant compte des données rétrospectives de l'Organisation.

173. Les tableaux ci-dessous contiennent des informations et une analyse complémentaires concernant les sommes dues au titre des avantages du personnel, telles que calculées par l'actuaire.

Rapprochement de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies	Dollars É.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Primes de rapatriement	Indemnités dues à la cessation de service	Total
<b>Obligations nettes au titre des prestations définies au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>34 415 634</b>	<b>10 145 927</b>	<b>22 870 915</b>	<b>5 738 132</b>	<b>73 170 608</b>
Coût des services rendus en 2023	1 006 145	957 891	1 721 998	597 604	4 283 638
Charges financières pour 2023	1 581 753	531 950	1 070 001	268 827	3 452 531
<b>Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière au 31 décembre 2023</b>	<b>2 587 898</b>	<b>1 489 841</b>	<b>2 791 999</b>	<b>866 431</b>	<b>7 736 169</b>
(Gains)/pertes actuariels résultant d'une variation des :					
Hypothèses démographiques	(155 013)	(176 440)	(17 509)	(33 881)	(382 843)
Hypothèses financières	(1 490 366)	(1 508 760)	950 652	(1 369 450)	(3 417 924)
Effets des ajustements d'expérience	827 577	(399 964)	2 588 823	1 148 560	4 164 996
<b>Total des (gains)/pertes actuariels résultant des variations ci-dessus</b>	<b>(817 802)</b>	<b>(2 085 164)</b>	<b>3 521 966</b>	<b>(254 771)</b>	<b>364 229</b>
<b>Prestations versées par le plan/la compagnie</b>	<b>(1 388 766)</b>	<b>(182 546)</b>	<b>(1 231 937)</b>	<b>(1 084 000)</b>	<b>(3 887 249)</b>
<b>Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2023</b>	<b>34 796 964</b>	<b>9 368 058</b>	<b>27 952 943</b>	<b>5 265 792</b>	<b>77 383 757</b>

Sensibilité aux hypothèses d'évolution	Hypothèse d'évolution de + 1 %	Hypothèse d'évolution de - 1 %
<b>Taux d'actualisation</b>		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	(4 847 114)	6 265 636
Plan médical après la cessation de service	(1 707 993)	2 311 164
Primes de rapatriement	(1 637 674)	1 861 228
Indemnités dues à la cessation de service	(255 824)	292 172
<b>Taux d'évolution du coût des soins de santé</b>		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	3 986 404	(3 328 416)
Plan médical après la cessation de service	1 276 439	(1 057 977)
<b>Taux d'augmentation des traitements</b>		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	1 177 906	(1 041 235)
Plan médical après la cessation de service	241 999	(208 778)
Primes de rapatriement	1 859 736	(1 666 320)
Indemnités dues à la cessation de service	293 582	(261 433)



**NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)****Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies**

174. L'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la Caisse), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour offrir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et d'autres prestations connexes aux employés. La Caisse est un régime de prévoyance multiemployeurs à prestations définies. Comme indiqué à l'article 3 b) des Statuts de la Caisse, les institutions spécialisées et toutes autres organisations intergouvernementales internationales qui appliquent le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées peuvent s'affilier à la Caisse.

175. La Caisse expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés aux membres du personnel actifs et à la retraite d'autres organisations affiliées, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM et la Caisse, de même que les autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la part qui revient à l'OIM des obligations, actifs de régime et coûts liés au régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité. C'est pourquoi l'OIM a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies, conformément aux prescriptions de la norme IPSAS 39 – Avantages du personnel. Les cotisations de l'OIM à la Caisse durant l'exercice financier sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

176. Les Statuts de la Caisse disposent que le Comité mixte doit faire procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans. Ces évaluations ont essentiellement pour objet de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants au regard de ses obligations.

177. L'obligation financière de l'OIM envers la Caisse consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (soit, actuellement, 7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations affiliées), ainsi que toute part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel, en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut que l'Assemblée générale des Nations Unies ait invoqué les dispositions de l'article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Chaque organisation affiliée doit apporter pour couvrir ce déficit un montant proportionnel au total des cotisations qu'elle a payées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

178. La dernière évaluation actuarielle de la CCPNU s'est achevée le 31 décembre 2021, et une évaluation arrêtée au 31 décembre 2023 est en cours. Les données relatives à la participation du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022 ont été extrapolées par la Caisse pour établir ses états financiers de 2022.

179. L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2021 a fait apparaître un taux de couverture des engagements de 117 %. Sans tenir compte du système actuel d'ajustement des pensions, on obtenait un ratio de capitalisation de 158,2 %.

180. Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse, l'actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2021, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la CCPNU, car la valeur actuarielle des actifs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. En outre, la valeur de marché des actifs dépassait aussi la valeur actuarielle de toutes les obligations à la date de l'évaluation. Au moment de l'élaboration du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

181. Si l'Assemblée générale venait à invoquer les dispositions de l'article 26 à cause d'un déficit actuariel, que la Caisse soit en activité ou en liquidation, chaque organisation affiliée contribuerait à la couverture du déficit au prorata des cotisations qu'elle aurait versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. L'ensemble des contributions versées à la Caisse au cours des trois années précédant la période considérée (2020, 2021 et 2022) s'élevait à 8 937,68 millions de dollars É.-U., dont 3,4 % provenant de l'OIM.

182. En 2023, les contributions versées à la Caisse par l'OIM se sont élevées à 141,9 millions de dollars É.-U., dont 13,1 millions de dollars É.-U. ont été versés en 2024 (contre 115 millions de dollars É.-U. en 2022). Le montant total des cotisations prévu pour 2024 est estimé à 179,4 millions de dollars É.-U. approximativement.

**NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)**

183. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte de la Caisse. Si une organisation cesse d'être affiliée à la Caisse, une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation au bénéfice exclusif des membres de son personnel qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d'un commun accord par l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

184. Le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies vérifie chaque année les comptes de la Caisse et présente au Comité mixte de la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies un rapport sur ses vérifications chaque année. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site Web, à l'adresse [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org).

**NOTE 13 : MONTANTS À VERSER AUX FOURNISSEURS ET AUTRE PASSIF À COURT TERME**

185. Les montants à verser aux fournisseurs sont principalement des sommes dues aux vendeurs, consultants et partenaires d'exécution, ainsi que des biens et services reçus, mais non facturés au 31 décembre 2023, et sont résumés dans le tableau ci-après.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Montants à verser à court terme</b>		
Montants à verser sur facture	311 535 075	259 317 037
Charges constatées	9 213 707	27 656 081
<b>Total : Montants à verser aux fournisseurs</b>	<b>320 748 782</b>	<b>286 973 118</b>

**NOTE 14 : EMPRUNTS**

186. L'Organisation a emprunté des fonds à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour construire le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2023 s'est élevé à 0,4 million de francs suisses (comme en 2022). Le prêt ne porte pas d'intérêts, conformément à la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. Le montant de l'intérêt à 3 % remis en 2023 s'est élevé à 0,1 million de francs suisses (comme en 2022). La valeur de l'intérêt à remettre jusqu'au dernier paiement au titre du prêt, exigible en 2033, est de 0,5 million de francs suisses (contre 0,6 million de francs suisses en 2022). La valeur de la remise d'intérêt est égale à la valeur future de l'escompte du prêt.

187. En 2022, l'Organisation a emprunté des fonds additionnels à la FIPOI afin d'établir des plans et des prescriptions techniques et d'obtenir les permis nécessaires pour la construction d'un nouveau bâtiment du Siège. Le prêt ne porte pas d'intérêts, et le remboursement du principal du prêt sera déterminé d'un commun accord entre la FIPOI et l'Organisation à l'échéance du prêt, prévue pour 2025. La valeur de l'intérêt à 0,5 % à remettre jusqu'à la fin du prêt d'étude, prévue en décembre 2025, est de 0,1 million de francs suisses.

**NOTE 14 : EMPRUNTS (suite)**

188. Le prêt en francs suisses est converti en dollars É.-U. au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. L'emprunt initial et les montants restant dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Francs suisses					
	2023			2022		
	Prêt immobilier	Prêt d'étude	Total	Prêt immobilier	Prêt d'étude	Total
FIPOI	18 000 000	5 700 000	23 700 000	18 000 000	5 700 000	23 700 000
Remboursements cumulés	(14 313 972)		(14 313 972)	(13 945 372)		(13 945 372)
<b>Solde du prêt – francs suisses</b>	<b>3 686 028</b>	<b>5 700 000</b>	<b>9 386 028</b>	<b>4 054 628</b>	<b>5 700 000</b>	<b>9 754 628</b>
<b>Solde du prêt – dollars É.-U.</b>	<b>4 414 405</b>	<b>6 826 347</b>	<b>11 240 752</b>	<b>4 392 880</b>	<b>6 175 514</b>	<b>10 568 394</b>
– Remboursements à court terme	441 437		441 437	399 350		399 350
– Remboursements à long terme	3 972 968	<b>6 826 347</b>	10 799 315	3 993 530	6 175 514	10 169 044
<b>Solde du prêt – dollars É.-U.</b>	<b>4 414 405</b>	<b>6 826 347</b>	<b>11 240 752</b>	<b>4 392 880</b>	<b>6 175 514</b>	<b>10 568 394</b>
Taux de change à la clôture de l'exercice (franc suisse/dollar É.-U.)	0,835	0,835	0,835	0,923	0,923	0,923

**NOTE 15 : AUTRE PASSIF**

189. L'autre passif concerne principalement les montants à verser aux réserves de divers États Membres et les remboursements dus aux donateurs, comme indiqué dans le tableau ci-après.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Montants à verser à court terme</b>		
Remboursements dus	4 563 626	9 085 287
Autre passif	28 066 831	23 108 593
<b>Total partiel : Autre passif à court terme</b>	<b>32 630 457</b>	<b>32 193 880</b>
<b>Montants à verser à long terme</b>		
Provisions	426 600	
Fonds de dotation Sasakawa	2 000 000	2 000 000
Autre passif	3 861 502	4 029 122
<b>Total partiel : Autre passif à long terme</b>	<b>6 288 102</b>	<b>6 029 122</b>
<b>Total : Autre passif</b>	<b>38 918 559</b>	<b>38 223 002</b>

190. Les provisions correspondent à la réserve pour imprévus liée aux procédures judiciaires en suspens dans lesquelles l'Organisation devra vraisemblablement conclure un arrangement, pour un montant qu'il est possible de déterminer de façon fiable.

191. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 afin de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et d'autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

## NOTE 15 : AUTRE PASSIF (suite)

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Solde de compte en fin d'exercice</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>Compte de produits</b>		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	103 200	28 800
<b>Transferts du Fonds de dotation Sasakawa à des projets</b>		
Aide aux moyens de subsistance à l'intention des jeunes au Lesotho		(28 800)
Promotion de la remise en service des <i>kahriz</i> pour une meilleure adaptation au changement climatique concernant l'approvisionnement en eau en Azerbaïdjan	(103 200)	
<b>Solde du compte en fin d'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## NOTE 16 : RESSOURCES REPORTÉES

192. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), les programmes d'opérations affichaient à la fin de 2023 une hausse de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 37,6 millions de dollars É.-U. (contre une hausse de 16,7 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité)), nette des montants prélevés, ce qui porte le montant total de la réserve à 116 millions de dollars É.-U. (contre 78,5 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité)).

193. L'Administration soumettra aux États Membres, dans le budget annuel ou dans ses révisions, des propositions relatives à l'utilisation des fonds provenant de la réserve qui sont supérieurs au montant minimum établi. Les propositions relatives à l'utilisation des montants supérieurs au solde de la réserve auront un caractère stratégique, contribueront aux objectifs à long terme de l'Organisation et viseront à couvrir des dépenses non récurrentes. Compte tenu de ce qui précède, le Comité permanent des programmes et des finances, par sa résolution n° 29 de juin 2023 relative à la révision du Programme et Budget pour 2023, a approuvé l'utilisation de l'excédent cumulé de 443 492 francs suisses au 31 décembre 2020 pour couvrir des dépenses liées au perfectionnement et à la formation du personnel. Au 31 décembre 2023, cette somme avait été utilisée.

194. Le montant des revenus de soutien opérationnel n'est pas prévisible. Il varie d'une année à l'autre, selon le niveau d'activités déployées. Conformément à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires, le niveau budgétaire des revenus de soutien opérationnel sera établi sur la base des résultats effectifs de l'année précédente indiqués dans le Rapport financier et les documents budgétaires annuels de l'Organisation, compte tenu des tendances actuelles et escomptées. La réserve de revenus de soutien opérationnel sera maintenue, au minimum, à un niveau représentant 1 % des dépenses totales de l'Organisation telles qu'elles ont été arrêtées au 31 décembre de l'année précédente. Le cas échéant, les montants disponibles de la réserve dépassant le montant minimum requis seront utilisés pour combler la différence entre le montant de revenus de soutien opérationnel projeté et le montant réel généré si celui-ci est inférieur au montant projeté.

**NOTE 16 : RESSOURCES REPORTÉES (suite)**

195. Les ressources reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.		
	2023	2022 (montants retraités)	(Augmentation)/ Diminution
<b>Ressources reportées – Excédent/(déficit)</b>			
<b>Programme administratif</b>			
Programme administratif	(3 588 907)	(6 414 662)	(2 825 755)
Impact net de l'ajustement IPSAS	(25 132 715)	(20 154 193)	4 978 522
<b>Programme administratif : Ressources reportées</b>	<b>(28 721 622)</b>	<b>(26 568 855)</b>	<b>2 152 767</b>
Application de l'excédent administratif	(502 256)	(394 693)	107 563
<b>Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés – Solde du programme administratif</b>	<b>(29 223 878)</b>	<b>(26 963 548)</b>	<b>2 260 330</b>
<b>Programmes d'opérations</b>			
Programmes d'opérations – Revenus de soutien opérationnel	122 969 140	91 307 481	(31 661 659)
Prélèvement – Réserve de revenus de soutien opérationnel	(15 000 000)	(13 000 000)	2 000 000
Impact net de l'ajustement IPSAS – Revenus de soutien opérationnel	8 061 344	170 042	(7 891 302)
<b>Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés – Revenus de soutien opérationnel</b>	<b>116 030 484</b>	<b>78 477 523</b>	<b>(37 552 961)</b>
<b>Opérations sans contrepartie directe cumulées</b>			
Excédents/(déficits) cumulés – Opérations sans contrepartie directe	120 143 104	87 834 932	(32 308 172)
Impact net de l'ajustement IPSAS	32 055 758	26 465 719	(5 590 039)
<b>Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés – Opérations sans contrepartie directe</b>	<b>152 198 862</b>	<b>114 300 651</b>	<b>(37 898 211)</b>
<b>Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe</b>			
Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe	106 913 033	72 358 598	(34 554 435)
Impact net de l'ajustement IPSAS	6 372 591	5 409 886	(962 705)
<b>Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe</b>	<b>113 285 624</b>	<b>77 768 484</b>	<b>(35 517 140)</b>
<b>Conversions monétaires (gains/(pertes))</b>	<b>(61 763 489)</b>	<b>(119 361 315)</b>	<b>(57 597 826)</b>
<b>Total des ressources reportées</b>	<b>290 527 603</b>	<b>124 221 795</b>	<b>(166 305 808)</b>

## NOTE 17 : SOLDE CUMULATIF

196. Le solde cumulatif reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022 Montants retraités
<b>Solde cumulatif</b>		
Solde cumulatif du programme administratif	(29 223 878)	(26 963 548)
Revenus de soutien opérationnel cumulatifs	116 030 484	78 477 523
Opérations sans contrepartie directe cumulatives	152 198 862	114 300 651
Opérations avec contrepartie directe cumulatives	113 285 624	77 768 484
Conversions monétaires (gains/(pertes))	(61 763 489)	(119 361 315)
<b>Total des excédents cumulés</b>	<b>290 527 603</b>	<b>124 221 795</b>

197. Le montant des conversions monétaires (gains/(pertes)) reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>(119 361 315)</b>	<b>(76 023 202)</b>
Gains et (pertes) de change nets réalisés	45 545 120	(70 890 827)
Gains de change nets non réalisés	12 052 706	27 549 421
Instruments financiers – Produits dérivés (notes 8 et 13)		3 293
<b>Total partiel : Gains/(pertes) de change</b>	<b>57 597 826</b>	<b>(43 338 113)</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>(61 763 489)</b>	<b>(119 361 315)</b>

198. Le montant des pertes de conversion monétaire, qui s'élève à 61,8 millions de dollars É.-U. (contre 119,4 millions de dollars É.-U. en 2022) représente principalement les pertes de change nettes réalisées de 45,5 millions de dollars É.-U. (contre 70,9 millions de dollars É.-U. en 2022) lors du règlement des montants à verser et à recevoir et les soldes des projets achevés enregistrés dans une devise autre que le dollar É.-U., compensées par la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères converties en dollars É.-U., consistant en un gain de change non réalisé de 12,1 millions de dollars É.-U. (contre un gain de 27,5 millions de dollars É.-U. en 2022).

## NOTE 18 : RÉSERVES

199. Les réserves reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Réserves</b>		
Réserve pour cessation de service	56 963 112	66 925 225
Fonds de réponse rapide pour les transports	893 658	861 606
Emprunts – États Membres	1 680 400	1 680 400
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres de l'OIM (voir l'appendice 6)	311 553	311 553
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	4 943 526	1 672 742
<b>Total des réserves</b>	<b>64 792 249</b>	<b>71 451 526</b>

## NOTE 18 : RÉSERVES (suite)

### Réserve pour cessation de service

200. Des fonds sont réservés pour couvrir d'autres besoins au titre des prestations de cessation de service au moyen du mécanisme de financement des indemnités de cessation de service approuvé par le Conseil par la résolution n° 967 du 25 novembre 1997. Par exemple, le Statut et Règlement unifié du personnel prévoit que des indemnités de licenciement soient versées au personnel dont les contrats sont résiliés avant leur échéance. Le montant réservé pour couvrir d'autres besoins au titre des prestations de cessation de service s'est élevé à 57,0 millions de dollars É.-U. (contre 66,9 millions de dollars É.-U. en 2022).

### Fonds de réponse rapide pour les transports

201. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer les responsabilités qui lui incombent au titre de cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

202. Il peut être fait appel à ce Fonds en particulier dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fait clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée d'un financement extérieur. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'assurer le transport lors de rapatriements librement consentis, de mouvements de retour, de la réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM est chargée d'organiser en temps voulu le transport par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

203. Toute utilisation dûment autorisée du Fonds est considérée comme une avance sur le financement d'activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le Fonds doivent être intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

204. Le solde de clôture du Fonds de réponse rapide pour les transports au 31 décembre 2023, qui comprend les intérêts, était de 0,9 million de dollars É.-U. (comme en 2022).

### Emprunts contractés auprès des États Membres

205. Une réserve de caisse de 1,7 million de dollars É.-U., consistant en des prêts sans intérêt consentis par des États Membres, a été constituée en vertu de la résolution du Conseil n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre du programme administratif ou des programmes d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

### Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires

206. Créé conformément à la résolution du Conseil n° 1229 du 5 décembre 2011, le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires est destiné à faire la soudure entre le lancement d'opérations d'urgence et le moment auquel sont reçus les fonds des donateurs. Il est financé par des contributions volontaires provenant de sources aussi diverses que possible, dont les États Membres, le secteur privé et les particuliers, et les éventuels intérêts cumulés sont portés au crédit du Mécanisme. Le Directeur général est autorisé à prélever des fonds sur le Mécanisme pour garantir une intervention rapide dans une situation d'urgence entraînant des migrations, en attendant la réception des contributions des donateurs pour ladite situation d'urgence. Le Mécanisme est réapprovisionné dès réception des contributions des donateurs, dans la limite des fonds alloués pour ladite situation d'urgence.

## NOTE 18 : RÉSERVES (suite)

**État financier du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires  
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023**

	Dollars É.-U.	
	2023	2022 (montants retraités)
<b>Solde d'ouverture reporté en début d'exercice</b>	1 672 742	1 886 307
<b>Contributions au Fonds</b>		
Philippines (via le Comité d'affectation des ressources pour la migration (MIRAC))	20 000	10 000
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	81 193	26 435
Affectation des fonds non réclamés	3 149 253	
<b>Total des contributions et des intérêts versés au Mécanisme</b>	<b>3 250 446</b>	<b>36 435</b>
<b>Remboursements au Mécanisme des projets suivants :</b>		
Prêt d'urgence	200 000	
Appui régional face à la crise en Ukraine	590 338	
Aide et protection vitales directes à l'intention des populations touchées par le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo	685 000	
Aide en matière d'abris d'urgence/d'articles non alimentaires dans les provinces du Lac et de N'Djamena	500 000	
Aide aux populations touchées par le cyclone Freddy : abris d'urgence/articles non alimentaires vitaux, et coordination et gestion des camps	300 000	
Lutte contre la violence électorale	200 000	
Interventions d'urgence intégrées à l'intention des personnes vulnérables touchées par la crise dans l'État de la mer Rouge et l'est du Soudan	450 000	
Intervention d'urgence en réponse au typhon Rai		500 000
Intervention en réponse à la crise en Éthiopie		1 000 000
Suivi des déplacements et secours – Ukraine		400 000
Intervention d'urgence en faveur de migrants en détresse		100 000
Abri/Coordination et gestion des camps/Matrice de suivi des déplacements à Madagascar		115 000
Aide d'urgence aux migrants de retour en détresse dans le sud du Tchad		250 000
<b>Total des remboursements au Mécanisme</b>	<b>2 925 338</b>	<b>2 365 000</b>
<b>Transferts du Mécanisme aux projets suivants :</b>		
Aide d'urgence aux personnes touchées par la crise au Liban	250 000	
Intervention d'urgence en réponse aux flux migratoires vers le Panama via la jungle du Darién	250 000	
Interventions d'urgence intégrées à l'intention des personnes vulnérables touchées par la crise dans l'État de la mer Rouge et l'est du Soudan	450 000	
Intervention d'urgence au Soudan du Sud en réponse à la crise au Soudan	500 000	
Aide aux populations touchées par le cyclone Freddy : abris d'urgence/articles non alimentaires vitaux, et coordination et gestion des camps	300 000	
Aide d'urgence aux populations touchées par le cyclone Daniel en Libye	300 000	
Aide et protection vitales directes pour les populations touchées par le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo	685 000	
Aide d'urgence aux migrants bangladais de retour du Soudan	170 000	
Abri/coordination et gestion des camps/Matrice de suivi des déplacements à Madagascar		115 000
Intervention d'urgence en faveur de migrants en détresse		100 000
Intervention d'urgence en réponse au typhon Rai		500 000
Suivi des déplacements et secours – Ukraine		400 000
Appui régional face à la crise en Ukraine		600 000
Lutte contre la violence électorale		200 000
Prêt d'urgence		200 000
Aide en matière d'abris d'urgence/d'articles non alimentaires dans les provinces du Lac et de N'Djamena		500 000
<b>Total des transferts du Mécanisme aux projets</b>	<b>2 905 000</b>	<b>2 615 000</b>
<b>Solde de clôture reporté en fin d'exercice</b>	<b>4 943 526</b>	<b>1 672 742</b>



## NOTE 19 : PASSIFS ÉVENTUELS

### Cofinancement

207. Certains donateurs, et notamment la Commission européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. Ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des États Membres dans le document IC/2006/2 (Mécanisme de cofinancement) lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives tenues le 22 juin 2006. L'OIM a le plus souvent réussi à assurer ce cofinancement, principalement en recourant à un financement externe et en mettant certaines propositions relevant du Fonds de l'OIM pour le développement en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant certaines activités de projet ou en y mettant fin. En outre, le Groupe chargé de la question du cofinancement, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, a été créé pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris ainsi que les moyens de financer les besoins de cofinancement. L'OIM signe un nombre limité d'accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, sous réserve de l'approbation du Groupe chargé de la question du cofinancement, étant entendu que les projets concernés font l'objet d'un suivi trimestriel. En 2023, les cofinancements de quatre projets n'ont pas été obtenus, ce qui a provoqué un déficit de 919 602 dollars É.-U., qui a été couvert par l'OIM, et un engagement potentiel de 198 200 euros a été enregistré pour un autre projet. Au 31 décembre 2023, 34 projets faisaient l'objet d'un suivi.

### Projet de vote à l'intention des expatriés irakiens

208. En 2004, l'OIM a été choisie par le Gouvernement intérimaire de l'Iraq pour gérer la participation des ressortissants irakiens de l'étranger aux premières élections organisées après la mise en place de l'administration provisoire dite Autorité provisoire de la coalition. Ce projet, mis en œuvre par l'OIM en étroite collaboration avec une ONG, International Foundation for Election Systems, a notamment consisté à mettre en place et à gérer une série de bureaux et de bureaux de vote dans les pays qui accueillent une importante diaspora irakienne, pour un budget d'environ 75 millions de dollars É.-U..

209. Bien que le projet et le processus de vote à l'étranger aient pu être exécutés sans heurts et sans incident à l'époque, le coût élevé a été jugé contestable par le Gouvernement irakien, qui a considéré que les dépenses par personne étaient considérables puisque seulement 200 000 Irakiens de l'étranger avaient voté, alors qu'on avait escompté la participation d'un million de personnes. Le Gouvernement de l'Iraq est d'avis que les dépenses de l'OIM étaient excessives et que le coût du projet aurait dû être de 57 millions de dollars É.-U. plus bas. L'OIM est fermement convaincue que les dépenses étaient raisonnables et pleinement justifiées, d'autant que le délai de mise en œuvre était extrêmement bref – 83 jours – et que des dépenses de sécurité non négligeables avaient dû être engagées en raison des divers risques pour la sécurité à l'époque. En outre, elle estime qu'elle ne peut être tenue pour responsable du taux de participation plus bas que prévu, qui est la principale raison pour laquelle le coût par personne est élevé.

210. Le Gouvernement a intenté une action en justice contre l'OIM devant une juridiction locale à Bagdad pour tenter de recouvrer les dépenses contestées. Afin de parvenir à un arrangement avec le Gouvernement irakien à cet égard, l'OIM a rencontré des représentants du Gouvernement en 2015 pour engager des négociations en vue de régler les questions en suspens. Le Gouvernement irakien a accepté de suspendre temporairement ses poursuites pendant la durée des négociations. Le procès a repris en 2017. Le tribunal de première instance a rejeté la demande du Gouvernement irakien, statuant en faveur de l'OIM. Les procédures d'appel connexes (devant la cour d'appel et la Cour de cassation) ont confirmé ce jugement, et l'affaire a été close. Le 12 novembre 2018, le Gouvernement de l'Iraq a demandé que d'autres réunions aient lieu sur cette question, puis a réitéré sa demande que l'OIM rembourse les 57 millions de dollars É.-U.. En février 2023, après plusieurs réunions avec le Gouvernement de l'Iraq, un accord verbal a été trouvé selon lequel le Bureau de l'OIM en Iraq déboursa 57 millions de dollars É.-U. dans le cadre de ses programmes pendant la période 2023-2024. En mars 2023, des lettres à cet effet ont été remises à la Mission permanente de la République d'Iraq auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. En Iraq, le Cabinet du Premier Ministre a pris la direction des pourparlers avec les entités concernées (Haute Commission électorale indépendante, Ministère des migrations et des déplacements, Ministère des affaires étrangères, Fonds irakien de recouvrement financier). Faute de réponse, aucun programme n'est mis en œuvre au titre de compensation en relation avec le projet de vote à l'intention des expatriés irakiens. L'OIM continuera de suivre cette affaire.

**NOTE 19 : PASSIFS ÉVENTUELS (suite)****Autres passifs éventuels**

211. Il arrive que l'OIM soit visée par des plaintes et poursuites de différentes sortes dans le cadre de ses activités ordinaires. Parmi les litiges en cours figurent des réclamations émanant de tiers et des plaintes relatives aux ressources humaines. À la fin de 2023, le total des autres passifs éventuels a été estimé à 2,3 millions de dollars É.-U..

**NOTE 20 : ENGAGEMENTS****Engagements au titre de contrats de location simples**

212. Les paiements de location minimaux futurs globaux au titre de contrats de location simples non résiliables dans lesquels l'OIM est le preneur sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Durée des contrats de location simples (dans lesquels l'OIM est le preneur)	Dollars É.-U.
	2023
1 an au plus	9 941 636
Plus de 1 an mais pas plus de 5 ans	19 122 551
Plus de 5 ans	9 224 591
<b>Total</b>	<b>38 288 778</b>

213. Certains contrats de location simples comportent des clauses de reconduction qui permettent à l'OIM de prolonger la durée du bail après la date d'échéance du contrat initial, ainsi que des clauses d'indexation prévoyant la possibilité d'augmenter le montant du loyer annuel en fonction de la hausse de l'indice des prix du marché dans les différents pays où est implantée l'Organisation.

214. En tant que bailleur, l'OIM perçoit des paiements locatifs pour la location de bureaux situés dans les bâtiments qu'elle possède à Buenos Aires (Argentine) et à La Paz (État plurinational de Bolivie).

**NOTE 21 : PARTIES LIÉES**

215. L'Organisation est dirigée par le Conseil, qui est composé de représentants des 175 États Membres. Ils ne sont pas rémunérés par l'OIM. Les opérations entre l'OIM et ses États Membres revêtent la forme de contributions assignées, dont le montant est fixé conformément à un barème des quotes-parts approuvé chaque année par le Conseil. En outre, les États Membres versent des contributions volontaires destinées à différents programmes et projets exécutés dans le cadre normal des activités de l'OIM.

216. L'Organisation n'a aucune participation dans des associations ou des coentreprises.

217. Le Directeur général, les Directeurs généraux adjoints, le Conseiller juridique, le Chef de Cabinet, les directeurs des départements du Siège et le Directeur du Centre administratif de Manille disposent de l'autorité et de la responsabilité en vue de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'OIM. Ces principaux dirigeants sont rémunérés par l'Organisation.

**NOTE 21 : PARTIES LIÉES (suite)**

218. Les principaux dirigeants et leur enveloppe de rémunération (y compris les traitements, les indemnités, les cotisations à l'assurance maladie, les cotisations de retraite, etc.) sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	2023		2022	
	Nombre de personnes (en équivalent plein temps)	Rémunération globale (dollars É.-U.)	Nombre de personnes (en équivalent plein temps)	Rémunération globale (dollars É.-U.)
Directeur général, Directeurs généraux adjoints et autres fonctionnaires supérieurs du Bureau exécutif	6	2 467 595	6	2 403 180
Autres hauts responsables	6,1	1 846 406	6	2 159 856

219. Les principaux dirigeants et leurs proches parents n'ont pas bénéficié d'emprunts qui ne soient pas non plus mis à la disposition d'autres catégories de personnel. Les principaux dirigeants jouissent des mêmes droits après la cessation de service (notamment en ce qui concerne les prestations de retraite et de santé) que les autres membres du personnel. Aucune autre rémunération ni indemnisation n'a été versée aux principaux dirigeants et à leurs proches parents.

**NOTE 22 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS**

220. Les documents budgétaires sont établis sur la base des financements confirmés connus et du niveau d'activités projeté jusqu'à la fin de l'exercice, comme suit :

- Programme et Budget – en août de l'année précédant l'exercice budgétaire ;
- Révision du Programme et Budget – en mars de l'exercice budgétaire ;
- Réactualisation succincte du Programme et Budget – en septembre de l'exercice budgétaire.

221. Les deux premiers documents budgétaires sont approuvés par le Conseil. Quant à la Réactualisation succincte, il s'agit d'un document présenté au Conseil pour l'informer de l'état des contributions et de la mise en œuvre des projets. En raison des réalités opérationnelles, la mise en œuvre effective des activités pendant le reste de l'année peut être tantôt plus rapide, tantôt plus lente qu'initialement prévu.

222. L'OIM a reçu des fonds additionnels confirmés d'une valeur d'environ 995,5 millions de dollars É.-U. au cours des quatre derniers mois de l'exercice (contre 1 100,5 millions de dollars É.-U. en 2022). Le Directeur général est autorisé, dans des circonstances exceptionnelles, à engager des dépenses et à effectuer des paiements pour des opérations non inscrites dans la partie opérationnelle du budget approuvée, sous réserve que certaines conditions soient remplies (article 4.7 du Règlement financier).

223. Les montants réels correspondant à l'Appui aux programmes de caractère général, présentés sur une base comparable, comprennent les dépenses inscrites au budget figurant dans le tableau synoptique VIII de la partie Services/Appuis des documents budgétaires C/113/7 et S/32/6, ainsi que dans le tableau synoptique du document C/114/7, pour les activités suivantes : Personnel détaché, Mise à niveau de l'Application relative aux services opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA), Personnel et services financés par les revenus divers, Fonds de dotation Sasakawa, Contributions sans affectation spéciale et Application de mise en lien et de mobilisation des migrants (MigApp).

**NOTE 22 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS (suite)**

224. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour les programmes d'opérations (voir aussi l'État V.a) indique les charges effectives excédentaires par rapport au budget initial approuvé (document C/113/7) et à sa révision (document S/32/6), qui s'élevaient à 2 092,4 millions de dollars É.-U. et à 989,6 millions de dollars É.-U., respectivement, ainsi que par rapport aux charges présentées dans la réactualisation succincte (document C/114/7). Les charges effectives excédentaires les plus notables par rapport au budget initial et à la révision budgétaire étaient essentiellement dues à de nouveaux financements confirmés dans les secteurs de services suivants :

- Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise : 1 526 millions de dollars É.-U. et 826,4 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre de la réinstallation des réfugiés, de l'aide humanitaire offerte aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux communautés touchées par un conflit, et des interventions de stabilisation. Le total des charges a été inférieur de 27,8 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte ;
- Migration et santé : 86,7 millions de dollars É.-U. et 8 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre des activités d'évaluation sanitaire aux fins de réinstallation et de l'aide en matière de soins de santé aux migrants se trouvant dans une situation de vulnérabilité ou de crise. Le total des charges a été inférieur de 8,3 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte ;
- Migration régulée : 283,8 millions de dollars É.-U. et 96,1 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre de l'aide au retour et à la réintégration, de l'aide aux migrants en situation de vulnérabilité, et des activités de gestion de l'immigration et des frontières. Le total des charges a été inférieur de 6,4 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte ;
- Migration assistée : 86,9 millions de dollars É.-U. et 15,6 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre de l'intégration et de la cohésion sociale et d'initiatives de migration de main-d'œuvre. Le total des charges a été supérieur de 13,9 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte ;
- Appui aux programmes de caractère général : 68,8 millions de dollars É.-U. et 49,9 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre des activités d'envergure mondiale. Le total des charges a été supérieur de 3,8 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte.

225. Aucune autre différence significative n'a été constatée entre le budget initial approuvé et les montants réels des programmes d'opérations.

226. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour le programme administratif est présentée séparément en francs suisses, comme l'exige l'article 3.2 du Règlement financier – voir l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire (programme administratif) (État V.b). Aucune différence significative n'a été constatée entre le budget initial approuvé et les montants réels.

227. Les sources et l'application des revenus de soutien opérationnel, y compris les éventuels reports, sont présentées séparément, conformément à l'article 6.3 du Règlement financier – voir l'appendice 4. Si les économies réalisées au titre de plusieurs lignes budgétaires, telles que celles relatives au personnel et aux services du Siège, des centres administratifs et des bureaux régionaux, ont été compensées par des charges plus importantes que prévu au titre d'activités et de structures non inscrites au budget, les différences entre le budget approuvé et l'utilisation effective qui en a été faite pour ce qui concerne le personnel et les services des bureaux de pays, les technologies de l'information, la réorganisation du mode de fonctionnement, la constitution d'un stock central pour répondre aux situations et aux besoins d'urgence et les déficits de projet, ont été couvertes par des revenus de soutien opérationnel plus importants que prévu.

**NOTE 22 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS (suite)**

228. Les principales différences entre la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), qui a servi à établir l'état de la performance financière et le tableau des flux de trésorerie, et la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), utilisée pour établir l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, sont expliquées ci-après :

- Acquisition d'immobilisations corporelles – Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) (et aux fins de présentation des rapports aux donateurs), les coûts des actifs sont intégralement passés en charges dans le mois de l'acquisition. Dans l'état de la situation financière, dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les actifs acquis sont capitalisés et amortis conformément à la politique comptable exposée dans la note 2 ;
- Avantages du personnel – Comme il est indiqué dans la note 12 (Sommes dues au titre des avantages du personnel), selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), les indemnités de cessation de service sont passées en charges lorsqu'elles sont versées au titre de la partie administrative du budget. Au titre de la partie opérationnelle du budget, ces sommes dues sont passées en charges sur la base d'un pourcentage fixe des coûts salariaux, comme établi par le Conseil. Dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les charges au titre de ces avantages tiennent également compte de la modification de la provision (passif) constituée pour chaque avantage, selon les calculs de l'actuaire ou de l'Organisation conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.

229. Le tableau ci-dessous présente le rapprochement entre les montants réels calculés sur une base comparable aux montants inscrits au budget (États V. a et V. b) et les montants réels figurant dans les états financiers, conformément à l'état de la performance financière (État II), en identifiant séparément les différences relatives à la méthode de calcul, les écarts de date et les différences relatives aux entités, et en rapprochant l'excédent calculé selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) du résultat net présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale.

	Note	Dollars É.-U.		
		Activités opérationnelles	Activités de placement	Total
<b>Différences relatives aux entités – programme administratif</b>				
Excédent/(déficit) pour l'exercice (État V.b)		(3 518 191)		(3 518 191)
Ajustement pour excédent de charges reporté (État V.b)		6 343 946		6 343 946
<b>Excédent du programme administratif pour l'exercice selon la comptabilité budgétaire en dollars É.-U.</b>		<b>2 825 755</b>		<b>2 825 755</b>
<b>Différences relatives aux entités – programmes d'opérations</b>				
Produits opérationnels selon la comptabilité budgétaire (note 23)		3 457 279 241		3 457 279 241
Charges opérationnelles selon la comptabilité budgétaire (État V.a, note 23)		(3 357 452 138)		(3 357 452 138)
Écart de change	17	57 803 963		57 803 963
<b>Excédent des opérations selon la comptabilité budgétaire</b>		<b>157 631 066</b>		<b>157 631 066</b>
<b>Total de l'excédent opérationnel selon la comptabilité budgétaire</b>		<b>160 456 821</b>		<b>160 456 821</b>
<b>Différences relatives à la méthode de calcul</b>				
Gains à la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	État IV	(218 093)		(218 093)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	État IV	(912 622)		(912 622)
Amortissement	9,10	(20 648 333)		(20 648 333)
Charges d'acquisition			38 709 670	38 709 670
Charges résultant des avantages du personnel	12	(9 118 140)		(9 118 140)
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues et provisions		(693 831)		(693 831)
Produits d'obligations au coût amorti	5	(566 226)		(566 226)
Gains à la vente/échéance des placements (IPSAS)	5	698 085		698 085
Écart de change	17	(206 137)		(206 137)
Ajustements pour réévaluation		176 589		176 589
<b>Total des ajustements en fonction des différences relatives à la méthode de calcul</b>		<b>(31 052 522)</b>	<b>38 709 670</b>	<b>7 657 148</b>
<b>Résultat net conformément à l'état de la performance financière (État II)</b>		<b>129 404 299</b>	<b>38 709 670</b>	<b>168 113 969</b>

## NOTE 23 : PRODUITS ET CHARGES

## Produits

230. Le tableau ci-dessous présente les produits comptabilisés par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements nets à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS).

	Dollars É.-U.				
	2023				2022
	Base budgétaire		Ajustements comptables nets	Total	Total
	Programme administratif	Programmes d'opérations			
<b>PRODUITS</b>					
<b>Contributions à affectation spéciale</b>					
Contributions volontaires à affectation spéciale		3 138 742 254		3 138 742 254	2 719 282 671
Contributions assignées	70 804 161			70 804 161	58 564 826
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres		193 821 366	(694 528)	193 126 838	146 443 950
Contributions en nature		19 243 917		19 243 917	16 173 731
<b>Total partiel : Contributions à affectation spéciale</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 351 807 537</b>	<b>(694 528)</b>	<b>3 421 917 170</b>	<b>2 940 465 178</b>
<b>Contributions sans affectation spéciale</b>					
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale		59 887 814	131 858	60 019 672	12 010 575
Contributions volontaires sans affectation spéciale		45 583 890		45 583 890	33 248 178
<b>Total partiel : Contributions sans affectation spéciale</b>		<b>105 471 704</b>	<b>131 858</b>	<b>105 603 562</b>	<b>45 258 753</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 457 279 241</b>	<b>(562 670)</b>	<b>3 527 520 732</b>	<b>2 985 723 931</b>

231. Les montants correspondant aux contributions assignées représentent les produits réels afférents au programme administratif de l'Organisation, tel qu'il est adopté par le Conseil. Les contributions assignées formant la partie administrative du budget sont facturées en francs suisses et converties en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies à la date de facturation.

232. Les contributions volontaires à affectation spéciale (aux ressources autres que les ressources de base) versées par les donateurs pour des programmes d'opérations représentent des produits à affectation spéciale reçus pour des activités pour lesquelles l'utilisation des fonds est précisée dans l'accord avec le donateur. Toutes ces contributions sont liées aux conditions énoncées dans les accords avec les donateurs qui exigent de l'OIM qu'elle fournisse des services précis aux gouvernements et aux personnes. Les produits sont comptabilisés quand les services financés par les fonds ont été fournis.

233. Les contributions à affectation spéciale (aux ressources autres que les ressources de base) comprenaient des contributions à affectation relativement non contraignante à hauteur de 176,2 millions de dollars É.-U. (contre 161,7 millions de dollars É.-U. en 2022) versées à l'OIM par des donateurs pour des programmes d'opérations dans un ou des pays particuliers ou pour la réalisation des objectifs d'un appel, sans toutefois limiter l'utilisation de la contribution à des résultats précis dans le cadre des opérations menées dans le pays ou de l'appel. Les contributions à affectation relativement non contraignante permettent d'être utilisées avec plus de souplesse que les contributions à affectation spéciale. Cependant, leur utilisation reste, dans une certaine mesure, limitée dans le temps et quant à l'objectif ou l'endroit. Les produits provenant de contributions à affectation relativement non contraignante sont comptabilisés au moment de la réception des fonds dès lors qu'ils sont reçus sans obligation de remboursement et/ou que l'OIM a toute latitude pour réaffecter et/ou utiliser les fonds non utilisés dans le cadre des opérations dans le pays ou de l'appel.

**NOTE 23 : PRODUITS ET CHARGES (suite)**

234. Les contributions volontaires sans affectation spéciale sont versées par les donateurs pour que l'OIM les utilise librement dans l'exécution de son mandat, sans qu'aucune condition ou restriction ne limite leur utilisation. Cependant, elles peuvent être assorties d'une indication quant au soutien à apporter dans un domaine relevant du mandat de l'OIM, à des priorités institutionnelles ou à un fonds ou mécanisme de l'OIM entièrement contrôlé par l'Organisation (tel que le Fonds de l'OIM pour le développement ou le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires). Les produits provenant de telles contributions sont comptabilisés au moment de la réception des fonds.

235. Les entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres représentent les fonds reçus par l'OIM pour couvrir les dépenses de voyage et de visa et les frais médicaux. Ces produits sont comptabilisés dès que le service couvert par les fonds a été fourni. Les ajustements comptables nets concernent la comptabilisation des gains ou des pertes résultant de la vente d'équipement et représentent la différence entre la valeur comptable de l'équipement (coût diminué de l'amortissement cumulé) et le montant obtenu à la vente.

236. Les contributions en nature représentent des contributions sous forme de biens et de services reçus de la part de donateurs. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur de la contribution, en dollars É.-U., à la date à laquelle les biens ou les services sont reçus par l'OIM.

237. Les produits d'intérêts se rapportent aux fonds dégagés sur les soldes de trésorerie détenus par l'OIM en attendant qu'elle les utilise pour fournir ses services. Les produits d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus.

**Charges**

238. Le tableau ci-après présente les charges comptabilisées par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), ainsi que les ajustements nets à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS).

	Dollars É.-U.				
	2023				2022 (montants retraités)
	Base budgétaire		Ajustements comptables nets	Total	Total
	Programme administratif	Programmes d'opérations			
<b>CHARGES</b>					
Aide au transport		446 711 965	(10 034)	446 701 931	318 922 522
Assistance médicale		70 922 040		70 922 040	77 759 754
Autre aide directe aux bénéficiaires		692 048 912		692 048 912	554 703 601
Transferts aux partenaires d'exécution		224 809 345		224 809 345	238 268 549
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	9 310 793	644 168 520	(6 523 544)	646 955 769	573 203 594
Traitements et avantages du personnel	57 468 141	950 288 017	4 361 152	1 012 117 310	884 385 824
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	1 816 819	95 738 606	(152 531)	97 402 894	85 484 993
Fournitures et produits de consommation	4 237 088	205 003 623	(4 352 709)	204 888 002	164 959 413
Amortissement		22 913 790	(2 265 457)	20 648 333	19 149 095
Dépréciations					75 704
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues et provisions	(2 690 429)		693 831	(1 996 598)	9 249 831
Autres charges	291	4 847 320	(73)	4 847 538	4 000 028
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>70 142 703</b>	<b>3 357 452 138</b>	<b>(8 249 365)</b>	<b>3 419 345 476</b>	<b>2 930 162 908</b>

**NOTE 23 : PRODUITS ET CHARGES (suite)**

239. Les montants correspondant à l'aide au transport, à l'assistance médicale, à l'autre aide directe aux bénéficiaires et à une partie des services contractuels recouvrent les dépenses effectives engagées par l'OIM pour fournir une aide directe aux personnes et aux groupes de bénéficiaires conformément à son mandat. Les charges sont comptabilisées quand le service visé est fourni au bénéficiaire. Toutes les dépenses de personnel qui se rapportent directement ou indirectement à la fourniture de l'aide sont présentées sous la rubrique « Traitements et avantages du personnel » et sont, par conséquent, exclues de cette présentation.

240. Les transferts aux partenaires d'exécution sont les fonds fournis à ces derniers pour exécuter des services précis au titre d'accords avec un donateur. Les montants indiqués à ce titre correspondent aux charges comptabilisées dès qu'il est confirmé que les biens et/ou services ont été fournis et/ou assurés par les partenaires d'exécution. Le tableau ci-après présente les partenaires d'exécution par catégorie et les charges correspondantes comptabilisées en 2023, d'un montant total de 224,8 millions de dollars É.-U. (contre 238,3 millions de dollars É.-U. en 2022).

Transferts aux partenaires d'exécution, par catégorie	Dollars É.-U.	Dollars É.-U.
	2023	2022
Nations Unies et organisations apparentées	17 298 690	18 263 997
Organisations intergouvernementales (extérieures aux Nations Unies)	1 828 568	3 750 614
Organisations internationales de la société civile	44 179 480	64 983 655
Organisations nationales de la société civile	153 649 039	144 922 939
Entités gouvernementales nationales	7 853 568	6 347 344
<b>Total</b>	<b>224 809 345</b>	<b>238 268 549</b>

241. Les services contractuels couvrent les coûts des services acquis auprès de fournisseurs et de consultants externes, y compris quand ces services sont obtenus pour le compte de bénéficiaires. Ces coûts sont comptabilisés au moment de la fourniture du service. Les ajustements comptables nets se rapportent à la comptabilisation des dépenses engagées pour des logiciels conçus en interne.

242. Les traitements et avantages du personnel englobent tous les coûts liés aux indemnités versées au personnel international de la catégorie des administrateurs et au personnel recruté sur le plan local s'occupant de la fourniture de services dans le cadre d'opérations et de l'administration générale de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment où les traitements et les avantages sont acquis par le personnel de l'OIM. Les ajustements comptables nets se rapportent à la comptabilisation du coût des avantages du personnel, tels que le congé annuel, les indemnités dues à la cessation de service ou l'assurance maladie après la cessation de service, qui ont été acquis mais n'ont pas été versés à la date de clôture (le 31 décembre de chaque année), et à la capitalisation des traitements et avantages du personnel remplissant les conditions voulues en ce qui concerne les logiciels conçus en interne.

243. Les charges correspondant aux indemnités pour frais de voyage et de séjour représentent les dépenses de déplacement et de subsistance engagées par le personnel de l'OIM en mission officielle. Les charges remboursables des membres du personnel sont traitées conformément au Statut et Règlement unifié du personnel et aux instructions de voyage de l'Organisation. Elles sont comptabilisées à la date du voyage.

244. Les fournitures et produits de consommation représentent le coût des biens et de l'équipement acquis pour les opérations et l'administration de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment de la réception des biens par l'OIM. Les ajustements comptables nets se rapportent à la capitalisation de l'équipement au-delà du seuil de capitalisation de 5 000 dollars É.-U., comme il est indiqué dans les politiques comptables de l'OIM. Le matériel acheté pour des bénéficiaires qui n'a pas été remis représentait 40,0 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2023 (contre 37,0 millions de dollars É.-U. en 2022 (montant retraité)). Sur ce montant, 0,9 million de dollars É.-U. correspond à la part du matériel remis au début de 2024. Le coût de ces articles est intégralement passé en charges dans le mois de l'acquisition.

245. Les ajustements comptables nets se rapportant à l'amortissement représentent la charge annuelle liée à l'utilisation des immobilisations incorporelles et des logiciels informatiques capitalisés conformément aux politiques comptables de l'OIM.



**NOTE 23 : PRODUITS ET CHARGES (suite)**

246. La correction de valeur pour pertes de crédit attendues et les provisions comprennent l'augmentation/(la diminution) nette du cumul des pertes de crédit attendues, calculé pour les contributions assignées dues, les flux de trésorerie et les placements ; et les variations nettes des provisions pour imprévus liées aux procédures judiciaires en instance pour lesquelles l'Organisation devra vraisemblablement conclure un arrangement, pour un montant qu'il est possible de déterminer de façon fiable.

247. Les autres charges sont principalement les frais bancaires, qui sont comptabilisés en charges quand le service correspondant est fourni par la banque.

248. Les pertes de change englobent la différence réalisée nette entre la valeur des transactions effectuées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies, et la valeur au taux de change de la banque. Les pertes de change comprennent en outre la perte non réalisée sur la réévaluation des actifs (y compris les montants à recevoir, la trésorerie et les investissements) et des passifs (y compris les sommes à payer) évalués dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis.

**Annulations**

249. L'article 10.2 du Règlement financier dispose que « le Directeur général peut, après enquête approfondie, donner son autorisation pour que soient rayés des comptes les espèces ou les autres biens dont la perte aura été constatée. Un relevé des avoirs ainsi passés par profits et pertes est présenté aux commissaires externes aux comptes et signalés dans les comptes rendus financiers annuels ». Le montant des annulations, qui s'est élevé à 1,7 million de dollars É.-U. (contre 0,5 million de dollars É.-U. en 2022), a été prélevé sur les revenus de soutien opérationnel pour combler des déficits de projet imprévus, qui étaient essentiellement dus à des dépenses irrécouvrables et des dépassements budgétaires concernant des projets achevés et des créances irrécouvrables. Les charges afférentes à ces déficits sont prises en considération dans les lignes de charges appropriées (voir supra pour les définitions) selon la nature de la charge.

**NOTE 24 : RISQUES FINANCIERS**

250. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis (la monnaie de présentation des états financiers de l'OIM). C'est pourquoi elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar des États-Unis. La principale méthode suivie par l'OIM pour atténuer les risques de change consiste à tout mettre en œuvre pour maintenir l'équilibre entre les éléments d'actif et de passif libellés dans les monnaies qu'elle utilise, ce qui est une position de couverture naturelle. L'Administration utilise certains instruments financiers dérivés, dont le produit est crédité aux revenus divers.

251. L'Organisation a des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration détient des dépôts en dollars É.-U. et dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en dollars canadiens, en couronnes danoises, en euros, en couronnes norvégiennes, en couronnes suédoises et en francs suisses. Les conversions monétaires (gains/(pertes)) sont comprises dans le solde cumulatif (voir la note 17).

252. Les instruments financiers de l'Organisation par devise étrangère au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 sont indiqués dans le tableau ci-après.

## NOTE 24 : RISQUES FINANCIERS (suite)

2023	Dollars É.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars É.-U.	Euros - en équivalent dollars É.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars É.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars É.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars É.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars É.-U.	Total en dollars É.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	346 632 377	19 229 455	189 894 024	6 128 664	1 771 045	110 969 420	51 117 311	725 742 296
Placements à court terme (note 5)	880 177 652		319 104 524	31 913 633			88 231 160	1 319 426 969
Placements à long terme (note 5)	83 656 799		59 433 609					143 090 408
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		5 670 984						5 670 984
Montants à recevoir : autres (note 6)	36 251 773	6 395 940	6 930 058	455 372	1 259 620	1 023 158	22 154 749	74 470 670
Sommes à payer (note 13)	(241 600 454)	(27 912 428)	(18 707 451)	1 688	(1 644 366)	(606 109)	(30 279 662)	(320 748 782)
Emprunts (note 14)		(11 240 752)						(11 240 752)
<b>Risque net</b>	<b>1 105 118 147</b>	<b>(7 856 801)</b>	<b>556 654 764</b>	<b>38 499 357</b>	<b>1 386 299</b>	<b>111 386 469</b>	<b>131 223 558</b>	<b>1 936 411 793</b>

2022 (montants retraités)	Dollars É.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars É.-U.	Euros - en équivalent dollars É.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars É.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars É.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars É.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars É.-U.	Total en dollars É.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	267 949 824	18 652 065	120 379 871	14 893 768	2 571 207	91 577 915	81 703 201	597 727 851
Placements à court terme (note 5)	723 566 995		387 634 719	22 905 338			25 546 720	1 159 653 772
Placements à long terme (note 5)	94 098 869		73 658 622					167 757 491
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		8 245 097						8 245 097
Montants à recevoir : autres (note 6)	20 854 847	11 626 069	2 619 186	309 504	928 458	1 199 836	14 300 583	51 838 483
Produits dérivés (note 13)								
Sommes à payer (note 13)	(195 722 363)	(35 151 476)	(18 483 398)	(520 847)	(850 069)	(608 548)	(35 636 417)	(286 973 118)
Emprunts (note 14)		(10 568 394)						(10 568 394)
<b>Risque net</b>	<b>910 748 172</b>	<b>(7 196 639)</b>	<b>565 809 000</b>	<b>37 587 763</b>	<b>2 649 596</b>	<b>92 169 203</b>	<b>85 914 087</b>	<b>1 687 681 182</b>

253. Le tableau ci-dessous montre les incidences sur l'excédent/déficit et celles sur l'actif net au 31 décembre 2023, si les grandes monnaies dans lesquelles l'Organisation détenait des instruments financiers s'étaient affaiblies ou renforcées de 5 %.

2023	Dollars É.-U. (en millions)	
	Incidences sur l'excédent/(déficit)	Incidences sur l'actif net
+ 5 %	46,09	(39,83)
- 5 %	(50,94)	81,46

254. Afin d'atténuer l'exposition de l'Organisation au risque de change inhérent à son envergure mondiale et à sa structure de financement, la Division de la trésorerie applique une politique de couverture naturelle qui tient également compte des soldes de projet non utilisés. Relier le niveau de trésorerie détenue dans chaque monnaie à la monnaie dans laquelle sont libellés les soldes des projets pour lesquels on escompte une importante sortie de trésorerie permet de réduire fortement les incidences du risque de change. Les informations relatives à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux placements réalisés pour 2023 sont présentées nettes d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues, conformément à la norme IPSAS 41 – Instruments financiers (voir les notes 4 et 5).

**NOTE 24 : RISQUES FINANCIERS (suite)**

255. L'OIM atténue le risque de fluctuation monétaire pour la partie administrative du budget par une opération de couverture naturelle, en faisant correspondre les revenus perçus et les éléments du passif dans diverses monnaies. Elle peut recourir à des opérations au comptant ou à des opérations à terme sur devises ou acquérir des produits dérivés pour couvrir l'ensemble de son actif et de son passif. Les risques de fluctuation monétaire qui ont une incidence directe sur les projets sont surveillés dans le cadre des projets en fonction de la monnaie de référence de chacun d'eux. Le risque de change est limité car les budgets de projet correspondants sont ajustés compte tenu de la valeur de la monnaie du projet par rapport à d'autres monnaies.

256. L'Organisation est exposée au risque de crédit dû au défaut de paiement, ce qui a également des incidences sur la liquidité. En 2022, une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les États Membres. Pour 2023, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues a été comptabilisée en application de la norme IPSAS 41. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes) ou financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

257. L'exposition de l'Organisation au risque de trésorerie est limitée en raison de l'exigence selon laquelle les projets financés par des contributions volontaires à affectation spéciale, qui représentent 92 % des revenus, ne peuvent être lancés tant que les ressources de trésorerie nécessaires pour financer les activités de projet ne sont pas déposées sur un compte bancaire de l'OIM. La partie administrative du budget est alimentée par les contributions assignées dues par les États Membres de l'OIM. L'expérience montre que plus de 91 % de ces fonds sont perçus en cours d'exercice, et 96 % dans un délai de deux ans. L'OIM gère aussi le risque de trésorerie en surveillant constamment les flux de trésorerie réels et estimés. Elle ne peut, sans l'accord du Conseil, contracter de dettes à long terme.

258. L'Organisation a pour objectif de préserver l'équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité en utilisant des fonds déposés auprès de banques et des fonds de trésorerie. Le tableau ci-après résume l'échéance des actifs et des passifs financiers.

	Dollars É.-U.							
	2023				2022 (montants retraités)			
	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	725 742 296			725 742 296	597 727 851			597 727 851
Placements à court terme (note 5)	1 319 426 969			1 319 426 969	1 159 653 772			1 159 653 772
Placements à long terme (note 5)	30 085 808	113 004 600		143 090 408	946 668	166 810 823		167 757 491
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)	5 469 955	201 029		5 670 984	8 223 302	21 796		8 245 098
Montants à recevoir : autres (note 6)	69 025 112	5 445 558		74 470 670	44 738 644	7 099 839		51 838 483
<b>Total actifs financiers</b>	<b>2 149 750 140</b>	<b>118 651 187</b>		<b>2 268 401 327</b>	<b>1 811 290 237</b>	<b>173 932 458</b>		<b>1 985 222 695</b>
<b>Passifs financiers</b>								
Sommes dues aux fournisseurs (note 13)	320 748 782			320 748 782	286 973 118			286 973 118
Emprunts (note 14)	441 437	2 207 185	8 592 130	11 240 752	399 350	1 996 750	8 172 294	10 568 394
<b>Total passifs financiers</b>	<b>321 190 219</b>	<b>2 207 185</b>	<b>8 592 130</b>	<b>331 989 534</b>	<b>287 372 468</b>	<b>1 996 750</b>	<b>8 172 294</b>	<b>297 541 512</b>

## NOTE 25 : INFORMATION SECTORIELLE

259. Les secteurs géographiques correspondent globalement à la classification régionale des Nations Unies. Dans certains cas, des régions sont regroupées. Par exemple, le secteur géographique « Amérique latine et Caraïbes » comprend deux régions selon la classification des Nations Unies, à savoir « Amérique centrale et Caraïbes » et « Amérique du Sud ». De même, le secteur géographique « Asie et Océanie » regroupe deux régions des Nations Unies, à savoir « Asie centrale, de l'Est et du Sud » et « Pacifique Sud ». Le secteur géographique « Europe » comprend la Türkiye. Le secteur « Activités d'envergure mondiale » comprend toutes les activités qui ne sont pas limitées à une ou plusieurs régions. Quant au secteur « Programme administratif », il englobe les activités financées par la partie administrative du budget. Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3.

## NOTE 25 : INFORMATION SECTORIELLE (suite)

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE  
POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

(en dollars É.-U.)

	Asie et Océanie	Afrique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
<b>PRODUITS</b>									
Contributions volontaires à affectation spéciale	346 247 703	738 880 031	628 398 036	215 978 386	398 218 234	48 142 737	762 877 127		3 138 742 254
Contributions assignées								70 804 161	70 804 161
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	1 406 613	21 845 542	3 419 979	8 530 667	896 651	1 196 883	155 830 503		193 126 838
Contributions en nature	275 730	968 025	661 663		7 444 361		9 894 138		19 243 917
Transferts d'un projet à l'autre	11 977 829	15 917 050	14 724 433	12 740 577	3 712 405	3 340 851	(62 413 145)		
<b>Total partiel : Contributions à affectation spéciale</b>	<b>359 907 875</b>	<b>777 610 648</b>	<b>647 204 111</b>	<b>237 249 630</b>	<b>410 271 651</b>	<b>52 680 471</b>	<b>866 188 623</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 421 917 170</b>
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale							60 019 672		60 019 672
Contributions volontaires sans affectation spéciale							45 583 890		45 583 890
<b>Total partiel : Contributions sans affectation spéciale</b>							<b>105 603 562</b>		<b>105 603 562</b>
<b>Total des produits</b>	<b>359 907 875</b>	<b>777 610 648</b>	<b>647 204 111</b>	<b>237 249 630</b>	<b>410 271 651</b>	<b>52 680 471</b>	<b>971 792 185</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 527 520 732</b>
<b>CHARGES</b>									
Aide au transport	13 401 109	84 004 055	46 286 875	16 681 615	11 907 140	2 842 739	271 578 398		446 701 931
Assistance médicale	4 414 078	6 885 517	(2 237 744)	5 329 868	20 314 392	377 874	35 838 055		70 922 040
Autre aide directe aux bénéficiaires	100 417 328	144 400 663	216 382 395	25 478 654	122 716 895	8 665 809	73 987 168		692 048 912
Transferts aux partenaires d'exécution	24 205 580	52 087 107	55 385 004	41 219 269	42 233 241	1 712 056	7 967 088		224 809 345
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	85 261 126	167 644 453	87 162 813	49 621 981	89 253 783	8 093 095	150 607 725	9 310 793	646 955 769
Traitements et avantages du personnel	76 562 917	194 855 960	161 861 407	65 883 339	76 819 831	22 223 055	351 313 337	62 597 464	1 012 117 310
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	7 422 258	25 473 615	11 581 072	7 155 837	7 614 378	1 845 521	34 493 394	1 816 819	97 402 894
Fournitures et produits de consommation	26 996 224	40 756 001	27 335 088	9 847 235	15 884 025	3 509 531	76 322 810	4 237 088	204 888 002
Amortissement	1 306 268	5 156 228	2 536 445	836 403	1 692 121	440 211	8 654 868	25 789	20 648 333
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues et provisions							693 831	(2 690 429)	(1 996 598)
Autres charges	259 236	1 733 427	(946 576)	43 129	601 751	16 929	3 139 351	291	4 847 538
Transferts d'un projet à l'autre	19 712 152	44 371 914	36 184 766	13 503 856	24 218 746	3 102 143	(141 093 577)		
<b>Total des charges</b>	<b>359 958 276</b>	<b>767 368 940</b>	<b>641 531 545</b>	<b>235 601 186</b>	<b>413 256 303</b>	<b>52 828 963</b>	<b>873 502 448</b>	<b>75 297 815</b>	<b>3 419 345 476</b>

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF)**

États Membres	Francs suisses	
	2023	2022
Afghanistan	4 117	3 912
Albanie	5 424	4 448
Algérie	74 299	77 111
Angola	6 796	5 573
Antigua-et-Barbuda	1 372	1 125
Argentine	490 101	511 379
Arménie	4 770	3 912
Australie	1 438 937	1 235 176
Autriche	462 851	378 377
Azerbaïdjan	20 454	27 383
Bahamas	12 939	10 074
Bangladesh	6 796	5 573
Barbade	5 424	
Bélarus	27 968	27 383
Belgique	564 400	458 864
Belize	653	536
Bénin	3 398	1 661
Bolivie (État plurinational de)	12 939	8 949
Bosnie-Herzégovine	8 168	6 698
Botswana	10 194	7 824
Brésil	1 372 152	1 647 687
Bulgarie	38 163	25 722
Burkina Faso	2 745	1 661
Burundi	653	536
Cabo Verde	653	536
Cambodge	4 770	3 376
Cameroun	8 887	7 288
Canada	1 791 352	1 528 082
République centrafricaine	653	536
Tchad	2 026	2 251
Chili	286 284	227 476
Chine	10 398 380	6 709 978
Colombie	167 680	160 975
Comores	653	536
Congo	3 398	3 376
Îles Cook	653	536
Costa Rica	47 050	34 671
Côte d'Ivoire	14 964	7 288
Croatie	62 014	43 030
Cuba	64 759	44 691
Chypre	24 570	20 095
Tchéquie	231 785	173 836
République démocratique du Congo	6 796	5 573
Danemark	376 920	309 625
Djibouti	653	536
Dominique	653	536
République dominicaine	45 677	29 634
Équateur	52 473	44 691
Égypte	94 753	103 958
El Salvador	8 887	6 698
Érythrée	653	536
Estonie	29 994	21 810
Eswatini	1 372	1 125
Éthiopie	6 796	5 573
Fidji	2 745	1 661
Finlande	284 259	235 300
France	2 943 352	2 474 318
Gabon	8 887	8 360

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses	
	2023	2022
Gambie	653	536
Géorgie	5 424	4 448
Allemagne	4 165 534	3 403 780
Ghana	16 337	8 360
Grèce	221 526	204 541
Grenade	653	536
Guatemala	27 968	20 095
Guinée	2 026	1 661
Guinée-Bissau	653	536
Guyana	2 745	1 125
Haïti	4 117	1 661
Saint-Siège	653	536
Honduras	6 143	5 037
Hongrie	155 395	115 158
Islande	24 570	15 647
Inde	711 627	466 152
Iran (République islamique d')	252 892	222 439
Irlande	299 223	207 381
Israël	382 410	273 882
Italie	2 173 763	1 848 316
Jamaïque	5 424	4 448
Japon	5 475 673	4 786 534
Jordanie	14 964	11 736
Kazakhstan	90 636	99 511
Kenya	20 454	13 397
Kiribati	653	536
Kirghizistan	1 372	1 125
République démocratique populaire lao	4 770	2 787
Lettonie	34 111	26 258
Lesotho	653	536
Libéria	653	536
Libye	12 285	16 773
Lituanie	52 473	39 708
Luxembourg	46 331	37 457
Madagascar	2 745	2 251
Malawi	1 372	1 125
Maldives	2 745	2 251
Mali	3 398	2 251
Malte	12 939	9 485
Îles Marshall	653	536
Mauritanie	1 372	1 125
Maurice	12 939	6 162
Mexique	832 257	722 136
Micronésie (États fédérés de)	653	536
Mongolie	2 745	2 787
Monténégro	2 745	2 251
Maroc	37 509	30 759
Mozambique	2 745	2 251
Myanmar	6 796	5 573
Namibie	6 143	5 037
Nauru	653	536
Népal	6 796	3 912
Pays-Bas (Royaume des)	938 642	757 878
Nouvelle-Zélande	210 613	162 636
Nicaragua	3 398	2 787
Niger	2 026	1 125
Nigéria	124 028	139 754

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses	
	2023	2022
Macédoine du Nord	4 770	3 912
Norvège	462 851	421 407
Pakistan	77 697	64 251
Palaos	653	536
Panama	61 361	25 132
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 796	5 573
Paraguay	17 709	8 949
Pérou	111 090	84 935
Philippines	144 482	114 569
Pologne	570 543	448 254
Portugal	240 607	195 645
République de Corée	1 754 562	1 267 060
République de Moldova	3 398	1 661
Roumanie	212 704	110 657
Fédération de Russie	1 271 976	1 344 172
Rwanda	2 026	1 661
Saint-Kitts-et-Nevis	1 372	536
Sainte-Lucie	1 372	536
Saint-Vincent-et-les Grenadines	653	536
Samoa	653	536
Sao Tomé-et-Principe	653	536
Sénégal	4 770	3 912
Serbie	21 826	15 647
Seychelles	1 372	1 125
Sierra Leone	653	536
Slovaquie	105 666	85 525
Slovénie	53 846	42 494
Îles Salomon	653	536
Somalie	653	536
Afrique du Sud	166 308	152 026
Soudan du Sud	1 372	3 376
Espagne	1 454 620	1 199 434
Sri Lanka	30 648	24 596
Soudan	6 796	5 573
Suriname	2 026	2 787
Suède	593 741	506 395
Suisse	772 987	643 310
Tadjikistan	2 026	2 251
Thaïlande	250 866	171 585
Timor-Leste	653	1 125
Togo	1 372	1 125
Tonga	653	536
Trinité-et-Tobago	25 224	22 346
Tunisie	12 939	13 986
Türkiye	575 967	766 291
Turkménistan	23 198	18 434
Tuvalu	653	536
Ouganda	6 796	4 448
Ukraine	38 163	31 884
Royaume-Uni	2 982 234	2 552 553
République-Unie de Tanzanie	6 796	5 573
États-Unis d'Amérique	14 996 969	12 296 564
Uruguay	62 733	48 603
Ouzbékistan	18 428	17 898
Vanuatu	653	536
Venezuela (République bolivarienne du)	119 258	406 885
Viet Nam	63 386	43 030



**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses	
	2023	2022
Yémen	5 424	5 573
Zambie	5 424	5 037
Zimbabwe	4 770	2 787
<b>Total partiel : États Membres – francs suisses</b>	<b>65 352 240</b>	<b>53 586 816</b>
<b>Total partiel : États Membres – dollars É.-U.</b>	<b>70 804 161</b>	<b>58 564 826</b>

Note :

1. À la fin de 2023, l'OIM comptait 175 États Membres (comme en 2022).

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES REÇUES D'AVANCE**

Les contributions assignées d'États Membres reçues avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante sont présentées dans le tableau ci-dessous :

États Membres	Francs suisses
Arménie	5 629
Bélarus	707
Bénin	16 985
Bulgarie	208
Burkina Faso	43 726
Canada	2 113 750
République centrafricaine	2 260
Libye	142 238
Mongolie	3 174
Nauru	343
Pologne	673 198
Portugal	283 931
Fédération de Russie	5 653
Afrique du Sud	3 287
Timor-Leste	75
Togo	3 600
Ouganda	3 368
Royaume-Uni	353 322
Ouzbékistan	210
<b>Total des produits différés – Contributions assignées – Francs suisses</b>	<b>3 655 664</b>
<b>Total des produits différés – Contributions assignées – Dollars É.-U. (au taux de 0,835)</b>	<b>4 378 041</b>

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ  
LE 31 DÉCEMBRE 2023 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)**

États Membres	Francs suisses					
	2022	2021	Exercices précédents	Total	2023	Total général
Afghanistan					4 117	4 117
Angola					48	48
Antigua-et-Barbuda					8	8
Argentine	511 379	511 203		1 022 582	490 101	1 512 683
Bangladesh					6 796	6 796
Barbade					5 424	5 424
Belize	536			536	653	1 189
Bolivie (État plurinational de)					12 939	12 939
Burundi	536			536	653	1 189
Cabo Verde					11	11
Tchad#	2 251	2 246	4 230	8 727	2 026	10 753
Chili	227 476			227 476	286 284	513 760
Comores					649	649
Congo*	3 376	3 344	3 199	9 919	3 398	13 317
Costa Rica					4 743	4 743
Côte d'Ivoire	1 418			1 418	14 964	16 382
Croatie					62 014	62 014
République démocratique du Congo <sup>1</sup>			14 402	14 402		14 402
Dominique					653	653
République dominicaine					31 967	31 967
Équateur					5 326	5 326
El Salvador					1 016	1 016
Érythrée					89	89
Eswatini					1 372	1 372
Fidji					2 745	2 745
Gambie*. <sup>1</sup>			40 045	40 045		40 045
Ghana					1 117	1 117
Grèce	15 913			15 913	221 526	237 439
Guatemala					5 299	5 299
Guinée					2 026	2 026
Guinée-Bissau*. <sup>1</sup>			135 503	135 503		135 503
Honduras	5 037	257		5 294	6 143	11 437
Hongrie					27 991	27 991
Islande	15 647			15 647	24 570	40 217
Inde					711 627	711 627
Iran (République islamique d')#	222 439	222 449	1 049 869	1 494 757	252 892	1 747 649
Jamaïque					5 424	5 424
Kenya					20 454	20 454
Kiribati	536	11		547	653	1 200
République démocratique populaire lao					14	14
Libéria	536	334		870	653	1 523
Madagascar	2 251			2 251	2 745	4 996
Malawi	830			830	1 372	2 202
Mali	228			228	3 398	3 626
Îles Marshall	533			533	653	1 186
Mauritanie					44	44
Micronésie (États fédérés de)	409			409	653	1 062
Maroc					36 791	36 791
Myanmar					98	98

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ  
LE 31 DÉCEMBRE 2023 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses					
	2022	2021	Exercices précédents	Total	2023	Total général
Népal					6 354	6 354
Nicaragua	2 787	2 389		5 176	3 398	8 574
Niger					678	678
Nigéria#	139 754	139 749	276 659	556 162	124 028	680 190
Pakistan	23 379			23 379	77 697	101 076
Panama					42 467	42 467
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5 573			5 573	6 796	12 369
Paraguay					313	313
Pérou					32 700	32 700
Rwanda					866	866
Saint-Kitts-et-Nevis*	536	575	162	1 273	1 372	2 645
Sainte-Lucie#	536	575	1 149	2 260	1 372	3 632
Saint-Vincent-et-les Grenadines#	536	575	4 103	5 214	653	5 867
Samoa	511			511	653	1 164
Sao Tomé-et-Principe					628	628
Sénégal*	3 912	3 918	2 114	9 944	4 770	14 714
Îles Salomon					653	653
Somalie*, <sup>1</sup>			4 977	4 977		4 977
Soudan du Sud*, <sup>1</sup>			15 960	15 960	1 372	17 332
Soudan*	5 573	5 590		11 163	6 796	17 959
Tonga	536	10		546	653	1 199
Trinité-et-Tobago					2 878	2 878
Türkiye	714 061			714 061	575 967	1 290 028
Turkménistan					404	404
Tuvalu*	536	575	5	1 116	653	1 769
Vanuatu	481			481	653	1 134
Venezuela (République bolivarienne du)#	406 885	406 865	2 390 980	3 204 730	119 258	3 323 988
Yémen#	5 573	5 590	31 802	42 965	5 424	48 389
Zambie	1 086			1 086	5 424	6 510
Zimbabwe	2 787	437		3 224	4 770	7 994
<b>Total en francs suisses</b>	<b>2 326 373</b>	<b>1 306 692</b>	<b>3 975 159</b>	<b>7 608 224</b>	<b>3 293 789</b>	<b>10 902 013</b>
<b>Total en dollars É.-U. (taux : 0,835)</b>	<b>2 786 075</b>	<b>1 564 901</b>	<b>4 760 669</b>	<b>9 111 646</b>	<b>3 944 657</b>	<b>13 056 303</b>

États Membres visés par l'article 4 (nombre total : 16) :

\* État Membre visé par les dispositions de l'article 4 et ayant conservé son droit de vote (total : 9).

# État Membre visé par les dispositions de l'article 4, et qui a perdu son droit de vote (total : 7).

<sup>1</sup> État Membre ayant conclu un échéancier de paiement, qui est à jour dans les paiements et dont le droit de vote a été rétabli (total : 5).

Le nombre total d'États Membres s'élève à 175.

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ  
LE 31 DÉCEMBRE 2023 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

**Correction de valeur pour pertes de crédit attendues**

Les créances sont indiquées à leur valeur estimée de réalisation après comptabilisation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, conformément à la norme IPSAS 41 – Instruments financiers. La correction de valeur pour les pertes de crédit attendues liées aux contributions assignées est calculée sur la base du montant des contributions assignées restant dues, exprimé en pourcentage des montants restant dus depuis plus de trois ans. Le pourcentage est actualisé à chaque clôture d'exercice, compte tenu des facteurs politiques et macroéconomiques susceptibles d'influer sur les versements.

	Francs suisses	Dollars É.-U.
<b>Provision au 1<sup>er</sup> janvier 2022 (A)</b>	<b>9 014 442</b>	<b>9 851 849</b>
Contributions assignées restant dues pour 2021 au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 (B)	4 772 731	5 216 099
Paievements reçus en 2022 au titre des contributions assignées restant dues pour 2021 et les années précédentes (C)	(3 008 910)	(3 305 134)
Augmentation de la provision en raison du non-paiement de certains États Membres (B + C)	1 763 821	1 910 965
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		(85 390)
<b>Provision au 31 décembre 2022 (A + B + C + D)</b>	<b>10 778 263</b>	<b>11 677 425</b>
Ajustement consécutif à l'adoption d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues (E)	(2 489 354)	(2 694 106)
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (F)		(2 919)
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit attendues au 31 décembre 2022 (montant retraité) (A + B + C + D + E + F)</b>	<b>8 288 909</b>	<b>8 980 400</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit attendues au 31 décembre 2022 (montant retraité) (G)</b>	<b>8 288 909</b>	<b>8 980 400</b>
Variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues (H)	(2 359 506)	(2 690 429)
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (I)		1 095 348
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit attendues au 31 décembre 2023 (G + H + I)</b>	<b>5 929 403</b>	<b>7 385 319</b>

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR SERVICE  
POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

(en dollars É.-U.)

	Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise	Migration et santé	Migration et développement durable	Migration régulée	Migration assistée	Politiques de recherche et de communication en matière migratoire	Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	Appui aux programmes de caractère général	Programme administratif	Total
<b>PRODUITS</b>										
<b>Contributions à affectation spéciale</b>										
Contributions volontaires à affectation spéciale	2 226 017 805	207 751 079	48 465 452	482 261 090	120 550 569	10 130 103	7 216 352	36 349 804		3 138 742 254
Contributions assignées									70 804 161	70 804 161
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	37 894 720	1 111 650 934	2 192 657	476 448	35 272 341	7 613 952		(1 974 214)		193 126 838
Contributions en nature	1 635 622	7 714 157						9 894 138		19 243 917
Transferts d'un projet à l'autre	349 495	751 448	6 725 381	1 627 218	2 548 790	1 720 156		(13 722 488)		
<b>Total partiel : Contributions à affectation spéciale</b>	<b>2 265 897 642</b>	<b>327 867 618</b>	<b>57 383 490</b>	<b>484 364 756</b>	<b>158 371 700</b>	<b>19 464 211</b>	<b>7 216 352</b>	<b>30 547 240</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 421 917 170</b>
<b>Contributions sans affectation spéciale</b>										
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale										60 019 672
Contributions volontaires sans affectation spéciale										45 583 890
<b>Total partiel : Contributions sans affectation spéciale</b>										<b>105 603 562</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>2 265 897 642</b>	<b>327 867 618</b>	<b>57 383 490</b>	<b>484 364 756</b>	<b>158 371 700</b>	<b>19 464 211</b>	<b>7 216 352</b>	<b>136 150 802</b>	<b>70 804 161</b>	<b>3 527 520 732</b>
<b>CHARGES</b>										
Aide au transport	354 611 328	12 840 726	2 782 704	64 693 949	11 054 189	798 385	380 342	(459 692)		446 701 931
Assistance médicale	33 472 724	32 631 342	116 000	4 292 105	179 639	3 278	792	226 160		70 922 040
Autre aide directe aux bénéficiaires	544 768 242	29 922 657	10 967 699	90 119 518	15 869 960	306 907	424 809	(330 880)		692 048 912
Transferts aux partenaires d'exécution	168 377 546	8 571 277	10 473 227	20 777 145	14 335 217	84 218	1 574 635	616 080		224 809 345
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	370 470 642	62 286 005	21 845 967	95 179 770	25 767 677	4 469 015	1 600 446	56 025 454	9 310 793	646 955 769
Traitements et avantages du personnel	475 809 409	108 248 757	17 916 343	146 977 231	57 257 250	8 846 699	2 193 756	132 270 401	62 597 464	1 012 117 310
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	53 259 739	9 664 477	2 278 124	12 841 069	5 275 934	1 259 180	219 756	10 787 796	1 816 819	97 402 894
Fournitures et produits de consommation	119 073 776	24 829 272	2 366 612	17 775 126	8 986 779	487 062	342 208	26 790 079	4 237 088	204 888 002
Amortissement	9 799 741	3 817 087	343 108	771 571	202 342	7 739	1 495	5 679 461	25 789	20 648 333
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues et provisions									(2 690 429)	(1 996 598)
Autres charges	1 197 885	388 250	55 123	315 209	48 644	6 780	1 935	2 833 421	291	4 847 538
Transferts d'un projet à l'autre	136 594 788	19 086 091	4 097 181	30 241 005	8 472 733	697 348	487 341	(199 676 487)		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2 267 435 820</b>	<b>312 285 941</b>	<b>73 242 088</b>	<b>483 983 698</b>	<b>147 450 364</b>	<b>16 966 611</b>	<b>7 227 515</b>	<b>35 455 624</b>	<b>75 297 815</b>	<b>3 419 345 476</b>

Note : Pour les secteurs par région, voir la note 25 : Information sectorielle.

## SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

### I. REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL

	Dollars É.-U.		
	Budget 2023 (S/32/6)	Montants réels	Écart
<b>SOURCES EN 2023</b>			
<b>Commission pour frais généraux liés aux projets</b>			
Frais généraux	159 900 000	192 369 362	(32 469 362)
<b>Total de la commission pour frais généraux liés aux projets</b>	<b>159 900 000</b>	<b>192 369 362</b>	<b>(32 469 362)</b>
<b>Revenus divers</b>			
Intérêts créditeurs et autres	15 000 000	59 887 814	(44 887 814)
<b>Total des revenus divers</b>	<b>15 000 000</b>	<b>59 887 814</b>	<b>(44 887 814)</b>
<b>TOTAL DES SOURCES</b>	<b>174 900 000</b>	<b>252 257 176</b>	<b>(77 357 176)</b>
<b>APPLICATION EN 2023</b>			
<b>Application de la commission pour frais généraux liés aux projets</b>			
Personnel et services du Siège	39 265 500	39 613 086	(347 586)
Personnel et services du Siège se rapportant au Cadre de gouvernance interne	1 753 000	1 471 803	281 197
Personnel et services des centres administratifs	16 515 500	15 694 448	821 052
Personnel et services des bureaux régionaux	30 276 600	27 379 448	2 897 152
Personnel et services des bureaux de pays ayant des fonctions de mobilisation de ressources	4 494 200	4 910 281	(416 081)
Personnel et services des bureaux de pays ayant des fonctions de coordination	2 851 500	2 666 812	184 688
Personnel et services des bureaux spéciaux de liaison	3 130 300	2 973 179	157 121
Personnel et services des bureaux de pays	7 267 500	9 136 698	(1 869 198)
Centre africain de renforcement des capacités de gestion des migrations	568 500	563 088	5 412
Institut mondial des données (Centre mondial d'analyse des données sur la migration et Matrice de suivi des déplacements)	2 404 500	1 816 841	587 659
Activités et appuis à l'échelle mondiale	4 494 600	5 769 406	(1 274 806)
Technologies de l'information	7 731 000	16 682 047	(8 951 047)
Sécurité du personnel	20 624 500	19 957 600	666 900
Activités et structures non inscrites au budget	5 000 000	25 674 502	(20 674 502)
Entretien des locaux de bureaux	1 100 000	1 064 180	35 820
Autres avantages du personnel	5 615 300	2 635 800	2 979 500
Frais de participation aux coûts afférents aux Nations Unies	1 907 500	1 628 220	279 280
Réorganisation du mode de fonctionnement	4 900 000	11 278 808	(6 378 808)
Montant destiné à couvrir les déficits de projet imprévus		1 679 270	(1 679 270)
Fonds de l'OIM pour le développement – Première ligne de crédit	1 400 000	1 400 000	
Fonds de l'OIM pour le développement – Deuxième ligne de crédit	13 600 000	13 600 000	
<b>TOTAL DE L'APPLICATION</b>	<b>174 900 000</b>	<b>207 595 517</b>	<b>(32 695 517)</b>
<b>Excédent/(déficit) des revenus de soutien opérationnel pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>		<b>44 661 659</b>	
Ajustements comptables nets		7 891 302	
<b>Excédent/(déficit) des revenus de soutien opérationnel pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))</b>		<b>52 552 961</b>	

## SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023 (suite)

### II. RÉSERVE DE REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL

Le solde de la réserve de revenus de soutien opérationnel à la fin de 2023 s'élevait à 108 millions de dollars É.-U. (contre 78,3 millions de dollars É.-U. en 2022) selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire). Ce solde a augmenté de 30 millions de dollars É.-U. par rapport à 2022.

Réserve de revenus de soutien opérationnel (en dollars É.-U.)	2023	2022 (montants retraités)
<b>Excédent reporté en début d'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>	<b>78 307 481</b>	<b>65 822 345</b>
Excédent/(déficit) des revenus de soutien opérationnel pour l'exercice	44 661 659	25 485 136
Prélèvement sur la réserve de revenus de soutien opérationnel*	(15 000 000)	(13 000 000)
<b>Excédent/(déficit) reporté à la fin de l'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>	<b>107 969 140</b>	<b>78 307 481</b>
Ajustements comptables nets cumulés	8 061 343	170 042
<b>Excédent/(déficit) reporté à la fin de l'exercice (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))</b>	<b>116 030 483</b>	<b>78 477 523</b>

\* Étant donné que certaines des activités financées grâce aux prélèvements approuvés en 2023 et les années précédentes s'achèveront dans le futur, 29,4 millions de dollars É.-U. ont été reportés sur l'exercice financier suivant.

### III. PRÉLÈVEMENT SUR LA RÉSERVE DE REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL

Conformément à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires, le Directeur général a autorisé le prélèvement de 12 millions de dollars É.-U. sur la réserve de RSO, comme indiqué dans le document S/32/6, pour financer des activités en cours relatives à la mise en œuvre de l'initiative de réorganisation du mode de fonctionnement, une augmentation du fonds de roulement pour les stocks mondiaux d'articles prépositionnés et une hausse du solde des fonds du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires. Plus tard dans l'année, le Directeur général a approuvé un autre prélèvement de 3 millions de dollars É.-U. supplémentaires, destiné à financer l'accroissement des stocks mondiaux et à renforcer encore les capacités d'intervention rapide de l'Organisation face aux situations d'urgence, ce qui a porté le total des prélèvements à 15 millions de dollars É.-U., comme résumé dans le tableau ci-dessous.

Affectation des fonds prélevés en 2023	Dollars É.-U.
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	2 000 000
Projet de réorganisation du mode de fonctionnement (Cadre de gouvernance interne)	5 000 000
Stocks mondiaux	8 000 000
<b>Total prélevé en 2023</b>	<b>15 000 000</b>

- Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires

Au fil des ans, l'OIM a dû faire face à un nombre croissant de crises humanitaires complexes. En 2023, en plus de huit situations d'urgence de niveau 3 simultanées, d'autres crises majeures ont nécessité une intervention d'envergure de la part de l'Organisation. Le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires a été d'un apport précieux pour fournir aux bureaux de pays de l'OIM les fonds initiaux souples dont ils avaient besoin afin de mettre sur pied une intervention quand d'autres ressources n'étaient pas immédiatement disponibles, et il a contribué de manière déterminante à la fourniture d'une assistance vitale et d'une protection d'urgence aux migrants et aux populations déplacées qui en avaient le plus besoin. Grâce à cet outil, l'OIM peut assurer une présence de façon réactive et efficace, dès l'éclatement d'une crise, et mener des interventions appropriées, souples et rapides, des caractéristiques souvent nécessaires pour sauver des vies.

## SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023 (suite)

- **Projet de réorganisation du mode de fonctionnement**

Après avoir achevé la phase de démarrage du projet, au cours de laquelle le futur modèle d'activité et les exigences à remplir ont été définis, l'initiative de réorganisation du mode de fonctionnement se trouve actuellement à la phase de conception et aux premières étapes de la mise en œuvre. Une somme additionnelle de 5 millions de dollars É.-U. a été allouée pour couvrir les coûts des activités prévues et permettre de faire avancer l'initiative sans interrompre la collaboration avec la société d'intégration de systèmes.

- **Stocks mondiaux**

En raison du nombre accru des interventions humanitaires, le prépositionnement d'articles en stock pouvant être rapidement distribués revêt aujourd'hui une importance déterminante. L'investissement initial de 5 millions de dollars É.-U. a été complété par un prélèvement additionnel de 3 millions de dollars É.-U., destiné à permettre à l'OIM d'augmenter le fonds de roulement en appliquant le principe du recouvrement des coûts et de livrer des fournitures essentielles aux populations touchées par une crise dans de meilleurs délais et de manière plus efficace sur le plan des coûts.

### IV. FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT

Conformément à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020, la Directrice générale est invitée à allouer 1,4 million de dollars É.-U., prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit).

La Directrice générale est invitée, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit).

Le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes, à hauteur de 0,1 million de dollars É.-U. (contre 0,7 million de dollars É.-U. en 2022) s'élève à 15 millions de dollars É.-U., conformément à la résolution du Conseil n° 1390.

Allocation des revenus de soutien opérationnel au Fonds de l'OIM pour le développement	2023 Dollars É.-U.
<b>Total première ligne de crédit</b>	<b>1 400 000</b>
<b>Total deuxième ligne de crédit pour application en 2024</b>	<b>13 600 000</b>
<b>Allocation totale des revenus de soutien opérationnel de 2023 au Fonds de l'OIM pour le développement</b>	<b>15 000 000</b>
<b>Contributions volontaires directes au Fonds de l'OIM pour le développement</b>	
Autriche (via le Comité d'affectation des ressources pour la migration)	39 600
Portugal (via le Comité d'affectation des ressources pour la migration)	53 937
Philippines (via le Comité d'affectation des ressources pour la migration)	10 000
Dons en ligne	26
<b>Total des contributions volontaires directes au Fonds de l'OIM pour le développement en 2023</b>	<b>103 563</b>
<b>Total de l'allocation et des contributions directes au Fonds de l'OIM pour le développement</b>	<b>15 103 563</b>



**DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>			
Afghanistan	111 062 183		111 062 183
Australie	10 233 946		10 233 946
Bangladesh	88 281 608	288 043	88 569 651
Cambodge	3 355 002	53 430	3 408 432
Chine	2 553 618		2 553 618
Fidji	1 405 868		1 405 868
Inde	1 590 280		1 590 280
Indonésie	30 636 970		30 636 970
Iran (République islamique d')	6 634 871		6 634 871
Japon	1 206 290		1 206 290
Kiribati	20 738		20 738
République démocratique populaire lao	1 624 542		1 624 542
Malaisie	14 806 604		14 806 604
Maldives	593 098		593 098
Îles Marshall	2 052 681		2 052 681
Micronésie (États fédérés de)	14 583 088		14 583 088
Mongolie	1 762 176		1 762 176
Myanmar	14 187 389	96 536	14 283 925
Nauru	35 176		35 176
Népal	9 172 053	160 438	9 332 491
Pakistan	83 045 720		83 045 720
Palaos	599 831		599 831
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 543 696	219 271	3 762 967
Philippines	11 495 669	11 002	11 506 671
Philippines – Centre administratif	9 597 502	1 302 953	10 900 455
République de Corée	1 477 458		1 477 458
Samoa	282 587		282 587
Îles Salomon	2 043 894		2 043 894
Sri Lanka	11 047 394		11 047 394
Thaïlande	28 307 677		28 307 677
Thaïlande – Bureau régional	7 882 385	1 305 785	9 188 170
Timor-Leste	2 815 659	129 677	2 945 336
Tonga	189 563		189 563
Tuvalu	48 599		48 599
Vanuatu	1 938 773		1 938 773
Viet Nam	12 519 569		12 519 569
<b>TOTAL ASIE ET PACIFIQUE</b>	<b>492 634 157</b>	<b>3 567 135</b>	<b>496 201 292</b>
<b>AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST</b>			
Bénin	1 030 760		1 030 760
Burkina Faso	9 665 373	184 879	9 850 252
Cabo Verde	849 386		849 386
Cameroun	14 209 026		14 209 026
République centrafricaine	15 319 713	274 759	15 594 472
Tchad	28 551 072	189 522	28 740 594
Congo	62 901		62 901
Côte d'Ivoire	6 681 407		6 681 407
Gabon	365 603		365 603

**DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(suite)**

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST (suite)</b>			
Gambie	3 855 816		3 855 816
Ghana	14 311 377		14 311 377
Guinée	10 179 034	264 922	10 443 956
Guinée-Bissau	40 639		40 639
Libéria	726 110		726 110
Mali	20 258 222	365 972	20 624 194
Mauritanie	4 996 475	190 159	5 186 634
Niger	61 903 588	294 677	62 198 265
Nigéria	76 011 942		76 011 942
Sénégal	6 005 750	138 403	6 144 153
Sénégal – Bureau régional	9 188 424	1 028 677	10 217 101
Sierra Leone	2 667 568		2 667 568
Togo	1 135 260		1 135 260
<b>TOTAL AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST</b>	<b>288 015 446</b>	<b>2 931 970</b>	<b>290 947 416</b>
<b>CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST</b>			
Burundi	21 533 876	226 605	21 760 481
Djibouti	6 876 107	194 938	7 071 045
Érythrée	256 344	67 064	323 408
Éthiopie	89 490 163	740 572	90 230 735
Kenya	28 905 487		28 905 487
Kenya – Bureau régional	13 131 704	1 235 392	14 367 096
Rwanda	16 811 870	148 228	16 960 098
Somalie	98 589 601	271 227	98 860 828
Soudan du Sud	133 719 579	603 083	134 322 662
Ouganda	30 787 762	202 672	30 990 434
République-Unie de Tanzanie	27 318 385	155 080	27 473 465
<b>TOTAL CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST</b>	<b>467 420 878</b>	<b>3 844 861</b>	<b>471 265 739</b>
<b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>			
Algérie	6 397 675		6 397 675
Bahreïn	2 494 207		2 494 207
Égypte	24 368 794		24 368 794
Égypte – Bureau régional	7 082 329	838 084	7 920 413
Iraq	124 506 544		124 506 544
Jordanie	80 302 553		80 302 553
Koweït	509 593		509 593
Liban	30 342 553		30 342 553
Libye	41 470 088		41 470 088
Maroc	14 964 583		14 964 583
Qatar	62 551 425		62 551 425
Arabie saoudite	1 897 991		1 897 991
Soudan	36 551 423	230 220	36 781 643
République arabe syrienne	1 272 031		1 272 031
Tunisie	12 250 539		12 250 539
Émirats arabes unis	5 765 227		5 765 227
Yémen	84 806 162		84 806 162
<b>TOTAL MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>	<b>537 533 717</b>	<b>1 068 304</b>	<b>538 602 021</b>

**DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(suite)**

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>AFRIQUE AUSTRALE</b>			
Angola	824 456		824 456
Botswana	462 987		462 987
Comores	208 944		208 944
République démocratique du Congo	40 622 034		40 622 034
Eswatini	580 071		580 071
Lesotho	1 232 215		1 232 215
Madagascar	973 679		973 679
Malawi	3 806 607	111 319	3 917 926
Maurice	540 066		540 066
Mozambique	33 372 567	191 768	33 564 335
Namibie	456 684		456 684
Afrique du Sud	9 841 602		9 841 602
Afrique du Sud – Bureau régional	7 897 493	871 975	8 769 468
Zambie	4 698 002	99 808	4 797 810
Zimbabwe	9 896 360	21 438	9 917 798
<b>TOTAL AFRIQUE AUSTRALE</b>	<b>115 413 767</b>	<b>1 296 308</b>	<b>116 710 075</b>
<b>AMÉRIQUE DU SUD</b>			
Argentine	10 671 258		10 671 258
Argentine – Bureau régional	2 448 920	741 860	3 190 780
Bolivie (État plurinational de)	1 307 716		1 307 716
Brésil	9 271 130		9 271 130
Chili	8 712 342		8 712 342
Colombie	67 184 013		67 184 013
Équateur	25 067 040		25 067 040
Paraguay	2 325 277		2 325 277
Pérou	24 343 607		24 343 607
Uruguay	1 340 930		1 340 930
Venezuela (République bolivarienne du)	5 449 383		5 449 383
<b>TOTAL AMÉRIQUE DU SUD</b>	<b>158 121 616</b>	<b>741 860</b>	<b>158 863 476</b>
<b>AMÉRIQUE CENTRALE, AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES</b>			
Aruba	225 276		225 276
Bahamas	4 432		4 432
Barbade	611 968	953	612 921
Belize	1 629 840		1 629 840
Canada	2 796 296		2 796 296
Costa Rica	12 982 588		12 982 588
Costa Rica – Bureau régional	7 508 259	1 025 286	8 533 545
Cuba	205 935		205 935
Curaçao	212 222		212 222
Dominique	468 918		468 918
République dominicaine	2 606 717		2 606 717
El Salvador	32 462 137		32 462 137
Grenade	26 343		26 343
Guatemala	28 826 499		28 826 499
Guyana	829 330		829 330
Haïti	21 353 870	402 014	21 755 884
Honduras	10 966 518		10 966 518

**DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(suite)**

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		Total
	Programmes d'opérations	Programme administratif	
<b>AMÉRIQUE CENTRALE, AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES (suite)</b>			
Jamaïque	906 166	560	906 726
Mexique	23 731 332		23 731 332
Nicaragua	593 010		593 010
Panama	11 743 616		11 743 616
Panama – Centre administratif	3 420 495	698 741	4 119 236
Panama – Bureau régional	452 839	686 242	1 139 081
Suriname	822 477		822 477
Trinité-et-Tobago	2 159 193		2 159 193
Bureau de l'USRAP aux États-Unis d'Amérique – Washington, D.C.	40 213 938		40 213 938
États-Unis d'Amérique – Washington, D.C.	11 989 673		11 989 673
Bureau de l'OIM auprès des Nations Unies – New York	3 264 884	993 495	4 258 379
<b>TOTAL</b>	<b>223 014 771</b>	<b>3 807 291</b>	<b>226 822 062</b>
<b>AMÉRIQUE CENTRALE, AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES</b>			
<b>ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN</b>			
Autriche	4 143 059		4 143 059
Belgique	10 301 027		10 301 027
Belgique – Bureau régional	22 769 181	1 285 938	24 055 119
Bulgarie	3 663 351		3 663 351
Croatie	340 536		340 536
Chypre	3 269 852		3 269 852
Tchéquie	3 906 992		3 906 992
Danemark	1 333 058	301 483	1 634 541
Estonie	916 560		916 560
Finlande	5 536 477		5 536 477
France	2 196 306		2 196 306
Allemagne	40 254 344		40 254 344
Grèce	81 055 724		81 055 724
Hongrie	4 533 700		4 533 700
Irlande	4 664 674		4 664 674
Italie	13 650 212		13 650 212
Lettonie	943 873		943 873
Lituanie	2 126 859		2 126 859
Malte	513 923		513 923
Pays-Bas (Royaume des)	11 939 187		11 939 187
Norvège	2 670 604		2 670 604
Pologne	29 380 801		29 380 801
Portugal	1 615 298		1 615 298
Roumanie	11 576 967		11 576 967
Slovaquie	8 036 953		8 036 953
Slovénie	106 515		106 515
Espagne	4 111 500		4 111 500
Suisse (Berne)	4 760 024		4 760 024
Royaume-Uni	7 597 197	309 732	7 906 929
<b>TOTAL ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN</b>	<b>287 914 754</b>	<b>1 897 153</b>	<b>289 811 907</b>

**DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023  
(suite)**

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE</b>			
Albanie	1 768 666		1 768 666
Arménie	1 745 672		1 745 672
Autriche – Bureau régional	4 167 955	1 235 776	5 403 731
Azerbaïdjan	1 982 015		1 982 015
Bélarus	2 614 889		2 614 889
Bosnie-Herzégovine	22 772 868		22 772 868
Géorgie	5 018 559		5 018 559
Kazakhstan	3 518 791		3 518 791
Kirghizistan	2 248 606		2 248 606
Monténégro	1 291 419		1 291 419
Macédoine du Nord	3 924 761		3 924 761
République de Moldova	25 914 030		25 914 030
Fédération de Russie	2 279 921		2 279 921
Serbie	6 714 813		6 714 813
Tadjikistan	8 566 058		8 566 058
Türkiye	157 293 861		157 293 861
Turkménistan	389 653		389 653
Ukraine	320 615 401		320 615 401
Ouzbékistan	1 321 503		1 321 503
Kosovo*	7 040 659		7 040 659
<b>TOTAL EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE</b>	<b>581 190 100</b>	<b>1 235 776</b>	<b>582 425 876</b>
<b>TOTAL REPRÉSENTATIONS SUR LE TERRAIN</b>	<b>3 151 259 206</b>	<b>20 390 658</b>	<b>3 171 649 864</b>
<b>TOTAL SIÈGE GENÈVE</b>	<b>206 192 932</b>	<b>49 752 045</b>	<b>255 944 977</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL SELON LA COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE DE L'OIM</b>	<b>3 357 452 138</b>	<b>70 142 703</b>	<b>3 427 594 841</b>
Ajustements comptables nets	(13 404 477)	5 155 112	(8 249 365)
<b>TOTAL GÉNÉRAL SELON LA COMPTABILITÉ IPSAS</b>	<b>3 344 047 661</b>	<b>75 297 815</b>	<b>3 419 345 476</b>

\* Les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Note : La ventilation régionale ci-dessus est conforme au Programme et Budget pour 2023.

## FONDS DE PRÊT AUX RÉFUGIÉS

### Création et objet du Fonds

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, sert à financer, en tout ou partie, les coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leur unité familiale.

Par le passé, il existait deux fonds. À sa 61<sup>e</sup> session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2023, 75 544 mouvements (contre 65 494 en 2022) ont eu lieu au titre du Fonds de prêt aux réfugiés.

### État du Fonds pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023

	Dollars É.-U.	
	2023	2022
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>		
Solde des fonds du Gouvernement des États-Unis	38 058 562	20 032 389
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>38 370 115</b>	<b>20 343 942</b>
<b>Contributions au Fonds</b>		
Contributions du Gouvernement des États-Unis	368 965 000	235 255 201
Contributions des personnes couvrant leurs dépenses	-	4 105
Remboursements des billets à ordre	22 432 408	24 973 855
Intérêts créditeurs	84 517	49 810
Revenus divers	90 102	117 281
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>391 572 027</b>	<b>260 400 252</b>
<b>Transferts du Fonds vers des projets d'opérations</b>		
Afrique	(102 268 647)	(61 279 921)
Moyen-Orient	(112 230 589)	(71 093 219)
Amérique latine et Caraïbes	(49 557 043)	(13 981 810)
Amérique du Nord	(40 507 056)	(54 231 485)
Asie et Océanie	(41 314 978)	(22 747 539)
Europe	(38 847 425)	(18 990 295)
<b>Total des transferts du Fonds vers des projets d'opérations</b>	<b>(384 725 738)</b>	<b>(242 324 269)</b>
Intérêts versés au Gouvernement des États-Unis	(84 517)	(49 810)
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>45 131 887</b>	<b>38 370 115</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>		
Solde des fonds du Gouvernement des États-Unis	44 820 334	38 058 562
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
<b>TOTAL</b>	<b>45 131 887</b>	<b>38 370 115</b>

## FONDS DE PRÊT AUX RÉFUGIÉS (suite)

### Comptabilité et évaluation des billets à ordre

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de ce dernier est, dans un premier temps, pris en charge par le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer un billet à ordre pour un montant calculé en fonction du coût moyen du transport. Six mois après leur arrivée, les réfugiés doivent commencer à rembourser leur billet à ordre.

Les sommes remboursées sont collectées par diverses agences de réinstallation au nom de l'OIM. Puis les sommes recouvrées, diminuées des frais de recouvrement, sont transférées à l'OIM et créditées au compte du Fonds de prêt. Les comptes en déficit sont transmis au Bureau de l'OIM qui s'occupe de l'USRAP à Irvine (Californie) pour suite à donner.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un actif important du Fonds de prêt et, de ce fait, doit être évaluée à des fins d'information financière. Une évaluation exacte n'est toutefois pas possible car les recouvrements futurs sont conditionnés par les événements politiques et économiques.

Une méthode pratique et prudente pour évaluer la valeur future des recouvrements des billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement au 31 décembre 2023 pour les prêts émis en 2010 et les années suivantes a donné un taux moyen de 70 %. Ce taux de recouvrement est utilisé pour prévoir la valeur des recouvrements de tous les billets à ordre, y compris ceux émis en 2023, dans le relevé ci-après.

	Dollars É.-U. (en millions)	
	Exercice financier* 2023	Exercice financier* 2022
Total des prêts émis à la fin de l'exercice financier	896	804
Total des recouvrements à la fin de l'exercice financier	578	556
Total des sommes restant dues à la fin de l'exercice financier	318	248
Total estimatif des montants recouvrables pour l'exercice financier	70	53
Montant estimatif pouvant être transféré au Fonds de prêt pour l'exercice financier	57**	43**

\* Les chiffres indiqués correspondent à l'exercice financier des États-Unis, soit la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre, qui est celle considérée depuis l'introduction du système électronique de suivi des prêts au cours de l'exercice financier 2010. Tous les chiffres sont établis à l'aide des modèles de régression du programme de prêts de voyage de l'OIM-USRAP.

\*\* Valeur estimative des recouvrements pour le Fonds de prêt après déduction des frais de recouvrement moyens établis à 82 %, ce qui comprend les remboursements perçus par le Bureau de l'OIM s'occupant de l'USRAP à Irvine (Californie).

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR  
(PROGRAMMES D'OPÉRATIONS)**

États Membres	Dollars É.-U.			Total
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	
Argentine			3 552 104	3 552 104
Australie			58 648 988	58 648 988
Autriche		39 600	4 224 238	4 263 838
Bangladesh			15 437 791	15 437 791
Belgique		1 054 384	23 739 503	24 793 887
Belize			33 813	33 813
Bulgarie			730 148	730 148
Cambodge			(5 235)	(5 235)
Canada			213 952 590	213 952 590
Tchad			78 925	78 925
Chili			618 844	618 844
Chine			846 464	846 464
Colombie			12 398 456	12 398 456
Costa Rica	44 782		1 988	46 770
Croatie			47 666	47 666
Chypre		32 839	2 315 715	2 348 554
Tchéquie			4 569 419	4 569 419
République démocratique du Congo			18 409 500	18 409 500
Danemark		7 143 920	30 380 397	37 524 317
El Salvador			6 582	6 582
Estonie			151 136	151 136
Éthiopie			37 500	37 500
Finlande			11 635 321	11 635 321
France		1 090 513	27 470 054	28 560 567
Allemagne	74 575		278 827 778	278 902 353
Grèce			48 995 835	48 995 835
Guatemala			6 562	6 562
Honduras			(6 839)	(6 839)
Hongrie			902 524	902 524
Islande			1 512 514	1 512 514
Irlande		1 095 290	5 529 868	6 625 158
Italie			40 628 695	40 628 695
Japon			62 194 746	62 194 746
Kazakhstan			50 000	50 000
Lettonie			144 182	144 182
Lituanie			320 716	320 716
Luxembourg			1 627 309	1 627 309
Malawi			1 450 000	1 450 000
Malte			430 744	430 744
Îles Marshall			1 222 323	1 222 323
Mexique			64 490	64 490
Mozambique			2 456 938	2 456 938
Pays-Bas (Royaume des)		3 164 557	59 012 685	62 177 242
Nouvelle-Zélande			13 896 290	13 896 290
Nicaragua			5 500	5 500
Niger			713 016	713 016
Norvège		4 910 627	46 178 620	51 089 247
Panama			6 582	6 582
Paraguay			(5 963)	(5 963)
Pérou			32 358	32 358



**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR  
(PROGRAMMES D'OPÉRATIONS) (suite)**

États Membres	Dollars É.-U.			
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	Total
Philippines		30 000	50 000	80 000
Pologne			1 264 506	1 264 506
Portugal		53 937	1 546 450	1 600 387
République de Corée		1 000 000	26 896 378	27 896 378
Roumanie			1 174 041	1 174 041
Serbie			73 167	73 167
Slovaquie			1 880 934	1 880 934
Slovénie			48 685	48 685
Somalie			27 500 000	27 500 000
Afrique du Sud			160 489	160 489
Soudan du Sud			21 650 567	21 650 567
Espagne		760 710	9 171 344	9 932 054
Suède		3 681 885	23 913 256	27 595 141
Suisse		1 000 000	25 654 691	26 654 691
Türkiye			843 314	843 314
Royaume-Uni	661 663	4 126 982	90 700 823	95 489 468
États-Unis d'Amérique	216 603	15 235 646	1349 757 051	1365 209 300
Uruguay			50 000	50 000
Vanuatu			2 000	2 000
<b>Total - États Membres</b>	<b>997 623</b>	<b>44 420 890</b>	<b>2 577 817 076</b>	<b>2 623 235 589</b>
Ajustements sur exercices antérieurs - États Membres			3 982 253	3 982 253
<b>ÉTATS NON MEMBRES, ORGANISMES ET AUTRES</b>				
États non membres		200 000	20 427 776	20 627 776
Commission européenne			439 402 532	439 402 532
Organismes des Nations Unies et fonds de financement commun	279 806		224 280 173	224 559 979
Secteur privé	9 532 104		13 325 169	22 857 273
Autres organisations	8 434 384	963 000	46 651 035	56 048 419
<b>Total - États non membres, organismes et autres</b>	<b>18 246 294</b>	<b>1 163 000</b>	<b>744 086 685</b>	<b>763 495 979</b>
Ajustements sur exercices antérieurs - États non membres, organismes et autres			(1 650 515)	(1 650 515)
Remboursements des billets à ordre			22 432 408	22 432 408
Intérêts nets et autres produits		60 019 672		60 019 672
Réfugiés, migrants, répondants et autres			193 126 838	193 126 838
Réajustements comptables nets d'acomptes et de créances en fin d'exercice			(207 925 653)	(207 925 653)
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES CONTRIBUTIONS</b>	<b>19 243 917</b>	<b>105 603 562</b>	<b>3 331 869 092</b>	<b>3 456 716 571</b>

Note : Les contributions des États membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées au total à 1 038 millions de dollars É.-U. (contre 1 083,6 millions de dollars É.-U. en 2022).

## LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES)<sup>1</sup>

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>MEMBER STATES</b>			
<b>ARGENTINA</b>			
Cooperation and technical support services agreement			2 239 935
Administrative assistance for strengthening the bureau for border technical affairs – Argentina			476 360
Development and implementation of assistance activities to enhance UPCEFE capacities to design, formulate and implement programmes and projects for Río Negro province – Argentina			387 816
Applied technologies to advance documentation processes – Argentina			282 639
Promotion of the documentation of foreigners and structural strengthening at border points and in the regional offices of the provinces of Argentina			100 579
Support for the implementation of the Argentine fund for international cooperation (FO.AR)			64 775
<b>Total: Argentina – Earmarked</b>			<b>3 552 104</b>
<b>AUSTRALIA</b>			
Indonesia: regional cooperation arrangements			17 100 770
Assisted passage, travel and related support for Australian government-funded refugees and special humanitarian programme entrants			13 773 322
Assisted passage, medical and related services for Australian government-funded refugees and special humanitarian programme entrants			7 334 724
Indonesia: regional cooperation arrangements (RCA)			6 860 582
The provision of services in relation to global pre-departure cultural orientation for Australia's refugee and special humanitarian programme clients for 2022–2023			4 087 208
IOM Australia assisted voluntary return and reintegration project (provision of services for the return and reintegration assistance programme)			2 619 421
Administration of the regional support office of the Bali process			1 800 000
Strengthening the capacity to mitigate illegal, unreported and unregulated fishing practices through the introduction of an integrated vessel monitoring system			1 428 317
Prepositioning shelter support: strengthening local resilience through improved disaster preparedness in typhoon-prone, vulnerable communities in the Philippines			1 333 649
Assisted voluntary return and reintegration and capacity-building for well-managed migration in Papua New Guinea – phase IV			566 264
Supporting Bali process member states' efforts to provide return and reintegration services to stranded migrants in 2023			450 000
Equipping families for the benefits of labour mobility in Vanuatu programme			407 431
IOM Australia: assisted voluntary return and reintegration project (provision of services for the return and reintegration assistance programme) – reintegration and service fee payments			355 979
Bali process administration and coordination support project			302 940
Australian government communication campaign to counter people smuggling			243 737
Public information campaign to deter potential irregular maritime migration from Viet Nam to Australia in 2022–23			195 079
6th Bali process meeting of technical experts group on returns and reintegration 2023–2024			131 406
Mekong region: responding to cross-border mobility challenges at points of entry – phase III			103 000
Strengthening government of Pakistan's capacity to combat trafficking in persons			33 145
Support for ASEAN immigration training committee activities in 2023 – net of “for refund”			19 577
Providing global pre-departure cultural orientation services for users of the Australian refugee and special humanitarian programme 2019–2022			10 129
Funds received in 2023 – to be allocated			185
Supporting vulnerable migrants with disabilities in Egypt through health services and awareness sessions on COVID-19-related vaccination – for refund			(24)
Support for ASEAN immigration training committee 2022 activities – for refund			(4 213)
Marshall Islands: creating access to real essentials for women (CARE nan Kora) – for refund			(5 146)
Voluntary return support and reintegration assistance programme for Bali process member states (2021–22) – for refund			(10 258)
Drought response and mitigation in the Marshall Islands – for refund			(23 669)
Supporting integrated approaches to identity and border management in Afghanistan – for refund			(464 567)
<b>Total: Australia – Earmarked</b>			<b>58 648 988</b>

<sup>1</sup> Issued without formal editing.

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>AUSTRIA</b>			
Unearmarked income		39 600	
IOM Libya storm Daniel resilience, recovery and reconstruction plan in Libya (Sept 2023 – Sept 2024)			2 157 497
Voluntary contribution from the government of Austria for the IOM country office in Austria			1 260 400
Assisted voluntary return of migrants from Austria – net of “for refund”			568 042
WIR IV: workshops on integration and encounters			164 253
RESTART III: support for the Austrian return system and the reintegration of voluntary returnees in Afghanistan			92 243
ASYL-TRAIN II – training for Austrian migration and asylum stakeholders			57 485
Seconded staff – Kenya			22 299
Strengthening the health capacities in Greek reception and identification centres – for refund			(97 981)
<b>Total: Austria – Unearmarked and earmarked</b>		<b>39 600</b>	<b>4 224 238</b>
<b>BANGLADESH</b>			
Health and gender support project for Cox's Bazar district			12 994 633
Asian development bank support for continuation of the COVID-19 health response			1 810 000
Recovery and advancement of informal sector employment (RAISE): reintegration of returning migrants			633 158
<b>Total: Bangladesh – Earmarked</b>			<b>15 437 791</b>
<b>BELGIUM</b>			
Unearmarked income		1 054 384	
Enhancing resilience and recovery through area-based support in Ukraine			10 764 262
Assisted voluntary return from Belgium 2023			5 001 001
Sustainable water supply system recovery for upstream communities affected by the Kakhova dam breach			2 157 497
Increasing sustainability of reintegration support through combined and tailored interventions			2 086 726
Reintegration assistance from Belgium in 2023			1 369 844
Assisted voluntary return from Belgium (REAB) 2022			576 427
O-REMIT: Offer cost-effective alternatives for remittances and opportunities for investment of savings			429 645
Resettlement programme with the government of Belgium from Türkiye, Lebanon, Jordan, Rwanda, the Niger and Egypt in 2022			419 950
Youth empowerment for the consideration of human rights of candidates for irregular migration or potential victims of trafficking in Mali			269 107
Management of accommodation centres for Ukrainian refugees arriving in Ghent, Belgium			177 225
Funds received in 2023 – to be allocated			159 405
Junior professional officer – Mali			134 839
Community policing without borders			127 758
CONEX IOM project 2022			61 557
Improving operational and strategic capacities for effective border management in Tanganyika province in the Democratic Republic of the Congo			26 693
Project RAHA : report hate – rapporteur la haine			19 694
Improving operational and strategic capacities for effective border management in Kwango province in the Democratic Republic of the Congo			15 868
Migration of African talents through capacity-building and hiring			3 164
Awareness-raising and information for safety and empowerment for all in Albania (ARISE-ALL) – for refund			(3 371)
Reintegration assistance from Belgium 2022 – net of “for refund”			(14 262)
Management of accommodation centres for Ukrainian refugees arriving in Ghent, Belgium – net of “for refund”			(43 526)
<b>Total: Belgium – Unearmarked and earmarked</b>		<b>1 054 384</b>	<b>23 739 503</b>
<b>BELIZE</b>			
Executive secretariat of the regional conference on migration			22 020
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America and the Dominican Republic			11 793
<b>Total: Belize – Earmarked</b>			<b>33 813</b>

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>BULGARIA</b>			
Support for asylum-seekers in Bulgaria			394 700
Training and counselling for legal migrants and persons seeking/granted international protection – Bulgaria			128 198
Increasing the awareness and tolerance of Bulgarian society and migrant communities in Bulgaria			70 431
Information and counselling for voluntary return			57 772
Provision of integration support to asylum-seekers and beneficiaries of international protection in Bulgaria			53 419
Provision of social and psychological support to asylum-seekers in Bulgaria including identification and support of vulnerable groups			39 505
Legal counselling and interpretation services for asylum-seekers in Bulgaria			8 319
Strengthening the capacity of national institutions and non-governmental organizations in the field of asylum – Bulgaria			3 767
Awareness-raising for labour mobility to Bulgaria – for refund			(25 963)
<b>Total: Bulgaria – Earmarked</b>			<b>730 148</b>
<b>CAMBODIA</b>			
Strengthening detection and management of active cases of tuberculosis among Cambodian cross-border migrants – for refund			(5 235)
<b>Total: Cambodia – Earmarked</b>			<b>(5 235)</b>
<b>CANADA</b>			
Canadian refugees resettlement travel (formally known as Canadian warrant program) - reimbursable costs project			77 034 894
Support to IOM for Canada's resettlement activities globally			70 321 200
Pre-departure medical services for Canada-bound refugees			16 125 280
Canadian orientation abroad			6 493 812
Improving migration governance and access to services for displaced Afghans in Pakistan and Central Asia			5 122 463
IOM – Ukraine Kakhovka dam – 2023			3 714 710
Türkiye earthquake humanitarian response			3 641 661
IOM – Afghanistan – CAP 2023			3 510 717
Empowering women and girls affected by migration and forced displacement in El Salvador, Guatemala and Honduras			2 731 245
Strengthening social cohesion and civil society capacity within the Cox's Bazar district of Bangladesh			2 403 496
Supporting Iraqi national efforts for enhanced implementation of the national strategies on the prevention of violent extremism			1 940 872
Global assistance for irregular migrants – Ghana			1 498 296
Everyone counts – inclusive data for stability and development			1 490 313
IOM – Libya floods response – 2023			1 481 481
Canada-India migration initiative			1 478 128
Protection and assistance for Haitian women and child migrants in situations of vulnerability			1 412 325
Strengthening government capacities on migration management and supporting the regularization of Venezuelan refugees and migrants in the Latin America and Caribbean region			1 364 710
Ethical recruitment for safe and regular labour migration in Mexico			1 239 340
Supporting global displacement tracking matrix capacity to advance internal displacement data			1 139 818
Strengthening national policing capacity in the Republic of Moldova			1 108 647
Strengthening border management and security in Mali and the Niger through capacity-building for border authorities and enhanced dialogue with border communities			991 370
Supporting the government of Kenya in the implementation of advance passenger information and passenger name record systems			907 529
Strengthening border management and security practices at points of entry in the Aqaba governorate			851 123
Administrative support to the non-IOM affiliated health care provider panel sites providing pre-departure medical services to refugees on behalf of immigration, refugees, and citizenship Canada			836 960
Provision of onward transportation assistance to vulnerable South Sudanese returnees affected by the crisis in the Sudan			742 942
Strengthening migration management in Pakistan			728 332
Costa Rica: integration of migrants through regularization and access to employment in Costa Rica			665 188
Northern Mozambique protracted displacement: facilitating durable solutions through an evidence-based approach			440 205

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>CANADA (continued)</b>			
Response to humanitarian needs – analysis and assessment – joint intersectoral analysis framework (JIAF) 2022–2023			406 427
Strengthened border management to promote cross-border mobility and counter transnational crimes			364 166
Strengthening capacity of the ministry of expatriates' welfare and overseas employment to deliver gender-responsive integrated services for safe and regular migration			364 166
Strengthening regional cooperation on migration governance through support to the regional conference on migration (RCM)			340 186
Global assistance for irregular migrants			232 524
Special support for families in situations of vulnerability – phase II			225 225
Whole of Syrian Arab Republic protection against sexual exploitation and abuse – CAP 2023/2024			185 460
MAINSTREAM: integrating fair and ethical recruitment practices migration governance policies in the Philippines			144 224
Enhancing capacities and frameworks to collect data and evidence on migration, the environment and climate change in Mexico			118 760
Executive secretariat of the regional conference on migration			79 490
Strengthening the capacity of Sri Lanka's border risk assessment centre (BRAC)			51 929
Strengthening border security to combat transborder crimes and extreme violence in Cambodia – phase II			11 229
Funds received in 2023 – to be allocated			8 498
Remote video interviews by the migration section of the embassy of Canada in Rome with family class visa applicants in Albania, with the support of IOM Albania			3 249
<b>Total: Canada – Earmarked</b>			<b>213 952 590</b>
<b>CHAD</b>			
Operational and logistical support to COVID-19 vaccination campaign			78 925
<b>Total: Chad – Earmarked</b>			<b>78 925</b>
<b>CHILE</b>			
Ibero-American programme to strengthen South–South cooperation in Chile			618 844
<b>Total: Chile – Earmarked</b>			<b>618 844</b>
<b>CHINA</b>			
Seconded staff			283 602
Junior professional officer – Pakistan			147 894
Junior Professional Officer – Cambodia			145 889
Junior professional officer			143 482
Junior professional officer – Thailand			125 597
<b>Total: China – Earmarked</b>			<b>846 464</b>
<b>COLOMBIA</b>			
Cadastre Colombia multipurpose project			2 815 664
Mauyauma special harmonization programme for social and economic reincorporation with a differential ethnic and gender approach in Colombia			2 059 007
Advocacy on public policy for victims and strengthening the implementation of planning tools and the development of territorial actions, for the comprehensive reparation of victims in Colombia.			1 689 054
Territorialization of public policy for victims of armed conflict for the construction of total and integral peace – phase IV			1 227 529
Supporting the government of Colombia to advance the implementation of the peace agreement, with regard to access to land and formalization of rural land ownership			1 091 219
Supporting territorial implementation of the public policy of care, assistance and reparations for the victims of the internal armed conflict under the national development plan 2018–2022 – phase II			649 351
Implementation of the “early reintegration model in productive environments” with former FARC-EP members in Colombia – phase VI			605 504
Implementation of the social dialogue strategy to promote the engagement of different local actors within the framework of the public policy for a sustainable and just energy transition in Colombia.			555 060
Implementation of territorial agendas for youth in peace program (ATJP) for preventing recruitment and for the promotion of healthy coexistence and reconciliation			545 559
Strengthening of rural educational institutions of Bogota as key scenarios for peacebuilding, promotion of pacific coexistence, reconciliation, and non-repetition			421 979
Reconciliation and peace-building actions in Bogotá D.C.			366 355

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>COLOMBIA (continued)</b>			
Comprehensive reintegration for improving the quality of life of communities within the framework of the PDET roadmap in Colombia and CONPES document 3931			165 393
Colombia: technical assistance for individual productive projects – phase II – net of “for refund”			148 981
Cultural transformation in Bogotá for the promotion of a culture of peace, reconciliation and non-repetition.			117 520
Promotion of the labour inclusion of migrants, returnees and host communities in Colombia			86 051
Strengthening the institutional offer for Colombians abroad and their diasporic communities, to enhance their contribution to sustainable development			56 229
Preventing trafficking in persons and supporting comprehensive assistance to victims and investigation and prosecution of the crime in Colombia			16 147
Contribute to socioeconomic stabilization of returned Colombia population and strengthen migration governance to improve access to the returnee institutional offer – for refund			(863)
TEJIÉNDONOS: Strategy for strengthening the social fabric of victims’ communities in Colombia, in the process of return, relocation and local integration – for refund			(65 179)
Strategies for community psychosocial rehabilitation and comprehensive health care in Colombia – for refund			(152 104)
<b>Total: Colombia – Earmarked</b>			<b>12 398 456</b>
<b>COSTA RICA</b>			
In-kind contributions	44 782		
Executive secretariat of the regional conference on migration			1 005
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America and the Dominican Republic			983
<b>Total: Costa Rica – Earmarked</b>	<b>44 782</b>		<b>1 988</b>
<b>CROATIA</b>			
Assisted voluntary return – Croatia			47 666
<b>Total: Croatia – Earmarked</b>			<b>47 666</b>
<b>CYPRUS</b>			
Unearmarked income		32 839	
Operation of semi-independent living units for unaccompanied children in Cyprus			1 518 193
Operation of semi-independent living units for unaccompanied migrant children			797 522
<b>Total: Cyprus – Unearmarked and earmarked</b>		<b>32 839</b>	<b>2 315 715</b>
<b>CZECHIA</b>			
Building cohesive communities in Dnipropetrovsk oblast			1 136 880
Assisted voluntary return and reintegration assistance to migrants in Tunisia			1 135 365
Consolidating the reintegration achievements of Senegalese returned migrants through integrated support to micro and small enterprises – phase II			1 069 684
Assisted voluntary return and reintegration – Czechia – net of “for refund”			647 713
Supporting unaccompanied migrant children at the Greek borders through protection assistance (MERIMNA II – protection)			579 777
<b>Total: Czechia – Earmarked</b>			<b>4 569 419</b>
<b>DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO</b>			
Strengthening cross-sectoral capacity for disease surveillance, epidemic preparedness and response at designated points of entry along mobility corridors			18 409 500
<b>Total: Democratic Republic of the Congo – Earmarked</b>			<b>18 409 500</b>
<b>DENMARK</b>			
Unearmarked income		7 143 920	
Enhancing resilience and recovery in Mykolaiv			8 317 545
Support for voluntary return and monitoring of migration flows in the Niger			3 617 946
Global programme: enhancing readmission and legal identity capacity (RELICA)			3 311 165
Danish contribution to the migrant protection, return and reintegration in North Africa (MPRR-NA) programme			2 894 356
Western Balkans integrated border management facility			2 164 887
Western Balkans readmission capacity-building facility			2 164 887
Western Balkans return and reintegration programme – phase II			1 960 642
Western Balkans: joint actions against the smuggling of migrants and trafficking in persons			1 302 207
Increasing border management capacities at the eastern borders of Türkiye			1 128 185

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>DENMARK (continued)</b>			
Somalia: enhanced capacity of immigration fraud detection units, passport enrolment centres, regional offices and border posts			1 072 961
Forging a greener peace in the Hirshabelle state of Somalia			840 526
Enhancing border management capacities in Tunisia to strengthen border security and respond to irregular migration along the Central Mediterranean route			748 561
Strengthening the capacity of national border management agencies to address irregular migration and uphold the rights of migrants in Lebanon			709 260
Strengthening the capacity of the government of Pakistan to counter trafficking in persons and the smuggling of migrants			438 830
Funds received in 2023- to be allocated			293 600
Junior professional officer – Egypt			109 875
Strengthening migration data and coordination mechanisms for improved migration governance in Ethiopia			4 244
Strengthening the sphere of protection for victims of trafficking and vulnerable migrants in Egypt while preventing irregular migration and human trafficking – for refund			(152)
Enhancing air border data systems in Nigeria – phase II – for refund			(11 756)
Support for strengthening migration management in the Niger (DANIDA II) – for refund			(17 080)
Resettlement programme with the government of Denmark from Rwanda to Denmark under the 2021 resettlement quota – net of “for refund”			(61 762)
Support for assisted voluntary return and reintegration from the Western Balkans – for refund			(150 823)
Technical assistance to develop the capacity of the government of the Sudan on immigration and border management – for refund			(457 707)
<b>Total: Denmark – Unearmarked and earmarked</b>		<b>7 143 920</b>	<b>30 380 397</b>
<b>EL SALVADOR</b>			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 510
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America and the Dominican Republic			1 072
<b>Total: El Salvador – Earmarked</b>			<b>6 582</b>
<b>ESTONIA</b>			
Voluntary assisted return and reintegration program from Estonia			74 976
Supporting live-saving services in north-west Syrian Arab Republic			54 585
Consolidation of humanitarian and recovery efforts through high-quality data aggregation and evidence-based programming			21 575
<b>Total: Estonia – Earmarked</b>			<b>151 136</b>
<b>ETHIOPIA</b>			
Providing consultancy services in addressing woreda needs, including conflict, climate and capacity assessment			37 500
<b>Total: Ethiopia – Earmarked</b>			<b>37 500</b>
<b>FINLAND</b>			
Providing support to the government of Finland for resettlement and family reunification of beneficiaries of international protection with their family members (2023-2024)			3 631 961
Fostering the health and protection of vulnerable migrants transiting Egypt, Libya, Morocco, the Sudan, Tunisia and Yemen – phase III			2 714 375
MIDA FINNSOM phase III – health and education			2 407 002
Assisted voluntary return and reintegration programme for international protection applicants and other migrant groups in Finland (2023)			1 502 221
MIDA FINNSOM phase V – Institutionalizing health sector development through temporary returns of Somali diaspora health professionals			1 110 340
Local economic recovery for women and conflict-affected populations in Iraq			1 062 699
Finland's pre-departure orientation programme 2023			509 269
Junior professional officer – Burkina Faso			110 772
Finland: pre-departure orientation programme 2021-2022 – for refund			(102 906)
Providing support to the government of Finland for resettlement and family reunification of beneficiaries of international protection with their family members (2022-2023) – net of “for refund”			(403 332)
Assisted voluntary return and reintegration programme for international protection applicants and other migrant groups in Finland – 2022 – for refund			(907 080)
<b>Total: Finland – Earmarked</b>			<b>11 635 321</b>

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>FRANCE</b>			
Unearmarked income		1 090 513	
Promoting climate efficient services			7 633 588
Providing vulnerable migrants in Tunisia with assistance and Voluntary return and reintegration			5 302 227
French resettlement scheme 2023			4 978 875
Enhancing the food security, nutrition, and resilience of vulnerable populations in north-west Syrian Arab Republic			2 141 328
Addressing critical food insecurity and malnutrition of returnees from the Sudan in South Sudan			1 095 290
Strengthening the capacity of national border management and search and rescue services to address irregular migration from Lebanon			1 090 513
Regional migrant response plan for the Horn of Africa and Yemen			1 090 513
Improving migrants-centered policies, frameworks, and evidence based-operations in response to climate change impacts on human mobility in Arab States in Western Mediterranean and wider Arab region.			817 884
West and Central Africa: addressing multisectoral protection needs of people on the move in the Mediterranean route II			817 884
Targeted support for repatriated Iraqi families from Al Hol to Jeddah 1 rehabilitation centre in Iraq			545 256
Enhancing access to life-saving health care for internally displaced persons in Yemen			545 256
Providing tailored post-arrival assistance and sustainable reintegration to returnees in the Bolivarian Republic of Venezuela			545 256
Junior professional officer			176 624
Manage human mobility in the context of climate change, environmental degradation and disasters in Togo			157 563
Junior professional officer			151 582
Junior professional officer			143 482
Enhancing support for migrants with health needs returning from France to Georgia – pilot project			89 586
Junior professional officer			77 420
Voluntary transfer to France and post-arrival assistance for Ukrainian nationals and third-country nationals stranded in the Republic of Moldova			34 911
Funds received in 2023 – to be allocated			29 672
2022 Career development round table in Paris			5 359
Social and economic reintegration of migrants in Mauritius – provision of social reintegration services – AVRRO OFII Lot 1			3 675
Social and economic reintegration of migrants in Mauritius: provision of economic reintegration services (business creation) – AVRRO OFII lot 3			1 696
Supporting displaced populations in the North-West and South-West regions of Cameroon through the implementation of the displacement tracking matrix – for refund			(42)
CARE + – France – net of “for refund”			(223)
Refugee resettlement assistance for the government of France – net of “for refund”			(5 121)
<b>Total: France – Unearmarked and earmarked</b>		<b>1 090 513</b>	<b>27 470 054</b>
<b>GERMANY</b>			
Providing life-saving humanitarian assistance and protection support to vulnerable conflict-affected people in Ukraine and neighbouring countries			53 443 157
Hromada reconstruction and empowerment facility (HREF)			51 267 263
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany/government-assisted repatriation programme in 2023			25 499 271
Supporting the multisectoral humanitarian response in north-west Syrian Arab Republic			24 305 206
Supporting the establishment of a humanitarian programme for Africa 2023			12 761 503
StarthilfePlus 2023/2024 – enhanced reintegration assistance for voluntary returnees from Germany			11 044 728
Providing refugee resettlement assistance to the government of Germany (resettlement to Germany) in 2023			8 541 426
Coastal states stability mechanism (CSSM)			7 582 815
Germany: humanitarian admission of refugees from Türkiye in 2023			5 351 043
Livelihood +: economic integration of internally displaced people and persons affected by conflict			5 340 340
Enhancing peace and security measures in Somalia through support for rehabilitation and reintegration pillars of the national programme			5 339 030
Humanitarian assistance for migrants in situations of vulnerability in Yemen			5 304 481
Housing for internally displaced persons (IOM) III			4 934 210
Support for a family assistance programme facilitating family reunion for refugees and persons eligible for subsidiary protection in Germany			4 930 164



	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>GERMANY (continued)</b>			
Establishment of the global emergency response programme 2023			4 840 464
Contributing to the economic recovery of Iraq through employment creation and revitalization of local economies – phase V			4 785 656
Housing for internally displaced persons			4 746 835
Contribute to the economic recovery for Iraq through employment creation and revitalization of local economies – phase IV			4 367 389
Enhancing Ukrainian resilience through strengthened psychosocial support capacity for veterans			4 254 881
Better migration management – phase III			4 077 253
Small and medium-sized enterprise boost: economic integration of internally displaced people and business recovery to mitigate the COVID-19 crisis			3 253 337
Contributing to the economic recovery of Iraq through employment creation and revitalization of local economies – phase II			3 253 337
Contributing to the economic recovery of Iraq through employment creation and revitalization of local economies – phase III			3 253 337
Addressing urgent humanitarian needs of internally displaced persons and returnees in Iraq			3 250 642
Supporting community policing and transitional justice to promote stabilization in Iraq (phase IV) – net of “for refund”			2 946 035
Addressing the return and reintegration of Iraqis with perceived affiliation to Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) – phase II			2 916 478
Enhanced water resources management in communities of internally displaced persons			2 122 399
Niger community cohesion initiative (NCCI) – net of “for refund”			1 714 622
Advancing IOM's global data institute: Improved humanitarian assistance through enhanced displacement data and risk reduction around migration, environment and climate change – net of “for refund”			1 573 867
Support for returning refugees and internally displaced persons			1 532 171
Promoting cross-border cooperation for crisis prevention and strengthening state structures in West Africa in order to establish or ensure stability in fragile border regions			1 527 827
Advancing IOM'S global data institute: disaggregating migration data by sex to leave no one behind			1 365 687
Strengthening community engagement and policing and integrated border management in Cabo Delgado in Mozambique, and Mtwara in the United Republic of Tanzania			1 347 241
Better migration management programme – phase II			1 218 566
Addressing urgent humanitarian needs of internally displaced persons (IDPs) and returnees in Iraq			1 096 491
Providing humanitarian admission assistance to the state of Berlin in 2024 and 2025			1 053 862
Shaping the future of northern Chad by enhancing security and stability			1 016 964
ZIRF counselling 2023 – virtual return and reintegration counselling			940 740
Preparing Syrian Arab Republic post-conflict transition			822 368
Information portal on voluntary return and reintegration – 2023			775 305
Support for pandemic preparedness in the East African Community region			768 369
Transformation of the German REAG/GARP programme: Further development of the online application module – 2023			630 100
State admission programme of Brandenburg for beneficiaries of international protection with specific protection needs from Jordan to Germany in 2023–2024			578 921
Expanding Burundi's humanitarian, early recovery and emergency response for vulnerable displaced populations			550 661
Improving the socioeconomic integration of vulnerable host community members and mobile populations in Libya through youth employment one stop shops (YESS)			425 392
Return and reintegration programmes in Germany: joint networking platform 2023			344 054
Support for the sustainable reintegration of Moroccans returning from Germany			265 584
ZIRF counselling 2023 – individual return-related inquiries			217 497
IOM information and return counselling centre Berlin – 2023			201 016
Preparatory measures for the transformation of the REAG/GARP project – 2023			178 160
Junior professional officer – Chad			165 609
Junior professional officer – Germany			150 496
Nigeria: strengthening reintegration for returnees – phase II			148 068
Junior professional officer			144 602
Junior professional officer – Malawi			126 552
IOM information and return counselling centre Rhineland-Palatinate – 2022 – net of “for refund”			111 518
ZIRF counselling 2023 – country fact sheets			103 106
Junior professional officer – Belgium			86 774
In-kind contributions	74 575		
Improving outreach activities on return and reintegration in Germany 2023–25			61 763

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>GERMANY (continued)</b>			
Model project for complementary pre-integration measures for beneficiaries of protection in resettlement and humanitarian admission programs for their integration in Germany			60 307
IOM information and return counselling centre Bremerhaven – 2023			19 217
Providing humanitarian admission assistance to the state of Berlin in 2022 – for refund			(3 672)
IOM information and return counselling centre Bremerhaven – 2022 (2nd half-year) – for refund			(5 261)
ZIRF counselling 2022 – Country fact sheets – for refund			(6 214)
IOM information and return counselling centre Berlin – 2022 – for refund			(6 739)
Junior professional officer – Germany – for refund			(9 335)
Promoting safe and regular migration in Algeria using social media and digital communication – for refund			(11 287)
Enhancing migrant community stabilization and cohesion in Egypt, Morocco and Algeria and countries of return (year 3) – for refund			(14 755)
Junior professional officer – for refund			(26 086)
Voluntary returnees as messengers – phase III – for refund			(32 365)
Supporting peace, security and stability in northern regions of South Sudan by strengthening border management capacities and inclusive community engagement – for refund			(41 481)
ZIRF counselling 2022 – Individual return-related inquiries – for refund			(43 903)
Improving outreach activities on assisted voluntary return and reintegration in Germany 2022 – for refund			(62 730)
ZIRF counselling 2022 – Virtual return and reintegration counselling – for refund			(63 464)
Information portal on voluntary return and reintegration – 2022 – for refund			(65 704)
State admission programme (Brandenburg) for refugees with specific protection needs travelling from Jordan to Germany 2021–2022 – for refund			(148 293)
Supporting community policing and stabilization in Iraq – year 2 – for refund			(224 217)
Return and reintegration programmes in Germany: joint networking platform 2022 – for refund			(272 667)
Humanitarian admission of refugees from Türkiye to Germany 2021 – for refund			(520 647)
Support for former national staff of German organizations in Afghanistan – for refund			(713 040)
Support for a family assistance programme facilitating family reunions for refugees and persons eligible for subsidiary protection in Germany – for refund			(917 649)
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany – government-assisted repatriation programme, 2021 – for refund			(1 313 917)
Providing refugee resettlement assistance to the government of Germany (resettlement to Germany) – for refund			(2 356 740)
REAG/GARP 2022: Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany – government-assisted repatriation programme – for refund			(4 489 710)
StarthilfePlus 2021 – enhanced reintegration assistance for voluntary returnees from Germany – for refund			(4 858 503)
<b>Total: Germany – Earmarked</b>	<b>74 575</b>		<b>278 827 778</b>
<b>GREECE</b>			
HELIOS – Hellenic integration support for beneficiaries of international protection			31 837 850
Implementation of assisted voluntary returns including reintegration measures and operation of the open centre in the prefecture of Attica for voluntary return applicants – Greece			5 146 485
Emergency accommodation facilities			4 783 211
Promotion of the integration of the refugee population into the labour market			2 654 368
IOM shelters: Supporting and protecting unaccompanied migrant children in Greece			1 613 500
Unaccompanied migrant children accommodation centre: Thessaloniki			541 472
Unaccompanied migrant children accommodation centre: Ilion			463 291
Establishment of emergency accommodation facilities for unaccompanied migrant children			436 206
Unaccompanied migrant children accommodation centre: Kypseli I			393 797
Unaccompanied migrant children accommodation centre: Kypseli II			393 797
Unaccompanied migrant children accommodation centre: Patras			377 389
Enhancing the social integration of third-country nationals and their awareness, through capacity-building on crisis management			354 469
<b>Total: Greece – Earmarked</b>			<b>48 995 835</b>
<b>GUATEMALA</b>			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 500
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America and the Dominican Republic			1 062
<b>Total: Guatemala – Earmarked</b>			<b>6 562</b>

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>HONDURAS</b>			
Strengthening capacity to provide assistance to returnee children at the Belén care centre for migrant families and children in Honduras – phase III – for refund			(6 839)
<b>Total: Honduras – Earmarked</b>			<b>(6 839)</b>
<b>HUNGARY</b>			
Hungarian assisted voluntary return, reintegration and information programme			483 607
Information and awareness-raising campaign in Hungary against human trafficking			319 094
Comprehensive return and reintegration programme for victims of trafficking			60 451
Enhancing social and economic inclusion opportunities for displaced people fleeing Ukraine to Hungary			39 372
<b>Total: Hungary – Earmarked</b>			<b>902 524</b>
<b>ICELAND</b>			
Providing support to the government of Iceland for resettlement and family reunification (2022–24)			788 108
Assisted voluntary return and reintegration support to migrants in Iceland			724 406
<b>Total: Iceland – Earmarked</b>			<b>1 512 514</b>
<b>IRELAND</b>			
Unearmarked income		1 095 290	
Responding to the mental health and psychosocial support needs of international protection applicants in Ireland			1 221 251
Assisted return and reintegration programme for international protection applicants – migrants in situations of vulnerability in Ireland (2023)			798 584
Multisectoral emergency response to internally displaced persons and host communities in northern Mozambique – phase III			665 188
Assistance with the administration of applications for temporary protection in Ireland			609 227
Voluntary assisted return and reintegration programme for migrants in situations of vulnerability (I-VARRP)			604 959
Global migration media academy – phase II			426 894
Prevention of and raising awareness about gender-based violence against migrants and minority groups			412 178
IOM cultural mediation support to the international protection office			248 823
Providing refugee resettlement assistance to the government of Ireland in 2020–2022			217 728
Assisted return and reintegration programme (VARRP) 2022			139 432
Assisted return and reintegration programme for migrants in situations of vulnerability (I-VARRP)			111 514
Supporting the registration of Ukrainian nationals entering Ireland			74 090
<b>Total: Ireland – Unearmarked and earmarked</b>		<b>1 095 290</b>	<b>5 529 868</b>
<b>ITALY</b>			
Assistance to vulnerable and exposed migrants in the Niger – phase III (AVENIR III)			4 107 338
Multisectoral support for vulnerable mobile populations and communities in Libya – phase III			3 755 365
Enhancing response mechanisms and assistance of migrants in situations of vulnerability in Tunisia			3 253 337
Addressing irregular migration and protecting the rights and well-being of migrants and refugees in Lebanon			2 195 341
Strengthening migration and border management capacities in Bosnia and Herzegovina			2 168 891
Alt caporalato due: Actions for legality and labour protection – dignity, equality and equity			2 032 740
Provision of critical support to Afghan refugees and migrants in the Islamic Republic of Iran			1 869 262
Migration and development initiatives: voluntary contribution from Italy 2020			1 814 301
Improved protection and assistance to vulnerable migrants in the Niger			1 762 115
Protection and assistance to victims of trafficking and unaccompanied and separated children in Morocco			1 615 926
Promoting intraregional labour migration for local development in West African countries – migration for development programme			1 599 124
Boosting youth employment in the south and east of Libya through skills enhancement and livelihood opportunities			1 349 392
Action to support the capacity-building of national stakeholders and the access to protection for migrants in situations of vulnerability in Egypt			1 333 333
Reinforcing the capacity of the Mauritanian government to protect children on the move and victims of trafficking			1 288 937
Migration as a resource: mobilizing the Tunisian diaspora and stabilization of disadvantaged communities in Tunisia mobi-TRE – phase II			1 086 694

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>ITALY (continued)</b>			
Supporting a human rights-based response to cross-border movements to Libya (focus on the Tunisia/Libya border situation)			1 067 236
CIVIT: strengthening the operational capacities of relevant Ivorian authorities for migration and border management			1 056 866
Strengthening the economic empowerment of youth in two high-departure areas (Kayes and Segou) in Mali			950 153
Strengthen counter-trafficking and children protection system capacities and enhance protection interventions for children on the move and victims of trafficking in Tunisia			754 126
Strengthening protection in North Africa through regional coordination and knowledge			670 247
Draft the future! Towards a diaspora forum in Italy			657 174
SAWA: towards equitable access to quality education and health services in Egypt for women, children and other members of migrant and host communities in situations of vulnerability			653 083
Promoting rights-based solutions for migrants in situations of vulnerability through a migrant resource and response mechanism in eastern Libya			653 061
Providing direct assistance to smuggled migrants and victims of trafficking			533 618
I.S.IDE. – immediate support to identification and registration at border and immigration offices in Italy			429 185
Su.pr.eme. Italia: southern Italy against the labour exploitation and marginalization of migrants			347 464
Funds received in 2023 – to be allocated			347 384
ALT caporalato: promoting regular and safe employment of migrant workers in Italy			289 836
Protection and assistance of victims of trafficking from the Bolivarian Republic of Venezuela – phase II			213 447
Providing information on the risks of irregular migration and promoting safe migration by strengthening community engagement in transit countries along the Central and Western Mediterranean routes			184 557
Capacity-building for the prefecture of Naples			179 112
Direct assistance to returned migrants and victims of trafficking in the Niger – phase II			158 969
Junior professional officer – Ghana			157 054
Measures for the protection and socioeconomic empowerment of Ukrainian women temporarily residing in Italy			102 469
Junior professional officer			71 481
Y-med blue economy: facilitating skills circulation between Libya and Italy in the fisheries sector			48 246
Strengthening child protection in Mauritania by building the capacity of the authorities to apply the law in an inclusive, child-friendly manner and improving available alternative care solutions			28 815
Management support unit services to the Italian-led regional development and protection programme in North Africa – 2018 annual work programme, work package 1: management and coordination – for refund			(12 241)
Intra-European solidarity: voluntary relocation of migrants landing in Italy to other European countries – for refund			(12 965)
Assisted voluntary return and reintegration for migrants in situations of vulnerability in southern Algeria – for refund			(41 655)
Mobi-TRE – migration as a resource: involvement of the Tunisian diaspora for the stabilization of disadvantaged communities in Tunisia – for refund			(90 123)
<b>Total: Italy – Earmarked</b>			<b>40 628 695</b>
<b>JAPAN</b>			
Promoting shelter upgrade and community building in Bhasan Char and Cox's Bazar district			6 012 777
Addressing the needs of migrants in situations of vulnerability within the humanitarian, development and peace nexus in Thailand			5 092 592
Improving human security through community-based, community-led solutions in conflict-affected repatriation areas in Ukraine and strengthening consular services of Ukraine			3 881 188
Strengthening community policing activities			3 741 749
Supporting conflict-affected communities in the Far North, Northwest and Southwest regions of Cameroon through resilience-building and reconciliation			3 250 000
Provision of life-saving assistance to displaced populations in Ethiopia			2 500 000
Emergency humanitarian support for earthquake-affected populations in Türkiye			2 500 000
Project for protection and assistance for vulnerable people			2 323 897
Provision of life-saving assistance and stabilization support to conflict- and drought-affected communities in Somalia			2 291 895
Enhancing the border management capacity of the government of the Gambia to promote peace, stability and security			2 241 079
Promoting safe return and stability for displaced persons and communities in Iraq			2 100 000
Cross-border post-arrival humanitarian assistance to undocumented Afghan migrants from the Islamic Republic of Iran and Pakistan			2 000 000
Emergency grant aid in response to the flood disaster in the Eastern part of Libya			2 000 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>JAPAN (continued)</b>			
Multisectoral support to enhance integration of Ukrainians and third-country nationals in Poland			1 979 592
Enhanced humanitarian assistance and access to health care for crisis-affected populations in the Diffa and Tahoua regions			1 500 000
Out-of-site camp management recovery support for internally displaced persons and host communities affected by cyclones Batsirai and Emnati			1 388 888
Strengthening the humanitarian response to crisis-affected populations in Czechia			1 372 611
Strengthening migration management systems for enhanced border security in Rwanda			1 194 206
Emergency life-saving non-food item, water, sanitation and hygiene support to earthquake-affected populations in north-west Syrian Arab Republic			1 000 000
Additional emergency grant aid in response to the earthquake in the Syrian Arab Republic			1 000 000
Emergency grant aid in response to the flood disaster in southern Ukraine			1 000 000
Emergency grant aid for humanitarian assistance in the Sudan			1 000 000
Emergency grant aid in response to the earthquake in western Afghanistan			1 000 000
Strengthening the humanitarian response to crisis-affected populations in Hungary			926 583
Providing humanitarian assistance among the most drought-affected communities and supporting resilience-building			909 250
COVID-19 response: improving water, sanitation and hygiene access in public facilities in the Federated States of Micronesia			870 370
Enhancing primary and emergency health care for internally displaced populations, migrants and conflict-affected host communities			807 407
Support the capacities of the Jordanian armed forces to provide urgent trauma care at the north-east border area			747 478
COVID-19 response: improving water, sanitation and hygiene access in public facilities in the Marshall Islands			611 111
Enhancing humanitarian support to vulnerable and conflict-affected communities and local authorities in the Republic of Moldova			588 000
Addressing the immediate needs of people fleeing the war in Ukraine			525 000
Emergency grant aid in response to the cyclone in Myanmar and Bangladesh			500 000
Assistance for conflict-affected Ukrainians and third-country nationals residing in Romania			454 805
Responding to urgent needs arising from forced displacements in northern and central Mali			450 000
MIDA experts placement – phase IV			337 559
Direct assistance and early adaptation support for persons affected by the crisis in Ukraine living in Bulgaria			311 231
Humanitarian assistance for Mauritanian returnees, migrants, and host communities in Hodh Ech Chargui			300 000
Refugee resettlement programme			221 620
Seconded staff – Egypt			170 516
Assisted voluntary return and reintegration programme			166 401
Improving the protection and socioeconomic integration of migrants in situations of vulnerability in Morocco			151 500
Junior professional officer – Egypt			139 647
Junior professional officer – United States of America			139 647
Junior professional officer – Mozambique			139 647
Junior professional officer			139 647
Junior professional officer – Greece			134 544
Junior professional officer – Cameroon			121 456
Junior professional officer – Rwanda			110 790
Return and reintegration assistance for trafficked victims in Japan			98 735
Junior professional officer – Sudan			77 107
Junior professional officer – Philippines			64 082
Bali process website support project			8 500
Multisectoral community-driven action to mitigate the exacerbating impact of the COVID-19 pandemic on the main drivers of instability in conflict-affected areas of Ukraine – for refund			(15 937)
Enhancing integrated national capacity to respond to COVID-19 in Burundi – for refund			(100 000)
Provision of humanitarian assistance to returning undocumented Afghans and support for the return of qualified Afghans from the Islamic Republic of Iran – for refund			(282 424)
<b>Total: Japan – Earmarked</b>			<b>62 194 746</b>
<b>KAZAKHSTAN</b>			
Supporting the government of Kazakhstan in the identification and application of best international practices in migration policymaking			30 000
Funds received in 2023 – to be allocated			20 000
<b>Total: Kazakhstan – Earmarked</b>			<b>50 000</b>

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>LATVIA</b>			
Continuation of voluntary return and reintegration assistance in Latvia: 2019–2022 – net of “for refund”			144 182
<b>Total: Latvia – Earmarked</b>			<b>144 182</b>
<b>LITHUANIA</b>			
Migration information centre: “I choose Lithuania” 2023 – net of “for refund”			281 439
European migration network: national contact point for Lithuania 2023–2025			50 218
Assisted voluntary return and reintegration for third country nationals in Lithuania – for refund			(10 941)
<b>Total: Lithuania – Earmarked</b>			<b>320 716</b>
<b>LUXEMBOURG</b>			
Migrant women protection in Central America and the Dominican Republic: building resilience and preventing gender-based violence – phase II			1 050 375
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg 2022–2024			409 080
Training on interculturality and empathy			90 678
Assisted voluntary return for European Union stranded migrants in Luxembourg			50 136
Family assessment of unaccompanied minor children in Luxembourg			27 040
<b>Total: Luxembourg – Earmarked</b>			<b>1 627 309</b>
<b>MALAWI</b>			
Supporting the government of Malawi in strengthening migration management through expansion of the migration information and data analysis system (MIDAS)			800 000
Facilitating cross border mobility and small-scale cross border trade through implementing a mobile border pass system along Mozambique/Malawi borders			650 000
<b>Total: Malawi – Earmarked</b>			<b>1 450 000</b>
<b>MALTA</b>			
Assisted voluntary return and reintegration in the country of origin – RESTART VI – Malta			378 406
Supporting live-saving services in north-west Syrian Arab Republic			43 908
Preventing sexual and gender-based violence against migrants and strengthening support for victims (PROTECT) – Hungary			7 995
Funds received in 2023 – to be allocated			435
<b>Total: Malta – Earmarked</b>			<b>430 744</b>
<b>MARSHALL ISLANDS</b>			
Installation and commissioning of the emergency communications network and associated training			1 022 789
Community engagement for the Marshall Islands national adaptation plan			199 534
<b>Total: Marshall Islands – Earmarked</b>			<b>1 222 323</b>
<b>MEXICO</b>			
Executive secretariat of the regional conference on migration			56 300
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America and the Dominican Republic			8 190
<b>Total: Mexico – Earmarked</b>			<b>64 490</b>
<b>MOZAMBIQUE</b>			
A health system strengthening approach to tackling occupational health challenges by migrant workers: integrating occupational and migrant health into national health system (no.3)			2 020 000
Cyclones Idai and Kenneth emergency recovery and resilience project			218 576
Cyclones Idai and Kenneth emergency recovery and resilience project			218 362
<b>Total: Mozambique – Earmarked</b>			<b>2 456 938</b>
<b>NETHERLANDS (KINGDOM OF THE)</b>			
Unearmarked income		3 164 557	
Cooperation on migration and partnerships to achieve sustainable solutions (COMPASS)			22 710 070
Return and emigration assistance from the Netherlands (REAN) 2022–2024			5 005 916
SRHR: HIV knows no borders – South Africa – phase II			3 787 848
Strengthening resilience of Afghan nationals and host communities in Pakistan through multisectoral interventions			3 134 467

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>NETHERLANDS (KINGDOM OF THE) (continued)</b>			
Comprehensive protection programme for vulnerable migrant populations and host communities in Morocco			2 848 101
Providing refugee resettlement assistance to the government of the Kingdom of the Netherlands in 2023			2 803 502
Bor flood risk management project			2 777 809
Towards an integrated response to migrants' and host communities' most pressing needs in accessing services, durable protection, and assistance in the borderlands of the Niger			2 668 090
Strengthening Tunisia's capacities to respond to urgent protection needs of migrants			2 637 131
Restoring the environment and strengthening resilience of Rohingya refugees and host communities in Cox's Bazar			2 403 751
Strengthening access to legal identity and addressing cross-border human trafficking in Iraq			2 215 190
Strengthening protection services through assisted voluntary return and reintegration for vulnerable and stranded migrants in Algeria			2 109 705
Assisted voluntary return and reintegration from the Kingdom of the Netherlands 2022-2024 - reintegration			1 825 008
Nabadgelinta Soomaaliya Project			1 500 000
Funds received in 2023 - to be allocated			1 140 624
Supporting national and local action to prevent violent extremism in Iraq			1 052 197
Enhancing community stabilization in wider Lake Chad basin			996 999
Kingdom of the Netherlands flexible mechanism fund (2023-2024) - unity in transition: towards community-led triple nexus programming in Unity state			640 341
Strengthening government and civil society capacity to prevent violent extremism in Iraq			548 182
Supporting unaccompanied migrant children at the Greek borders through protection assistance (MERIMNA II - complementary support)			440 044
Nigerian immigration service - training strategy implementation - phase II			437 552
DNA sample collection support for the Dutch immigration and naturalization service for family reunification (2023-2024)			405 478
Assisted voluntary return and reintegration from the Kingdom of the Netherlands 2022-2024 - return			302 373
Promoting sustainable reintegration for Iraqi nationals returning from abroad			266 809
Junior professional officer - Ethiopia			142 264
Junior professional officer - Niger			132 125
Junior professional officer			123 601
Junior professional officer			98 442
SAMEN: strengthened assistance for migrant empowerment in the Netherlands			29 344
Supporting Türkiye's capacity to develop evidence-based policies in migration management			26 160
Post-arrival orientation in Bahrain with the labour market regulatory authority			21 563
Research on human trafficking in Mali			7 484
Junior professional officer			339
Awareness-raising and information for safety and empowerment for all in Albania (ARISE-ALL) - for refund			(3 371)
Migrants as messengers - phase II - Senegal - for refund			(8 144)
DNA sample collection support to Dutch immigration and naturalization service for family reunification - for refund			(62 707)
Strengthening Mongolia's efforts to prevent and respond to human trafficking - for refund			(76 866)
Trusted sources: promoting evidence-based prevention efforts to reduce trafficking in persons - for refund			(128 209)
Connecting diaspora for development (CD4D 2) through knowledge transfer and entrepreneurship - for refund			(151 954)
Assisted voluntary return and reintegration from the Kingdom of the Netherlands - phase II: 2018-2020 - for refund			(199 305)
Assisted voluntary return and reintegration from the Kingdom of the Netherlands - phase III			(263 246)
Providing refugee resettlement assistance to the government of the Kingdom of the Netherlands - 2022 - net of "for refund"			(1 407 073)
Return and emigration assistance from the Kingdom of the Netherlands (REAN) 2018-2020 - net of "for refund"			(3 924 949)
<b>Total: Netherlands (Kingdom of the) - Unearmarked and earmarked</b>		<b>3 164 557</b>	<b>59 012 685</b>
<b>NEW ZEALAND</b>			
Pacific climate change migration and human security programme - phase II			4 924 575
Provision of resettlement assistance for the New Zealand refugee quota programme			4 867 542
Provision of offshore pre-migration health activities for the New Zealand refugee quota programme			2 915 997
Labour standards on fishing vessels			1 188 176
<b>Total: New Zealand - Earmarked</b>			<b>13 896 290</b>

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>NICARAGUA</b>			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 500
<b>Total: Nicaragua – Earmarked</b>			<b>5 500</b>
<b>NIGER</b>			
Project to support economic development in the Kawar region – Niger			713 016
<b>Total: Niger – earmarked</b>			<b>713 016</b>
<b>NORWAY</b>			
Unearmarked income		4 910 627	
IOM flash appeal for Ukraine and neighbouring countries 2022 – Norway			15 709 938
Regional migration response plan for the Horn of Africa and Yemen			3 594 213
Pathways to durable solutions: fostering peaceful coexistence and sustainable reintegration for IDPs in Iraq – net of “for refund”			3 255 461
Norway's contribution to the crisis response plan for Somalia			2 795 899
Durable solutions – Wau town project			2 695 660
Providing refugee resettlement assistance to the government of Norway in 2023			2 500 000
Providing refugee resettlement assistance to the government of Norway in 2022			1 581 039
Voluntary assisted return programme			1 477 365
Life-saving emergency assistance for disaster-affected populations in Türkiye			1 436 231
Community stabilization for conflict-affected communities in northern Mozambique			1 334 485
Protection of vulnerable migrants with special emphasis on empowering women in the context of migration in Central Asia			934 929
Addressing the humanitarian, protection and health needs of undocumented returnees at the borders and longer-term needs of returnees and IDPs in key provinces of high return			931 966
Provision of displacement-related data and health and protection assistance for mobile populations in Democratic Republic of the Congo			931 966
Norway's contribution to the RMRP			931 966
Yemen: multisectoral crisis response 2023			931 966
Improving the protection of migrants in situations of vulnerability in Ethiopia through tailored direct assistance and referrals			925 672
Combating modern slavery in mining sites in North Kivu and South Kivu provinces			839 955
Addressing mixed migration flows in the Western Balkans			802 585
Project 7: enhancing human and operational capacities of Somalia's immigration authorities			796 036
Cultural orientation programme for Norway-bound refugees			671 801
New approach to building a participatory and inclusive marketplace for sustainable energy solutions			376 137
Generating renewable and innovative designs for displacement (GRID) – net of “for refund”			284 903
Improving menstrual hygiene management for Rohingya women and girls in Cox's Bazar			180 941
Strengthening access to neonatal care among the displaced population in Borno state, Nigeria			180 937
Closing the loop on waste management in displacement settings using sustainable procurement and innovative finance			179 292
Project 6 of enhancing human and operational capacities of Somalia's immigration authorities			25 892
Funds received in 2023 – to be allocated			12 394
Awareness-raising on trafficking in persons and protection risks for staff and Ukrainian refugees at reception centres – for refund			(2 235)
Afghanistan: post-arrival reception and reintegration assistance – phase III – for refund			(14 113)
Providing refugee resettlement assistance to the government of Norway in 2022 – for refund			(29 638)
Voluntary assisted return programme – net of “for refund”			(42 075)
Pilot study and assistance to improve the sustainability of returnee reintegration in Algeria – for refund			(52 948)
<b>Total: Norway – Unearmarked and earmarked</b>		<b>4 910 627</b>	<b>46 178 620</b>
<b>PANAMA</b>			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 510
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America and the Dominican Republic			1 072
<b>Total: Panama – Earmarked</b>			<b>6 582</b>
<b>PARAGUAY</b>			
Paraguay: improving migration management through building human and structural information and communication technology capacity – for refund			(5 963)
<b>Total: Paraguay – Earmarked</b>			<b>(5 963)</b>



	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>PERU</b>			
Promoting and undertaking technical cooperation actions among developing countries			32 358
<b>Total: Peru – Earmarked</b>			<b>32 358</b>
<b>PHILIPPINES</b>			
Unearmarked income		30 000	
Funds received in 2023 – to be allocated			50 000
<b>Total: Philippines – Unearmarked and earmarked</b>		<b>30 000</b>	<b>50 000</b>
<b>POLAND</b>			
Funds received in 2023 – to be allocated			407 529
Enhancing the effectiveness of the voluntary return mechanism			344 413
Voluntary return and reintegration assistance – Poland			342 395
ACTIVATOR WLKP: supporting migrant integration in Wielkopolska province			140 027
Supporting the integration of returning migrants – continuation and complementation			30 142
<b>Total: Poland – Earmarked</b>			<b>1 264 506</b>
<b>PORTUGAL</b>			
Unearmarked income		53 937	
Assisted voluntary return and reintegration – ARVoRE VIII			1 026 249
Funds received in 2023 – to be allocated			426 463
Mainstreaming human rights standards at administrative detention centres – Portugal			104 745
Promoting well-managed labour migration to Portugal			57 595
Joint complementary mechanism for sustainable reintegration in Brazil – Portugal			33 975
Fostering integration by addressing health equity – phase II			33 617
Fostering integration by addressing health equity – Portugal – for refund			(35 655)
Assisted voluntary return and reintegration of migrants from Portugal – net of “for refund”			(25 968)
Assisted voluntary return and reintegration – phase VI – Portugal			(74 571)
<b>Total: Portugal – Unearmarked and earmarked</b>		<b>53 937</b>	<b>1 546 450</b>
<b>REPUBLIC OF KOREA</b>			
Unearmarked income		1 000 000	
Community-led solution for inclusive socioeconomic resilience towards sustainable peace in conflict-affected areas in Ethiopia			4 165 000
United Nations joint programme to strengthen inclusive social cohesion and economic resilience in the Abyei administrative area			3 910 895
A comprehensive counter-trafficking programme to address human trafficking in Bangladesh			2 595 000
Local economic recovery in conflict-affected areas in Iraq			2 400 000
Promoting integration opportunity and community resilience for refugees, migrants and host communities, through actions focusing on the humanitarian-development-peace nexus.			1 600 396
Strengthening local governance for sustaining peace in two PDET subregions in Colombia			1 506 766
Funds received in 2023 – to be allocated			1 300 000
Improving the governance, protection and economic resilience of communities located at the border between Haiti and the Dominican Republic			1 113 852
Community stabilization through durable return solutions, governance and livelihood development in the Lake Chad region			1 079 200
Support for internally displaced persons and returnees in Afghanistan			1 000 000
Strengthening national and community resilience to disaster and displacement risks in Fiji			930 000
Revitalization of the Kahriz water supply system to enhance rural development for internally displaced communities in Azerbaijan			759 000
Water for peace in Yemen: strengthening the role of women in water conflict resolution and resource management across the humanitarian, development and peace nexus			560 396
Strengthening resilience against disaster- and climate change-related fragility in the Solomon Islands			540 000
Supporting environment restoration efforts and strengthening resilience of vulnerable host communities in Cox’s Bazar			500 000
Post-earthquake recovery efforts in Türkiye			500 000
Multisectoral humanitarian assistance to drought-affected displaced communities in Marsabit and Isiolo in Kenya			400 000
Strengthening humanitarian assistance to internally displaced persons in Somalia through improved targeting and monitoring			400 000
Enhancing community resilience in conflict and disaster affected communities in Myanmar			302 175
Seconded staff			292 752

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>REPUBLIC OF KOREA (continued)</b>			
Capacity-building on humane and gender-inclusive immigration and border management in ASEAN member states			229 709
Supporting the integration of Venezuelan refugees and migrants into Peruvian host communities through socioeconomic interventions			220 594
Supporting peaceful, safe, sustainable reintegration support for returning migrants and host communities in Zimbabwe impacted by the non-renewal of the Zimbabwe exemption permit (ZEP)			187 481
Junior professional officer – Germany			110 099
Operational capacity-building support for the Republic of Korea disaster relief team reserve workforce			102 000
Healthcare support to the returned Vietnamese migrant women and children for their reintegration.			95 879
Refugee resettlement to the Republic of Korea			75 000
Technical coordination support to maintain the KOICA partnership in Viet Nam for the reintegration programme			26 001
Readiness and operational capacity-building support for the Republic of Korea national emergency response workforce – for refund			(5 817)
<b>Total: Republic of Korea – Unearmarked and earmarked</b>		<b>1 000 000</b>	<b>26 896 378</b>
<b>ROMANIA</b>			
Resettlement programme with the government of Romania from Jordan, Lebanon, Türkiye and Egypt in 2023 (STARRT V)			460 128
InterACT – active participation and integration of migrants in Romania (2023)			394 568
InterACT+: active participation and integration of migrants in Romania (2020–2022)			184 606
Assisted voluntary return and reintegration (AVRR) programme in Romania 2022-2023			70 233
Resettlement programme with the government of Romania from Jordan, Lebanon and Türkiye in 2021-2022 (STARRT IV) – phase II			54 126
Western Balkans integrated border management facility (WBIBM)			10 977
Partnership support for trafficked children in Ghana			(32)
Online project contribution			(72)
Resettlement programme with the government of Romania from Jordan, Lebanon and Turkey in 2021 and 2022 (STARRT IV) – phase I – for refund			(493)
<b>Total: Romania – Earmarked</b>			<b>1 174 041</b>
<b>SERBIA</b>			
Support to the Serbian commissariat for refugees and migration to manage mixed migration at the national and local level – phase II			73 167
<b>Total: Serbia – Earmarked</b>			<b>73 167</b>
<b>SLOVAKIA</b>			
Migration information centre to support integration of migrants in Slovakia – phase X			1 124 081
IOM migration information centre – supporting the labour mobility and integration of migrants under the recovery and resilience plan of Slovakia – net of “for refund”			487 553
Assisted voluntary return			151 061
Health support to displacement and war-affected communities in Zaporizhzhia oblast			107 296
Rent contribution			10 943
<b>Total: Slovakia – Earmarked</b>			<b>1 880 934</b>
<b>SLOVENIA</b>			
Mozambique: improving access to clean water, sanitation and hygiene in Cabo Delgado			48 685
<b>Total: Slovenia – Earmarked</b>			<b>48 685</b>
<b>SOMALIA</b>			
Second additional financing of Somalia urban resilience project phase two (SURP-II AF2)			18 000 000
Delivery of emergency drought impacts recovery response for the Somali urban resilience project phase two II (SURP-II) in Mogadishu, Garowe and Baidoa municipalities			8 000 000
Urban water supply and sanitation project in Kismayo and Baidoa			1 500 000
<b>Total: Somalia – Earmarked</b>			<b>27 500 000</b>
<b>SOUTH AFRICA</b>			
Funds received in 2023 – to be allocated			160 489
<b>Total: South Africa – Earmarked</b>			<b>160 489</b>

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>SOUTH SUDAN</b>			
Enhancing community resilience and local governance project – phase II (ECRP II)			16 650 567
Emergency assistance to conflict-affected population through cash-based interventions in South Sudan			5 000 000
<b>Total: South Sudan – Earmarked</b>			<b>21 650 567</b>
<b>SPAIN</b>			
Unearmarked income		760 710	
Humanitarian response for Venezuelan migrants and refugees in Colombia, Ecuador, Peru and the Bolivarian Republic of Venezuela – phase IV			3 128 371
Support for the implementation of the resettlement programme in Spain in 2024 and extension of the program for 2023			1 921 025
Implementation of projects in the thematic areas of resettlement, assisted voluntary return and reintegration, labour mobility and social inclusion			1 814 301
Overcoming barriers: supporting the personal and professional development of displaced individuals in Costa Rica			539 374
Funds received in 2023 – to be allocated			377 562
Supporting integrated border management in Latin America (EUROFRONT)			311 372
Community-based psychosocial support for migrant women, women, and youth at risk of irregular migration in El Salvador and Honduras			309 740
MATRIZ III: strengthening the value of migrant associations in Spain			213 447
GEFMES IV – Support to the Spanish authorities in the management of the migratory flows to Spain			161 812
MIGRATING GLANCES III: ethical communication on migration in the media			160 086
MICCA II: Support to the Spanish authorities in the implementation of circular migration programmes			160 086
Contribution from Spain for the operation of the IOM country office in Spain			75 365
Situation of the immigrant population in Spanish rural areas and their contribution to rural development – Spain – for refund			(1 197)
<b>Total: Spain – Unearmarked and earmarked</b>		<b>760 710</b>	<b>9 171 344</b>
<b>SWEDEN</b>			
Unearmarked income		3 681 885	
Labour, employment and mobility actions of the AU–ILO–IOM joint programme on labour migration governance for development and integration in Africa (JLMP lead project)			3 612 160
Providing support to the government of Sweden for the resettlement and family reunification of beneficiaries of international protection with their family members (2022–2023) – net of “for refund”			3 531 259
Prevention of trafficking in persons and other protection risks of conflict-affected people in situations of vulnerability of all genders and ages in Ukraine and neighbouring countries			2 761 414
Strengthening the resilience of disaster-affected communities through durable solutions in the Oromia and Somali regions of Ethiopia			2 342 346
Collaboration in supporting the accelerated implementation of free movement of persons in Africa			1 287 120
WeBelong phase II: regional migration and development program contributing toward the Sida 2021-2025 regional strategy for Latin America and the Caribbean			1 147 228
Addressing the vulnerability of migrants, returnees, and host communities along the Eastern corridor through humanitarian, protection, resilience-building and development-oriented support			1 108 238
Promoting durable solutions to displacement-affected populations in Tanganyika province			930 146
Enhancing a rights-based approach to return, readmission and reintegration in Somalia			920 471
Strengthening return and reintegration management and addressing irregular migration in Lebanon			920 471
Supporting sustainable reintegration in Iraq			920 471
Payment of reintegration cash support to returnees from Sweden (2023)			876 268
ASIA: enhancing corporate responsibility in eliminating slavery and trafficking (CREST) in Asia – Viet Nam			736 377
Migration, business and human rights in Asia: promoting corporate responsibility and migrant worker’s rights in global supply chains			573 614
Program to strengthen the comprehensive system of truth, justice, reparation and non-repetition (SIVJNRN)			483 045
Development and institutionalization of the joint intersectoral analysis framework (JIAF) 2020–2021			396 751
Implementation of gender-based violence prevention plans and autonomy promotion for former FARC women combatants in their return to civilian life in Colombia – phase II			390 924
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and foreign citizens in prostitution in Sweden (AVRRTiPP) – phase IX			372 772
Junior professional officer – Chad			219 042

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>SWEDEN (continued)</b>			
Junior professional officer – Kosovo*			167 912
Junior professional officer – Costa Rica			163 267
Strengthening the evidence-based migration response through enhanced data collection on displaced persons from Ukraine in Sweden			75 000
Leaving no one behind: helping countries to report on SDG indicators by migratory status – phase II			45 867
Understanding migration dynamics between Uzbekistan and Sweden			30 000
Implementation of the AU–ILO–IOM–ECA joint programme on labour migration governance for regional integration and development – for refund			(12 202)
Seconded staff – net of “for refund”			(33 795)
Scaling up coordinated protection, and promotion and reinforcement of human rights for citizens and vulnerable groups, including internally displaced persons, in Zimbabwe – for refund			(52 910)
<b>Total: Sweden – Unearmarked and earmarked</b>		<b>3 681 885</b>	<b>23 913 256</b>
<b>SWITZERLAND</b>			
Unearmarked income		1 000 000	
Strengthening the resilience of disaster-affected communities through durable solutions in the Oromia and Somali regions of Ethiopia			2 608 214
Strengthening the humanitarian response to crisis-affected populations in countries affected by the Ukraine crisis			2 166 847
Catalytic actions for the AU–ILO–IOM–UNECA joint programme on labour migration governance for development and integration in Africa			2 120 835
Poverty reduction through safe migration, skills development and enhanced job placement in Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar and Thailand (PROMISE) – phase II			1 980 000
Country office – IOM Switzerland (Bern): Coordinating office for migration activities on behalf of the main donor, the Swiss state secretariat for migration (SEM)			1 882 252
Funds received in 2023 – to be allocated			1 712 329
Return counselling and assistance for voluntary return from the Swiss federal asylum centres (RAZ)			1 171 789
Supporting community stabilization through better livelihoods and stronger communities in Kanem, Bahr el Gazel, and Batha			904 200
Reintegration assistance from Switzerland (R.A.S.)			764 560
Enhancing migration governance through evidence-based programming and strengthened capacities of authorities in Kosovo*			663 717
Supporting socioeconomic inclusion efforts for refugees from Ukraine in selected European Union member states			588 369
Development of the international recruitment integrity system (IRIS) – phase III			568 855
I.S.IDE. (II phase) – Immediate support for identification and registration of asylum-seekers at border and immigration offices in Italy			568 781
Governance of labour migration in South and South-east Asia (GOALS)			508 752
Missing migrants project: supporting policy, programming and advocacy aimed at addressing issues linked to migrant deaths and disappearances			459 936
Enhancing Ethiopia's migration data collection and management capacity through the installation of the migration information and data analysis system (MIDAS)			424 328
Swiss repatriation movements (SIM)			419 585
Promoting sustainable reintegration of return migrants through a holistic approach to migration management in Georgia			369 000
Facilitating durable solutions for and recovery of displacement-affected communities in the Somali region			357 542
Supporting unaccompanied migrant children at the Greek borders through shelter (MERIMNA II – shelter)			334 448
Supporting the government and civil society of Ukraine to develop a consultative platform for victims of human rights violations and increase capacity for the development of reparations mechanisms			315 772
Strengthening capacities and partnerships for migration management in Serbia			302 319
Libya: promoting rights-based solutions for migrants in situations of vulnerability Libya through the migrant resource and response mechanism and support for the passport authority			300 000
Swiss REPAT – IOM movements programme			286 482
Promoting rights-based solutions for migrants in situations of vulnerability through a migrant resource and response mechanism in Tripoli, Libya – phase II			263 918
Prevention and response to trafficking in people and mental health and psychosocial concerns in north-eastern Nigeria – phase II			260 000
Assisted voluntary return and reintegration programme in Morocco: strengthening the pre-departure and reintegration continuum			247 500

\* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>SWITZERLAND (continued)</b>			
Provision of protection services and assisted voluntary return and reintegration for vulnerable and stranded migrants in Algeria – net of “for refund”			232 467
Facilitating sustainable reintegration of voluntary returnees through business support in Nigeria – phase V			219 219
Effective migration governance for the sustainable return and reintegration of Georgian citizens			215 285
Seconded staff			208 000
Global migration data portal – phase V – timely and responsive data for stronger migration policy			206 000
Africa migration report 2023			190 000
Return and reintegration assistance programme for migrants under the foreigner law in the canton of Vaud – phase XV			182 077
Georgia: addressing drivers of health-related migration to Switzerland			171 038
Mapping migrant presence and needs: providing evidence to better protect migrants in Jordan and Lebanon			159 000
Promoting durable solutions to support conflict-affected persons to overcome displacement-related needs in Kirkuk			157 895
Undocumented Afghan returnees			152 102
Assisted voluntary return and reintegration capacity-building for the government of the Gambia			146 054
Mainstreaming human rights into immigration and border management			134 591
Assisted voluntary return and reintegration from the Canary Islands			122 905
Voluntary return assistance and protection of stranded migrants in the United Republic of Tanzania			120 000
Support institutions and communities to build an open and inclusive society in Kosovo*			107 100
Assisted voluntary return and reintegration assistance for victims of trafficking and cabaret dancers who have been exploited in Switzerland			100 000
Swiss anti-trafficking week 2023			87 892
Enhancing border management capacity for border officials			81 297
Myanmar: IOM community resilience project in Rakhine state			54 289
Provision of integrated services to promote social cohesion through the Adana migrant coordination and harmonization centre			51 311
Connecting and engaging migrants through the MigApp mobile platform – phase II			44 984
Developing an action plan for the implementation of Nigeria's national policy on internally displaced persons			32 000
Logistical support to the Swiss election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Zimbabwe – 2023			24 981
Logistical support to the Swiss election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Nigeria 2023			23 439
Photo exhibition: thirtieth anniversary of IOM Switzerland			22 805
Voluntary return and reintegration for migrants in in situations of vulnerability – contribution of Switzerland 2			22 500
Strengthening and promoting consular support for stranded migrants in Libya			20 000
Swiss return information fund			20 000
Nigeria: Promoting resilience and sustainable livelihoods for returned migrants and unemployed youth through community-based reintegration			20 000
Georgia: sustainable reintegration and community revitalization pilot initiative in communities of return in Guria region			19 502
Enhancing land border management information systems in Nigeria – Seme Border			19 358
Missing migrants project: data, research and capacity-building on migrant deaths and disappearances worldwide			18 725
Return and reintegration assistance programme for migrants under the foreigner law in the canton of Vaud – phase XIV			11 512
Strengthening the cross-border cooperation and border management capacities of North Macedonia			11 173
Logistical support to the Swiss election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Lebanon – 2022			4 555
Country office – IOM Switzerland (Bern): coordinating office for migration activities on behalf of the main donor, the Swiss state secretariat for migration (SEM)			(23)
Supporting the training and professional integration of vulnerable youth and migrants in Guinea – for refund			(292)
Return counselling and assistance for voluntary return from the Swiss federal asylum centres – for refund			(1 024)
Facilitating sustainable reintegration of voluntary returnees through business support in Nigeria (2021–2023) – phase IV – for refund			(30 936)

\* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>SWITZERLAND (continued)</b>			
Support for Swiss pre-departure orientation programme (PDCH VI) – for refund			(92 489)
Resettlement programme with the government of Switzerland from Lebanon, Egypt and Türkiye in 2022-2023, phase VII – for refund			(184 931)
<b>Total: Switzerland – Unearmarked and earmarked</b>		<b>1 000 000</b>	<b>25 654 691</b>
<b>TÜRKIYE</b>			
Improvement of customs enforcement capacity			843 314
<b>Total: Türkiye – Earmarked</b>			<b>843 314</b>
<b>UNITED KINGDOM</b>			
Unearmarked income		4 126 982	
Addressing urgent humanitarian, protection and health needs at Afghanistan's borders with the Islamic Republic of Iran and Pakistan and ensuring support for returnees and internally displaced persons			14 359 113
IOM Ukraine crisis response plan 2023			11 421 320
IOM appeal – Ukraine and neighbouring countries			8 474 576
United Kingdom resettlement scheme and mandate resettlement scheme			6 727 619
Rapid stabilization support to Somalia			6 104 186
Afghan citizens resettlement scheme pathway 3 (ACRS P3)			3 970 066
Life-saving and transitional support to refugees and host communities in Cox's Bazar district, Bangladesh			3 913 755
Nabadgelinta Soomaaliya Project			3 033 980
Life-saving and transitional support for refugees and host communities in Cox's Bazar, Bangladesh			2 867 995
Strengthening rehabilitation and community-based reintegration processes in Nigeria, with a regional approach			2 596 118
Reducing vulnerabilities of displaced communities through durable solutions programming in Somalia – Danwadaag			2 520 259
Somalia: Enhancing peace and community stabilization by supporting rehabilitation and community-based reintegration of men and women formerly associated with armed groups			2 337 063
Enhancing cross-border cooperation on border management and counter-trafficking between the Niger and Nigeria – Niger			2 333 958
Humanitarian assistance to conflict-affected households in Greater Upper Nile, South Sudan			2 304 366
Labour mobility and regional integration for safe, orderly and humane labour migration in East and the Horn of Africa: better regional migration management phase II			2 183 182
Life-saving and transitional support to refugees and host communities in Cox's Bazar district, Bangladesh			1 699 029
Tackling modern slavery in Viet Nam			1 660 519
Humanitarian response in Cabo Delgado, Mozambique – phase III			1 655 834
Afghan citizens resettlement scheme pathway 2 (ACRS P2)			1 655 308
United Kingdom resettlement scheme (UKRS) and mandate resettlement scheme (MRS) – net of “for refund”			1 116 255
Strengthening rehabilitation and community-based reintegration processes in Nigeria, with a regional approach – phase II			870 673
Emergency drought response through provision of integrated water, sanitation and hygiene (WASH) promotion services			745 342
Solar solutions to support civilian resilience	661 663		56 040
Building peace and stability in Iraq (BPSI)			636 943
Provision of emergency shelter, non-food item and water, sanitation and hygiene support to flood-affected populations in Pakistan			634 518
Promoting safe migration to the United Kingdom for nationals from Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan			465 377
Humanitarian assistance to conflict-affected households in Greater Upper Nile, South Sudan			427 196
Climate resilience against trafficking and exploitation (CREATE)			408 332
Addressing climate migration root causes in the Kurdistan region of Iraq			381 122
Support for institutions and communities to build an open and inclusive society in Kosovo*			349 433
Support for evidence-based migration management in the Western Balkans			308 929
Institution- and community-strengthening for peacebuilding and stabilization in Colombia			298 546
Strengthening resilience against climate-related security risks in conflict-prone communities in Mindanao, Philippines			224 515
IOM immigration advice capacity support to local authorities in Scotland			213 065
Multisectoral support to return and reintegration of migrants in Iraq			192 961

\* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED KINGDOM (continued)</b>			
Afghan citizens resettlement scheme pathway 3 (ACRS P3)			192 742
Supporting safe and orderly migration from Kyrgyzstan and Tajikistan to the United Kingdom			182 337
Supporting stability in Iraq through transitional justice mechanisms and the provision of services to Yazidi and other survivors of conflict-related sexual violence			174 043
CSSF East Africa: northern Mozambique–southern United Republic of Tanzania – building resilience against violent extremism			132 030
Supporting vulnerable individuals to access the European Union settlement scheme			131 195
Strengthening border management capacities in Armenia			129 076
Facilitating partnerships between Uzbek and British stakeholders on organized labour recruitment schemes for seasonal workers to the United Kingdom			117 574
Moving towards sustainable approaches to the prevention of violent extremism in the Western Balkans – phase V			114 687
Public–private partnerships: facilitating legal pathways for the international labour force in Türkiye			113 230
Improving the evidence base on intentions, awareness and decision-making on irregular migration in Lebanon			93 863
Strengthening capacities of key stakeholders and communities to prevent trafficking in persons in illegal mining areas in Brazil			75 094
Supporting migrants in situations of vulnerability repatriated to Haiti			60 533
Emergency protection-sensitive responses and solutions for migrants in situations of vulnerability and Ukrainian refugees in Belarus			50 000
Assessing the vulnerabilities of migrant domestic workers in Bahrain			47 162
Support for victims of human trafficking to receive psychosocial assistance			47 124
Addressing humanitarian needs of migrants in situations of vulnerability and refugees from Ukraine in Belarus			40 000
Preventing human trafficking and modern slavery through capacity building for youth, community leaders and vulnerable migrants			26 000
Funds received in 2023 – to be allocated			25 440
Reducing vulnerability to modern slavery in key border towns in Nicaragua			20 000
Support for language learning to build societal connections			8 960
Reception assistance in Zimbabwe for returnees from the United Kingdom (August 2022–October 2022) – for refund			(3 450)
Enhancing cooperation to combat gender-based violence across the Nistru river area – for refund			(6 826)
Capacity-building support for migration management in Puntland and South Central Somalia – for refund			(37 805)
Afghan citizens resettlement scheme pathway 2 (ACRS P2) – for refund			(52 775)
Life-saving support for drought-affected communities in Belet Weyne, Somalia – for refund			(126 904)
<b>Total: United Kingdom – Unearmarked and earmarked</b>	<b>661 663</b>	<b>4 126 982</b>	<b>90 700 823</b>
<b>UNITED STATES OF AMERICA</b>			
Unearmarked income		15 235 646	
United States Refugee Admission Program			362 203 164
Regional refugee and migrant response plan for the Venezuelan situation in 2023			60 976 000
IOM Ukraine winterization strategy			55 373 401
2023 Ukraine response to support refugees from Ukraine across Europe			33 400 000
Multisectoral and integrated life-saving humanitarian and development support to South Sudan			29 503 374
Addressing urgent humanitarian needs of conflict-affected populations in Ukraine			28 885 796
Strengthening the response for United States-bound Afghan evacuees in the As Sayliyah transit centre in Doha, Qatar			28 347 922
Colombia: regional refugee and migrant response plan 2023–2024			27 108 000
Provision of integrated multisectoral assistance to vulnerable displaced populations in Somalia			25 703 190
Bangladesh appeal 2023 – Rohingya humanitarian crisis			24 700 000
Community revitalization programme – phase X			19 875 000
Emergency water, sanitation and hygiene response in Afghanistan (Daykundi, Badghis, Farah, Herat, Khost and Paktika) and humanitarian assistance programme across all 34 provinces in Afghanistan			19 315 571
Voluntary contribution to the Sudan emergency regional refugee response plan (3RP) 2023			19 100 000
Strengthening resilience and good governance for the state border guard service of Ukraine – phase II			18 000 000
Strengthening the humanitarian response for vulnerable people on the move in Mexico			17 496 335
Support for IOM activities in Türkiye as outlined in the 2023 Syrian Arab Republic regional refugee response plan			17 000 000

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
IOM's earthquake response in Türkiye			17 000 000
Direct life-saving and protection assistance for conflict-affected populations in eastern Democratic Republic of the Congo			15 129 575
Disaster resilience in the compact nations			14 117 167
Provision of life-saving multisectoral humanitarian and protection assistance across Afghanistan targeting internally displaced persons and cross-border returnees			13 500 000
Multisectoral emergency response to conflict and climate shock-affected internally displaced populations and communities in northern Mozambique – phase II			12 296 218
Provision of humanitarian coordination and shelter and settlements assistance to crisis-affected populations in Ethiopia			12 108 543
Supply chain support to humanitarian partners providing assistance to populations in north-west Syrian Arab Republic			11 353 111
Integrated responses on migration from Central America			11 287 491
Western hemisphere regional migration capacity-building programme			11 250 000
Integrated humanitarian multisectoral assistance to internally displaced persons in Iraq			11 145 712
Alleviating the impact of the Ukraine crisis in Yemen through the provision of life-saving multisectoral assistance to food insecure communities			11 013 082
Strengthening the response for U.S. bound Afghans at Rhine ordinance barracks (ROB) SIV transit centre – Germany			10 503 530
Enhancing stakeholders' preparedness to address immediate humanitarian needs in case of rapid-onset emergencies, Ukraine			10 459 415
Improving protection and living conditions and reducing vulnerabilities of crisis-affected populations in north-east Nigeria			10 396 052
The "weaving lives and hope" activity			9 595 698
Community recovery and stabilization project			8 879 773
Community revitalization programme – phase XII			8 749 487
Provision of humanitarian coordination and shelter, water, sanitation and hygiene, multipurpose cash and health and protection assistance for crisis-affected populations in Ethiopia			8 399 983
IOM assistance program for Afghans in US managed transit centre, Camp As Sayliyah (CAS), in Doha, Qatar			8 381 428
Emergency assistance to displaced populations affected by conflict/natural disasters in camp, camp-like settings, and host communities in the Central African Republic			8 368 682
Multisectoral assistance to populations affected by the crisis in Syrian Arab Republic			8 243 528
Multisectoral humanitarian assistance for displaced and mobile populations in the Sudan			8 119 844
Western hemisphere regional migration capacity building program (WHP)			8 046 500
Morocco community resilience activity			7 788 389
Support of IOM activities in Pakistan outlines in the 2023 refugee response plan (RRP) for the Afghanistan situation			6 500 000
Responding to emergency needs of disaster-affected populations in South Sudan			6 447 649
Scholarships for educational opportunities programme			5 786 439
Community stabilization activity			5 635 321
Strengthening the resilience and governance of the State border guard service of Ukraine			5 600 000
Enhancing the training capacities of the patrol police of Ukraine			5 400 000
Provision of shelter, settlement and water, sanitation and hygiene assistance for populations affected by the crisis in northern Ethiopia			5 347 613
Emergency life-saving non-food item, tent and protection support for earthquake-affected populations in Türkiye			5 000 000
Regional migrants' response plan (RMRP) for the horn of Africa and Yemen 2023			5 000 000
Stabilization and recovery in Somalia			4 950 495
Africa regional migration programme (ARMP)			4 875 000
Supporting the humanitarian response to assist crisis-affected communities in the Sudan			4 697 509
Non-food item stockpile management and capacity-building for emergency preparedness for the 2021–2023 hurricane seasons in Haiti			4 542 529
Assistance for informed, safe and dignified voluntary returns of migrants in situations of vulnerability in participating countries in the Americas			4 500 000
MiMOSA NextGen USRAP prioritization project			4 377 032
Supporting the return of displaced populations in the Ninewa plains and west Ninewa			4 256 714
Protection and mental health and psychosocial support for United States-bound Afghan evacuees in Kosovo* (as per United Nations Security Council resolution 1244 (1999))			4 242 556
Provision of life-saving multi-sectoral assistance to internally displaced persons and host communities in Yemen			4 172 500
Fiscal year 2023 migrant support programme Guantanamo Bay, Cuba			4 166 791

\* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).



	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Sustaining the expansion and management of overseas health assessments for US-bound refugees, non-immigrant visa applicants and other migrant populations – United States – net of “for refund”			4 022 750
Provision of emergency shelter and non-food item support to flood-affected populations through distribution and coordination			4 000 000
Provision of life-saving multisectoral assistance to internally displaced persons and other conflict-affected communities in Yemen			3 989 312
Emergency response to the migration situation in Mexico and Central America			3 700 000
Support for the voluntary humanitarian admission and integration of Afghan nationals in Suriname			3 700 000
Africa regional migration programme			3 550 000
Multisectoral assistance to populations affected by the Syrian Arab Republic crisis – net of “for refund”			3 538 758
Providing technical and capacity-building support to the government of the Sudan and local communities on disaster risk reduction and emergency preparedness			3 499 085
Strengthening access to justice for migrants in Tunisia: a rule of law approach			3 457 200
IOM Afghanistan deportation response border consortium appeal – for refund			3 430 000
Rapid response fund for humanitarian emergencies in the Sudan			3 347 262
Stabilization through education programme (STEP)			3 326 663
2023 safe mobility office (SMO) initiative in Guatemala, Colombia, Costa Rica and Ecuador			3 291 250
Ensuring protection of and life-saving assistance for populations affected by gang violence in Haiti			3 267 040
Improving infectious disease surveillance, reporting, health assessment, vaccination and health education activities for US-bound Afghan refugees and migrants			3 207 999
Supporting an evidence-based response to needs of vulnerable displaced persons, returning migrants and host communities through the displacement tracking matrix and humanitarian response in Myanmar			3 004 943
Supporting disengagement, disassociation, reintegration and reconciliation (DDRR) and peacebuilding in the Lake Chad Basin region and the Sahel			2 983 122
Supporting the return of displaced populations in the Ninawá plains and west Ninawá – Iraq			2 943 918
Restoring our future activity			2 850 738
Asia regional migration programme			2 812 500
Preventing violent extremism and building social cohesion in the northern region of Mozambique – phase II			2 762 251
Phase V: global-led priorities to carry out principled, effective and accountable responses for the benefit of crisis-affected populations			2 625 000
Countering trafficking in persons and ensuring assistance to vulnerable groups in Ukraine (CTIP/V)			2 563 036
Assistance to repatriated migrants in Haiti – net of “for refund”			2 513 040
Enhanced response to floods in Nigeria			2 500 000
2023 IOM Iraq displacement tracking matrix			2 500 000
Community resilience activity – Pakistan			2 486 039
Community resilience activity – North	5 933		2 466 203
Regional migrants’ response plan for Yemen and Horn of Africa			2 400 000
Promoting coordination and cooperation between vulnerable border communities and border management officials in the Niger and Burkina Faso – net of “for refund”			2 311 900
Ensuring access to emergency and essential health services for Afghan returnees, refugees, underserved migrant populations and host communities			2 267 500
Improving the living conditions of affected populations (IDPs and returnees) in the Central African Republic through multisectoral assistance			2 262 045
Promoting reduction of and improved operational response to gender-based violence through camp management and site planning – phase VIII			2 250 000
Ensuring a comprehensive and data-driven response for vulnerable migrants in Afghanistan through addressing the humanitarian, protection and health needs of undocumented returnees at the borders			2 250 000
Supporting regularization through the implementation of Costa Rica’s temporary special migration category			2 209 463
Supporting the reinforcement of institutions in the Democratic Republic of the Congo in the fight against illegal trafficking of mineral resources – phase III			2 131 243
Asia regional migration program			2 100 000
Addressing climate and environment-induced mobility in the arid and semi-arid lands (ASALs) in Kenya			2 000 000
Safe mobility offices and infrastructure in the Western Hemisphere			1 975 218
Assistance for informed, safe and dignified voluntary returns of vulnerable migrants in participating countries of the Americas (WHA regional AVR programme) – net of “for refund”			1 947 249
Support for the government of Bangladesh to effectively manage borders and address migrant smuggling and human trafficking			1 940 282

C/115/3  
**Appendice 8 (suite)**  
**(en anglais seulement)**

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Coastal states stability mechanism			1 879 883
Vaccination and presumptive treatment funded by the United States centers for disease control and prevention			1 835 357
Transcending borders: strengthening coordination, detection and management of migration-related transnational organized maritime crime in Indonesia			1 750 000
Direct humanitarian assistance to vulnerable populations affected by forced displacement in the Niger			1 725 000
Assistance to populations affected by floods in Bujumbura Rural and Bujumbura Mairie provinces in Burundi			1 698 590
Enhancing access to basic needs, protection and transportation services for refugees in Jordan			1 550 000
Increasing the capacity of the government of Burkina Faso to securely manage its borders by collecting, storing and analyzing travel information at major airports and other strategic points of entry			1 549 967
Enhancing access to basic needs, protection and transportation services for refugees in Jordan			1 500 000
IOM support to the family reunification task force of the United States government in Guatemala, Honduras, El Salvador and other countries – net of “for refund”			1 482 355
Advancing the global health security agenda: building capacity for rapid responses to humanitarian and public health emergencies			1 421 448
Emergency assistance for vulnerable populations in the states of Bolívar and Amazonas, Bolivarian Republic of Venezuela			1 382 558
Promoting good community policing practices for border communities and security officials in Benin and Senegal			1 367 585
Strengthening Yemeni borders through e-visas			1 358 471
Strengthening the evidence base around population displacement in Mali			1 344 796
Assistance for IDPs and host communities affected by the election-related violence in Hela, Southern Highland, and Enga provinces in Papua New Guinea			1 304 314
Migration management framework			1 275 000
Enhancing border management capabilities in Nigeria – net of “for refund”			1 259 925
A rapid response fund (RRF) program responding to emergency needs of disaster-affected populations in South Sudan			1 221 340
Upgrading migrant facilities and installation of MIDAS at selected port of entries			1 205 115
IOM 2023 Flash Appeal for Fire Response in Camp 11			1 100 000
USAID-funded counter-trafficking project in the Democratic Republic of the Congo			1 085 000
Rapid response fund for sudden emergencies in north-east Nigeria.			1 082 174
Rapid response, emergency services and displacement tracking in conflict-affected areas of Myanmar			1 077 295
Supporting multisectoral emergency response assistance for populations affected by the crisis in the Northwest and Southwest regions in Cameroon			1 064 699
Capacity-building support to the department of social welfare and development on protection of mobile and vulnerable populations in the Philippines			1 063 388
Comprehensive reintegration programme in areas of returns in Burundi – phase III			1 049 980
Enhancing Paraguay's border management capacity			1 048 504
Scaling up durable solutions and increasing resilience for internally displaced Somalis			1 011 695
Addressing emerging threats related to trafficking in persons in the Republic of Moldova			1 000 000
Phase VI: global led priorities to carry out principled, effective, and accountable responses for the benefit of crisis-affected populations			1 000 000
Enhancing humanitarian response to migrants in situations of vulnerability in Tunisia			1 000 000
Humanitarian assistance for displaced populations in Lac province and N'Djamena, Chad			997 097
Multisectoral emergency response to conflict and climate shock affected internally displaced populations and communities in Northern Mozambique – phase III			988 406
Comprehensive reintegration programme in areas of return in Burundi – phase IV			950 020
Emergency direct assistance fund for victims of trafficking – United States			918 131
Enhancing the capacity of Somali immigration officers to use the IOM migration information and data analysis system (MIDAS) – Somalia			882 210
Fiscal year 2024 migrant support program – Guantanamo bay, Cuba			857 350
Cyclone Mocha emergency response in Myanmar			855 566
Multisectoral humanitarian response at Turkish borders – phase V			850 405
Migration management framework: evidence to support sustainable and humane migration management: assess, inform and impact			850 000
Strengthening legislation on combating trafficking in persons in Kazakhstan			833 125
Sustaining the expansion and management of the overseas health assessments for US-bound refugees, non-immigrant visa applicants and other migrant populations – net of “for refund”			826 518
Enhancing ethical recruitment and migrant worker protection in food and agricultural supply chains			825 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Strengthening the national response to trafficking in persons through prevention, victim protection and prosecution in Burundi			804 425
Multisectoral emergency response for conflict-affected internally displaced populations and communities in Cabo Delgado in Mozambique – net of “for refund”			803 829
Economic integration of vulnerable nationals from the Bolivarian Republic of Venezuela in Brazil			800 000
Addressing protection risks in humanitarian settings in Timor-Leste and Papua New Guinea – net of “for refund”			774 023
Strengthening partnerships against violent extremism in Kollo – net of “for refund”			758 628
Promoting action for disaster risk governance and working to achieve preparedness for risk reduction through technical assistance in Nepal			751 753
Promoting rights-based solutions for migrants in situations of vulnerability through a migrant resource and response mechanism (MRRM) in the south of Libya			750 000
Enhancing disaster risk management in Libya			738 023
Promoting reduction of and improved operational response to gender-based violence through camp management and site planning – phase IX			727 500
Enhancing protection and prevention against human trafficking			714 407
Emergency movement and relocation assistance for Somalian, Eritrean, Sudanese and South Sudanese refugees in the Somali, Tigray, Afar, Benishangul-Gumuz and Gambela regions of Ethiopia			700 000
Preventing trafficking in persons in climate change-affected communities in Kenya			668 376
Enhancing programme quality and inclusion in crisis responses – net of “for refund”			660 013
Enhancing the humanitarian and protection environment for Rohingya in Indonesia			650 000
Enhancing diasporas' operations and coordination in humanitarian assistance for increased impact within a framework for diaspora engagement in humanitarian assistance – phase III			647 362
Identification, investigation and prosecution of trafficking in persons in Kazakhstan – phase II			644 887
Humanitarian assistance to displaced population in Lac province, Chad			630 963
Emergency direct assistance for victims of trafficking			588 169
Promoting rights-based solutions for migrants in situations of vulnerability through a migrant resource and response mechanism (MRRM) in the South of Libya			585 926
Providing integrated humanitarian assistance to displaced populations in Iraq			582 931
SEA risk management: transforming collective action for an effective PSEA response (phase II)			579 090
Support for livestock mobility through the optimization of cross-border and local consultation frameworks and the delivery of assistance in the context of COVID-19			565 279
Enhancing ethical recruitment and migrant worker protection in food and agricultural supply chains			550 000
Supporting COVID-19 response and relief at the country level through disbursement and facilitation of subgrants for selected diaspora organizations – net of “for refund”			547 481
Strengthening climate resilience of refugees, migrants and host communities in Hodh Ech Chargui – phase V – net of “for refund”			533 921
Return, reintegration, and family reunification for victims of trafficking in the United States of America			525 000
Strengthening IOM field support in emergency preparedness and response			501 453
Support to vulnerable Malian refugees and selected host and IDP communities through livelihood and protection activities in the north region of Burkina Faso – phase IV			500 000
Assistance and protection for irregular migrants and their communities in Lebanon			500 000
Strengthening critical decision-making for Mozambican criminal justice authorities while reinforcing human rights, accountability and anti-corruption measures			500 000
Global assistance fund for the protection, return, and reintegration of victims of trafficking and other migrants in situations of vulnerability			500 000
Strengthening country leadership by bridging accountability to affected populations knowledge gaps to achieve a systemic collective approach			475 883
Central American minors (CAM) program parole processing – El Salvador			469 033
Direct humanitarian assistance to vulnerable populations affected by forced displacement in the Niger – phase VII			462 500
Fostering economic security through enhanced reintegration support for victims of trafficking			460 092
Livelihood enhancement program for Refugees, Migrants, Mauritanian Returnees, and Host Communities in Hodh Chargui			450 000
Assistance and protection for irregular migrants and their communities in Lebanon – phase II			450 000
Inclusive mitigation and preparedness in action (IMPACT) – Federated States of Micronesia			441 723
Immediate protection-sensitive humanitarian assistance for migrants stranded in Belarus			433 334
Heal, empower, rise – counter-trafficking in persons (HER CTIP)			430 380
Enhancing disaster risk management in Timor-Leste			430 040
Installing the migration information and data analysis system (MIDAS) in Libya			427 220

C/115/3  
**Appendice 8 (suite)**  
**(en anglais seulement)**

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Sustaining the expansion of the overseas health assessment and management of refugees, non-immigrant visa applicants and other migrant populations bound for the United States (Ukraine response)			426 174
Integrating environmental management into disaster risk reduction and disaster risk management for host communities in Cox's Bazar			416 614
Strengthening border security for countering transnational threats including movement of illicit goods and violent extremism in the Central African Republic, Kenya, Madagascar, Namibia and Somalia			409 475
Return, reintegration, and family reunification for victims of trafficking in the United States of America			400 000
Strengthening survivor protection and services			387 362
Continue CAPMiR implementation and coordination joint support with UNHCR and UNICEF			375 000
Installing the migration information and data analysis system (MIDAS) in Libya			373 647
Strengthening the capacity of the national commission on human rights to respond to civilian needs in Cabo Delgado in Mozambique			363 888
Protection and support for victims of trafficking in Djibouti			350 725
Sustaining the expansion of the overseas health assessment and management of refugees, non-immigrant visa applicants and other migrant populations bound for the United States (border health)			347 267
Supporting the government of Liberia in strengthening protection assistance to victims of trafficking affected by COVID-19			340 829
Marshall Islands: inclusive mitigation and preparedness in action			338 139
Reducing economic and human loss and displacement from natural disasters through community resilience-building and strengthened protection measures for internally displaced persons in Papua New Guinea – net of “for refund”			337 847
Humanitarian assistance for displaced populations in Lac province, Chad			332 848
Tenth annual women in policing conference – 2023			330 000
Addressing trafficking in persons and related risks in the Ukraine emergency response			322 620
Supporting the government of Lesotho in the prevention of trafficking in persons and the protection of victims of trafficking			319 251
Renovation of the centre for prevention and combating domestic and gender-based violence in the Republic of Moldova			315 000
Inspiring women's advancement through collective action in the Federated States of Micronesia, the Marshall Islands and Palau			308 733
Addressing displacement crises focusing on advancing the United Nations Secretary-General's action agenda on internal displacement			306 952
Global knowledge management project – phase VII			300 000
Humanitarian assistance for Muslims of Myanmar from Rakhine state and special at-risk groups in Thailand			300 000
Daryeel stabilization project			297 030
Strengthening national level coordination and collaboration for more effective disaster risk reduction interventions in Bangladesh			292 891
Central American minors programme on parole processing – pilot programme – Ecuador			291 496
Assisting Jamaica to combat child trafficking			285 590
Strengthening counter-trafficking efforts in the Republic of Moldova			282 264
Strengthening the prevention, control and treatment of diseases affecting United States-bound refugees and other globally mobile populations – United States			267 819
Humanitarian assistance for Myanmar Muslims from Rakhine State and special at-risk groups in Thailand			250 000
Ensuring the delivery of critical humanitarian assistance to migrants in situations of vulnerability in the Dominican Republic and the Bahamas.			250 000
Strengthening the capacity of the government of Angola to respond to trafficking in persons			245 727
Robust interventions to combat human trafficking in Mexico			241 041
Reducing the economic and human impact of natural disasters by developing community-based resilience and through capacity-building for government officials at all levels in Papua New Guinea – net of “for refund”			240 929
Tajikistan safe migration			238 010
Improving the protection of victims of internal and transnational trafficking in Ethiopia			226 250
Counter-trafficking training and technical assistance: a global rapid response project – United States			225 002
A rapid response fund (RRF) programme responding to emergency needs of disaster-affected populations in South Sudan			221 457
Inclusive mitigation and preparedness in action (IMPACT) – Palau			220 754
Capacity-building support to the government of Philippines for improved emergency preparedness and response			215 356
Emergency assistance for vulnerable populations in Bolívar and Amazonas states in the Bolivarian Republic of Venezuela			214 304

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Advancing measures to prosecute trafficking in persons			214 200
Protection and assistance to migrants in situations of vulnerability, including children, at Bangkok immigration centres			214 000
Strengthening government and civil service capacity to combat trafficking in persons			213 256
In-kind contributions	210 670		
Junior professional officer – Panama			205 089
Enhancing global health security: expanding efforts and strategies to protect and improve public health globally			204 567
Countering trafficking in persons – Belarus			200 321
Emergency response to Mayon volcano unrest in the Philippines			200 000
Support to vulnerable Malian refugees and selected host and IDP communities through protection and shelter activities in the Nord and Sahel Regions – Phase V			200 000
Countering trafficking in persons in Ukraine – phase III – net of “for refund”			197 647
Junior professional officer – Kenya			192 239
Childcare services and psychosocial assistance at the Bangkok immigration centres			187 500
Protection and assistance to victims of trafficking in persons in Senegal			186 180
Combating trafficking in persons in Maldives – net of “for refund”			183 511
Strengthening local capacity in the Republic of Korea in preparedness and response to natural and human-induced disasters			181 073
Promoting a victim-centred approach to counter trafficking in persons in Uzbekistan			180 839
Junior professional officer – Chad			178 251
Junior professional officer			176 624
Strengthening capacities to identify and provide adequate care to victims of trafficking in Tunisia			172 658
Strengthening institutional knowledge and capacity of provincial and local governments to embark on disaster risk management actions and implementation			168 553
Emergency assistance to volcano affected communities in the Autonomous Region of Bougainville			162 872
Counter-trafficking training and technical assistance: a global rapid response project			157 242
Junior professional officer – Türkiye			155 134
Junior professional officer – Zambia			154 038
Junior professional officer – Austria			153 834
Operational guidelines for the intergovernmental consultations on migration, asylum and refugees: senior officials’ meeting			150 000
Shelter projects: promoting better shelter and settlements practices			149 682
Junior professional officer – Peru			145 783
Improving protection and living conditions and reducing vulnerabilities of crisis-affected populations in north-east Nigeria			138 554
Enhancing national capacity to prevent and respond to human trafficking in Zambia			135 774
Addressing human trafficking in emergency contexts – net of “for refund”			131 613
Countering trafficking in persons – Azerbaijan			131 062
Enhancing humanitarian assistance to populations affected by conflict and natural hazards in central and northern Mali			126 340
World migration report			124 651
Strengthening the disaster readiness and response capacity of humanitarian actors from the Republic of Korea in the Korean Peninsula			124 524
Greening humanitarian responses through enhanced solar energy harvesting			118 491
Building the capacity of the government of Eswatini to improve assistance to victims of trafficking			86 253
Consolidating and operationalizing a framework for diaspora engagement in humanitarian assistance – phase II			85 026
Enhancing disease prevention and the response to COVID-19 in Adjadabia in Libya			82 969
Strengthening disaster resilience of at-risk communities in Timor-Leste (STREAM)			82 273
Improving trafficking in person referral outcomes in the Comoros and Mauritius			81 203
Counter-trafficking in persons activity			72 729
Enhancing the capacity of the justice delivery system to respond effectively to trafficking in persons			71 370
Building national and local capacity to combat trafficking in persons in the Lao People’s Democratic Republic – net of “for refund”			65 182
Addressing the drivers and consequences of disaster displacement through enhancing resilience in Papua New Guinea			61 673
Integrated recovery programme for migrant returnees through protection services and a restricted cash-based assistance through an e-voucher modality for income-generating activities			55 933

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Protection and reintegration of victims of trafficking			45 531
Strengthening the disaster management capacity of the government of Timor-Leste – logistical support for incident command system training in Timor-Leste			43 372
Inclusive mitigation and preparedness in action II (IMPACT II) – Marshall Islands			36 717
Inclusive mitigation and preparedness in action II (IMPACT II) – Federated States of Micronesia			33 318
Pre-positioning and distribution of critical winterization support for most vulnerable communities in the eastern conflict area of Ukraine			25 161
Reducing community-level vulnerabilities to trafficking in persons in the Republic of Moldova			23 160
Los Angeles declaration activity			18 257
Optimizing the engagement of diaspora for alternative approaches to safer shelters and settlements in disaster preparedness, response and risk reduction – phase IV			15 480
Palau emergency preparedness and enhanced resilience			14 345
Humanitarian assistance to returnees in eastern Chad			14 264
Junior professional officer			14 102
Junior professional officer			10 507
Supporting Lesotho on protection of victims of trafficking and prosecution of cases of trafficking in persons			10 086
Strengthening operational and tactical interdiction capabilities of the border police of Georgia			7 116
Enhancing the capacity of the government of Iraq on multi-level and multi-actor integrated border management procedures			6 260
Winter school on migration studies 2023			4 831
Multisectoral livelihood support for vulnerable communities in Zimbabwe – for refund			(4 753)
Building effective responses against trafficking in persons and migrant smuggling in Indonesia – for refund			(8 560)
Regional refugee and migrant response plan for refugees and migrants from the Bolivarian Republic of Venezuela 2021 – for refund			(9 371)
Contributing to a consolidated law enforcement and policy response to trafficking in persons in the Republic of Moldova – for refund			(18 016)
IOM COVID-19-related activities to meet the urgent humanitarian needs of returning migrants in the Lao People's Democratic Republic – for refund			(33 182)
New face of the border – phase III – for refund			(78 477)
Leading a united pathway to counter-trafficking action – net of “for refund”			(80 660)
Reforming the state customs service of Ukraine – for refund			(120 965)
Capacity-building support for the Mozambican authorities and assistance to potentially at-risk groups in marginalized communities in Mozambique to address violent extremism – for refund			(124 507)
<b>Total: United States of America – Unearmarked and earmarked</b>	<b>216 603</b>	<b>15 235 646</b>	<b>1 349 757 051</b>
<b>URUGUAY</b>			
Voluntary contribution from the ministry of foreign affairs of Uruguay to support the operation of the IOM office in Uruguay and finance jointly defined activities			50 000
<b>Total: Uruguay – Earmarked</b>			<b>50 000</b>
<b>VANUATU</b>			
Funds received in 2023 – to be allocated			2 000
<b>Total: Vanuatu – Earmarked</b>			<b>2 000</b>
<b>Subtotal: MEMBER STATES</b>	<b>997 623</b>	<b>44 420 890</b>	<b>2 577 817 076</b>
<b>PRIOR PERIOD ADJUSTMENTS – MEMBER STATES</b>			<b>3 982 253</b>
<b>NON-MEMBER STATES</b>			
<b>KUWAIT</b>			
Provision of non-food items and life-saving shelter assistance to earthquake-affected households in Türkiye			9 000 000
Life-saving assistance to earthquake-affected households in north-west Syrian Arab Republic			5 000 000
Kuwait initiative: IOM Kuwait office and operation			538 000
<b>Total: Kuwait – Earmarked</b>			<b>14 538 000</b>

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>QATAR</b>			
Unearmarked income		200 000	
Livelihood support in the Beqaa valley and northern Lebanon targeting Syrian refugees			250 000
Life-saving flood response in north-west Syrian Arab Republic			95 000
<b>Total: Qatar – Unearmarked and earmarked</b>		<b>200 000</b>	<b>345 000</b>
<b>SAUDI ARABIA</b>			
Urgent intervention in the water, sanitation and hygiene cluster for three Yemeni governorates			1 940 000
Supporting the protection of internally displaced persons, migrants and host communities			1 552 000
Strengthening mechanisms to combat human trafficking in Saudi Arabia – phase II			1 000 004
Provision of shelter services and non-food items to vulnerable Ethiopian returnees			436 500
<b>Total: Saudi Arabia – Earmarked</b>			<b>4 928 504</b>
<b>UNITED ARAB EMIRATES</b>			
Enhancing recruitment, mobility and the participation of women in the health sectors in the ADD corridors: Identifying good practices			12 840
<b>Total: United Arab Emirates – Earmarked</b>			<b>12 840</b>
<b>Subtotal: NON-MEMBER STATES</b>		<b>200 000</b>	<b>19 824 344</b>
<b>KOSOVO*</b>			
European Union and ministry for communities and returns community stabilization programme – phase IV (EU-CSP IV)			329 009
Return and reintegration in Kosovo*			274 423
<b>Total: Kosovo* – Earmarked</b>			<b>603 432</b>
<b>EUROPEAN COMMISSION</b>			
Migrant protection, return and reintegration programme for sub-Saharan Africa (MPRR-SSA)			137 299 990
Addressing the immediate humanitarian needs of the most vulnerable populations in Ukraine			30 121 674
Upgrade of the first reception centre in Cyprus (Pournara – 2023)			24 186 911
European Union support through IOM to ensure adequate reception conditions during emergencies and the safe and dignified transfer of migrants from Lampedusa to other reception centres in Italy			15 138 579
Integrated multisectoral response for vulnerable, conflict- and climate-affected communities across South Sudan			10 880 714
Providing life-saving humanitarian assistance to the most vulnerable and contributing to reduced aid dependency in Yemen			10 377 566
Addressing humanitarian, protection and health needs of Afghan undocumented returnees at the border with the Islamic Republic of Iran and in the provinces of high return			9 730 146
Provision of integrated protection and life-saving health services to migrants and internally displaced persons in Yemen			7 888 492
Implementation of the European Union election observation mission to Nigeria 2023			7 706 323
Individual measure to strengthen border management capacities in Bosnia and Herzegovina			6 887 810
Support for the peace process and the stability in eastern Democratic Republic of the Congo			6 715 784
European Union readmission capacity building facility (EURCAP) – phase IV			6 472 492
Integrated support for job creation in Iraq through agribusiness value chain development and financial inclusion			6 395 445
Reducing violence and stabilizing high-risk communities – Central African Republic			6 237 827
Addressing humanitarian needs by providing information management support and distribution of essential non-food items for displaced and vulnerable crisis-affected populations in the Sudan			6 103 443
European Union border assistance mission to the Republic of Moldova and Ukraine – EUBAM phase XIII, part II – resilience across borders			5 958 659
Secure cross-border social, economic and commercial activities in the Great Lakes region – Rwanda			5 699 651
Implementation of the European Union election observation mission to Zimbabwe 2023			5 121 004
Sustainable support to persons displaced by conflict and natural disasters and their host communities in Afar, Amhara, BSG and Tigray.			4 988 420
Emergency multisectoral assistance for the most vulnerable households in north-west Syrian Arab Republic and provision of SSAFE programming			4 919 094
Contributing to the mitigation of conflict over natural resources between farmer and herder communities in Adamawa state, Nigeria (COMITAS – phase II)			4 432 723

\* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>EUROPEAN COMMISSION (continued)</b>			
Integrated multisectoral assistance for vulnerable conflict-affected communities in South Sudan			4 232 456
Ensuring critical protection assistance for people on the move and strengthening national disaster management capacities to address natural and man-made threats in Haiti			4 155 643
Protection and emergency health assistance to Afghan undocumented returnees, internally displaced persons and other vulnerable populations			4 047 363
Supporting refugees and local communities in Cox's Bazar through improved access to health, protection, shelter, site management and site development, and water, sanitation and hygiene services			4 022 321
Climate-adaptive stabilization in newly liberated areas of Somalia			3 872 654
Contributing to improved living conditions and safety for flood-affected populations in Pakistan through the provision of multisectoral assistance			3 865 144
Enhanced displacement and mobility tracking and multisectoral support for displaced populations in Nigeria			3 846 754
Improving living conditions of conflict- and disaster-affected populations in Somalia			3 547 672
Life-saving, multisectoral emergency assistance for and protection of vulnerable displaced persons in Ethiopia			3 489 640
Emergency relief and assistance for conflict-affected populations in Ma'rib, Al Hudaydah, and Ta'izz governorates in Yemen			3 439 215
Multisectoral humanitarian response for conflict-affected persons in northern Mozambique			3 193 096
Perennial solutions for host populations, refugees and migrants in situations of vulnerability in the territory of Djibouti			3 123 381
Providing protection and humanitarian assistance to vulnerable Venezuelans in border areas of the Bolivarian Republic of Venezuela, Brazil and Panama			2 864 531
Displacement tracking and evidence for migration analysis and policy in Asia			2 844 895
SAFE RETURN: reintegration and recovery assistance in areas of return in Iraq			2 658 089
Funds received in 2023 - to be allocated			2 555 530
Supporting the fight against human trafficking and migrant smuggling in Latin America			2 520 788
Supporting integrated border management in Georgia			2 368 138
Supporting refugees and local communities in situations of vulnerability in Cox's Bazar through improved access to health, protection, and water, sanitation and hygiene services			2 205 726
Sudan better migration management (SBMM) programme - phase III			2 139 504
Contributing to the mitigation of conflict over natural resources between farmer and herder communities in Adamawa state, Nigeria (COMITAS)			2 054 710
Improving border and migration management capabilities in North Macedonia			1 978 439
Nabadgelinta Soomaaliya project			1 961 228
European migration network: national contact point for Austria 2023-2025			1 953 732
Strengthening NGO and local and diaspora-led CSO capacity on preparedness and emergency response in the context of mixed migration flows and shelter support in Latin America and the Caribbean			1 832 148
European Union support for migration management: strengthening migration management and border control			1 799 887
Improving multi-hazard early-warning and preparedness efforts in disaster and conflict affected areas in Somalia			1 707 577
Strengthening the governance of migration in Mauritania and supporting the implementation of the action plan of the national migration management strategy			1 699 098
European Union support to strengthening integrated border management in Ukraine			1 687 764
Further support to strengthen the response capacity to manage migration flows in North Macedonia			1 642 935
Migration, business and human rights in Asia: promoting corporate responsibility and migrant worker's rights in global supply chains			1 608 146
Improved specialization in migration governance and integrated border management in Georgia			1 535 681
Managing ECHO stockpiles of non-food items in regional warehouses for emergency responses			1 403 509
Life-saving, multisectoral emergency assistance and protection for vulnerable displaced persons in Ethiopia			1 341 963
Support for the return of displaced populations and host populations in Bria commune, Haute Kotto prefecture in the Central African Republic			1 308 615
Evidence-based humanitarian response for people affected by the earthquake in Kahramanmaraş and Hatay provinces of Türkiye			1 294 498
Towards better management of disaster displacement and increased resilience of refugees, Bangladesh			1 221 953
Enhanced response to support flood-affected populations in Chad and Nigeria			1 186 441
Improving access to health care for refugees and people displaced from Ukraine benefiting from temporary protection in Member States			1 160 338
Emergency multisectoral assistance, information management, SSAFE training, and support for the establishment of an inter-agency risk management unit in north-western Syrian Arab Republic			1 156 101



	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>EUROPEAN COMMISSION (continued)</b>			
European Union support to migration management in Serbia – improving reception capacity, protection services and access to education – phase III			1 092 797
Strengthening resilience to natural disasters in Burundi			1 051 098
Supporting conflict-affected populations in the Far North of Cameroon through providing reliable displacement figures/trends and timely shelter/settlements support			1 003 272
European migration network: national contact point for Slovakia 2023–2025			983 819
European migration network: national contact point for Lithuania 2023–2025			967 638
Supporting Rohingya refugees and host communities through shelter and COVID-19 health interventions in Bangladesh			963 597
Enhancing policy framework and capacity for effective migration and asylum management in Armenia			930 706
Farmers-fisherfolks' advancement and integration to resilient value chains in Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao (FAIR-VALUE)			908 661
PROTTASHA II – strengthened service delivery systems for improved migration management and sustainable reintegration			895 927
Provision of protection assistance and improved access to essential services for internally displaced persons in informal settlements in Iraq			872 410
Enhancing community event-based surveillance at points of entry and along migration corridors to inform preparedness plans in urban areas of Zimbabwe			872 410
Improving site coordination, management services and monitoring of displacement and multisectoral humanitarian needs in communities and sites in eastern Democratic Republic of the Congo			862 999
Strengthening protection assistance at the Nimroz and Herat border crossing points and transit centres and access to protection-related immediate basic needs for undocumented deportees to Afghanistan			790 140
Mobility tracking and multisectoral humanitarian needs in localities and sites affected by displacement/return in the Central African Republic (national coverage)			770 878
Access to information on the risks of migration and economic opportunities for young Mauritians and migrants in Mauritania			760 129
European Union regional support to protection-sensitive migration management systems in the Western Balkans – contract 1			740 026
Improving the living conditions of migrants from the Bolivarian Republic of Venezuela through humanitarian assistance, data collection and analysis and strengthened regional coordination mechanisms			706 625
Strengthening the evidence base on human mobility along the eastern corridor under the migrant response plan, Djibouti–Ethiopia–Kenya–Somalia			704 070
Addressing protection risks of refugees and migrants through mobility and needs assessment monitoring and direct assistance in Indonesia, Malaysia, and Thailand			702 236
European Union regional support to protection-sensitive migration management systems in the Western Balkans – phase III			688 725
European Union-China dialogue on migration and mobility support project – phase III (MMSP III)			663 395
Multisectoral humanitarian response for persons affected by violence in northern Mozambique and supporting the COVID-19 vaccination campaign roll-out in Mozambique, Botswana and South Africa			633 505
Promoting peaceful coexistence as part of the COVID-19 response for migrants, refugees and other vulnerable populations in Central America and the Caribbean			569 699
European Union–United Nations partnership for migration-related capacity-building			537 321
Bangladesh sustainable reintegration and improved migration governance – Bangladesh			510 694
Addressing migrant protection in terms of the Rohingya refugee crisis and challenges related to COVID-19 and maritime and land movements in Indonesia, Malaysia and Thailand – net of “for refund”			499 156
Facility on sustainable and dignified return and reintegration in support of the Khartoum process – Kenya			488 128
Addressing disaster displacement and increasing emergency preparedness and anticipatory action among humanitarian actors and refugees in Bangladesh			449 679
Strengthened protection and improved human rights fulfilment for a more efficient and integrated humanitarian response to the needs of vulnerable Haitian migrants and displaced persons			366 434
First step: online pre-departure integration measures (PDIMs) in Malta			323 286
Supporting civil society and institutional actors to protect migrants and human rights in Mauritania			295 275
STEMTALENT4NL: Retention and attraction of highly skilled (STEM) talent in the Netherlands			274 091
Strengthening migration management capacities in support of government reform agenda in line with CEPA			245 936
Addressing the most urgent needs of vulnerable people affected by the August 2021 earthquake in southern Haiti			243 288
Enhancing the efficiency and effectiveness of humanitarian logistics through a common pipeline management database application, global action			238 045
Migration of African talents through capacity-building and hiring			233 363

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>EUROPEAN COMMISSION (continued)</b>			
Right lines: drawing fundamental rights policies and actions at the Greek and Cypriot borders			230 523
Border management assessment and establishment for a border post between Zimbabwe and South Africa in Chikwarakwara			229 882
Implementation of the European Union election exploratory mission to El Salvador 2024			204 292
Portugal: enhancing migrant integration services			191 728
Effective case management through strengthened management of isolation centres and ground crossing points in support of rapid response and preparedness against COVID-19 in Nepal			180 355
Implementation of the European Union election exploratory mission to the Democratic Republic of the Congo 2023			176 813
Implementation of the European Union election exploratory mission to Pakistan 2024			174 237
Direct assistance to migrants in situations of vulnerability transiting through the migration corridors and to vulnerable individuals from the host communities in Djibouti			164 882
LEARN: technical support to sustain a learning network and scale the labour market integration of newcomers in the Netherlands			157 849
Supporting the national vaccination campaign in the Niger through capacity-building, logistical and awareness-raising support in the Agadez region			111 334
Implementation of the European Union election expert mission to Timor-Leste 2023			107 662
Enhancing mobility monitoring and border coordination to inform preparedness plans in Zimbabwe			106 045
Enhancing the humane management of mixed migration flows in Zimbabwe through life-saving assistance and protection of migrants' dignity and rights to build resilience and strengthen social cohesion			105 932
Implementation of the European Union election exploratory mission to Sierra Leone 2023			102 233
Implementation of the European Union election exploratory mission Zimbabwe 2023			102 008
Strengthening coordination on inclusion of third-country nationals in Slovakia			101 049
Community policing without borders			98 339
Implementation of the European Union election exploratory mission to Senegal 2023			90 273
Alternative residential care systems for unaccompanied migrant children			81 029
Implementation of the European Union election follow-up mission to Guyana 2023			76 888
Implementation of the European Union election follow-up mission to Kosovo* 2022			74 295
Emergency response to stranded migrants in Belarus			66 165
Implementation of the European Union election follow-up mission to Zambia 2023			63 866
Awareness-raising and information for safety and empowerment (ARISE) campaign – Tunisia			63 705
Awareness-raising and information for safety and empowerment for all in Albania (ARISE-ALL)			55 956
Development and institutionalization of the joint intersectoral analysis framework 2022–2023			52 743
Implementation of the European Union election observation mission to Nigeria 2023			46 449
Implementation of the European Union election exploratory mission to Nigeria 2022			32 416
Enhancing mobility monitoring at the Thailand–Myanmar border			32 120
Guidelines on mainstreaming migration into international cooperation and development – Belgium			29 554
Talent hub: supporting Copenhagen capacity to strengthen retention and European Union mobility of skilled migrants through multi-country coordination on talent retention and circulation			25 804
Implementation of the European Union election observation mission to Lebanon 2022			21 462
Supporting the migrant learners unit to improve the inclusion of migrant learners in mainstream education in Malta			21 052
Implementation of the electoral expert mission to Papua New Guinea 2022			20 879
Implementation of the European Union electoral follow-up mission to Nigeria			20 006
Implementation of the election exploratory mission to Kenya 2022			18 832
Implementation of the electoral expert mission to Nigeria 2022			16 029
Implementation of the election exploratory mission to Sao Tome and Principe 2022			14 904
Implementation of the election follow-up mission to Senegal 2022			9 092
Implementation of the election follow-up mission to Zimbabwe 2022			8 233
Implementation of the European Union election exploratory mission to Angola 2022			4 846
Readmission capacity-building facility (EURCAP) – Belgium			1 299
EUTF–IOM initiative for migrant protection and reintegration – Côte d'Ivoire – for refund			(1 846)
Supporting ACP–European Union cooperation on migration and development – Belgium – for refund			(4 342)

\* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>EUROPEAN COMMISSION (continued)</b>			
Supporting the Greek government in constructing a new identification and reception centre in Samos – phase II – for refund			(4 747)
European Union support for migration management in Serbia: improving reception capacity, protection services and access to education – phase II – for refund			(5 015)
Protecting vulnerable migrants and stabilizing communities in Libya – for refund			(5 322)
Bosnia and Herzegovina: enhancing social cohesion in communities hosting people on the move – for refund			(7 130)
Strengthening the COVID-19 response in Kinshasa by improving the preparedness and efficiency of the national police of the Democratic Republic of the Congo – for refund			(9 627)
Portugal: providing technical support to the high commission for migration to improve the response of national centres for migrant integration by assessing and evaluating its services and operations – for refund			(11 777)
Addressing COVID-19 challenges within the migrant and refugee response in the Western Balkans – for refund			(14 834)
European migration network 2019–2020: national contact point for Lithuania – for refund			(15 476)
Strengthening the capacity of the Greek directorate of social integration for the implementation of nationwide policies and mechanisms for the integration of migrants in Greece – for refund			(24 529)
Implementation of the election follow-up mission to Pakistan 2021 – for refund			(61 073)
European migration network: national contact point for Austria (2021–2022) – for refund			(160 661)
Promoting migration governance in Zimbabwe – for refund			(214 940)
Safeguarding children at Greek border points – MERIMNA – net of “for refund”			(215 110)
Strengthening the operational capacity of the Turkish coastguard in managing migration flows in the Mediterranean – phase II – for refund			(278 908)
Enhancing integrated border management along the Ukraine–Republic of Moldova border – Ukraine – for refund			(477 777)
Harmonization and social cohesion programme across Türkiye – net of “for refund”			(514 425)
Building community resilience in Rakhine state to reduce the threat of communal violence and the risks of irregular migration – for refund			(863 888)
Implementation of the European Union election observation mission to Zambia 2021 – for refund			(979 891)
Supporting the Spanish authorities in managing an emergency reception facility on the Canary Islands – for refund			(3 848 718)
<b>Subtotal: EUROPEAN COMMISSION</b>			<b>439 402 532</b>
<b>UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND POOLED FUNDS</b>			
<b>CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND</b>			
Provision of life-saving assistance to internally displaced persons in situations of vulnerability affected by crises induced by natural and human-induced hazards in the Sudan			4 500 000
Multipurpose cash response for food insecure households impacted by drought			4 000 000
Provision of emergency assistance through cash-based onward transportation assistance to returnees affected by the crisis in the Sudan			4 000 000
Responding to urgent needs of internally displaced persons in Yemen with shelter and cash assistance			3 775 000
Addressing the humanitarian and protection needs of displaced persons in Haiti through a multisectoral approach			3 300 000
Life-saving assistance for earthquake-affected populations in north-west Syrian Arab Republic			3 000 000
Providing life-saving multisectoral assistance to South Sudan returnees affected by the crisis in the Sudan			3 000 000
Emergency multisectoral assistance for vulnerable populations in North Kivu and Ituri provinces and support for durable solutions for displaced persons			2 500 000
Multipurpose cash assistance for conflict-affected populations in the Sudan			2 500 000
Sudan crisis response: multisectoral emergency response to Ethiopian migrants, refugees and third-country nationals in Ethiopia			2 300 000
Life-saving emergency assistance for disaster-affected populations in Türkiye			2 250 000
Provision of emergency shelter and non-food items for populations affected by drought and the crisis in northern Ethiopia			2 203 964
Multisectoral response to the humanitarian needs of Afghan returnees from Pakistan			2 000 000
Emergency response to humanitarian needs in Amhara region through cash and shelter/non-food items assistance			2 000 000
Provision of life-saving humanitarian assistance through comprehensive site management and coordination services at displacement sites in Ma’rib and Al Hudaydah, Yemen			1 999 999
Supporting food security via the rapid provision of multipurpose cash assistance and health services in Yemen			1 950 000
Ensuring support for the Rohingya refugees affected by the fire in March 2023			1 936 000

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND (continued)</b>			
Humanitarian response to people in situations of mobility, transit, and displacement in Honduras in the context of insecurity and humanitarian crises			1 800 000
Support for vulnerable conflict- and drought-displaced communities through the provision of water, sanitation and hygiene, and shelter and non-food item services			1 585 000
Life-saving CCCM, NFI and multipurpose cash assistance for IDPs affected by extreme rainfall and cyclone Yaku in coastal areas of Peru to restore their dignity and improve their living conditions			1 500 007
Emergency assistance to Chadian returnees from the Sudan			1 500 000
Emergency shelter and non-food item response for cyclone-affected communities in Rakhine state and north-west Myanmar			1 500 000
Provision of integrated humanitarian assistance to the most vulnerable crisis-affected people through mobile teams in the Sudan			1 500 000
Emergency shelter and non-food item support for populations affected by the floods in north-eastern Libya			1 500 000
Emergency humanitarian response to the mixed flows crossing the Darién jungle			1 499 331
Emergency response to cyclone Mocha: rehabilitation of camp structures, through strengthened site development and site management to improve Rohingya refugees' living conditions.			1 436 500
Providing liquefied petroleum gas (LPG) to address cooking fuel needs of Rohingya households in Cox's Bazar			1 400 000
Provision of immediate life-saving emergency shelter and non-food item assistance for cyclone- and flood-affected populations in central and northern Mozambique			1 300 000
Providing multipurpose cash assistance to address the most urgent needs of the drought-affected communities			1 201 435
Emergency floods response through provision of integrated water, sanitation and hygiene promotion (WASH) services in Somalia.			1 200 000
Emergency multisectoral assistance to vulnerable populations in North Kivu (coordination and management of displacement sites and non-food items)			1 093 750
Addressing the immediate needs of the earthquake-affected populations in Herat with Shelter/non-food item assistance			1 000 001
Providing life-saving humanitarian protection and health-care assistance to migrants and other vulnerable individuals in Lebanon			1 000 000
Emergency shelter assistance (Cash for shelter) in Badakhshan province			1 000 000
Funds received in 2023 – to be allocated			899 999
Emergency assistance for displaced people in Lac province			872 000
Provision of immediate life-saving emergency shelter, non-food items and camp coordination and camp management assistance in response to the impact of tropical cyclone Freddy			800 000
Provision of life-saving humanitarian assistance to third-country nationals, their family members, and evacuees from Israel and the Occupied Palestinian Territory			799 998
Emergency shelter for populations affected by the cyclone in the south-east of Madagascar			700 000
Provision of humanitarian assistance to refugees in Armenia			550 000
Humanitarian shelter assistance for vulnerable populations affected by conflict in North Kivu, Democratic Republic of the Congo			500 000
Emergency response for cyclone-affected populations in Vanuatu providing life-saving shelter and non-food items			500 000
Emergency shelter assistance to displaced populations in North Kivu			500 000
Enhancing essential primary healthcare services in the Northwest Region			500 000
Emergency response to cyclone-affected populations in Vanuatu with life-saving shelter and non-food items			400 000
Life-saving emergency assistance for vulnerable people affected by the earthquake in Khoy, Islamic Republic of Iran			200 000
Shelter assistance and site management support for populations in situations of vulnerability affected by conflict in Ituri and North Kivu provinces in the Democratic Republic of the Congo – for refund			(16 818)
Active surveillance of travellers and mobile populations during the Ebola virus disease outbreak in Equateur province, the Democratic Republic of the Congo – for refund			(26 727)
Multisectoral humanitarian emergency response to save lives and protect returnees in Hodh Ech Chargui – for refund			(32 438)
Protection assistance for women, girls and migrants at risk of gender-based violence and human trafficking in the Bolivarian Republic of Venezuela – for refund			(48 789)
Provision of emergency and life-saving multisectoral assistance in response to conflict-affected population in Twic and Abyei administrative area – net of “for refund”			(64 532)
Strengthening response to drought-induced humanitarian crisis through data collection on displaced populations in the southern region of Madagascar – for refund			(66 178)
Humanitarian assistance in shelter and site management support for vulnerable populations affected by cyclones Batsirai and Emnati – for refund			(147 286)
<b>Total: Central Emergency Response Fund – Earmarked</b>			<b>77 050 216</b>

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS</b>			
Consolidation of peace and security between farming and herding communities in the provinces of Salamat, Sila and Ouaddai			150 000
Shelter support for internally displaced persons affected by the floods			120 000
Information management and institutional strengthening on migration for the implementation of the project for the integral development plan for Central America			100 000
Personnel support to FAO's enterprise resources planning project			80 080
2022 multisectoral needs assessment to inform the humanitarian needs overview and humanitarian response plan process in the Sudan			50 000
<b>Total: Food and Agriculture Organization of the United Nations – Earmarked</b>			<b>500 080</b>
<b>INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION</b>			
South-East Asia regional programme on labour migration in the fishing sector			849 071
Towards a holistic approach to labour migration governance and labour mobility in North Africa			657 174
Leaving no one behind: improving skills and economic opportunities for the Bangladeshi community and Rohingya women and youth in Cox's Bazar in Bangladesh			510 571
Standard tools for measuring trafficking in persons – phase I			299 677
SCAAN: security communications and analysis network application			86 510
Assessing household labour needs in the most earthquake-affected provinces of Türkiye			60 000
United Nations inter-agency collaboration on the Thailand migration report 2024			13 500
Job creation and entrepreneurship opportunities for Syrians under temporary protection and host communities in Türkiye – for refund			(63 025)
<b>Total: International Labour Organization – Earmarked</b>			<b>2 413 478</b>
<b>INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION</b>			
SCAAN: security communications and analysis network application			61 900
Staff loan agreement IOM-International Telecommunication Union			45 186
<b>Total: International Telecommunication Union – Earmarked</b>			<b>107 086</b>
<b>MYANMAR HUMANITARIAN FUND</b>			
Inter-agency translation and interpretation services to strengthen humanitarian response coordination in Myanmar			95 367
<b>Total: Myanmar Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>95 367</b>
<b>OFFICE OF THE SPECIAL ENVOY FOR THE GREAT LAKES</b>			
Technical and administrative assistance for the deployment of the operational cell of the contact and coordination group			141 392
<b>Total: Office of the Special Envoy for the Great Lakes – Earmarked</b>			<b>141 392</b>
<b>OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS</b>			
United Nations inter-agency collaboration on the Thailand migration report 2024			2 000
<b>Total: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights – Earmarked</b>			<b>2 000</b>
<b>OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES</b>			
European union support to Uganda's engagement on forced displacement and migration			949 374
Logistical support to UNHCR verification exercise in seven temporary shelters in Thailand			582 218
Post-arrival reception assistance to returnees from Yemen			574 590
EU4Decent Work for all: promoting sustainable integration solutions for people on the move in Mexico			521 011
Strengthening peaceful coexistence between displaced populations and local communities through social cohesion initiatives in Burundi			410 029
Inter-city and inter-country transportation of Ukrainian refugees (through inter-agency cost-sharing)			252 356
Funds received in 2023 – to be allocated			208 638
Protecting persons of concern in Mexico, Guatemala, El Salvador, Honduras and Costa Rica through humanitarian/shelter/protection assistance, cash-based initiatives and improved coordination			177 384
Assistance for refugees and asylum-seekers in Viet Nam – net of “for refund”			167 387
Fast-track transportation and call centre support for Ukrainian refugees			143 975
2022 multisectoral needs assessment to inform the humanitarian needs overview and humanitarian response plan process in the Sudan			120 000
Sustainable reintegration of Sri Lankan refugee returnees from India			113 342
Processing of UNHCR medical assessment form for refugees			103 426

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (continued)</b>			
Refugees and asylum-seekers have access to employment and livelihoods opportunities in Guyana.			38 096
Supporting the implementation of the national disability agency's disability needs assessment survey			24 000
Supporting the implementation of the independent assessment by GIST on the risk of post-delivery aid diversion at sites for internally displaced persons in Somalia			12 188
UN4Lebanon – facilitating resettlement of refugees in situations of vulnerability to Italy, 2.0 – net of “for refund”			11 469
IOM support for UNHCR-funded ad hoc movements (durable solutions) globally			2 227
Medical assessment form for refugees submitted for resettlement from Uganda – for refund			(2 671)
Democratic Republic of the Congo: voluntary repatriation of refugees – for refund			(9 030)
Labour mobility pathways for persons with humanitarian needs in Mexico – for refund			(9 031)
Maintenance of voluntary repatriation centres and management of warehouse to facilitate the voluntary return of Myanmar refugees – for refund			(13 011)
Medical assessment and assistance for people of concern to UNHCR – for refund			(13 483)
UN4Lebanon – facilitating resettlement of refugees in situations of vulnerability to Italy – for refund			(18 607)
Provision of medical assessments for resettlement activities in Lebanon – for refund			(23 328)
<b>Total: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees – Earmarked</b>			<b>4 322 549</b>
<b>SYRIA CROSS-BORDER HUMANITARIAN FUND</b>			
Emergency humanitarian support for earthquake-affected populations in north-west Syrian Arab Republic			3 000 000
Envelope 3: life-saving emergency assistance for affected populations			2 891 861
Food, security and livelihood support for earthquake-affected populations in north-west Syrian Arab Republic			2 847 347
Life-saving emergency assistance for affected populations			1 982 883
Envelope 2: shelter and non-food items – emergency assistance for vulnerable populations in north-west Syrian Arab Republic			1 500 000
Ensuring accountability to affected populations and risk management in the earthquake response in north-west Syrian Arab Republic			414 519
Multisectoral assistance for vulnerable populations in north-west Syrian Arab Republic – for refund			(9 085)
<b>Total: Syria Cross-Border Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>12 627 525</b>
<b>UNESCO</b>			
Restoration of Iraq's historic and cultural heritage as a pillar of economic recovery			167 991
United Nations inter-agency collaboration on the Thailand migration report 2024			5 000
<b>Total: UNESCO – Earmarked</b>			<b>172 991</b>
<b>UN-HABITAT</b>			
Fostering solidarity among local communities for migrants and refugees from the Bolivarian Republic of Venezuela			1 790 095
Sustainable and gender-sensitive integration of internally displaced persons in Pemba through the implementation of urban durable solutions			383 915
<b>Total: UN-Habitat – Earmarked</b>			<b>2 174 010</b>
<b>UNICEF</b>			
Strengthening capacity in the Republic of Moldova to ensure high-quality protection, education, health services and socioeconomic opportunities for Ukrainian refugees			1 687 564
Refurbishment work in sector B, building 10 of the Harmanli registration and reception centre for the establishment of a safe zone for unaccompanied and separated children			538 740
Provision of tuberculosis and HIV clinical mentoring services in Somalia, including the Somaliland region			355 596
Support for the global fund steering committee operations through IOM			258 562
Addressing the root causes of child labour in the Nawa region			232 018
Psychoemotional care for children and adolescents in situations of mobility in Uruguay			71 105
Protection and development of children, adolescents and youth vulnerable to child labour, migration and security risks in the cocoa-growing and northern regions of Côte d'Ivoire			35 972
Displacement tracking matrix (DTM) 2023			15 000
Supporting the implementation of the independent assessment by GIST on the risk of post-delivery aid diversion at sites for internally displaced persons in Somalia			12 188
Supporting the implementation of the national disability agency's disability needs assessment survey			5 000
Pre-positioning water, sanitation and hygiene emergency supplies and equipment in the Lower Juba region of Somalia		10	
<b>Total: UNICEF – Earmarked</b>	<b>10</b>		<b>3 211 745</b>

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED NATIONS DEPARTMENT OF MANAGEMENT STRATEGY, POLICY AND COMPLIANCE</b>			
Comprehensive assistance for victims of sexual exploitation and abuse and children born of sexual exploitation and abuse			170 000
<b>Total: United Nations Department of Management Strategy, Policy and Compliance – Earmarked</b>			<b>170 000</b>
<b>UNITED NATIONS DEPARTMENT OF POLITICAL AND PEACEBUILDING AFFAIRS</b>			
Reimbursable loan – IOM to United Nations Department of Political and Peacebuilding Affairs			45 733
<b>Total: United Nations Department of Political and Peacebuilding Affairs – Earmarked</b>			<b>45 733</b>
<b>UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME</b>			
Climate security risks and natural resources management to safeguard human mobility and peaceful co-existence in central Mali			637 733
Strengthening border management in the Pacific			624 444
Ridge to reef – Marshall Islands			346 600
Supporting community safety, conflict risk mitigation and disaster risk management in Cox's Bazar			334 125
Tuberculosis/multidrug-resistant tuberculosis interventions among Afghan refugees, returnees and mobile populations in Afghanistan, the Islamic Republic of Iran and Pakistan			176 297
Operationalization of the capacity for disaster reduction initiative at country level through regional and global facilitation services			145 961
Coordinators GP2.0 – phase II			60 000
Supporting the implementation of the national disability agency's disability needs assessment survey			35 000
Support implementation of sustainable anti-corruption action in United Republic of Tanzania – SOC project			6 500
Funds received in 2023 – to be allocated			4 148
United Nations inter-agency collaboration on the Thailand migration report 2024			3 000
Exploring global standardization of cross-border identity document systems – for refund			(428)
<b>Total: United Nations Development Programme – Earmarked</b>			<b>2 373 380</b>
<b>UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME</b>			
Resolving the protracted displacement of internally displaced people by scaling up support for returnee emergency livelihoods through debris recycling interventions in conflict-affected areas			1 225 000
Strengthening resilience to climate change-related risks for peace and socio-economic stability in north-eastern Côte d'Ivoire			420 000
Strengthening national capacity to address the environmental impacts of humanitarian responses to population displacement in selected countries			(36 630)
<b>Total: United Nations Environment Programme – Earmarked</b>			<b>1 608 370</b>
<b>UNITED NATIONS HEADQUARTERS</b>			
Funds received in 2023 – to be allocated			99 828
<b>Total United Nations Headquarters – Earmarked</b>			<b>99 828</b>
<b>UNITED NATIONS INTERIM SECURITY FORCE FOR ABYEI</b>			
Promoting spaces for conflict prevention and reduced vulnerability in Abyei: a joint programme of the regional coordinators in the Sudan and South Sudan in Abyei			750 000
Mitigating conflict in Abyei through water interventions			180 300
<b>Total: United Nations Interim Security Force for Abyei – Earmarked</b>			<b>930 300</b>
<b>UNITED NATIONS INTERNATIONAL, IMPARTIAL AND INDEPENDENT MECHANISM</b>			
SCAAN: security communications and analysis network application			49 648
<b>Total: United Nations International, Impartial and Independent Mechanism – Earmarked</b>			<b>49 648</b>
<b>UNITED NATIONS MISSION IN KOSOVO*</b>			
Promoting and advancing language rights in Kosovo*			58 052
Advancing language rights in Kosovo*			24 000
<b>Total: United Nations Mission in Kosovo* – Earmarked</b>			<b>82 052</b>

\* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES</b>			
Enhancing community resilience and local governance			3 465 291
New infrastructure for migration opportunities and empowerment of migrants in the south-east border area of Myanmar			1 651 142
European Union response to the health and socioeconomic impact of COVID-19 in Intergovernmental Authority on Development countries			1 396 000
Implementation of social services work package for component 1 activities of the Mozambique northern crisis recovery project			1 283 513
Improving essential health-care services in Buthidaung, Maungdaw and Pauktaw, Rakhine state	51 892		1 011 255
Building climate change resilience and social integration of displaced people in settlements of western Belize			872 234
Provision of immediate humanitarian relief, protection and mental health and psychosocial support to vulnerable populations in Chin			500 000
Enhancing access to basic essential health-care services for marginalized rural, ethnic, youths and displaced populations in Rakhine state, Myanmar			404 338
Enhancing access to basic essential health-care services for marginalized rural, ethnic, youths and displaced populations in Rakhine state, Myanmar			327 384
Supporting joint action on climate change and migration in the context of implementation of commitments under the Paris agreement and the global compact for safe, orderly and regular migration			288 522
Action and support to avert, minimize and address displacement in Kenya			200 000
Action and support to avert, minimize and address displacement related to climate change – Guatemala			150 000
Action and support to avert, minimize and address displacement related to the adverse impacts of climate change in Bangladesh			100 000
Addressing urgent needs in Iraq: screening, rehabilitation, and reintegration of adults, management of high-risk prisoners, and protection needs of children returned from the Syrian Arab Republic			70 000
Early and improved tuberculosis case detection and treatment among migrants and their families in provinces 1, 2 and 3 of Nepal through a public-private mix approach			3 353
Strengthening the resilience of conflict-affected communities in Kachin state and northern Shan state through increased safe and rewarding migration – for refund			(184 030)
<b>Total: United Nations Office for Project Services – Earmarked</b>	<b>51 892</b>		<b>11 539 002</b>
<b>UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS – COUNTRY-BASED POOLED FUNDS</b>			
Provision of water, sanitation and hygiene support to vulnerable populations in conflict-affected areas of Ukraine			5 900 000
Multisectoral support for conflict-affected populations, specifically people living with disabilities, in east and southern Ukraine			5 520 000
Winterization support for conflict-affected populations in Ukraine			5 000 000
Strengthening well-being of affected populations through camp coordination and camp management support to internally displaced persons and the host community in the Tigray region			500 001
Promoting collective accountability and disability risk mapping among AAP WG-E members, organizations of persons with disabilities, INGOs, United Nations agencies and government partners			300 000
Common shelter and non-food items pipeline for flood response in north-east Nigeria			261 370
Winterization and hygiene support for conflict-affected populations in Luhansk oblast			94 000
Provision of emergency livelihood support for highly vulnerable returnees and host communities in Sinjar, Tel Afar and Tuz Khurmatu – Iraq – for refund			(21 225)
<b>Total: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Country-based Pooled Funds – Earmarked</b>			<b>17 554 146</b>
<b>UNITED NATIONS OFFICE OF COUNTER-TERRORISM</b>			
Addressing urgent needs in Iraq: screening, rehabilitation and reintegration of adults, management of high-risk prisoners, and protection needs of children returned from the Syrian Arab Republic			355 089
Building the capacity of member states to prevent, detect and investigate terrorist offences and related travel by using advance passenger information and passenger name record data			245 030
<b>Total: United Nations Office of Counter-Terrorism – Earmarked</b>			<b>600 119</b>
<b>UNITED NATIONS POPULATION FUND</b>			
Construction of family health houses in underserved remote rural areas in Helmand province in Afghanistan			1 314 278
Joint partnership between UNFPA and IOM for cash assistance to pregnant and lactating women			622 062
Inter-agency working group on interoperability of baseline population, displacement and refugee data			91 057
Supporting the safe evacuation of Somali nationals fleeing conflict in the Sudan			72 026



	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>UNITED NATIONS POPULATION FUND (continued)</b>			
Support for the eye camp in the Awdal region and Gebileh district			10 000
Protection and services for vulnerable settlements, migrants and young people in two southern provinces of the Lao People's Democratic Republic – for refund			(50 176)
<b>Total: United Nations Population Fund – Earmarked</b>			<b>2 059 247</b>
<b>UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY</b>			
Addressing new displacement due to the adverse effects of climate change and other shocks in southern Iraq			927 768
Addressing human security through integrated support for the most vulnerable and crisis-affected communities in South Kordofan state			875 501
Promotion of human security of Ukrainian refugees, third-country nationals and host communities in the Republic of Moldova through socioeconomic empowerment and inclusion			496 091
Using the human security approach to empower and protect individuals against human trafficking in Guinea			170 905
Empowering stakeholders to respond to challenges related to unmanaged internal migration in Madagascar through a human security approach			103 982
Promoting a human security approach to disaster displacement and environmental migration policies integrating the COVID-19 pandemic response in the eastern Caribbean			75 649
Enhancing community resilience and social cohesion among select border communities in northern Ghana			71 448
Applying the human security approach to advance an integrated response to health and migration in the northern triangle of Central America and Mexico			47 131
A joint human security approach to strengthening prevention of and protection and empowerment in mixed migration flows towards Gabon			41 580
Enhanced resilience and living conditions for vulnerable communities addressing economic, health and food security challenges due to impacts of COVID-19 in Sierra Leone – for refund			(31 918)
<b>Total: United Nations Trust Fund for Human Security – Earmarked</b>			<b>2 778 137</b>
<b>UN-WOMEN</b>			
Famili I redi reintegration: supporting families to maintain healthy relationships after labour mobility			100 000
<b>Total: UN-Women – Earmarked</b>			<b>100 000</b>
<b>WORLD FOOD PROGRAMME</b>			
Nutrition support activity for people living with HIV/tuberculosis under the targeted operational areas	217 904		916
Fostering preparedness actions for response and early recovery to increase resilience to multiple risks among urban and peri-urban communities in the regions of Amazonas and San Martín in Peru			141 724
Nutrition support activity for people living with HIV/tuberculosis in the targeted operational areas			107 813
Co-funding of a collective diplomacy and humanitarian advocacy advisor (P-4 level), within the inter-agency standing committee secretariat			101 113
Inter-agency standing committee (IASC) steering committee review of the IASC community-based complaints mechanism approach			32 100
Supporting the implementation of the independent assessment by GIST on the risk of post-delivery aid diversion at sites for internally displaced persons in Somalia			12 188
In-kind contributions	10 000		
Supporting the implementation of the national disability agency's disability needs assessment survey			5 000
<b>Total: World Food Programme – Earmarked</b>	<b>227 904</b>		<b>400 854</b>
<b>WORLD HEALTH ORGANIZATION</b>			
Funds received in 2023 – to be allocated			259 434
Strengthening South Sudan's port health core capacities for national public health security			212 541
Increased access to primary health care and response to outbreaks including cholera to affected communities in the Southern Nations, Nationalities, and Peoples' Region			200 000
Staff loan agreement IOM-WHO			124 523
Active case finding of tuberculosis through the mobile team approach in Mon and Kayin states			98 190
Supporting the safe evacuation of Somali nationals fleeing conflict in the Sudan			35 000
Inter-agency standing committee (IASC) steering committee review of the IASC community-based complaints mechanism approach			32 100
Supporting the implementation of the national disability agency's disability needs assessment survey			15 000
United Nations inter-agency collaboration on the Thailand migration report 2024			5 000
<b>Total: World Health Organization – Earmarked</b>			<b>981 788</b>

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>YEMEN HUMANITARIAN FUND</b>			
Multisectoral humanitarian assistance to internally displaced person sites in Al Khukhah district, Al Hudaydah governorate, Yemen, priority 1			1 000 000
Mobility tracking through area assessments in Yemen			1 000 000
Protection of vulnerable migrants in Sa'dah governorate (RMMS), Pillar 1			798 815
Rehabilitation and operation of Ta'iz humanitarian hub			743 576
<b>Total: Yemen Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>3 542 391</b>
<b>MULTI-PARTNER TRUST FUNDS</b>			
<b>AFGHANISTAN HUMANITARIAN FUND</b>			
Emergency shelter/non-food items: cash-based interventions, winterization			5 343 970
IOM emergency shelter/non-food items: Herat earthquake response October 2023			1 000 000
Provision of life-saving primary health-care support in high-risk locations during the winter period in Afghanistan			944 475
IOM emergency shelter/non-food items: Herat earthquake response October 2023 – 4th reserve allocation			750 000
Addressing the urgent mental health and psychosocial support needs of earthquake-affected populations in Herat			300 000
Set-up of three humanitarian hubs in support of the earthquake response in Paktika and Khost provinces – for refund			(866 905)
<b>Total: Afghanistan Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>7 471 540</b>
<b>CENTRAL AFRICAN REPUBLIC HUMANITARIAN FUND</b>			
Project to facilitate and assist the return of displaced persons exposed to protection risks in Kaga Bandoro and Bria, Central African Republic			1 000 000
<b>Total: Central African Republic Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>1 000 000</b>
<b>CONFLICT-RELATED SEXUAL VIOLENCE MULTI-PARTNER TRUST FUND</b>			
Technical assistance and capacity-building for the government of Ukraine – developing and implementing interim reparative measures for survivors of conflict-related sexual violence			240 750
<b>Total: Conflict-Related Sexual Violence Multi-Partner Trust Fund – Earmarked</b>			<b>240 750</b>
<b>DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO STABILIZATION COHERENCE FUND</b>			
Pilot initiatives to support the national programme for disarmament, demobilization, community recovery and stabilization in the reinsertion of ex-combatants in priority areas			6 000 000
<b>Total: Democratic Republic of the Congo Stabilization Coherence Fund – Earmarked</b>			<b>6 000 000</b>
<b>GEORGIA–EUROPEAN UNION INNOVATIVE ACTION FOR PRIVATE SECTOR COMPETITIVENESS</b>			
European Union innovative action for private sector competitiveness in Georgia – for refund			(20 928)
<b>Total: Georgia–European Union Innovative Action for Private Sector Competitiveness – Earmarked</b>			<b>(20 928)</b>
<b>JOINT PROGRAMME BANGLADESH SAFE</b>			
United Nations joint project for safe access to fuel and energy for Rohingya refugees			5 603 413
<b>Total: Joint Programme Bangladesh SAFE – Earmarked</b>			<b>5 603 413</b>
<b>JOINT PROGRAMME FOR PEACE</b>			
Joint programme for peace in Sri Lanka – for refund			(127 093)
<b>Total: Joint Programme for Peace – Earmarked</b>			<b>(127 093)</b>
<b>JOINT SDG FUND</b>			
Green finance facility to improve air quality and combat climate change in North Macedonia			250 000
Contributing to establish an enabling environment to promote sustainable green and blue economy in Mauritius and Seychelles			100 000
Integrated national financing framework and financial diversification in Timor-Leste – for refund			(63 743)
<b>Total: Joint SDG Fund – Earmarked</b>			<b>286 257</b>
<b>MIGRATION MULTI-PARTNER TRUST FUND</b>			
Strengthening fact-based and data-driven migration governance and management in Nigeria			1 074 080
Strengthening capacities of border municipalities in the Brazilian Amazon to face the challenges of migration, climate change and health			1 052 794
Enhancing the resilience to climate change of migrant and vulnerable households in the coastal areas of Odisha state and drought-prone areas of Telangana state			840 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>MIGRATION MULTI-PARTNER TRUST FUND (continued)</b>			
Costa Rica: strengthening law enforcement and criminal justice agencies' capacity to coordinate and exchange information to investigate and prosecute human trafficking and the smuggling of migrants			647 232
Making migration work for all: improved social cohesion and fair access to services for migrants in Morocco			560 000
Leveraging the positive impact of migration on development in the Republic of Moldova through improved policy evidence and a better engaged diaspora			560 000
Funds received in 2023 - to be allocated			522 064
Fund management unit direct cost			425 860
United Nations pilot project to strengthen migrant integration and social cohesion through stakeholders' engagement, socioeconomic activities and countering anti-migrant narratives in South Africa			364 948
Labour mobility for sustainable development and climate resilience in the Pacific			300 000
Empowering families left behind for improved migration outcomes in Khatlon province in Tajikistan			180 000
Enhanced socioeconomic integration of migrants and host community members (particularly women and youth) focused on entrepreneurship opportunities through an innovation and community-based approach			180 000
Travel support for delegates and stakeholders to the international migration review forum, May 2022 - for refund			(44 928)
Managing health risks linked to migration in Afghanistan: operationalization of the international health regulations (2005) - for refund			(1 013 769)
<b>Total: Migration Multi-Partner Trust Fund - Earmarked</b>			<b>5 648 281</b>
<b>MOLDOVA 2030 SDGS PARTNERSHIP</b>			
One United Nations joint action to strengthen human rights in the Transnistrian region of the Republic of Moldova (2022-2025)			91 433
One United Nations joint action to strengthen human rights in the Transnistrian region of the Republic of Moldova - for refund			(22 851)
<b>Total: Moldova 2030 SDGs Partnership - Earmarked</b>			<b>68 582</b>
<b>ONE UNITED NATIONS IMPACT FUND FOR THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN</b>			
Emergency assistance for vulnerable earthquake victims in Khoy, Iran			220 000
<b>Total: One United Nations Impact Fund for the Islamic Republic of Iran - Earmarked</b>			<b>220 000</b>
<b>PAPUA NEW GUINEA UNITED NATIONS COUNTRY FUND</b>			
Creating conditions for peace in the Papua New Guinea highlands			172 719
<b>Total: Papua New Guinea United Nations Country Fund - Earmarked</b>			<b>172 719</b>
<b>PEACEBUILDING FUND</b>			
Funds received in 2023 - to be allocated			2 032 263
Local solutions to build climate resilience and advance peace and stability in Bor, Pibor and Malakal			1 050 000
Promoting inclusive security governance in Tanganyika province			956 060
Contributing to sustainable peace in the BARMM by supporting IDP inclusion and displacement resolution measures			883 750
Enhancing women's meaningful involvement in disarmament, demobilization and reintegration policy design: strengthening of platforms for women's associations			842 744
Promoting national reconciliation and social cohesion through the establishment of provincial peace and reconciliation commissions			840 000
Youth empowered through inclusive schools and societies (YESS)			811 335
Peace through health: peacebuilding and violence reduction in communities in the Far North region through inclusive health and social interventions			773 246
Strengthening social cohesion and building trust between the police and the population through community policing, democratic dialogue and economic recovery in Kasai province			733 239
Improving protection and community security in the northern border of the Tillabéri region in the Niger			702 000
Bridging the "youth gap" - strengthening community-based reintegration mechanisms: an IOM/UNICEF partnership for youth affiliated with Al-Shabaab and community youth			680 000
Promotion of inclusive cross-border governance and strengthening the resilience of populations in the border areas of Mauritania and Senegal			644 000
Promotion of inclusive cross-border governance and strengthening the resilience of populations in the border areas of Mauritania and Senegal.			644 000
Support programme for the prevention of conflicts and violent extremism in the border areas of Togo, Benin and Burkina Faso - phase II			525 000
Women lead the way towards peace and security in Bosnia and Herzegovina			515 370

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>PEACEBUILDING FUND (continued)</b>			
Strengthening reconciliation and reintegration pathways for persons associated with non-State armed groups, and communities of reintegration, including women and children, in north-eastern Nigeria			479 500
Support program for the prevention of conflicts and violent extremism in the border areas of Togo, Benin and Burkina Faso – phase II			455 000
Consolidating cross-border social cohesion between Côte d'Ivoire and Guinea for a better understanding and anticipation of risks and the strengthening of trust and collaboration between local actors			419 772
Strengthening binational dialogue between Haiti and the Dominican Republic to promote social cohesion in the border area			385 000
Youth in action: supporting the active role of young women and men for the consolidation of peace in Diffa			345 000
Self-employment creation for rural youth to build peaceful environment and enhance social cohesion			318 500
Promoting inclusive action in peacebuilding (PIAP initiative)			292 500
Strengthening sustainable pacific coexistence and the empowerment of displaced youth in the communes of the western and coastal regions of Cameroon			249 000
Support program for the prevention of conflicts and violent extremism in the border areas of Togo, Benin and Burkina Faso – phase II			245 000
Building cross-border peace and strengthening sustainable livelihoods of cattle herders and crop farmers in Sierra Leone and Guinea			220 720
Building cross-border peace and strengthening sustainable livelihoods of cattle herders and crop farmers in Sierra Leone and Guinea			220 719
Consolidate cross-border social cohesion between Côte d'Ivoire and Guinea for a better understanding and anticipation of risks and the strengthening of trust and collaboration between local actors			214 851
Co-creating peace: participation of diverse young women in the urban-rural and indigenous civic space in Nariño and Cauca			198 304
Strengthening binational dialogue between Haiti and the Dominican Republic to promote social cohesion in the border area			175 000
Supporting transitional justice, community-based reintegration and economic recovery in the context of spontaneous surrenders in Kasai, Kasai Central and Tanganyika provinces			166 785
Preventing climate-induced conflicts through empowered women's leadership			150 000
Youth action for reduced violence and enhanced social cohesion in Wau in South Sudan – for refund			(749)
Gender-responsive peacebuilding in extractive industries in Isabel province in the Solomon Islands – for refund			(34 655)
Supporting the rule of law and social cohesion in the COVID-19 response in Madagascar – for refund			(42 452)
Preventing conflict and violent extremism in the border areas of Benin, Burkina Faso and Togo – for refund			(53 382)
Cross-border engagement between Côte d'Ivoire and Liberia to reinforce social cohesion and border security – phase II – for refund			(75 052)
Strengthening inclusive institutional mechanisms in support of peacebuilding in southern Madagascar – for refund			(75 066)
Conflict management and reinforcement of agropastoral resilience at the Mauritania-Mali border – for refund			(93 631)
Joint programme: peace and reintegration of migrants on their return home – El Salvador – for refund			(305 720)
<b>Total: Peacebuilding Fund – Earmarked</b>			<b>16 487 951</b>
<b>SOMALIA MULTI-WINDOW TRUST FUND</b>			
Saameynta scaling-up solutions to displacement in Somalia			2 347 537
<b>Total: Somalia Multi-Window Trust Fund – Earmarked</b>			<b>2 347 537</b>
<b>SOUTH SUDAN HUMANITARIAN FUND</b>			
Provision of onward transport and cash assistance to returnees affected by Sudan crisis			5 500 000
Life-saving response through the prepositioning and provision of emergency shelter and non-food item support to flood-affected areas			4 500 000
Provision of onward transport and cash assistance to returnees affected by the crisis in the Sudan			3 000 000
Provision of life-saving water, sanitation and hygiene assistance to mitigate against the impact of flooding on vulnerable households in Bentiu, Rubkona and Malakal			2 400 000
Reinforcement of emergency infrastructure to improve access to basic services in Bentiu and Rubkona			2 000 000
Camp coordination and camp management early action intervention to expected floods in Unity and Upper Nile states			1 100 000
Provision of cash assistance to mitigate the risk of forced relocation of internally displaced persons in the Abyei Administrative Area			1 000 000
Provision of multipurpose cash assistance to mitigate flood risks in Bentiu, South Sudan			737 567
<b>Total: South Sudan Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>20 237 567</b>

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>SOUTH SUDAN RECONCILIATION, STABILIZATION AND RESILIENCE TRUST FUND</b>			
Community violence reduction in central and southern Jonglei state and the Greater Pibor Administrative Area – phase II			1 265 728
Locally driven solutions for social cohesion and promoting early recovery in Central Equatoria province in South Sudan			300 000
<b>Total: South Sudan Reconciliation, Stabilization and Resilience Trust Fund – Earmarked</b>			<b>1 565 728</b>
<b>SPECIAL TRUST FUND FOR AFGHANISTAN</b>			
STFA joint programme for the northern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 2: community livelihoods and local economic activities			2 199 254
STFA joint programme for the southern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 2: livelihoods, businesses and local economy recovery			1 771 005
STFA joint programme for the south-eastern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – WINDOW 2: livelihoods, businesses, and local economic recovery			1 328 330
STFA joint programme for the south-eastern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – WINDOW 1: essential services and community infrastructure			1 075 670
STFA joint programme for the northern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 1: essential services			259 033
STFA joint programme for the northern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 3: disaster- and climate-resilient critical infrastructure			227 810
STFA joint programme for the southern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 1: essential services and community infrastructure			186 276
STFA joint programme for the northern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 4: community planning and social cohesion			171 943
STFA joint programme for the south-eastern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – WINDOW 4: social cohesion, human rights and access to justice			150 000
STFA joint programme for the southern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 3: disaster- and climate-resilient critical infrastructure and livelihoods			145 064
STFA joint programme for the southern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADEI strategy – outcome 4: social cohesion, human rights and access to justice			126 933
<b>Total: Afghanistan Special Trust Fund – Earmarked</b>			<b>7 641 318</b>
<b>SPOTLIGHT INITIATIVE FUND</b>			
Spotlight initiative: Pacific regional programme – for refund			(1 177)
<b>Total: – Spotlight Initiative Fund – Earmarked</b>			<b>(1 177)</b>
<b>TANZANIA SDG ACCELERATION FUND</b>			
Kigoma joint programme phase II (KJP II) proposal enhancing resilience and livelihood of communities living in Kigoma Region			117 620
<b>Total: Tanzania SDG Acceleration Fund – Earmarked</b>			<b>117 620</b>
<b>TRUST FUND FOR SUSTAINING PEACE IN COLOMBIA</b>			
Strengthening socioeconomic reincorporation initiatives for sustainability in Colombia			612 396
Voices from the territories: developing new authentic narratives to foster greater co-responsibility in the implementation of the peace agreement – for refund			(9 689)
<b>Total: Trust Fund for Sustaining Peace in Colombia – Earmarked</b>			<b>602 707</b>
<b>UNITED NATIONS ACTION MULTI-PARTNER TRUST FUND</b>			
Strengthening national and community-based conflict-related sexual violence prevention and response mechanisms in Ukraine through a survivor-centred multisectoral approach			256 779
Strengthening 'do no harm' and 'survivors' centeredness' principles in application process for Yazidi female survivor's law			100 002
<b>Total: United Nations Action Multi-Partner Trust Fund – Earmarked</b>			<b>356 781</b>
<b>UNITED NATIONS SRI LANKA SDG MULTI-PARTNER TRUST FUND</b>			
Expanded support for durable resettlement and reintegration in Sri Lanka			627 186
<b>Total: United Nations Sri Lanka SDG Multi-Partner Trust Fund – Earmarked</b>			<b>627 186</b>
<b>Subtotal: MULTI-PARTNER TRUST FUND</b>			<b>76 546 739</b>
<b>Subtotal: UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND POOLED FUNDS</b>	<b>279 806</b>		<b>224 280 173</b>

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>PRIVATE SECTOR</b>			
Eni North Africa B.V. – Boosting youth employment in the south of Libya through skills enhancement and livelihood opportunities			5 000 000
Private sector organization – In-kind contributions	5 906 585		
TikTok Inc. – In-kind contributions	2 376 076		
Private sector organization – Implementing responsible recruitment due diligence in global supply chains – phase II			1 424 572
Innovation Norway – Funds received in 2023 – to be allocated			1 131 815
Airbnb.org – Airbnb assistance: emergency accommodation support to crisis-affected populations			900 000
Disney Worldwide Services, Inc. – IRIS global policy network			742 500
Sol Consulting Group – Assisted voluntary return and reintegration of migrants in situations of vulnerability			647 249
Better Shelter – In-kind contributions	630 225		
Flexport – In-kind contributions	554 740		
Property Business Network Association – Enabling safe return through rehabilitating apartments			500 000
USA for IOM – Supporting the productive integration of Venezuelan refugees and migrants in Latin America programme – phase IV			350 000
Merck Sharp & Dohme – Improving access and promotion of maternal and perinatal health, and sexual and reproductive health for women from migrant and host communities living in extremely vulnerable conditions in Valledupar			250 000
Western Union Foundation – Novas vidas: promoting sustainable integration of young migrants in situations of vulnerability in Brazil			214 856
3Degrees Group – Improvement of Bor state hospital service delivery through a 50 kwh solarization plant with battery bank			173 250
Stichting Benevolentia – Moving the middle – phase II			160 600
USA for IOM – Enhancing border management capacity through biometric documentation processing and registration equipment in the Republic of Moldova			157 500
Private sector organization – online project contributions			149 409
Private sector donations – World migration report			135 000
Asia Pacific Smart Card Association – Regional technical cooperation and capacity-building activities			120 607
OLEODUCTO CENTRAL S.A.S – OCENSA – Prevention of recruitment, use and exploitation of children, adolescents and young people – phase II			114 745
The Consumer Goods Forum – Mitigating forced labour risks and promoting responsible recruitment through the consumer goods forum (human rights coalition – working to end forced labour) in palm oil supply chains in Malaysia			93 136
Maple Leaf Foods – Preparation and mobilization of migrant workers from El Salvador to Canada			86 593
USA for IOM – Central American minors programme – parole processing – Ecuador			76 486
Thai Union Group PCL – Promote protection of migrant workers in Thailand through advisory services to private and public actors			69 994
Yoshiki Foundation America – Funds received in 2023 – to be allocated			68 493
Google LLC. – Enhancing well-being of internal migrant workers in the electronics industries in Viet Nam			68 000
USA for IOM – Enhancing government and civil society assistance on counter-trafficking			65 000
Ikano Group – In-kind contributions	64 478		
Private donations on the IOM website – online project contributions			64 153
USA for IOM – Funds received in 2023 – to be allocated			60 000
Fundação Ariel Glaser Contra o Sida Pediátrico – Continuity of HIV services during public health emergency response in high-risk areas in Mozambique under the president's emergency plan for AIDS relief (PEPFAR)			52 009
Private sector donations for IRIS – Activities and contributions related to the implementation of IRIS			50 000
UEFA Foundation for Children – Sports for inclusion: Football against racism			43 777
VF Singapore Overseas Services Pte. Ltd. – Advancing ethical and responsible recruitment of migrant workers in VF Corporation's global supply chains – phase II			36 000
Unilever Europe B.V. – Promoting protection of migrant workers in Thailand through advisory services to private and public actors			34 775
National Union of Notaries Public from Romania – Supporting live-saving services in north-west Syrian Arab Republic			34 475
Minderoo Foundation – Bali process government and business forum support – net of “for refund”			28 214
Mars, Incorporated – Promoting protection of migrant workers in Thailand through advisory services to private and public actors			26 452
USA for IOM – Piloting the local migration governance indicators in the United States			26 000
Social Solutions International – Strengthening community resilience and food security after typhoon Surigae			25 704

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>PRIVATE SECTOR (continued)</b>			
PUMA SE – Promoting protection of migrant workers in Thailand through advisory services to private and public actors			25 241
ERSTE Foundation – Paving the way for the creation of skills mobility partnerships in Austria			23 381
Netherlands-African Business Council – Migration of African talents through capacity-building and hiring			21 168
Sumitomo Electric Industries, Ltd. – Sumitomo labour supply chain mapping			18 664
CSR Trust for SDGs in India – Ensuring safe migration by institutionalizing a migration support centre in Bangalore, India			13 171
EUROCHAMBRES – Migration of African talents through capacity-building and hiring			12 499
Burberry – Regional and local expertise, exchange and engagement for enhanced social cohesion in Europe			11 227
Federation of Austrian Industries – Paving the way for the creation of skills mobility partnerships in Austria			10 604
Rockefeller Philanthropy Advisors – Support to phase II of the it takes a community campaign			10 000
Voka – Kamer van Koophandel West-Vlaanderen – Migration of African talents through capacity-building and hiring			8 369
Unioncamere Piemonte – Migration of African talents through capacity-building and hiring			5 472
Private individual donations – Funds received in 2023 – to be allocated			2 095
Ooredoo in Kuwait – Corporate social responsibility: engagement for shelter support and community cohesion activities			1 644
Maple Leaf Foods – Funds received in 2023 – to be allocated			346
Private individual donations – Partnership support for trafficked children in Ghana			259
USA for IOM – Supporting basic health needs of Venezuelan migrants in Darién, Panama – for refund			(1 339)
Foundation Open Society Institute (FOSI) – Leveraging the humanitarian-development nexus for the Ukraine response through diaspora engagement in Italy – for refund			(5 268)
Eurasia Foundation – Turkmenistan: building youth resilience through community engagement – for refund			(13 728)
<b>Subtotal: PRIVATE SECTORS</b>	<b>9 532 104</b>		<b>13 325 169</b>
<b>OTHER ORGANIZATIONS</b>			
<b>INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS</b>			
African Development Bank – Kismayo and Baidoa urban water supply and sanitation project – additional financing			7 760 000
Council of Europe Development Bank/Migrant and Refugee Fund (MRF) – Enhancing migration response in Romania – phase II			431 499
Islamic Development Bank – Construction of family health houses in underserved remote rural areas in Balkh, Samangan and Faryab provinces in Afghanistan			403 200
Asian Development Bank – Strengthening health cooperation in the Greater Mekong subregion			400 000
Council of Europe Development Bank/Migrant and Refugee Fund (MRF) – Strengthening protection mechanisms in Poland following the crisis in Ukraine			196 166
Council of Europe Development Bank – Enhancing the response for persons in the Republic of Moldova affected by the Ukraine crisis			105 932
Council of Europe Development Bank – COVID-19 prevention and response measures within the migration response in Bosnia and Herzegovina			77 605
Council of Europe Development Bank/Migrant and Refugee Fund (MRF) – Reception and inclusion of people fleeing the conflict in Ukraine to Slovakia (CEB)			77 008
Council of Europe Development Bank/Migrant and Refugee Fund (MRF) – Supporting the migration response in Hungary following the crisis in Ukraine – for refund			(126)
Council of Europe Development Bank/Migrant and Refugee Fund (MRF) – Emergency response to people fleeing the conflict in Ukraine – for refund			(163)
<b>Subtotal: INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS</b>			<b>9 451 121</b>
<b>GLOBAL VERTICAL FUNDS</b>			
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East response – phase III	7 204 015		18 608 338
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East response: ensuring continuity of treatment and essential services for people affected by HIV/AIDS, tuberculosis and malaria in Iraq,			2 060 700
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – TEAM 2: Tuberculosis elimination among migrants			1 753 073
Gavi Alliance – Strengthen the delivery of COVID-19 immunization services for mobile and hard-to-reach populations along the mobility continuum.			1 114 757
Gavi Alliance – Enhancing COVID-19 vaccination services at point of entries in the Democratic Republic of the Congo			1 006 792
Gavi Alliance – Producing population mobility indicators to identify mobile populations and optimize vaccination sites			1 002 230

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>GLOBAL VERTICAL FUNDS (continued)</b>			
Gavi Alliance – Improving access to COVID-19 vaccination for migrants in situations of vulnerability and mobile populations in humanitarian settings in Afghanistan			900 000
Gavi Alliance – Health systems strengthening			501 800
Gavi Alliance – Accelerating integrated vaccination against COVID-19 of displaced populations in the provinces of Cibitoke, Makamba, Kirundo, Bujumbura and Bujumbura Mairie funded through COVID-19 delivery support			257 934
Gavi Alliance – COVID-19 delivery support and integration into routine immunization (CDS3)			159 699
Gavi Alliance – Targeted country assistance to the government of South Sudan			155 286
Gavi Alliance – Health systems strengthening three programme (HSS3)			151 570
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Technical secretariat of the Colombian country coordinator mechanism of the global fund to fight AIDS, tuberculosis and malaria – phase II – for refund			(7 536)
<b>Subtotal: GLOBAL VERTICAL FUNDS</b>	<b>7 204 015</b>		<b>27 664 643</b>
<b>OTHER ENTITIES</b>			
Other NGOs - Unearmarked Income		963 000	
Naif Arab University for Security Sciences (NAUSS) – The Arab centre for technical cooperation on migration and border management			1 506 904
Save the Children International Myanmar – Community-based tuberculosis awareness, detection, diagnosis and treatment in mobility-impacted communities in Mon, Kayin, and Rakhine states			1 185 308
ShelterBox – Provision of emergency shelter non-food items to communities in Ethiopia	968 015		41 180
Save the Children International Myanmar – COVID-19 control and risk mitigation in global fund projects in Mon, Kayin and Rakhine states, and Sagaing region			991 305
Save the Children International Myanmar – Community-based malaria prevention, detection and treatment in mobility-impacted communities in Mon state and Sagaing region in Myanmar			798 544
People in Need – Strengthening the resilience and recovery of conflict-affected communities in Rakhine state through local leadership, decent work and safe migration			653 321
New York University – Reducing forced labour in Costa Rica’s fishing industry			601 932
ShelterBox – Provision of emergency shelter non-food items to communities in Ethiopia			465 678
Plan International Guinea – Strengthening and decentralizing the fight against tuberculosis and HIV/AIDS to reach vulnerable populations in Guinea in the Guinée forestière area			404 359
Foundation for Innovative New Diagnostics – Introducing COVID-19 rapid tests in mobile and conflict-afflicted populations – net of “for refund”	240 347		135 214
Consorzio Nova DG HOME – Legality diagrams in central and northern Italy			353 098
The Research Institute of Tuberculosis, Japan Anti-Tuberculosis Association – Developing an electronic platform for a pre-entry tuberculosis screening programme in Japan			279 903
Croix-Rouge Genevoise – Return and reintegration assistance programme for people in irregular situation in the Canton of Geneva			276 672
International Initiative for Impact Evaluation – Peacefield Darfur impact evaluation			252 549
Croix-Rouge Genevoise – Return and reintegration assistance program for people in irregular situation in the canton of Geneva			205 395
Economic Community of West African States – Niger: supporting assisted voluntary return of citizens of ECOWAS Member States			200 000
Task Force for Global Health – COVID-19 vaccination project in Guinea			159 998
New York University – Research innovation in estimating the prevalence of human trafficking in the Costa Rican fishing sector			130 882
Elrha – Promoting thermophilic anaerobic digestion in faecal sludge treatment to contribute to the prevention of cholera outbreaks in Rohingya refugee camps in Bangladesh			126 238
Federazione Lavoratori Agro Industria – Preventing and combating illegal work and exploitation in the agricultural sector in southern Italy			115 212
International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies – Enhancing the capacity and quality of the humanitarian shelter and settlement response			101 430
University of Essex – Survivors of modern slavery in prisons: the blind spot of the United Kingdom anti-slavery regime			84 287
University of Southampton – Redressing gendered health inequalities of displaced women and girls in contexts of protracted crisis in Central and South America – REGHID			81 750
American Jewish World Service – Temporary support and assistance to sensitive Myanmar nationals transiting through the Republic of Korea to the United States of America			57 223
Estonian Refugee Council/DG HOME – Welcome sessions for beneficiaries of international protection in Estonia – phase III			55 901
Federazione Lavoratori Agro Industria – Funds received in 2023 – to be allocated			53 722
Fundación Ayuda en Acción – Contributing to the prevention of human trafficking and irregular migration in communities on the border of Nicaragua with Costa Rica and Honduras			53 591



	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>OTHER ENTITIES (continued)</b>			
Organización Iberoamericana de la Seguridad Social (OISS) – Study on social security access for migrants in Ibero-America			43 621
Norwegian Refugee Council – Logistical support to the Norwegian election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Nigeria 2023			31 796
Centre for Equal Opportunities and Opposition to Racism – Community policing without borders			28 419
University of Warwick – Data and displacement: assessing the practical and ethical implications of targeted humanitarian protection			28 149
Save the Children International Myanmar – Targeted HIV prevention and community-based diagnosis, treatment, care and support in mobility-impacted communities in Mon and Kayin states in Myanmar			26 811
Croix-Rouge Genevoise – Return and reintegration assistance programme for people in an irregular situation in the canton of Geneva			24 411
Red Cross Society of Bosnia and Herzegovina – In-kind contributions	22 007		
International Catholic Migration Commission/DG HOME – SHARE SIRA project: expanding social orientation and integration for newcomers in rural areas			18 537
Norwegian Refugee Council – Logistical support to the Norwegian election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Zimbabwe 2023			17 965
Consorzio Comunitas – Facilitating the integration of resettled refugees in Croatia, Italy, Portugal and Spain – Italy			15 748
Fondazione Adecco – Facilitating the integration of resettled refugees in Croatia, Italy, Portugal and Spain – Italy			12 142
Università per Stranieri di Siena – Facilitating the integration of resettled refugees in Croatia, Italy, Portugal and Spain – Italy			10 389
United Cities and Local Governments – Balancing migration narratives in the Americas			10 000
World Vision – Community response map: World vision digital accountability for Ukraine response			10 000
Pleegzorg Vlaams-Brabant en Brussel (PVBB) – Alternative residential care systems for unaccompanied migrant children			9 385
University of Liverpool – Evaluating the provision of distributed technology to adults with lived experience of modern slavery			8 762
Queen’s University Canada – Real-time monitoring of gender-based violence threats against displaced Venezuelan women and girls in Brazil, Ecuador and Peru			7 820
Human Rights Defence League Cluj-Napoca/DG HOME – Integrated assistance for migrants: intercultural communities and solidarity (2020–2022)			7 689
Norwegian Refugee Council – Logistical support to the Norwegian election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Lebanon 2022			6 190
Uit De Marge – Community policing without borders			5 664
Fundația Schottener Servicii Sociale – InterACT – active participation and integration of migrants in Romania (2023)			2 938
University of Fribourg – Gender, return migration and reintegration in the Gambia, Guinea and Senegal			2 448
Association for the Social Support of Youth (ARSIS) – Alternative residential care systems for unaccompanied migrant children			2 265
Ecumenical Association of Churches in Romania (AIDRom) – InterACT – active participation and integration of migrants in Romania (2023)			2 046
Norwegian Refugee Council – Logistical support for the Norwegian election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Zambia 2021			1 822
Minderheden Forum – Community policing without borders			1 100
International Medical Corps – Funds received in 2023 – to be allocated			1 013
Human Rights Defence League Cluj-Napoca/DG HOME – SIM_CIS: Integrated services for migrants – intercultural communities and solidarity – for refund			(1 307)
Caritas Solothurn – The other talk project – teaching migration – for refund			(4 232)
British Council Nepal – Generating evidence for future skills needs of migrant workers in Nepal – for refund			(9 225)
Plan International Foundation in the Netherlands/DG INTPA – IOM contribution to: joining forces: multi-stakeholder action to offer young refugees and host communities a sustainable future in Ethiopia – net of “for refund”			(13 534)
Asociația Global Help/DG HOME – Regional network for migrant integration in Romania – MyRO (2020–2022) – for refund			(15 613)
Organization of American States/DG INTPA/DEVCO – Irregular migration prevention programme in the Mesoamerica region – El Salvador – for refund			(129 544)
<b>Subtotal: OTHER ENTITIES</b>	<b>1 230 369</b>	<b>963 000</b>	<b>9 535 271</b>
<b>Subtotal: OTHER ORGANIZATIONS</b>	<b>8 434 384</b>	<b>963 000</b>	<b>46 651 035</b>

C/115/3  
 Appendice 8 (suite)  
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
<b>PRIOR PERIOD ADJUSTMENTS – NON-MEMBER STATES, AGENCIES AND OTHERS</b>			<b>(1 650 515)</b>
Promissory note repayments			22 432 408
Net interest and other income		60 019 672	
Refugees, migrants, sponsors and others			193 126 838
Year-end net accrual adjustments of downpayment and receivables			(207 925 653)
<b>GRAND TOTAL CONTRIBUTIONS</b>	<b>19 243 917</b>	<b>105 603 562</b>	<b>3 331 869 092</b>

## LISTE DE SERVICES EN NATURE REÇUS

Les principales catégories de services en nature fournis gracieusement à l'OIM sont énumérées dans le tableau suivant.

Donateur	Type/catégorie de services en nature reçus	Unité/mesure
Comité consultatif pour les questions d'audit et de surveillance	Services de vérification comptable	36 jours
Université de Boston	Services de personnel	176 jours
CANADEM	Services de personnel	680 jours
Programme Carlo Schmid	Services de personnel	339 jours
Conseil chinois des bourses d'études	Services de personnel	1 228 jours
CMS Hasche Sigle Partnerschaft von Rechtsanwälten und Steuerberatern mbB	Services juridiques	10 jours
Conseil danois pour les réfugiés	Services de personnel	146 jours
Deutscher Akademischer Austauschdienst [Service allemand d'échanges universitaires]	Services de personnel	182 jours
DLA Piper	Services juridiques	100 jours
Université Duke	Services de personnel	676 jours
Erasmus+	Services de personnel	406 jours
Ministère fédéral des affaires économiques et de l'action climatique (Allemagne)	Services de personnel	87 jours
Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (Belgique)	Services de personnel	429 jours
École de politiques publiques Gerald R. Ford	Services de personnel	67 jours
Gouvernement du Ghana	Services de vérification comptable	312 jours
École Kennedy de l'Université Harvard	Services de personnel	81 jours
iMMAP	Services de personnel	920 jours
Organisation internationale du Travail	Services de personnel	360 jours
Irish Aid	Services de personnel	686 jours
Université d'État de Kent	Services de personnel	73 jours
Agence coréenne de coopération internationale	Services de personnel	69 jours
Fondation Kühne	Services de personnel	182 jours
École Munk des affaires internationales et politiques publiques (Université de Toronto)	Services de personnel	182 jours
Conseil norvégien pour les réfugiés	Services de personnel	3 937 jours
RedR Australie	Services de personnel	438 jours
Rijksdienst voor Ondernemend Nederland [Office néerlandais des entreprises]	Services de personnel	622 jours
Smith College	Services de personnel	102 jours
Agence suédoise pour la protection civile	Services de personnel	3 343 jours
Direction du développement et de la coopération de la Suisse	Services de personnel	723 jours
Université d'études étrangères de Tokyo	Services de personnel	42 jours
Association canadienne pour les Nations Unies	Services de personnel	313 jours
Università degli Studi di Catania [Université de Catane]	Services de personnel	182 jours
Université de Greenwich	Services de personnel	129 jours
Université de Westminster	Services de personnel	438 jours